

1554

Le Monde

Cahier
« Initiatives-Métiers »
8 pages d'offres d'emploi

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15824 - 7 F

MARDI 12 - MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Une campagne
de publicité
du gouvernement
pour le plan
Juppé

Paris attend toujours une réponse serbe sur ses pilotes détenus en Bosnie

LE GOUVERNEMENT estimait, lundi 11 décembre en début de matinée, d'avoir pas reçu de réponse satisfaisante de la part des Serbes sur le sort des deux pilotes français que ceux-ci détiennent depuis le 30 août. Le ministre de la défense, Charles Millon (qui a employé le terme d'« ultimatum »), et son collègue des affaires étrangères, Hervé de Charette, avaient lancé une mise en demeure aux Serbes leur enjoignant de dire avant lundi quelle est la situation du capitaine Frédéric Chiffot et du lieutenant José Souvignat. M. de Charette avait laissé entendre que, passé ce délai, la France prendrait des mesures de rétorsion.

Celles-ci étaient encore à l'étude, lundi matin, alors que les autorités passaient en revue les options à leur disposition. Le sentiment était que « l'affaire n'est pas bouclée » et que les Serbes pourraient encore donner satisfaction à la France. Mais le temps est compté: Paris doit, en principe, accueillir jeudi 14 décembre la signature des accords de Dayton sur la paix en Bosnie.

Lire page 34
et nos informations page 3

Une avancée pour Ankara

Le Parlement européen devrait ratifier le 13 décembre l'accord d'union douanière entre les Quinze et la Turquie, p. 3

« Les Restos du cœur » ouvrent

Les grandes associations de solidarité enregistrèrent une baisse des dons alors que les Restos du cœur entament leur 11^e campagne. p. 15

L'empire Gazprom

Le premier producteur mondial de gaz fait la loi en Russie. Le combinat et Gaz de France devraient pouvoir s'échanger mutuellement une fraction de leur capital. p. 20

« Part. ch. maison cocon »

Les Français aspirent à acheter des maisons qui ressemblent à des « nids », mais les promoteurs sont en panne d'imagination. p. 26

La collection de Renault

Le peintre Victor Vasarely attaque l'entreprise automobile en justice à propos de la conservation des œuvres d'art accumulées par la Régie dans les années 60 et 70. p. 28

Abonnement: 3 DM: Anvers-Guyane, 9 F: Antioche, 25 F: Bâle, 45 F: Canada, 2,25 S: CAN, 25 F: France, 300 F: CFA, Danemark, 14 KRO, Espagne, 220 Ptas, Grèce-Bretagne, 12: Grèce, 220 DR, Irlande, 140 C: Italie, 2700 L: Luxembourg, 40 FL: Maroc, 9 Dhs: Mexique, 14 000 L: Pays-Bas, 3 FL: Portugal, 220 Ptas, 220 Ptas: Roumanie, 9 F: Suède, 300 F: CFA, Suisse, 15 KRO: Suisse, 2,10 F: Tunisie, 100 L: USA, 100 L: 2 S: USA, 100 L: 2 S: 2 S.

M 0147 - 1212 - 7 00 F

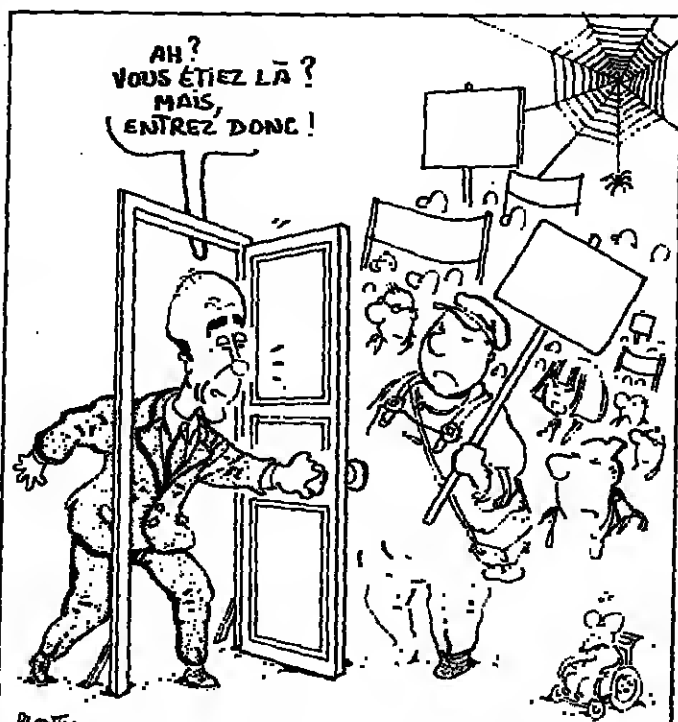


Les syndicats maintiennent la pression sur M. Juppé

- La CGT attend des engagements « plus nets » du premier ministre après les premières concessions du gouvernement
- La plupart des syndicats espéraient une mobilisation massive mardi
- Léger repli du franc ● La gauche a gagné cinq des sept sièges de député en jeu dimanche

M. JUPPÉ devait recevoir, lundi 11 décembre, les dirigeants syndicaux, en commençant par Louis Vianet, secrétaire général de la CGT. Sur France 2, dimanche soir, le premier ministre a fait part de sa volonté de renouer le dialogue en recevant les syndicats mais aussi en faisant certaines concessions. Ainsi la commission Le Vert, chargée de réfléchir à la réforme des régimes spéciaux, a été suspendue. La signature du contrat de plan de la SNCF a été renvoyée sine die. Enfin, M. Juppé a indiqué qu'il n'était pas question de toucher à l'âge de départ à la retraite des personnels roullants de la SNCF, fixé à 50 ans. Il s'est déclaré disposé, après la crise, à réunir un sommet sur l'emploi qui discutera notamment de la réduction de la durée du travail.

Tandis que la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC se félicitaient de l'annonce d'un sommet social, la CGT et FO continuait de réclamer une « négociation globale » avec le premier ministre, sans toutefois faire du retrait du plan Juppé un préalable. Louis Vianet et Marc Blon-



del ont cependant pris acte des concessions de M. Juppé, tout en maintenant leur journée d'action, mardi. Ils n'ont pas appelé à la reprise du travail. Tout en parlant d'une « première tentative d'ouverture sur des points non négociables », le secrétaire général de la CGT a réclamé des « engagements plus clairs, plus nets, plus précis ». Lundi, les grèves se poursuivaient dans plusieurs entreprises du secteur public, et la paralysie demeurait quasi-totale à la SNCF et à la RATP.

Lundi matin, des cheminots ont bloqué les entrées de Rouen pour

en faire une ville « en état de siège ». A Toulouse, trois agences de France Télécom ont été occupées. Les mineurs de Lorraine ont repris progressivement le travail.

M. Juppé a recouru dimanche soir à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, pour mettre fin à l'obstruction pratiquée par les parlementaires de l'opposition sur le projet de loi d'habilitation. Le second tour des sept élections législatives partielles a donné la victoire à la gauche dans cinq circonscriptions. Le Front national, présent dans deux circonscriptions, n'en a emporté aucune.

- Récit politique et état des grèves p. 6
- Un week-end de contacts avec les syndicats; les manifestations de mardi p. 7
- L'intervention du premier ministre p. 8
- Le contrat de plan SNCF; le service public vu de Bruxelles; prélèvements fiscaux et croissance p. 8-9
- Reportages: les mineurs de Lorraine, Bordeaux p. 10
- Des marchés financiers sceptiques p. 12
- Les résultats des élections législatives et cantonales partielles p. 13
- Un entretien avec Alain Touraine et Dominique Strauss-Kahn p. 18
- Notre éditorial: « Dernière chance pour M. Juppé » p. 19
- Informations pratiques et transports de substitution p. 27
- Les chroniques de Luc Rosenzweig et de Pierre Georges p. 33 et 34

Des grévistes: « Demain ne sera plus comme hier, il faudra du respect »

UN JEUNE HOMME est mort, dimanche soir, gare du Nord, au bord d'une voie. Des cheminots l'ont trouvé dans la nuit, recroquevillé par le froid, à une centaine de mètres du brasero autour duquel ils s'apprêtaient à attendre l'aube de leur dix-huitième jour de lutte. « Pauvre type ! », a soupiré José en s'approchant du foyer. « C'est du social dont Juppé aurait dû s'occuper d'urgence plutôt que de s'en prendre aux cheminots et à la Sécu ! » Mal lui en a pris, a renchérit un mécano, « son intervention télé d'hier soir marque le début de sa fin ».

Les autres n'en sont pas si sûrs et pressentent un piège. Il faudrait d'abord traduire le discours « en français moyen », suggère Jean-Claude, conducteur de train depuis 1972; il faudrait le « décoder », car le premier ministre était, selon lui, « mielleux et sinistre », « imprécis et retors », « déclaré à nous emmêler les pinceaux ». La preuve? Cette tentative de se rallier le personnel « roullant » afin « de diviser pour mieux régner ». Et cette façon d'admettre, comme une évidence, le mot « négociation », pour le-

quel nous nous sommes bagarrés pendant deux semaines ! Non. La confiance ne règne pas. « Quel que Juppé fasse, dit un gaillard moustachu, on filera l'entour-loup ».

Au poste 1, grandes lignes de Paris-Nord, « on ne lâchera pas ». Le mouvement est « devenu un fleuve », dit Jean-Jacques, en sciant du petit bois pour le feu. « Je me suis lancé dans la bagarre comme conducteur. Le lendemain, je me sentais avant tout cheminot. Puis j'ai endossé l'habit du fonctionnaire. Et, maintenant, je me sens tout simplement salarié, comme les gens du privé que j'aimerais rallier à la cause... Si j'arrêtais demain, je ne pourrais plus regarder un poster en face ».

Au centre de maintenance de la RATP, rue Championnet à Paris, les grévistes, interrogés sur la suite, montrent le sapin dressé au milieu de la cour. On tendra, s'il le faut, jusqu'à Noël. « Mardi, Juppé s'est tordu la cheville, ce soir il a plié le genou, la semaine prochaine il se cassera la queue ! », s'écrit Bernard. « S'il a reculé, c'est une vic-

toire, ça nous galvanise », ajoute posément Michel, le chef cégétiste, qui essaie vainement de canaliser les propos véhéments de son bataillon de grévistes. Ils disent leur scepticisme - « Juppé ment » -, leur écœurement - « Ce discours veut diviser les salariés, il caresse les roullants dans le sens du poil ».

Depuis quinze jours, ils ont beaucoup discuté, réfléchi. Leur discours s'est enrichi. Leurs revendications aussi. Le retrait du plan Juppé reste « le préalable absolu » à l'arrêt du mouvement. Mais il ne suffit plus. « On ne se bat pas seulement pour nos acquis. On a des femmes, des enfants dans le privé. Mon père s'est battu pour la Sécu et les caisses de retraite. Moi, je me bats pour que le régime progresse. On en revient au moins aux trente-sept ans et demi dans le privé », explique Michel. Ce n'est pas tout. Ils veulent un changement radical de politique. « La feuille de paie n'est pas l'ennemi de l'emploi. C'est Jacques qui l'a dit, on n'est pas plus royalistes que le roi », ironise Michel.

Première exigence, une hausse des salaires: « Ce soir, Juppé crie à la crise. Il veut faire redémarrer l'économie. Mais avec quoi? Si on enlève les prélèvements de nos salaires, on n'a tout juste de quoi manger. On a des collègues qui travaillent et qui dorment dans leur voiture, car ils n'ont plus de quoi payer leur loyer », affirme Alain. « A la RATP, il y a 8 000 saisies sur salaire et 4 000 dossiers de surendettement », précise Bernard, élu à la commission sociale.

On parle défense du service public, lutte contre la pollution - grâce aux transports en commun -, taxation des profits, justice, dignité. « Quel qu'il en sorte, demain ne sera plus comme hier. Il faudra du respect: Si on nous emmerde, on récupère ! » Qui les arrêtera? « Il faut que les gens cessent de nous applaudir dans les manifestations », répond Michel. « Juppé a dit: "A 2 millions, je démissionne." Peut-être qu'avec 2,2 millions de personnes on peut lui demander 2 000 balles ! »

Annick Cojean
et Véronique Maurais

Du « pacte républicain » au pacte social

DÉCOUVRANT l'incapacité du dialogue social à la SNCF, Alain Juppé a annoncé le retrait du contrat de plan entre l'Etat et l'entreprise ferroviaire: son président sera vraisemblablement amené à tirer les enseignements de ce désaveu. Et, boooe logique, pour le même motif, le plan de réforme de la Sécurité sociale, et le premier ministre qui en est l'auteur, devraient encourir la même sanction, tant le défaut de dialogue du gouvernement avec les personnels qui dépendent de lui - fonctionnaires et agents des services publics - a été patent et lourd de conséquences. Il n'en est rien, pourtant, et pour une raison simple: Alain Juppé est aujourd'hui irremplaçable.

Il semble ainsi que dans le cas de M. Juppé, et contrairement à ce qu'il a affirmé dimanche soir, l'emploi de premier ministre soit de moins en moins « précaire » et de plus en plus garanti. C'est là, pour celui qui en bénéficie, un avantage inestimable par les temps qui courent. On pourrait dire cependant de ce privilège, comme on le dit de la santé, qu'il n'a pas de prix, mais que, comme la santé encore, il a un coût: plus de quinze jours d'une grève totale des chemins de fer et des transports parisiens,

agrémentée d'arrêts de travail à EDF-GDF, à La Poste et à France Télécom; des centaines de milliers de manifestants à travers le pays; une économie entravée par la paralysie ou les perturbations des services publics; une rupture encore aggravée entre les citoyens et les responsables politiques. Sans compter, pour la droite au pouvoir, un second tour d'élections législatives partielles qui prouve que les sondages n'enregistrent pas seulement un mouvement d'humeur, mais bien un retournement de l'opinion, sept mois après la présidentielle.

Couronnant le tout, un prétexte a été donné aux adversaires de Maastricht pour faire renaitre les doutes sur le choix européen de la France, en imputant à celui-ci la responsabilité d'une crise sociale que la gravité de l'enjeu - le crédit de l'économie française sur les marchés financiers et son aptitude à honorer l'engagement de l'Union monétaire - aurait dû commander à Jacques Chirac et Alain Juppé, partisans du « oui » il y a trois ans, d'éviter à tout prix.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 19

Le football comme passion



MICHEL PLATINI

STRATEGE du football français, comme capitaine des Bleus puis comme sélectionneur national, Michel Platini n'a pas fini d'assouvir sa passion. Il coprésidera le Comité d'organisation de la Coupe du monde qui aura lieu en France en 1998. Le tirage au sort des éliminatoires de cette compétition est organisé, mardi 12 décembre, à Paris.

Lire pages 17 et 24

International	2	Agenda	27
France	6	Abonnements	27
Canet	14	Météorologie	27
Société	15	Mots croisés	27
Horizons	17	Loto, toto sportif	27
Entreprises	20	Culture	28
Finances	22	Communication	32
Aujourd'hui	24	Radio-Télévision	33

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 12 DÉCEMBRE 1995

CONJONCTURE A l'approche du conseil européen des 15 et 16 décembre à Madrid, qui doit être surtout consacré au passage à l'union monétaire, Yves-Thibault

de Silguy, le commissaire européen chargé de ce dossier, explique, dans un entretien au Monde, que cette réunion doit constituer « l'acte de naissance de la monnaie unique, la

forme la plus achevée de la stabilité monétaire ». M. de Silguy estime qu'il serait « extrêmement dangereux » de ne pas respecter la date du 1^{er} janvier 1999. ● LE PATRONAT

français se prononce contre « une Europe à la carte où chaque Etat choisirait les règles qu'il respecterait ou non ». ● CES DISCUSSIONS interviennent au moment où le ra-

lentissement de la croissance en Europe est attribué par certains aux exigences du traité de Maastricht, qui engendrerait crise de confiance et malaise social.

Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen aux affaires économiques et financières

« On a besoin de réaliser la monnaie unique le plus vite possible »

La France peut respecter les critères de Maastricht fin 1997

« Une grève qui se prolonge et qui vient s'ajouter à une conjoncture médiocre : la France conserve-t-elle une chance sérieuse de remplir d'ici janvier 1998 les conditions prévues par le traité de Maastricht pour passer à la monnaie unique ?

— La France conserve assurément toutes ses chances. Je n'ai jamais douté un instant de la détermination du président Chirac et du gouvernement français. J'ajouterais qu'il ne faut pas que les grèves interfèrent dans ce processus. Monnaie unique ou pas, il n'y a pas d'autre choix, en France comme dans les autres pays européens, que de réduire les déficits publics. Nous ne sommes plus en 1930. Depuis la fin des années 80, nous vivons dans un monde où les capitaux circulent librement, où ce sont les marchés qui sont les gardiens, qui sanctionnent les politiques économiques déraisonnables. Cela veut dire qu'un pays qui laisse filer son déficit et augmenter sa dette publique, qui ne contrôle pas son inflation, voit inexorablement sa monnaie se déprécier et ses taux à long terme augmenter. Avec comme conséquence que les conditions de financement sont plus chères pour les entreprises, que l'investissement décroît et que le chômage augmente.

— Que se passera-t-il cependant si, début 1998, on constate que les déficits publics, en France, se situent encore autour de 3,5 % du PIB ? Ne serait-il pas prudent de prévoir la possibilité de prolonger d'un an ou deux la deuxième étape de l'UEM ?

— Non. D'abord je n'ai aucune raison de penser que la France ne sera pas en dessous de 3 % à la fin de 1997. Le plan qui a été présenté, tant pour ce qui concerne l'assainissement de la Sécurité sociale que les perspectives budgétaires, nous donne à penser qu'être en dessous de 3 % est non seulement possible, mais va dans le sens de la marche normale des choses. Il serait extrêmement dangereux de ne pas respecter la date du 1^{er} janvier 1999, non seulement parce que juridiquement cela impliquerait de modifier le traité de Maastricht, mais surtout parce que nous avons besoin, pour des raisons économiques et politiques, de réaliser la monnaie unique le plus vite possible.

« La monnaie unique c'est la forme la plus achevée de la stabilité monétaire. Or, en Europe, ceux qui se plaignent le plus des dégâts résultant des fluctuations monétaires de ces dernières années, ce sont les Français. La seule manière d'y mettre définitivement un

terme, c'est de réaliser la monnaie unique. C'est à cette seule condition qu'on préservera le marché unique ainsi que les principales politiques communes, à commencer par la politique agricole commune.

— L'agitation sociale actuelle redonne de la voix aux adversaires de Maastricht, aux partisans de l'« autre politique », pour qui la priorité serait de réduire les taux d'intérêt. N'est-il pas possible de réduire le coût de l'argent autrement qu'en réduisant les déficits ?

— Il y a consensus, notamment parmi les ministres des finances européens, pour considérer qu'il n'existe pas d'autre solution aujourd'hui que de réduire les déficits publics. Il n'y a plus guère que certains milieux en France, les adversaires de Maastricht, pour dire l'inverse. Peut-être parce qu'en France on est encore trop axé sur le modèle keynésien. Celui-ci ne tient pas compte de la réalité, qui est qu'en termes politiques le rideau de fer est tombé et qu'en termes économiques les capitaux circulent librement. Les exemples historiques montrent — ce fut récemment le cas de la Suède — qu'à chaque fois qu'on a laissé filer les déficits, cela s'est fait contre l'emploi.

— Au niveau des Quinze, il n'y a pas eu jusqu'ici de controverses sur le calendrier de l'UEM, et les choses avancent. Jusqu'à quel point l'adoption, vendredi 15 décembre, à Madrid, d'un scénario de passage à la monnaie unique, constituera-

t-elle un progrès important ?

— Madrid est un tournant pour la monnaie unique. Madrid doit être vraiment l'acte de naissance de la monnaie unique. Pourquoi ? Parce que la Commission, comme le président Jacques Santer a eu l'occasion de le dire, attend trois choses : 1) la confirmation politique du calendrier, c'est-à-dire de la date du 1^{er} janvier 1999, pour dissiper une fois pour toutes les



YVES-THIBAUT DE SILGUY

ambiguïtés ; 2) la validation du scénario, c'est-à-dire le dispositif de passage et les étapes pour parvenir à la monnaie unique ; 3) la levée des incertitudes sur le nom de la monnaie.

« A partir du moment où l'on aura un scénario et un nom, nous pourrions faire ce qui nous est interdit pour le moment, c'est-à-dire la pédagogie et l'explication pour le grand public. Je suis persuadé que si Madrid arrive à entériner un accord des chefs d'Etat et de gouvernement sur ces trois points, nous assiste-

rons à un formidable retour de confiance, non seulement des marchés, mais aussi des opinions publiques.

— Les Allemands entendent que les pays qui participeront à la monnaie unique concluent un pacte de stabilité. Ses modalités devront être fixées au premier semestre prochain. Vous attendez-vous à un débat difficile ?

— Un débat stérile ; difficile, je ne sais pas. Il est clair que tout le monde est d'accord pour renforcer la convergence. La Commission partage cet objectif. Elle considère que, grâce au traité, elle dispose de tous les moyens nécessaires pour s'assurer que, lorsque la monnaie unique sera mise en place, cette convergence demeurera. Bien entendu, nous sommes prêts à participer à un exercice, je dirais de définition du mode d'emploi du traité, mais ce qui est essentiel, c'est qu'on reste à l'intérieur du traité, qu'on ne rajoute pas de nouvelles conditions et, en outre, que les dispositions qui devront être prises soient prises à quinze, autrement dit qu'on ne crée pas un « Schengen budgétaire », limité à un « noyau dur » de pays européens participant à la monnaie unique. Il faut en effet éviter de casser l'Europe en deux, et il ne faut pas donner le sentiment qu'il y a les élus d'un côté et les exclus de l'autre. Ce serait mettre le doigt dans un engrenage qui, à terme, ferait éclater l'Europe.

— On dit les Allemands réticents à l'égard de la monnaie

unique. Quel est votre sentiment ?

— Pour ce qui concerne les politiques, les autorités responsables, il n'y a pas de réticences. Il y a un problème dans l'opinion publique, et je le comprends. La population allemande a vu sa prospérité depuis la fin de la guerre assurée par le deutschemark et la Bundesbank. On lui explique maintenant qu'il faut remplacer le mark par une monnaie européenne et transférer les pouvoirs de la Bundesbank à une Banque centrale européenne. Ce qu'il faut, c'est rassurer les Allemands et leur expliquer que la monnaie européenne sera aussi stable que le mark et que l'existence de la Banque centrale européenne leur donne les mêmes garanties, en termes de stabilité des prix, que leur donnait la Bundesbank.

— Que penser de la crainte manifestée par certains d'une Europe divisée en deux après la création de la monnaie unique, avec le risque que les pays restant en dehors pratiquent des dévaluations compétitives ?

— C'est la raison pour laquelle nous devons accompagner le passage à la monnaie unique de la définition d'un cadre monétaire assurant la stabilité des relations entre les pays qui seront dès le début dans la monnaie unique et ceux qui n'y seront pas encore. Je dirai que, parallèlement à la mise en place d'un pacte de stabilité budgétaire, il faut mettre en place un pacte de stabilité monétaire, un Système monétaire européen renoué, fondé sur la monnaie unique

et qui permettra d'assurer plus de solidarité monétaire. J'ajoute que pour être crédible dans cette démarche, il faudra assurer aussi plus de convergence budgétaire entre les pays qui seront dans le système et ceux qui n'y seront pas encore.

— Pour un pays comme la France, participer à la monnaie unique présente-t-il un avantage en terme d'emploi ?

— Incontestablement. Pour réaliser la monnaie unique, c'est-à-dire pour faire en sorte que les pays puissent vivre ensemble avec la même monnaie, il faut qu'on ait établi un cadre économique sain. Cela veut dire qu'on a réduit les déficits, les dettes et maîtrisé l'inflation, et ça veut dire qu'on a recréé les conditions de la confiance. A ce moment-là, l'épargne viendra beaucoup plus facilement s'investir dans la zone de l'Union monétaire, et donc en France.

— Nous créons ainsi pour les entreprises les conditions de financement à moindre coût, ce qui attirera l'épargne internationale. Les consommateurs, rassurés par cette politique économique, ouvriront leur bourse et leur portefeuille. Toutes les conditions seront réunies pour avoir plus de croissance et plus d'emplois. J'ajoute que, au niveau européen, si cette politique est suivie sur la période 1995 à 1997, nous créerons en trois ans plus de quatre millions d'emplois nets.

Propos recueillis par Philippe Lemaître

Le ralentissement de la croissance se confirme dans les pays industrialisés

« DERRIÈRE la crise sociale se profile une crise économique (...). Il faut d'abord rétablir la confiance », a indiqué Alain Juppé, le 10 décembre, lors de son entretien télévisé sur France 2. A en juger par les dernières indications relatives à l'économie française (lire page 9), le diagnostic risque de se confirmer dans un environnement mondial lui aussi gagné par le doute.

A l'heure actuelle, ce sont, peu ou prou, tous les pays industrialisés qui sont affectés par un net ralentissement de l'activité que beaucoup attribuent en priorité à un ébranlement de la confiance — au niveau des entreprises comme des ménages — dont l'épicentre n'est pas seulement européen. Un malaise venu stopper trop tôt en Europe un processus de reprise qui avait réellement démarré il y a un peu plus d'un an et qui a conduit les experts — auxquels les gouvernements sont en train d'emboîter

le pas — à revoir à la baisse leurs perspectives de croissance, tant pour 1995 que pour 1996.

Dans le cas des Etats-Unis, qui restent la locomotive de l'économie mondiale, la quasi-stabilisation du taux de chômage en novembre, annoncée le 8 décembre par le département américain du travail, est un élément d'interrogation. Pour cette période, le nombre de demandeurs d'emploi s'est établi à 5,6 % de la population active, contre 5,5 % en octobre. Environ 166 000 emplois ont été créés ce mois-là, un chiffre légèrement supérieur aux prévisions. Il reste que, après le boom estival qui s'était repercuté sur le produit intérieur brut américain au troisième trimestre (le PIB avait alors augmenté de 4,2 % en rythme annuel, après une baisse de 2,7 % pour le trimestre précédent), le ralentissement de l'activité, imputable en partie aux contrecoups

de la crise mexicaine, s'est accentué ces derniers mois.

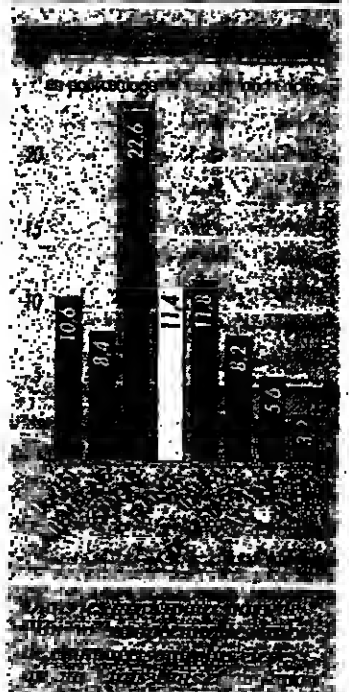
Le fléchissement de la consommation, directement lié au surdimensionnement des ménages américains, en dépit de la baisse des taux d'intérêt, est en grande partie responsable de cette situation, particulièrement perceptible dans le secteur de la construction et des ventes d'automobiles, deux baromètres-clés lorsqu'il s'agit de mesurer le degré de confiance des Américains dans leur propre économie. A cet égard, la nouvelle baisse des ventes de logements neufs annoncée le 8 décembre par le département du commerce (ils ont diminué de 2,7 % en octobre après une diminution de 1 % le mois précédent) confirme ce ralentissement de l'économie, dont Alain Juppé, vice-président de la Fed, a admis la réalité dans un récent entretien au New York Times. M. Juppé s'est bien gardé de dire si cette situation nouvelle allait conduire la Banque centrale à assouplir sa politique monétaire. Le bras de fer auquel se livrent la Maison blanche et les républicains, majoritaires au Congrès, à propos du budget fédéral et de son déficit qu'il convient de contenir, risquent de peser au moins autant sur les taux d'intérêt que les indications « techniques » relatives à l'économie.

SEUL PSYCHOLOGIQUE

Tout cela étant dit, et contrairement à ce qui se passe en Europe, la croissance aux Etats-Unis est repartie dès le printemps 1991. Il est donc normal qu'avec une telle longévité les conjoncturistes s'interrogent sur un éventuel ralentissement de l'activité qui se produira bien un jour. Ces interrogations n'impressionnent pourtant pas Wall Street, où l'indice Dow Jones continue à caracoler, battant sans cesse de nouveaux records.

Les mêmes questions venues d'outre-Rhin jettent en revanche un froid. L'économie allemande — la troisième au monde, après celle des Etats-Unis et du Japon — a surpris par son soudain ralentissement. Au troisième trimestre, la croissance allemande n'a été que

L'emploi européen menacé



de 1,5 %, repassant ainsi sous le seuil psychologique de 2 %, alors qu'elle se situait encore à 2,2 % pour les trois mois précédents et à 2,9 % au premier trimestre. Qui plus est, durant la même période, la production industrielle a régressé de 1,6 %. Du coup, au lieu d'une réduction des demandeurs d'emploi, le pays a enregistré 53 000 chômeurs supplémentaires en novembre, ce qui porte leur total à 3,6 millions de personnes avec un taux de chômage global de 9,3 %.

D'un trimestre à l'autre, nombre d'indicateurs ont pâli. La consommation privée n'a crû que de 1,1 %, contre 2,5 % pour le trimestre précédent, et les exportations — un des principaux moteurs de l'économie allemande — n'ont augmenté que de 1,5 %, contre 1,7 % trois mois plus tôt. Un recul qui doit beaucoup, il est vrai, à la hausse du deutschemark. Pour les spécialistes qui n'escomptent pas de redressement sensible avant le

second semestre 1996, après une croissance ramenée à moins de 2 % cette année, le plus préoccupant dans l'immédiat est la palme de l'investissement. Celle-ci est surtout sensible dans le secteur des biens d'équipement, où l'investissement a reculé de 0,9 % après une augmentation de 3,7 % le trimestre précédent, et dans celui du bâtiment et des travaux publics, où il est proche désormais du niveau zéro. A terme, les importantes hausses de salaires accordées durant les négociations du printemps risquent de pénaliser fortement la compétitivité des entreprises allemandes et de peser sur la croissance. Pour nombre d'observateurs, la seule issue passe par une baisse significative des taux d'intérêt, qui aiderait la France à faire de même.

Au Japon, dont l'effet d'entraînement sur l'économie mondiale n'est pas comparable à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne, ce n'est qu'à l'horizon 1996, grâce à une reprise cyclique entretenue par le rebond de la consommation, que le paysage économique devrait s'améliorer un peu. Dans son dernier rapport consacré à ce pays, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit une croissance de 1,8 % alors qu'en juin, l'organisation tablait encore sur une augmentation de la richesse nationale de 2,5 %. Pour 1995, la prévision finale a été brutalement ramenée à 0,3 % en raison des faiblesse persistantes de l'économie japonaise, récemment aversées par l'Agence de planification économique. Cela en dépit des quelque 700 milliards de francs injectés dans l'économie à l'occasion du dernier plan de relance. Un des rares motifs de satisfaction est la légère remontée de l'indice de confiance des grandes entreprises manufacturières nipponnes en novembre. En revanche, dans le secteur financier, le lancinant problème des créances douteuses auquel est confronté le système bancaire reste un grave facteur d'incertitude.

Serge Marti

Le patronat français est hostile à une Europe à la carte

AU MOMENT où plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, s'interrogent sur la réalité de l'engagement français vis-à-vis de l'union monétaire, le Conseil national du patronat français (CNPF) a rappelé qu'il était hostile à une Europe à la carte. Cette position est exprimée dans un document intitulé « Pour une Europe dynamique et cohérente » où le CNPF explique ses propositions de réformes en vue de la conférence intergouvernementale de 1996.

Vice-président-directeur général de la Lyonnaise des eaux et président de la commission de politique européenne du CNPF qui a élaboré ce rapport, Guy de Panafieu rappelle « l'engagement sans faille » de son organisation en faveur de l'Europe « qui est une grande opportunité pour les entreprises ». Le CNPF ne cède donc pas à l'euro-scepticisme, mais il éprouve un sentiment d'inquiétude au moment où l'Union européenne doit affronter « deux défis majeurs : l'introduction de la monnaie unique qui va consacrer la naissance d'une Eu-

rope fortement fédérale à plusieurs vitesses et l'élargissement à de nouveaux pays, notamment à l'Est, qui va renforcer les dangers de blocage des institutions ».

Le patronat juge que l'Union européenne souffre d'un déficit de fonctionnement dû à la complexité des procédures de décision qui ralentit son action et aussi d'un déficit de perspective en raison de l'absence de réflexion collective sur les priorités. Or, dans la compétition internationale actuelle, les entreprises ne détestent rien tant que l'immobilisme et le brouillard. Aussi, le CNPF entend-il faire pression sur la conférence intergouvernementale qui va entrer dans sa phase active en décembre, notamment à Madrid, et dont il redoute qu'elle n'accouche d'une souris en matière de réformes.

L'opuscule, qui détaille les positions du CNPF, propose d'abord de muscler les institutions européennes. Il estime que le nombre futur de 25 à 30 Etats membres, « très disséminables, incluant des micro-Etats », oblige à instituer au

sein du conseil des ministres la règle de la majorité qualifiée, à recourir à une pondération des votes en fonction de la population des Etats et à allonger la durée des présidences actuellement fixée à six mois.

Le patronat estime qu'il faut mettre un terme aux exemptions nationales sans conditions sur l'union monétaire et sur la politique sociale.

Dans le premier cas, cette revendication vise les dévaluations compétitives pratiquées par l'Espagne et l'Italie et, dans le second, la Grande-Bretagne qui s'est mise socialement en marge du Vieux Continent. « L'Europe ne peut aller plus loin si un Etat aussi important que le Royaume-Uni bloque les avancées sociales », déclare M. de Panafieu. Nous ne sommes pas pour une Europe à la carte où chaque Etat choisirait les règles qu'il respecterait ou non. Les distorsions de concurrence seraient insupportables et la rupture inévitable à terme.

Alain Faujas

Le Parlement européen devrait ratifier l'union douanière avec Ankara

La livre turque pourrait être dévaluée

ANKARA

de notre envoyé spécial

Alors que le Parlement européen doit se prononcer, mercredi 13 décembre, sur la ratification de l'accord d'union douanière signé entre les quinze et la Turquie, la récente décision du groupe socialiste d'annuler un vote favorable laisse peu de doutes sur l'issue du scrutin. Pourtant, l'Association des droits de l'homme turque, n'y va pas par quatre chemins pour dénoncer le régime d'Ankara :

« On n'est pas en démocratie ; en Turquie, il y a un gouvernement fasciste. » Chiffres à l'appui, il décrit tous les « méfaits » que permet la Constitution turque, « préparée par les généraux du coup d'Etat de 1980 » : « 152 lois ou décrets empêchent les gens de s'exprimer et 13 autres interdisent la langue et la culture kurdes. »

Rappelant que le Sud-Est anatolien est placé sous état d'urgence depuis 1978, il poursuit son réquisitoire : « Ces quatre dernières années, 2 546 villages ont été évacués par l'armée et 2,5 millions de Kurdes ont été forcés de quitter leur région. » Mais afin de bien marquer qu'il est au service des droits de l'homme et pas du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il stigmatise les actions des séparatistes qui s'en sont pris pendant la même période à dix-sept villages ayant accepté de collaborer avec le gouvernement. Quant aux garanties qu'offrirait la coopération de la Turquie avec les institutions européennes, elles sont illusoire pour M. Öndül. « Je n'ai aucune confiance dans les pays européens, ni dans les organisations européennes. » « La Turquie signe les conventions sur les libertés individuelles, comme celle du Conseil de l'Europe, mais ne les applique pas et l'union douanière, c'est un grand mensonge. »

Dans les milieux gouvernementaux et la classe politique, on a du mal à comprendre l'intérêt et l'indulgence des députés européens pour une « organisation terroriste » (le PKK) et le peu de compréhension à l'égard d'un pays qui a effectué « autant d'efforts ces dernières années en matière de démocratie et de droits de l'homme ». Turel Özkarakol, directeur général des droits de l'homme au ministère des affaires étrangères, présente également un argumentaire chiffré et détaillé. « Même si vous avez des doutes sur les liens de l'Association avec le PKK, il reste qu'elle a introduit 154 recours pour des supposées atteintes aux droits de l'homme de Kurdes devant la Cour européenne de Strasbourg », affirme-t-il.

Et M. Özkarakol d'annoncer une mauvaise nouvelle au Parlement qui espère une mesure de clémence au profit de Leyla Zana, en échange de la ratification de l'accord douanier. L'hémicycle européen souhaite en effet remettre en janvier 1996 à Strasbourg le prix Sakharov qu'il a décerné à cet ex-député d'origine kurde, condamné à quinze ans de prison. Selon le haut fonctionnaire turc, « M^{me} Zana ne pourra pas être libérée en l'état actuel de la législation ».

Même unanimité chez les responsables turcs pour ce qui concerne les bienfaits que l'union douanière apportera à terme à leur pays. En raison de l'importance prise par la ratification, l'affaire est devenue éminemment politique. Tous les partis, à l'exception du mouvement islamiste, sont favorables à l'accord, même si, campagne électorale oblige, Bülent Ecevit, chef du Parti démocratique de gauche (DSP), reproche au gouvernement de Tansu Çiller d'avoir mal négocié certains volets du traité. Comme, par exemple, l'aide financière que l'Union européenne (UE) devra consentir à Ankara en contrepartie de l'ouverture du marché turc.

RETARD

L'idée de prendre un nouveau départ avec l'Europe et de tenter de s'accrocher pour de bon au train de l'Union va toutefois coûter cher à l'économie turque dans un premier temps. Les milieux économiques et financiers que gouvernent les pouvoirs politiques s'accrochent à dire que les entreprises vont beaucoup souffrir en raison du retard pris par les restructurations et le programme de privatisations. Mais ils considèrent que c'est le passage obligé pour accélérer la modernisation du pays. Parmi les effets mécaniques prévus par les experts turcs, il y aura d'abord la perte de recettes fiscales, due à l'élimination des droits de douane perçus sur les importations en provenance des quinze. Ce manque à gagner est évalué par Ankara entre 1,5 à 2,5 milliards de dollars pendant la première année d'application de l'accord.

L'accès facilité des produits européens au marché turc va certes permettre de combattre l'inflation galopante - près de 90 % par an au rythme actuel - mais il aura pour effet d'aggraver le déficit des échanges commerciaux et de la balance des paiements. D'où la conséquence « plausible », selon Nibah Akyol, directeur général pour l'UE au ministère des affaires étrangères, d'une dévaluation de la livre turque (11 000 livres turques = 1 franc), accompagnée d'une réforme fiscale et monétaire. « D'ailleurs, considère M. Akyol, je ne suis pas sûr que si c'était à refaire, les entreprises, ou si bien publiques que privées, accepteraient aujourd'hui les conclusions des négociateurs. »

Marcel Scotto

Le Prix Nobel de la paix se félicite du débat sur les essais nucléaires

OSLO

de notre envoyé spécial

« Félicitations, Rotblat ! », « Non aux armes atomiques ! », « Arrêt immédiat des tests français et chinois ! » Ils furent quelques centaines à défiler en soirée, dimanche 10 décembre, dans les rues d'Oslo pour saluer les lauréats du Nobel de la paix 1995, venus quelques heures plus tôt recevoir leur prix : le physicien britannique d'origine polonaise Joseph Rotblat et le mouvement Pugwash, qui, depuis près de quarante ans, luttent pour l'élimination des arsenaux nucléaires.

Le jury Nobel norvégien ne l'avait pas caché : en décernant le prix à des personnalités œuvrant « pour un monde qui ne pense plus à la guerre », il voulait à la fois célébrer le cinquantième anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki et condamner la reprise des essais nucléaires en Polynésie. Mais la reprise aux flambeaux de dimanche soir n'a pas pris l'ampleur que cer-

tains prévoyaient. Un ton carrément « anti-Chirac ». Dans la manifestation, seul un petit groupe d'étudiants, tout sauf agressif, brandissait des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Chirac, arrête de faire le Jacques ! »

L'ambiance était bon enfant, et il faut dire aussi que les lauréats du Nobel, dans leurs discours lors de la cérémonie de remise du prix - à laquelle ont assisté l'ambassadeur de France et le chargé d'affaires chinois - n'avaient pas été très critiques. Joseph Rotblat est un monsieur distingué de quatre-vingt-sept ans qui ne manque ni de santé ni de sagesse. La reprise des essais à Mururoa ? Il ne l'approuve pas, mais, constatait-il samedi, « elle aura eu le mérite d'avoir replacé au premier plan le débat sur les armes atomiques (...). Cela est en soi positif (...) mais ce n'était sans doute pas précisément l'intention du gouvernement français ».

Alain Debove

Controverses sur le montant et l'étendue du programme de reconstruction de la Bosnie

La conférence de Londres a été dominée par l'affaire des pilotes français

La seconde journée de la conférence de Londres sur l'application de l'accord de paix en Bosnie aura été dominée, comme la première, par le

sort des deux pilotes français capturés par les Bosno-Serbes. Tous les participants - y compris les représentants de Belgrade - ont réaffirmé,

samedi soir 9 décembre, dans le communiqué final, leur « profond soutien » à la position française.

LONDRES

de notre correspondant

Les Français ont laissé entendre aux Américains et aux Britanniques que ce que les Serbes de Bosnie avaient fait aux officiers français pourrait aussi bien arriver à leurs soldats au sein de la Force d'intervention (IFOR). Mais l'insistance de Paris et le risque d'une riposte française ont inquiété Londres et Washington. Le président de la conférence, le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a ainsi affirmé que l'accord serait bien signé jeudi 14 décembre, la France ayant mis sa signature au bas du communiqué fixant cette date. Les Serbes se sont défendus de n'avoir pas tenu les engagements pris à Dayton. Leur ministre des affaires étrangères de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), Milan Milutinovic, a déclaré « n'avoir aucune influence sur la libération des pilotes ».

Pour le reste, les 52 participants (42 Etats et 10 organisations internationales) ont rendu public le détail du volet civil du plan de paix destiné à « fournir aux populations

de Bosnie-Herzégovine la possibilité de refaire leur vie ensemble dans la paix et la prospérité » et à « créer un Etat rassemblant les peuples de Bosnie-Herzégovine dans un cadre social et politique permettant au pays de prendre la place qui lui revient en Europe », grâce à une « mobilisation de la communauté internationale ».

Ce plan vaste et ambitieux débute par une phase initiale de rétablissement de la paix. Puis, après « le désengagement militaire des parties », des accords sur « des mesures de stabilisation régionale » et sur « la promotion du retour des réfugiés », suivra l'organisation d'élections dans un délai de six à neuf mois.

Un des problèmes-clés pour un bon démarrage de l'opération est la situation à Sarajevo, et en particulier dans les quartiers à population serbe. L'inquiétude de ces derniers doit être prise en compte par le gouvernement bosniaque, a indiqué Carl Bildt, qui devrait être désigné comme le « haut représentant » devant, selon le plan, coordonner les aspects civils du ré-

tablissement de la paix. L'accord s'est fait à Londres sur le nom de l'ancien premier ministre suédois pour cette fonction et il ne manque plus que la confirmation du Conseil de sécurité de l'ONU. La conférence de Londres a créé un « Conseil de mise en application de la paix » qui remplace la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie instituée en 1992. A la tête du Conseil est établi un comité de direction - réunissant les pays du G7, la Russie, l'Union européenne et l'Organisation de la conférence islamique - qui travaillera sous la direction de Carl Bildt.

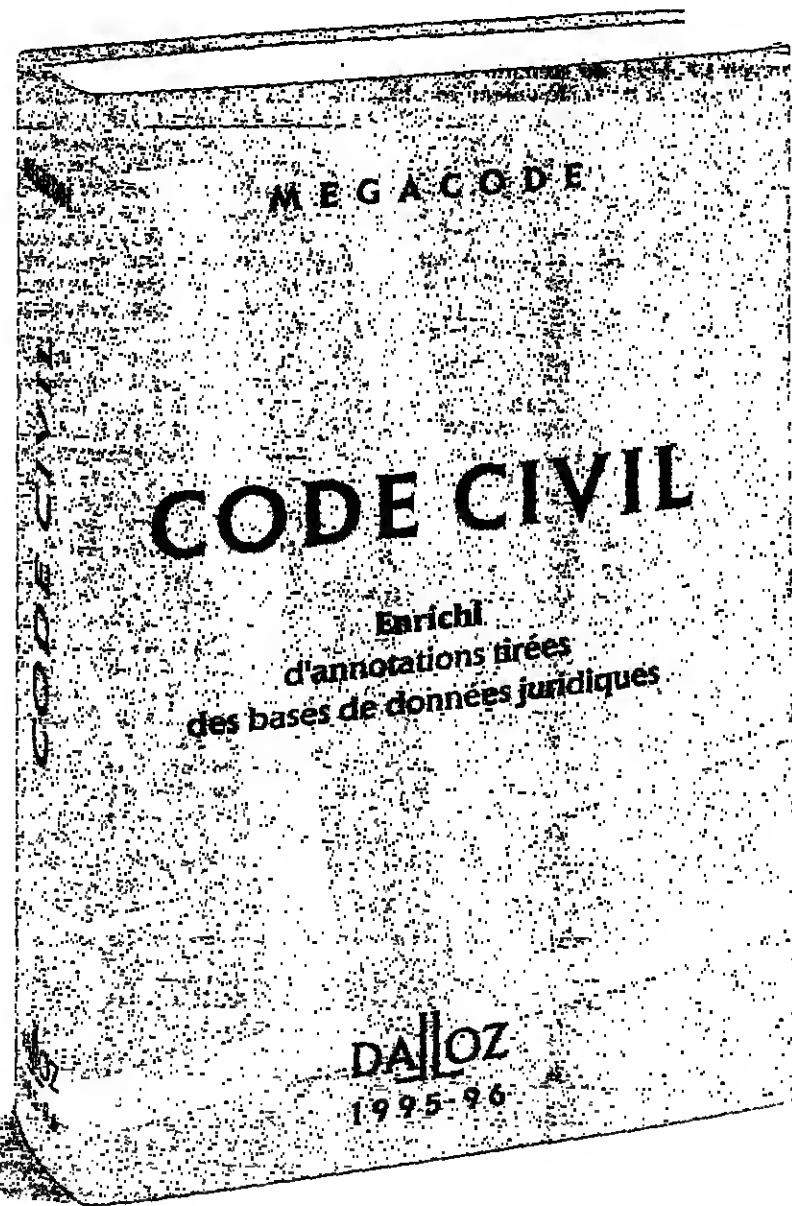
Reste le problème du financement. Une réunion organisée par la Banque mondiale et la Commission européenne est prévue à Bruxelles les 20 et 21 décembre. Elle sera suivie d'une conférence des pays donateurs. Mais le montant et l'étendue du programme de reconstruction font toujours l'objet de controverses. Le président de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn, a cité le chiffre de 4,9 milliards de dollars pour un programme prioritaire sur trois ans.

Les Etats-Unis restent sur leur promesse de 600 millions. La France parle - sans donner de montant précis - d'une répartition en trois tiers, un pour l'Union européenne, un pour les Etats-Unis et un pour les autres (dont le Japon et les pays pétroliers musulmans).

Patrice de Beer

■ Le général de brigade Louis Zeller pourrait remplacer le général Jean-René Bachelet, rappelé à Paris la semaine dernière après ses propos critiques sur l'accord de Dayton. Son nom est en effet avancé pour prendre le poste destiné au général Bachelet dans le cadre de la nouvelle force de paix, à savoir le commandement de l'une des trois brigades qui constitueront, à Sarajevo, la division multinationale - sous contrôle français - dans le sud-est de la Bosnie. Saint-cyrien et neveu du général André Zeller, qui participa au « putsch » d'Alger contre le général de Gaulle en avril 1961, le général Zeller a notamment commandé le 35^e régiment d'artillerie parachutiste.

...notre vision du droit.



Le MÉGACODE civil comprend l'intégralité du Code civil Dalloz

enrichi de multiples annotations tirées des bases de données juridiques.

Il propose un panorama unique de la jurisprudence et une vision renouvelée du droit.

Dalloz : 150 ans d'expérience.

DALLOZ

Israël cherche à débloquent le processus de paix avec la Syrie

Les Etats-Unis observent avec bienveillance les efforts de Shimon Pérès, en visite à Washington

Le premier ministre israélien est arrivé aux Etats-Unis, dimanche 10 décembre. Il devait être reçu, lundi 11 décembre, par le président

Bill Clinton pour évoquer les négociations entre Israël et la Syrie, actuellement dans l'impasse. Pour les relancer, Shimon Pérès est

prêt à faire de nouvelles propositions à propos du plateau du Golan annexé par l'Etat juif en 1967.

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Avant l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre, Shimon Pérès ignorait tout ou presque du dossier israélo-syrien. Volontairement tenu à l'écart par son prédécesseur, qui se sera méfié de son partenaire jusqu'au bout, le nouveau premier ministre d'Israël, que deux hauts fonctionnaires américains, dépêchés par un Bill Clinton effaré de la situation, étaient rapidement venus « briser » à Jérusalem, a décidé de rattraper le temps perdu. Nouvelle approche, nouvel espoir.

M. Pérès l'a dit avant de s'enlever, samedi 9 décembre, pour New York, puis Washington : « Nous voulons ouvrir un nouveau chapitre avec les Syriens ». En conséquence, le « principal objectif » de sa première visite américaine est d'étudier les possibilités de sortir les négociations (avec la Syrie) de l'ornière. Les deux pays, toujours en état de guerre théorique malgré des discussions très sporadiques engagées depuis novembre 1991, se sont officiellement parlé pour la dernière fois au mois de juin.

NOUVELLES PERSPECTIVES
L'accession au pouvoir d'un homme réputé plus imaginaire et plus créatif que son prédécesseur ouvre, chacun en est convaincu dans la région comme à Washington, de nouvelles perspectives. La semaine dernière, le coordinateur américain Dennis Ross, a fait une nouvelle navette entre Damas et Jérusalem. Il en est sorti convaincu

que « les deux pays sont extrêmement sérieux dans leur volonté de paix ». Si sérieux que, dès la semaine prochaine, le 18 décembre, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, suivra ce même parcours.

Israël, dit-on à Jérusalem, souhaiterait qu'un terme soit mis à ces interminables nouvelles. Certains demandent qu'une structure américaine permanente de négociations soit établie dans la région, par exemple à Chypre. D'autres, comme Hagai Merom, président de la puissante commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, suggère « la formule de Camp David » de négociations intensives sous parrainage américain, comme pour l'ex-Yougoslavie à Dayton, et « s'ils sont sérieux, en quelques semaines, c'est réglé ».

La véritable nouveauté de la conception désormais en vigueur à Jérusalem est résumée dans une phrase prononcée, la semaine dernière, par M. Pérès : « La prochaine étape du processus de paix sera régionale et non plus bilatérale ». Pour le premier ministre israélien, la paix avec la Syrie, c'est la paix avec le monde arabe en général, c'est l'intégration de l'Etat juif dans la région et c'est ainsi que les concessions territoriales nécessaires pour y parvenir seront désormais présentées à l'opinion israélienne.

Le jour où il y aura, à Washington, une nouvelle cérémonie de paix, avec la Syrie cette fois-ci, et donc avec le Liban vassalisé, confie un membre de l'entourage de M. Pérès, « le premier ministre révélera la présence des grands du

monde arabe, l'Arabie saoudite en tête ». Les traités de paix avec l'Egypte et la Jordanie, le processus en cours avec les Palestiniens, les biens de moins en moins discrets avec certains Etats du Golfe et du Maghreb, tout démontre, écrit le journal libéral Haaretz, « que nous ne sommes plus un Etat isolé, que nous sommes membres d'un club régional ».

RETRAIT TOTAL
Les visites du premier ministre au Caire, à Amman et à Gaza, avant son départ aux Etats-Unis, puis celle prévue à Rabat sur le chemin du retour, ont été faites par M. Pérès précisément pour accréditer cette idée de partenariat régional. Idée, estime-t-on ici, qui est observée avec étonnement d'attention à Damas et qui, selon certains, pourrait bien servir de catalyseur pour un accord bilatéral.

Le dernier entretien israélo-syrien, en juin, à Washington, entre chefs d'Etat-majors des deux armées, avait tourné court, Israël exigeant, en préalable à son éventuel retrait du Golan - conquis sur la Syrie en 1967 - l'accord de Damas pour installer, sur le plateau, une station d'alerte destinée à éviter toute attaque surprise. Compte tenu de techniques modernes d'observation, cette demande, assument les Syriens, est éminemment politique et vise rien moins qu'à maintenir une inacceptable présence israélienne sur un territoire conquis. M. Pérès n'a pas encore officiellement abandonné cette demande. Mais la station d'alerte sur le Golan

« n'est plus un obstacle », confie-t-on à Jérusalem, et encore moins un préalable. Le premier ministre ouvre tout en grand. Désormais, Israël est prêt à parler de tout, et en même temps : « Comment délimiter les frontières, comment résoudre le problème du partage de l'eau, comment organiser des arrangements de sécurité satisfaisants aussi bien pour nous que pour la Syrie... » Bref, comment assurer une normalisation entre les deux voisins.

Cette approche nouvelle du dossier a reçu l'approbation des Américains et des Syriens, lesquels cessent de poser en préalable à la reprise des discussions l'annonce publique par Israël de sa disposition à un retrait total du Golan. Yitzhak Rabin, affirmait dimanche la télévision publique israélienne, avait promis secrètement à Bill Clinton qu'il était prêt, en échange d'une paix totale, à se retirer « jusqu'à la frontière internationale ».

M. Pérès, qui avait publiquement admis que le plateau, virtuellement annexé par Israël en 1981, appartenait bel et bien à la Syrie, avait dû ensuite, sous la pression de Rabin, publier un démenti. L'ancien chef de la diplomatie a coiffé, dimanche, à des journalistes israéliens qui l'accompagnaient aux Etats-Unis, qu'il annulerait, « à la Knesset » et non à Washington, « le prix territorial » que nous sommes disposés à payer en échange de la paix », mais ce « lorsque nous saurons exactement ce que nous obtenons en retour ».

Patrice Claude

L'ONU n'est pas disposée à lever l'embargo pétrolier imposé à l'Irak

AU MOMENT où le chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, Rolf Ekeus, va remettre au Conseil de sécurité un nouveau rapport sur l'Irak, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, qui a rencontré, dimanche 10 décembre, à Genève, le secrétaire général de l'ONU, devant s'employer, dès ce lundi, à New York, à convaincre les membres du Conseil de sécurité de la nécessité de lever l'embargo pétrolier imposé, en août 1990, à son pays.

Peine perdue, peut-on prévoir, dans la mesure où les dernières déclarations de M. Ekeus font état d'insuffisances dans le désarmement irakien. Qui plus est, la Jordanie vient de révéler avoir intercepté des équipements militaires destinés à l'Irak - ce que Bagdad a démenti, mais le régime n'est plus crédible. Aussi, plutôt que de s'obstiner à demander une levée des sanctions pétrolières, Bagdad devrait envisager d'appliquer la résolution 986, du 14 avril 1995, l'autorisant à vendre du pétrole pour l'équivalent d'un milliard de dollars par trimestre, à des fins humanitaires.

Paris n'a pas cessé d'encourager Bagdad à le faire. Pour la première fois depuis 1990, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères s'est rendu, à la mi-novembre, à Bagdad, pour dire au gouvernement irakien qu'il n'y a d'autre issue à la situation actuelle que la stricte application des résolutions de l'ONU, notamment la 986. Lors de son séjour à Bagdad, le directeur Afrique du Nord-Moyen-Orient au Quai d'Orsay, Denis Bauchard, a expliqué à ses interlocuteurs que, contrairement à leurs attentes, il n'était pas envisageable d'amender la résolution 986.

M. Bauchard a aussi plaidé pour une transparence totale de l'Irak vis-à-vis des Nations unies, après l'effet déplorable laissé sur les membres du Conseil de sécurité par les mensonges de Bagdad, concernant ses programmes d'armement. Mensonges révélés après la défection, le 8 août, en Jordanie, de deux des trois gendres du président irakien, notamment le gé-

ral Hussein Kamel Hassan, considéré comme la cheville ouvrière de l'industrialisation militaire.

Vis-à-vis des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, intransigeables sur l'Irak, la France a pris un risque calculé, en dépêchant ainsi à Bagdad un représentant officiel. Elle les en a informés, non sans susciter quelque désapprobation. Mais Paris a sa propre philosophie des relations avec le régime irakien : pour faire entendre raison à Saddam Hussein, il faut lui parler directement - sans rien céder sur l'essentiel - et non pas le mettre en quarantaine.

RISQUE CALCULÉ
Paris estime que le dialogue est d'autant plus nécessaire que la situation humanitaire en Irak est très préoccupante. La malnutrition - avec des rations alimentaires qui ne représentent que 40 % de l'apport calorique normal -, la résurgence de maladies qui avaient été éradiquées - choléra, typhoïde, paludisme -, ont accru le taux de mortalité, infantile notamment, et rendent certaines catégories de la population particulièrement vulnérables.

Jusqu'à maintenant, l'Irak voit

dans la résolution 986 une atteinte à sa souveraineté, notamment sur deux points : d'une part, la vente du pétrole et l'utilisation des recettes se feraient sous le strict contrôle de l'ONU ; d'autre part, les régions kurdes, qui échappent au contrôle du gouvernement, recevraient directement la partie de l'aide qui leur est allouée, ce qui équivaut, aux yeux de Bagdad, à admettre un séparatisme de fait de ces régions.

L'Irak craint surtout que l'application de la résolution 986 ne renvoie aux calendes l'application de l'article 22 de la résolution 627 du Conseil de sécurité, qui prévoit la levée de l'embargo pétrolier, une fois que Bagdad aura rempli les conditions de son désarmement. Ce qui est le cas, affirment les autorités irakiennes. Il y a toujours des zones d'ombre, réplique M. Ekeus. « Vous pouvez en outre compter sur les Américains pour qu'ils fassent tout pour empêcher l'application de l'article 22 », commente un spécialiste.

En dépêchant M. Bauchard à Bagdad, le Quai d'Orsay a voulu aussi se démarquer de la multitude de visiteurs français - dont des personnalités politiques membres

ou proches des partis de la majorité - qui se succèdent en Irak, et dont les propos risquent de créer une certaine confusion dans l'esprit des dirigeants de Bagdad, qui les prendraient pour des émissaires officieux. Accompagné de trois sénateurs, dont deux RPR, et de représentants de quatre entreprises, le général Jean-Louis Lacaze, ancien chef d'état-major des armées, est le dernier en date à s'être rendu, fin novembre, sur place où il a été reçu par le président Hussein.

L'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice), créée en juillet 1994, et qui a pour président le comité de patronage Roselyne Bachelot, député RPR du Maine-et-Loire, a obtenu, pour sa part, l'accord du gouvernement irakien pour créer « un Comité pour la constitution d'une chambre de commerce et d'industrie franco-irakienne ». Celle-ci, précise Gilles Munder, secrétaire général de l'Afice, servirait de relais à la Chambre de commerce franco-arabe, en attendant que cette dernière puisse reprendre ses activités en Irak.

Mouna Naïm

Les violences sexuelles en temps de guerre doivent être assimilées à des crimes contre l'humanité, selon la Croix-Rouge

GENEVE
de notre correspondante
Les viols et autres violences sexuelles perpétrés pendant des guerres ont été assimilés à des crimes contre l'humanité par les 1200 délégués représentant 135 Etats, les 164 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), réunis à Genève pour la 26^e Conférence internationale. Le CICR, qui préconise l'instauration d'une Cour internationale permanente de justice, estime que c'est devant une telle instance que les auteurs de tels actes devraient être jugés.

A l'exception d'une intervention de l'ambassadeur de Bosnie, M. Mustafa Bijelic, accusant le CICR de manquer d'impartialité au profit des Serbes, la Conférence du CICR s'est déroulée d'une manière satisfaisante, alors que celles de 1986 et de 1991

- ces conférences se tiennent en principe tous les quatre ans - avaient dû être annulées, l'une à cause d'un litige sur la représentation de l'Afrique du Sud, l'autre à propos de la représentation palestinienne. Toutes les résolutions ont été adoptées par consensus. Aucune d'entre elles n'a de caractère contraignant. Mais il est à noter que toutes figureront dans le Droit humanitaire international (DHI). La réunion qui s'est ouverte sous le signe de « la lutte contre la barbarie » a été magistralement présidée par un professeur de psychiatrie, Ingrid Heimberg, présidente de la Croix-Rouge norvégienne.

Une autre des résolutions adoptées recommande aux parties en conflit de ne pas recruter ni armer des mineurs âgés de moins de dix-huit ans ni les faire participer d'une quelconque manière aux hostilités. Toutes les mesures tendant à affirmer les populations civiles sont prohibées.

Les pays soumis à des sanctions économiques sont tenus, selon le CICR, de porter assistance aux populations les plus vulnérables, principalement aux enfants, aux vieillards et aux malades.

Un texte prévoit que les sources d'eau doivent être accessibles aux populations civiles ainsi qu'aux personnes chargées de leur entretien ou de leur réparation : cette recommandation renvoie aux images des habitants de Sarajevo, mourant dans leur quête d'un peu d'eau ces dernières années.

Le nombre des violations aux conventions humanitaires de Genève non seulement n'a cessé d'augmenter mais s'est multiplié, selon le CICR. Il a été vigoureusement rappelé aux représentants des Etats qu'ils étaient tenus de faire respecter le droit international humanitaire par tous.

Isabelle Vichniev

L'Unicef propose un « plan d'action contre la guerre »

Deux millions d'enfants sont morts du fait des guerres au cours des dix dernières années et quatre à cinq millions en sont restés infirmes. Rappelant ces chiffres dans son rapport annuel sur « la situation des enfants dans le monde », publié lundi 11 décembre, l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) préconise - en dix points - un « plan d'action contre la guerre » pour faire mieux respecter les conventions internationales. L'Unicef propose en particulier de ramener de quinze ans à dix-huit ans l'âge minimal de la conscription ; de proscrire la production et l'utilisation des mines terrestres ; de mettre sur pied des tribunaux internationaux réellement efficaces pour juger les crimes de guerre ; de prévoir des mesures spécifiques pour assurer la sécurité des femmes et des jeunes filles face à la menace des violences sexuelles et du viol (lire aussi ci-contre). Plus généralement, l'Unicef, qui fête en 1996 le cinquantième anniversaire de sa création, souligne dans son rapport la nécessité de s'attaquer aux causes de la violence, au premier rang desquelles figure la pauvreté.

EUROPE

RUSSE : l'ancien président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulatov, qui était candidat à l'élection du « chef de la République » de Tchétchénie prévue le 17 décembre - le même jour que les législatives russes -, a annoncé, samedi 9 décembre, à Grozny son retrait car l'élection risque, selon lui, « de provoquer une guerre civile ». - (AFP)

KAZAKHSTAN : 43 des 67 sièges de la Chambre basse du Parlement ont été attribués, samedi 9 décembre, à l'issue du premier tour d'un scrutin boycotté par une grande partie de l'opposition et gagné d'avance par le président Nursultan Nazarbajev. Le taux de participation a été de 78 %. Le deuxième tour sera organisé fin janvier dans les 24 circonscriptions restantes. - (AFP)

PORTUGAL : dans la course à l'élection présidentielle du 14 janvier prochain, l'ancien maire socialiste de Lisbonne, Jorge Sampaio, annonce encore nettement son avance sur son principal adversaire, l'ancien premier ministre Aníbal Cavaco Silva (PSD/centre droit). Selon un sondage publié dimanche 10 décembre, Jorge Sampaio serait en passe d'être élu au premier tour en obtenant 45,2 % des intentions de vote (+ 2,2 %). Cavaco Silva n'obtiendrait plus que 32,2 % des suffrages (- 4 %) et le candidat communiste, Heronimo Sousa, 2,4 %. - (AFP)

VATICAN : le pape se rendra du 5 au 12 février au Guatemala, au Nicaragua, au Salvador et au Venezuela. Ce projet a été confirmé, vendredi 8 décembre, par le Vatican. Jean Paul II avait déjà visité les trois premiers pays en 1983 et le Venezuela en 1985.

AFRIQUE

ALGÉRIE : le directeur du quotidien *Liberté*, Abrous Outoudert, a été incarcéré, dimanche 10 décembre, et le journal suspendu pour quinze jours pour « publication répétée d'une information tendancieuse ». Par ailleurs, samedi, un technicien de la télévision d'Etat a été grièvement blessé dans un attentat, à Alger. Enfin, un membre de l'instance exécutive de l'ex-FIS a accusé, samedi, dans le journal *Al Hayat* publié à Londres, le Groupe islamique armé (GIA) d'être responsable du meurtre de l'imam Abdelkhalil Sahraoui en juillet dernier à Paris. - (AFP)

NIGER : le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) ont signé, dimanche 10 décembre, une lettre d'intention en prélude à la conclusion d'un accord dit de « facilité d'ajustement structurel renforcé » (FASR), qui doit permettre le déblocage de 515 milliards de francs CFA (515 millions de FF) de crédits. « La signature de la FASR ne correspond pas à une pluie de dollars mais elle appelle beaucoup de sacrifices », a reconnu le chef du gouvernement, Hama Amadou. - (AFP)

ASIE

AFGHANISTAN : les combats ont repris aux abords de Kaboul, samedi 9 décembre. Un raid aérien des « combattants » contre les talibans, dimanche, a fait de 30 à 40 victimes parmi ces « étudiants en religion », a indiqué le ministère de la défense. La Croix-Rouge (CICR) a lancé un cri d'alarme en faveur de la population, dénonçant le « manque de volonté et de motivation politiques » des pays donateurs et accusant la communauté internationale de ne pas avoir soutenu la mission du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Mahmoud Mestiri. - (AFP)

PAKISTAN : après l'assassinat de deux dirigeants de l'opposition, le 9 décembre à Karachi, le port a été paralysé par une grève dimanche 10 et lundi 11 décembre. Le mouvement a été lancé par le MQM, qui représente les musulmans émigrés d'Inde après la partition de 1947. Selon le MQM, Nasir, frère du leader du mouvement (Ali H. Hossain, réfugié à Londres), et son neveu, Aïf, auraient été enlevés par les forces de l'ordre, torturés et tués. Le gouvernement a nié l'accusation. Dimanche, des affrontements avec la police ont fait sept morts, selon un bilan publié lundi par les autorités. - (AFP)

BANGLADESH : une nouvelle grève déchaînée par l'opposition pour obtenir la démission immédiate du premier ministre, M^{re} Khaleda Zia, a paralysé le Bangladesh, lundi 11 décembre, pour la troisième journée consécutive. La plupart des bureaux et des entreprises étaient fermés. La police a renforcé la sécurité à la suite des violences des deux premiers jours, où plus de cent personnes ont été blessées dans des heurts survenus durant le week-end. Des législatives sont prévues le 18 janvier. - (Reuters)

JAPON : après la fuite de sodium survenue le 9 décembre dans le surgénérateur de Monju, le premier ministre, Tomiichi Murayama, a ordonné, lundi 11 décembre, la publication de toutes les informations sur l'incident. Des voix se font à nouveau entendre dans le pays pour l'abandon de la filière, qui n'est plus mise en œuvre qu'en France, en Russie et aux Etats-Unis. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : trois soldats norvégiens de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) ont été blessés, dimanche 10 décembre, par un obus à fragmentation, dont l'usage est interdit par les conventions internationales, tiré par l'armée israélienne, qui « regrette profondément cet incident ». - (AFP)

ÉCONOMIE

UNION MONÉTAIRE : le ministre allemand des finances, Theo Waigel, met en garde contre une remise en cause de la monnaie unique soulignant que tous les pays ont une chance de se qualifier pour en faire partie d'ici à 1999. Dans un entretien publié lundi 11 décembre par le quotidien *Die Welt*, M. Waigel déclare : « Chaque pays se met à évaluer, à consolider et à mettre ses finances en ordre. Sans Maastricht, ce processus n'aurait pas eu lieu. Celui qui remet Maastricht en cause court le danger que ce processus de consolidation s'arrête ». - (AFP)

AUTRICHE : le chômage est resté stable en novembre, à 4,7 % de la population active, le plus bas de l'Union européenne après celui du Luxembourg (4 %). - (AFP)

ESPRIT

Vers une société de pluriactivité ?

La pleine activité ne remplacera pas le plein emploi

Le Proche-Orient après la mort d'Yitzhak Rabin

Le numéro : 80 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - T 48 04 08 33

هذه هي الحياة

Les responsables politiques africains sont incités à lutter contre le sida

Plus d'un Ougandais sur vingt est contaminé par le virus

En ouvrant, dimanche 10 décembre, la neuvième conférence internationale consacrée au sida sur le continent africain, le président ougandais, Yoweri Museveni, a plaidé pour l'émancipation de la femme et la mobilisation des énergies nationales face au fléau infectieux. Son pays est l'une

des nations les plus touchées par le sida. Deux mille professionnels de la santé sont réunis à Kampala jusqu'au 14 décembre.

KAMPALA
de notre envoyé spécial

L'Ouganda est l'une des nations les plus touchées par le sida. C'est aussi l'un des pays en voie de développement où la phase de déni de la réalité infectieuse a été la plus courte et qui a été l'un des plus actifs dans la prévention. Dans les années 80, les pays d'Afrique refusaient de reconnaître l'existence du mal ou accusaient leurs voisins et l'Occident d'en être la cause. L'Ouganda fut le premier à admettre les faits et à tenter de ralentir la progression épidémique. C'est pour rendre hommage à l'action collective menée dans ce pays que les responsables des organisations internationales impliquées dans la lutte contre le sida en Afrique ont choisi de tenir à Kampala leur neuvième conférence. C'est pour saluer l'action du chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, que ce dernier a été invité, dimanche 10 décembre, à ouvrir solennellement cette manifestation.

Rompant avec le rituel des allocutions solennelles, M. Muse-

veni a parlé de son expérience. Un témoignage d'autant plus crédible qu'il est l'un des rares à s'être engagé très tôt dans un combat que beaucoup de ses homologues ne souhaitent toujours pas voir sortir des cercles scientifiques et médicaux. « J'ai entendu parler du sida pour la première fois à la radio, j'étais dans la brousse et je combattais le pouvoir en place », a déclaré M. Museveni. On ne portait alors que d'une maladie d'homosexuels. En 1984, j'ai embauché une spécialiste italienne expliquer que ce n'était pas seulement une maladie d'homosexuels. J'ai réuni mes hommes et je leur ai dit qu'il y avait là un danger. »

M. Museveni arriva au pouvoir en janvier 1986. « Cette année-là, j'ai envoyé six mille de mes militaires à Cuba pour se faire tester », a-t-il poursuivi. Dix-huit étaient séropositifs. Lors de la conférence des pays non alignés, en septembre 1986 à Harare (au Zimbabwe), Fidel Castro m'a confié qu'il devait avoir un gros problème dans son pays. J'en ai alors parlé avec nos médecins. »

C'est ainsi que l'Ouganda est devenu l'un des symboles de la possibilité d'une réponse collective à la maladie, fondée sur le recours au préservatif et la participation des personnes contaminées à la lutte contre l'épidémie. « L'exemple le plus remarquable est sans conteste celui de la TASO, [The Aids Support Organization], qui a, sans aide extérieure, aidé les personnes concernées à vivre de manière positive avec le sida », résume le professeur Peter Piot, responsable du nouveau programme Ousida. Une initiative développée depuis en Tanzanie, au Kenya et au Malawi. »

« FEU DE BROUSSE »

Pour le président ougandais, le sida est un « feu de brousse ». « Si l'étincelle tombe sur l'herbe maillée, elle s'éteint. Si l'herbe est sèche, le feu prend et gagne. Chez nous, l'herbe est sèche à cause de la pauvreté, de l'ignorance, de l'analphabétisme, de nos problèmes de communication. » Si l'herbe africaine est sèche, c'est aussi parce que la femme n'est pas l'égale de

l'homme, résume le président, soulignant l'urgence de fournir aux « orphelins du sida » un accès à la scolarité, de manière à briser le cercle qui voit des hommes riches continuer à exploiter de très jeunes filles, accélérant la dissémination du virus. M. Museveni ne craint pas de revendiquer la responsabilité du politique dans ce domaine. « Les scientifiques et les médecins sont toujours désarmés face à cette maladie. Il faut changer de comportement. C'est aux responsables politiques d'affirmer, d'assumer leurs responsabilités. Dans cette lutte, ils doivent occuper une place essentielle. » En Afrique, seul Abdou Diouf, le président du Sénégal, avait jusqu'à maintenant osé s'engager personnellement sur la scène internationale dans ce combat. En Ouganda, les épidémiologistes estiment aujourd'hui que, sur une population de moins de vingt millions d'habitants, on compte plus d'un million de personnes contaminées par le virus du sida.

Jean-Yves Nau

Réserves de Pékin et de Washington sur la dénucléarisation de l'Asie du Sud-Est

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Avantant des raisons différentes, la Chine et les Etats-Unis ont exprimé leur opposition au traité, sous sa forme actuelle, qui interdit les armes nucléaires en Asie du Sud-Est, que les dirigeants de la région doivent signer, jeudi 14 ou vendredi 15 décembre, à Bangkok, à l'occasion du cinquième sommet de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean). Les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité, la France, le Royaume-Uni et la Russie, auraient aussi émis des réserves.

Pour sa part, tout en affirmant être favorable à l'établissement d'une zone libre d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, Pékin s'oppose au fait que le traité englobe l'ensemble de cette région, donc la mer de Chine méridionale et ses archipels, que les Chinois considèrent comme leur propriété. La souveraineté, partielle ou totale, sur ces archipels est aussi revendiquée par quatre des sept Etats membres de l'Asean, Brunei, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam.

De son côté, un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré, samedi, que son gouvernement « n'était pas prêt, pour le moment, à signer » ce traité, faisant valoir qu'il

était trop restrictif pour ce qui concerne, notamment, la libre circulation de navires ou avions porteurs d'armes nucléaires. Le traité évoque, en effet, un droit de passage « innocent », autrement dit sans rapport avec la région.

Washington a énoncé une liste de conditions supplémentaires. L'Asie du Sud-Est est la principale voie maritime entre l'Océan Indien et le Pacifique, où les Etats-Unis disposent de bases et de flottes de guerre. Les objections chinoises et américaines ne devraient pas empêcher l'Asean de signer le traité, cette semaine ; mais le traité élargi des cinq grands de contre-signer un protocole d'accord réduisant nettement la portée d'un document dont l'élaboration a pris plus de dix ans.

PRISE DE POSITION TARDIVE

Les réserves chinoises étaient d'autant plus attendues que Pékin n'a jamais manqué de rappeler le caractère « indiscutable » de sa souveraineté sur les archipels de la mer de Chine méridionale en ne proposant, aux autres pays concernés, qu'une exploitation commune de cette zone sur la base de la Convention des droits de la mer, adoptée par l'ONU, en 1982, et d'« autres lois », donc de la loi chinoise. En revanche, la prise de position tardive des Etats-

Unis a d'autant plus choqué que le texte a été communiqué à Washington depuis des semaines et que le président Bill Clinton avait réitéré, à la fin d'août, son appui à la dénucléarisation de la région.

En outre, les grandes puissances disposent encore d'un long délai pour négocier des modifications de ce texte : le traité n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été ratifié par les instances concernées des sept Etats membres de l'Asean et, le cas échéant, par les trois autres Etats d'Asie du Sud-Est - Birmanie, Cambodge et Laos -, lesquels participent en observateurs au sommet de Bangkok.

Le projet de dénucléarisation militaire de l'Asie du Sud-Est est ressorti du placard après l'annonce de la reprise d'essais français dans le Pacifique sud. Réunis, dans le sultanat de Brunei, au début d'août, les ministres des affaires étrangères de l'Asean ont d'abord « déploré » l'initiative de Paris et, dans la foulée, annoncé qu'ils soumettraient, au sommet de Bangkok, un projet de traité. Mais, au point où en sont les choses, même s'il est signé, cette semaine, dans la capitale thaïlandaise, ce texte devra probablement faire l'objet de négociations ultérieures avec les grands.

Jean-Claude Pomonti

Le Vietnam a accueilli chaleureusement Fidel Castro

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le chef de l'Etat cubain, Fidel Castro, a achevé, lundi 11 décembre, une visite officielle de quatre jours au Vietnam. L'émotion des vieux dirigeants communistes vietnamiens a dû l'emporter sur toute autre considération. Comme Hanoi, La Havane a été, en son temps, l'un des avant-postes du « socialisme ». Le Lider Maximo avait poussé cette solidarité jusqu'à accompagner, en 1973, l'armée populaire vietnamienne au sud du 17^e parallèle : le *Barbudo* a même été le seul chef d'Etat à s'afficher, à la barbe des Américains, aux côtés des Vietcongs.

Dans la foulée de la chute du mur de Berlin, en 1989, l'éclatement du bloc soviétique n'a pas remis en cause cette fraternité de compagnons d'armes contre « l'impérialisme américain » même si les dirigeants vietnamiens bannissent aujourd'hui l'expression

de leurs discours. Certes, en cette année du souvenir, au cours de laquelle le Vietnam a célébré le cinquantième anniversaire de l'indépendance proclamée par Ho Chi Minh et le vingtième de la victoire de 1975, une visite de Fidel Castro pouvait contribuer à ranimer la flamme de la résistance sur laquelle le PC vietnamien fonde sa légitimité et qui expliquerait pourquoi il vient, de nouveau, d'exclure de ses rangs deux dissidents et d'en arrêter un troisième.

C'était aussi l'occasion de montrer au Lider Maximo, ainsi que l'ont déjà fait les Chinois la semaine dernière, les vertus du « capitalisme socialiste », sans attendre la levée d'un embargo américain que Hanoi a subi trois décennies durant, et dont La Havane est victime depuis trente-cinq ans : le taux de croissance économique est de 9,5 % au Vietnam, de 2 % à Cuba. L'évolution de la planète, depuis six ans, doit être accueillie avec une perplexité

égale dans les deux capitales : un ancien communiste ne vient-il pas d'être élu président en Pologne tandis que, en Russie, d'autres « ex » ne semblent pas avoir dit leur dernier mot... La chaleur de l'accueil réservé par la direction du PC vietnamien à l'ancien guerillero n'a, cependant, que peu de liens avec la conjoncture. En 1955, Fidel n'était même pas encore dans la Sierra Maestra que Pham Van Dong représentait Ho Chi Minh à la conférence de Bandung ; et, cette année, le Vietnam s'est réconcilié avec les Etats-Unis dont Castro est censé demeurer la « bête noire ». C'est donc plutôt à ce qui s'est produit dans l'intervalle que la direction communiste vietnamienne a rendu hommage en gratifiant Cuba de 100 000 tonnes de riz et en déroulant le tapis rouge devant un personnage qui appartient déjà à l'Histoire.

J.-C. P.

LAURENT COHEN-TANUGI

Pour que la France ne manque pas son rendez-vous avec l'Europe
Pour que l'Europe ne manque pas son rendez-vous avec l'Histoire



Laurent Cohen-Tanugi

LE CHOIX DE L'EUROPE

Fayard

RAFAL

Forme à la mode de l'homme

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 86 - Tél. 48.97.24.84

CAF 0000 - N° 201
10, rue J. Médecin
LYON - France
Rd, rue E. Herriot

Etre informé instantanément sur vos Sicav et FCP Ecureuil.

CAISSE D'EPARGNE

36 68 09 00

123 TTC/mc

Pour vous aider à réussir

Préparations annuelles et stages intensifs

- GRANDES ECOLES DE COMMERCE - HEC & ESC.
- Sesame/Visa et admissions parallèles (bac+2, +3).
- SCIENCES P.O. - entrée en 1^{re} et 2^e années.
- DROIT/SC.ECO - soutien méthodologique universitaire.
- Expertise comptable et entrée en MISTCE.
- Grands concours juridiques - CFP, ENAM.

ISTH La confiance - La performance

Enseignement Supérieur Privé

DEPUIS 1954 - Tél. 42 24 10 72 - Minitel 3615 ISTHES

MOUVEMENTS SOCIAUX

Le premier ministre a annoncé, dimanche 10 décembre, sur France 2, qu'il recevrait dès lundi les dirigeants syndicaux. Il a assuré qu'il

avait reçu le message adressé par les grévistes et appelé de ses vœux une « France sérieuse et heureuse ». La CGT souhaite de sa part des engagements « plus nets ».

● SÉCURITÉ SOCIALE : M. Juppé a engagé la responsabilité de son gouvernement sur l'adoption du projet de loi d'autorisation à légiférer par ordonnances (p. 6).

● RECU : le premier ministre propose aux syndicats un sommet sur l'emploi, une négociation sur les régimes spéciaux de retraite et sur le contrat de plan SNCF (p. 8 et 9).

● LÉGISLATIVES : nette victoire de la gauche aux élections partielles. Elle a emporté cinq des sept circonscriptions où avait lieu, dimanche, un second tour (p. 13).

M. Juppé tente de désamorcer le conflit en proposant un sommet social

Le premier ministre renonce à remettre en cause l'âge du départ à la retraite des conducteurs de train et de métro. Il « suspend » les travaux de la commission de réforme des régimes spéciaux des salariés du public ainsi que le contrat de plan de la SNCF

LE WEEK-END a porté conseil à Alain Juppé. Au vu des résultats des rencontres du samedi 9 décembre entre son ministre du travail et des affaires sociales et les organisations syndicales et de l'échec de la médiation de Jean Martelli dans le conflit de la SNCF, le chef du gouvernement a bien dû convenir qu'il était temps de faire machine arrière. En début d'après-midi, dimanche, il décide donc de se faire interviewer au journal de 20 heures de France 2. Ses déclarations sont fort claires, même si, sur bien des points, elles sont en contradiction avec ses propos précédents.

Certes, M. Juppé maintient le cœur de sa réforme de la Sécurité sociale, telle qu'il l'avait présentée à l'Assemblée nationale le 15 novembre. Pour démontrer que, sur cet aspect-là, il ne reculera pas, il se rend dès le début de soirée au Palais-Bourbon pour engager la responsabilité de son gouvernement sur le vote de la loi habilitant celui-ci à légiférer par ordonnances sur ce sujet. Mais pour le reste, le premier ministre cède aux revendications des grévistes. D'abord sur les

retraites de ceux qui bénéficient de régimes spéciaux. Non seulement il « suspend » la commission Le Vert, qu'il avait chargée de préparer un allongement de la durée minimum de cotisation, pour avoir droit à une pension à taux plein, de 37,5 ans à 40 ans, mais il assure que les conducteurs des trains de la SNCF et des métros de la RATP pourront continuer à arrêter de travailler à 50 ans. Il espère ainsi mettre fin à la grève des transports publics, la plus gênante pour les usagers. D'autant que, deuxième point de sa reculade, il suspend sine die la signature du contrat de plan entre l'Etat et la SNCF.

Les deux ajouts à la réforme de la Sécurité sociale, qui n'avaient pas été pour rien dans l'explosion du mouvement social, sont ainsi enterrés. L'ampleur de celui-ci contraint le chef du gouvernement à aller au-delà. Alors que, jusqu'alors, il voulait que les négociations avec les syndicats se passent au niveau de Jacques Barrot, dès lundi 11 décembre il reçoit lui-même les dirigeants de la CGT puis ceux de FO, avant de s'entretenir avec les responsables des autres

centrales syndicales. Mais encore, il se dit maintenant prêt à ouvrir avec eux une vaste négociation, réunissant tout le monde autour de la même table, pour aborder, notamment, le problème de l'emploi. De plus, il assure qu'il est favorable à une réduction du temps de travail, vieille revendication de la CFDT.

GRÈVE MAINTENUE

Fora de l'ampleur du mouvement social, les responsables de la CGT, de FO et de la FSU affichent une insatisfaction forte, alors que l'UNSA se félicite d'avoir été entendue et que les dirigeants confédéraux de la CFDT sont plutôt satisfaits. Pour montrer que leur force reste intacte, les trois premières centrales ont maintenu leur mot d'ordre de grève pour le mardi 12 décembre. A celui-ci, ainsi qu'aux manifestations qui l'accompagneront, s'associent la FEN, SUD, le groupe des dix et la coordination étudiante.

Face à ce mouvement, le gouvernement a fini par comprendre qu'il ne pourrait compter sur le soutien d'usagers mécontents de la grève. La manifestation organisée, di-

manche 10 décembre à Paris, par l'Association des usagers de l'administration et des services publics (Adu), la Fédération des usagers des transports (FUT) et la CGPME n'a réuni qu'un millier de personnes derrière des banderoles protestant contre « la France en otage », même si certains étaient venus à pour soutenir le premier ministre, comme cette dame portant une pancarte où elle avait écrit : « Tiens bon Juppé, les Français sont avec toi ».

Le front social est loin d'être dégaï, malgré les concessions de M. Juppé. En revanche, sur le front parlementaire, le premier ministre est décidé à passer en force. D'où sa décision d'user de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour mettre un terme à l'examen, par l'Assemblée nationale, du projet de loi d'habilitation destiné à l'autoriser à réformer la Sécurité sociale par voie d'ordonnances. Selon cette disposition, en effet, un texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure est votée contre le gouvernement, ce qui n'a aucune chance de se produire compte tenu de l'écrasante majori-

té dont disposent le RPR et l'UDF à l'Assemblée. Le premier ministre a dû recourir à cette arme pour couper court à l'interminable bataille d'amendements engagée par les socialistes et les communistes. Il lui était donc indispensable pour tenter de respecter un calendrier qu'il n'a pas voulu allonger pour la réforme de la Sécurité sociale stricto sensu.

MOTION DE CENSURE

L'opposition a immédiatement déposé, dimanche soir, une motion de censure contre le gouvernement. Contrairement à celle qui avait été déposée le 2 décembre par les socialistes et radicaux de gauche, auxquels s'étaient associés Jean-Pierre Chevènement et les deux autres députés du Mouvement des citoyens, cette nouvelle motion de censure est présentée par tous les députés de l'opposition, socialistes, communistes, radicaux de gauche et chevévennistes. Le vote sur cette motion de censure ne peut intervenir que quarante-huit heures après son dépôt et ne devrait donc pas avoir lieu avant mardi après-midi ou

mercredi, quitte à bousculer quelque peu l'ordre du jour prévu des travaux de l'Assemblée.

Le projet de loi sera ensuite transmis au Sénat, afin d'être examiné d'abord en commission des affaires sociales, puis en séance publique, où ce débat est prévu jeudi 14 et vendredi 15 décembre. Compte tenu de la détermination des sénateurs socialistes et communistes à s'opposer, à leur tour, à l'adoption de la loi d'habilitation, il faudra, là encore, que le gouvernement utilise toutes les ressources de la procédure pour passer cet obstacle, d'autant qu'il ne peut pas recourir à l'article 49-3 au Palais du Luxembourg. L'urgence ayant été déclarée, le texte devra ensuite venir en commission mixte paritaire. M. Juppé continue à souhaiter que ce texte soit définitivement adopté avant la trêve de Noël, afin que les premières ordonnances puissent être prises en janvier. La fin de la course d'obstacles, dans laquelle s'est engagé le premier ministre le 15 novembre, est loin d'être en vue.

Thierry Bréhier

L'état du mouvement au 18^e jour de grève

LA CGT, FO et la FSU ont maintenu leur journée d'action mardi 12 décembre. Lundi, aucun changement n'était observé à la SNCF et à la RATP.

● SNCF : sur les grandes lignes, le RER ou les trains express régionaux aucune circulation lundi matin. Il n'y avait aucun Eurostar sur Paris-Londres et Paris-Bruxelles, mais trois aller et retour devaient effectuer la liaison Bruxelles-Londres par Lille. Aucune desserte n'est assurée dans la banlieue parisienne.

● RATP : le trafic était nul lundi matin sur le réseau du métro et du RER. Le trafic des autobus était assuré à 4 % de la normale.

● POSTE : 59 centres de tri sur 130 étaient bloqués lundi matin. Suite à des incidents entre grévistes et cadres de la direction régionale, les postiers d'Evreux ont mis en place un piquet de grève contre les « centres de tri illégaux ».

● EDF-GDF : la réduction de la production était estimée à 9 000 mégawatts, tandis que des coupures d'électricité étaient enregistrées dans le sud du pays. Plusieurs centres en grève faisaient bénéficier les usagers du courant tarifé de

nuits à moitié prix à Charleville-Mézières, Toulouse, Nîmes, Montluçon, Guéret, Montpellier, Carcassonne et Périgueux. Le même mouvement était observé dans le Doubs et le Jura.

● HÔPITAUX : des mouvements de protestation, d'ampleur différente selon les régions, ont souvent contraint les établissements à fonctionner au minimum ce week-end. La Coordination médicale hospitalière a lancé un préavis de grève reconductible pour les soins non urgents.

● MINES : le travail a repris lundi matin dans 3 puits sur 4 aux Houillères du bassin de Lorraine (HBL) à Freyming-Merlebach (Moselle), à la suite de négociations qui se sont déroulées pendant la nuit de dimanche à lundi, après l'apaisement de sources préfectorales et syndicales. Seul le puits de La Houve était toujours paralysé par quelques grévistes à l'appel de la CGT.

● ÉTUDIANTS : la coordination nationale des étudiants a appelé à « une journée de mobilisation étudiants-lycéens » le 12 décembre, avant qu'une nouvelle coordination se réunisse à Tours, le 13.

● ENSEIGNANTS : le mouvement semblait s'affaiblir lundi. Le 12 décembre, toutes les organisations appellent à « un nouveau et grand temps fort ».

● TRANSPORTS URBAINS : les transports urbains sont totalement paralysés lundi matin à Rennes, Bordeaux et Marseille (mis à part le métro), pour la quatrième journée consécutive. En Ile-de-France, la desserte de plus de 150 lignes de bus devait se poursuivre. Un nouveau service de bus Paris intra-muros nord-sud et est-ouest devait être assuré entre 7 heures et 20 heures, a annoncé le Syndicat des transports parisiens (STP).

● TRANSPORTS MARITIMES : un préavis de grève de 24 heures reconductible à partir de dimanche a été déposé par les marins CGT de la SNCM et de la Compagnie méditerranéenne de navigation (CMN). Selon des sources policières, deux navires de la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée) ont pu quitter l'un Ajaccio et l'autre Bastia, dimanche soir, grâce à un accord intervenu entre la compagnie et la CGT.

Les principales annonces

● Les décisions nouvelles. M. Juppé s'est dit prêt à un « sommet social » avec les syndicats, notamment sur la réduction du temps de travail et l'insertion professionnelle des jeunes.

● La défense du service public à la française sera inscrite dans le préambule de la Constitution, dans le cadre de la révision constitutionnelle déjà projetée.

● Les projets retirés ou modifiés. La signature du contrat de Plan Etat-SNCF est ajournée sine die. M. Juppé a indiqué qu'il n'est « pas question » d'aligner les régimes spéciaux de retraite sur le régime général et donc pas question « de changer l'âge de départ à la retraite de certaines catégories de personnels qui ont des contraintes spéciales ». Il n'est pas question pour le personnel roulant de la SNCF et de la RATP de remettre en cause l'âge de

cinquante ans ». M. Juppé a ajouté que le montant des retraites de la SNCF et de la RATP continuerait d'être calculé sur les six derniers mois d'activité. La commission Le Vert, qui devait réfléchir sur la réforme des régimes spéciaux, est suspendue.

● Les projets maintenus. Le plan de réforme de l'assurance-maladie est maintenu, ainsi que la réforme des hôpitaux et l'institution de la contribution au remboursement de la dette sociale (RDS), qui fera l'objet de la première ordonnance.

● Les sujets non évoqués. De nombreux points du plan annoncé le 15 novembre n'ont pas été évoqués dans le détail. A propos des régimes spéciaux, aussi bien pour l'âge de départ en retraite que pour les modalités de calcul des pensions, M. Juppé n'a parlé explicitement que de la situation des personnels roulants de la SNCF et de la RATP.

L'Assemblée des grognards et des goguenards

LES DÉPUTÉS de la majorité doivent une fière chandelle à Alain Juppé. Lorsqu'il monte à la tribune de l'Assemblée nationale, dimanche 10 décembre à 21 heures, pour prononcer la formule rituelle : « J'ai décidé d'engager la responsabilité du gouvernement, en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution », le premier ministre délivre ses troupes parlementaires d'un supplice qu'elles supportaient de plus en plus mal.

Sur les bancs de la gauche, la petite troupe des goguenards tient impeccablement son rôle. Avec plus de cinq mille amendements et sous-amendements déposés, sa réserve de cartouches est quasi inépuisable. Protégé par le préambule de la Constitution de 1946, Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis) ouvre le feu avec une première salve, destinée à faire précéder l'article 1 de la loi d'habilitation du rappel solennel de quelques grands principes de la protection sociale à la française, comme l'universalité de la protection maladie, la nécessité d'une « voie politique familiale », la défense de la démocratie sociale. Mu-

guette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) y ajoute l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre une véritable politique de prévention contre les accidents du travail. Aussi laconiques que possible, le rapporteur de la commission des affaires

culturelles, Daniel Mandon (UDF, Loire), et le ministre de service au banc du gouvernement, le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, répondent invariablement : « Avis défavorable ».

Claude Bartolone insiste : ces amendements, explique-t-il en substance, ne sont pas défendus pour agacer la majorité, mais « pour rassurer quant au maintien des valeurs du pacte républicain et de la protection sociale pour tous. (...) Si nous laissons le gouvernement, une fois passée cette loi d'habilitation, légiférer tout seul, nous n'aurons pas fait notre travail ». Sur les bancs de la droite, les grognards de la majorité ne bronchent pas. Ils sont, une première fois, délivrés par le déjeuner offert par le président de l'Assemblée à l'hôtel de Lassay, comme le veut la tradition quand l'Assemblée siège le week-end. Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, réapparaît au milieu des bruits de fourchette, après une matinée employée à recevoir les dirigeants syndicaux. Bonhomme, Philippe Séguin, repris en canon par Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres), l'accueille avec la chanson de Gilbert Bécaud : « Alors, rocante, comment ça s'est passé ».

Consensuel pour deux, Jacques Barrot prend place aux côtés d'Henri Emmanuelli. Le député des Landes ne lui laisse pas le temps de souffler : « Cette réforme, vous n'y arrivez pas, vous n'irez pas jusqu'au bout face au lobby médical », lance-t-il au ministre, avant de provoquer, le nez au vent et l'œil brillant : « La

ruie, en ce moment, ça sent la poudre » ! En si bon chemin, les députés socialistes tentent d'extorquer quelques confidences au ministre chargé des relations avec le Parlement : le gouvernement va-t-il recourir à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution pour couper court au débat ? A quel moment ? Ce soir ou demain ? Roger Romani, impénitent, ne pipe mot. Philippe Séguin ne sera pas plus loquace après la vi-

« Si nous laissons le gouvernement légiférer tout seul, nous n'aurons pas fait notre travail »

site éclair du premier ministre, dans l'après-midi à l'hôtel de Lassay. Les goguenards reprennent le harcèlement dès la reprise des travaux. Les grognards commencent à s'agiter. Le président du groupe RPR, Michel Péricard, montre combien il apprécie peu le scénario imposé par l'opposition : « Certains observateurs s'étonnent du silence relatif de la majorité. Il traduirait un certain embarras, comme si nous n'avions pas assez de talents pour répondre à tous les arguments avancés. Nous ne voulons pas répondre, nous savons que vous multipliez les provocations pour créer des incidents, mais nous ne tomberons pas dans le panneau ». Soulage de cette première brèche dans la loi du silence, Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois, enchaîne :

« Votre amendement est en réalité un injonction au gouvernement. (...) Vous m'entendez répondre à tous vos amendements, même si le débat doit s'arrêter. Vous l'avez voulu ! ». Ces mâles déclarations valent à leurs auteurs une réplique suave de Claude Bartolone : « Nous sommes bien persuadés que les bancs de la majorité sont peuplés de gens intelligents, qui observent, dimanche après dimanche, les résultats des élections lé-

gislatives. Nous comprenons leur silence, nous avons connu, nous-mêmes, une telle situation... Un ange passe. Tout au long de la journée de samedi, dimanche matin encore, l'opposition est d'autant plus à l'aise que le camp des goguenards compte un allié de poids. Au perchoir presque sans discontinuer, Philippe Séguin, attentif, compréhensif, respectueux des droits de l'opposition, entend que ce débat conserve « la clarté et la densité qui conviennent ». Comme s'il voulait démontrer, sans le dire, que l'on aurait pu faire l'économie de la procédure des ordonnances. Quand on lui rappelle qu'il n'était guère « enthousiaste » à l'égard de cette procédure, il précise, dans les couloirs du Palais Bourbon, que le mot est de René Moory, pré-

sident du Sénat, mais ajoute aussitôt qu'il ne « l'a jamais démenti ». Dimanche après-midi, l'atmosphère a changé. Alain Juppé a réuni à Matignon les ministres concernés par les conflits sociaux. Le premier ministre doit s'exprimer à 20 heures à la télévision. La rumeur de la venue du premier ministre au Palais Bourbon pour engager sa responsabilité devient de plus en plus consistante. « Il serait souhaitable qu'une fois sa réunion interministérielle achevée, le premier ministre vienne s'expliquer devant le Parlement, et qu'en attendant l'Assemblée suspende ses travaux », pilonnent, de plus en plus pressants, députés socialistes et communistes, qui se refusent à poursuivre le débat à l'aveugle. Le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, se met de la partie. « Il serait décent que le premier ministre daigne apparaître à l'Assemblée nationale ». Il brandit une dépêche signalant que la réunion à Matignon est achevée et que le premier ministre et son épouse sont au théâtre des Champs-Élysées... pour l'Arbre de Noël des enfants du personnel de Matignon.

C'est alors qu'un autre grognard, le ministre de la Justice, Jacques Toubon, présent au banc du gouvernement, décide de répliquer. « D'un côté le gouvernement travaille, de l'autre nous sommes dans une procédure parlementaire où les groupes de l'opposition ont décidé d'utiliser toutes les armes de l'abstraction ». Socialistes et communistes exigent la suspension des travaux et tempêtent : « Cette injonction d'un

membre de l'exécutif à la représentation nationale est intolérable. En fin d'après-midi, Philippe Séguin décide de suspendre la séance jusqu'à la venue du premier ministre, pour « préserver la dignité du Parlement ».

Les socialistes, têtes à chaque qu'on a bout, le remercient d'avoir « sauvé ce débat ». Le président de l'Assemblée commente, patelin : « Moi je trichais avec la laïné que j'ai ». Entre-temps, le camp des goguenards a reçu un nouveau renfort. Interrogé par Anne Sinclair, à « Sept sur Sept », l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a distribué les claques avec une évidente jubilation, critiquant les « chefs de bureau » qui ont préparé le plan de réforme de la Sécurité sociale, prônant le dialogue pour soigner « l'angoisse » des Français, regrettant l'absence de dialogue entre gouvernement et syndicats et les erreurs de méthode commises par le premier ministre, avant d'ajouter, charitable : « M. Juppé peut très bien s'améliorer, lui aussi ». Et quand, rappelant le divorce qui avait vu le premier soutenir Edouard Balladur et le second Jacques Chirac, Anne Sinclair lui demande tout à trac : « Celo marche toujours, le couple Pasqua-Séguin ? », il réplique, digne de Raimu : « Oui, c'est un couple moderne ». Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Philippe Séguin aura cet étonnant commentaire : « En fait, nous ne divorçons pas à cause des enfants ».

Récit du service France

هكذا في العمل



Avant le recul, une avalanche de signaux syndicaux

« CELA FAIT plus d'une semaine qu'on envoie des signaux. Avec ceux qu'on a fait passer ce week-end, le message est en train de se dégager mais on ne sait pas encore ce que cela va donner », confiait Alain Deleu, président de la CFTC, dimanche 10 décembre, après avoir écouté l'intervention du premier ministre.



Voilà plus d'une semaine que le dirigeant de la centrale chrétienne, s'inquiétant d'une « chienlit » qui lui rappelait mai 1968, plaçait pour une sorte de nouveau Grenelle. Le sommet qui se profile sur l'emploi répond en partie à ses attentes. Mais les signaux syndicaux sont venus de toutes parts pour le gouvernement. Tout a commencé samedi matin, rue de Grenelle, au ministère du travail, où Jacques Barrot, toujours courtois et plus que jamais désireux de trouver une porte de sortie, a reçu très officiellement les syndicats.

Après les entretiens programmés avec la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, deux surprises étaient au rendez-vous pour le ministre des affaires sociales. En fin de matinée, il attendait la venue de Jacqueline Léonard, secrétaire de la CGT, mandatée pour lui signifier que la centrale voulait traiter directement avec le premier ministre. Mais au dernier moment, c'est Louis Vianet en personne qui est venu rencontrer M. Barrot. Une rencontre brève, une vingtaine de minutes, et franche, comme on dit en langage diplomatique, qui permit au secrétaire général de la CGT de se dire « disponible à tout moment pour répondre à une initiative du premier ministre ». Au passage, sorti d'un congrès où un leader est plus sensible qu'à l'accoutumée aux surenchères de sa base, M. Vianet se gardait d'évoquer, au diapason de Marc Blondel, le retrait du plan Juppé en préalable à toute négociation.

Dans l'après-midi, l'autre surprise venait justement de FO qui, dans un premier temps, avait refusé l'invitation de M. Barrot, en considérant que le seul interlocuteur approprié pour M. Blondel ne pouvait être que le chef du gouvernement. Le « général » de FO n'est pourtant venu dire, en prenant le temps – une heure trente – que la même chose que son frère ennemi de la CGT : « J'ai demandé une négociation globale avec le premier ministre ». Transformé en petit télégraphiste des syndicats, M. Barrot n'avait plus qu'à se faire leur porte-parole auprès du premier ministre.

Dans la soirée de samedi comme dans la journée du dimanche, les contacts, par nature discrets voire secrets, se sont multipliés entre le gouvernement et les syndicats. Maurice Gourdault-Moogne, directeur de cabinet de M. Juppé, et Antoine Durleman, conseiller social, se sont entretenus, la plupart du temps par téléphone, avec les principaux responsables syndicaux, qu'il s'agisse de Louis Vianet, de Marc Blondel, d'Alain Deleu, de Marc Vübenot – président

d'une CFE-CGC qui se tient déjà à l'écart des conflits depuis plus d'une semaine – Nicole Notat ayant, semble-t-il, été la seule à avoir eu un contact direct avec le premier ministre. Les signaux s'étant donc multipliés – les contacts avec Force ouvrière avaient repris dès mercredi dernier –, Alain Juppé avait toutes les cartes syndicales en mains avant son intervention de dimanche soir. Le sommet social pour l'emploi était demandé par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC mais le CNPF, directement impliqué dans une discussion qui doit porter aussi sur la réduction de la durée du travail, avait été au préalable sollicité pour donner son feu vert de principe. La CGT et FO, dont les deux leaders ont eu un nouvel entretien téléphonique dans l'après-midi de dimanche, campent sur leur demande d'une négociation plus globale mais ont aussi fait comprendre que certains signes joueraient dans le sens d'une dé- crispation : la suspension de la commission Le Vert, le report sine die du contrat de plan SNCF, des garanties sur l'âge de départ à la retraite des cheminots.

SCEPTICISME

Pourtant, les syndicalistes ont accueilli avec une extrême prudence, voire avec scepticisme les déclarations de M. Juppé. « Je ne suis pas sûr que ce soit suffisant pour débloquer la situation », confiait dimanche soir Michel Huc, secrétaire général de la fédération FO de la métallurgie. M. Blondel qui n'ouvrira pas le défilé syndical à Matignon mais sera reçu lundi à 15 heures, a exclu d'appeler à une reprise du travail ou de renoncer à la journée d'action du 12 décembre : « Le seul moyen d'amener un certain apaisement aux gens, à-t-il déclaré dimanche sur France-Info, c'est d'avoir une négociation globale. En fonction de ce que nous attendrons, si les gens sont satisfaits, ils reprendront le travail. » Pas plus que la CGT, FO ne veut se contenter d'un sommet limité à l'emploi. Lundi matin, sur RTL,

M. Vianet a invité le premier ministre à aller plus loin sur la voie des concessions : « Il faut vraiment des engagements plus clairs, plus nets, plus précis », a-t-il lancé, tout en reconnaissant que le chef du gouvernement avait fait « une première tentative d'ouverture sur des points non négligeables » (régimes spéciaux, retraites, contrat de plan SNCF). « Sur le dispositif de protection sociale, a ajouté M. Vianet, on ne peut pas tricher, on ne peut pas assimiler la discussion sur les modalités d'application à une négociation qui prendrait en compte le fait que par centaines de milliers, les assurés sociaux ne veulent pas entendre parler du plan Juppé tel qu'il est ».

N'étant pas des confédérations, certaines organisations ne veulent pas pour autant être oubliées par le premier ministre. C'est le cas de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) qui a rencontré samedi soir M. Barrot. C'est le cas aussi d'une de ses composantes, la FEN, dont le secrétaire général, Cury Le Néouannic, s'est réjoui de la disparition de la commission Le Vert : « Voilà enfin ce que nous attendions ! ».

Quant à son frère ennemi de la FSU, Michel Deschamps, il a vu un signe d'ouverture dans la déclaration de M. Juppé mais ne veut pas rester sur le bord de la route : « Nous avons faxé une lettre au premier ministre pour lui demander de participer à toutes les négociations qui seront ouvertes. L'intersyndicale des cheminots a fait la même requête ».

Le recul de M. Juppé suffira-t-il ? Dans le journal du dimanche du 10 décembre, Bernard Thibault, le « patron » des cheminots CGT, mettrait la barre plus haut : « Le seul message crédible, c'est le départ d'Alain Juppé. S'il s'en allait, cela permettrait de reprendre le dialogue de zéro (...). La dignité et la fierté de tout le monde seraient sauvegardées. Sauf celle d'Alain Juppé. Mais ce n'est pas notre problème, ni celui des cheminots. »

Michel Noblecourt

La journée d'action de mardi 12 décembre est maintenue

MALGRÉ l'intervention télévisée du premier ministre, sur France 2, dimanche 10 décembre, la CGT, la FSU et FO, qui avaient appelé à faire du mardi 12 décembre un nouveau « temps fort » de la mobilisation, ont maintenu leurs mots d'ordre de grève et de manifestations. Des manifestations régionales et départementales auront lieu dans plusieurs grandes villes de France (notamment Marseille et Lyon), ainsi qu'à Paris.

Dans la capitale, un cortège régional défilera de la place de la République (départ à 11 heures) jusqu'à la place de la Nation. En tête se trouveront les cheminots et les agents de la RATP. Suivront la CGT, les organisations de soutien aux sans-logis, la FSU, FO, la FEN, Sud-PTT, le « groupe des dix », étudiants et lycéens.

La presse nationale ainsi qu'une vingtaine de quotidiens de province ne devraient pas sortir, à la suite d'un appel à la grève lancé par la Filpac-CGT. Au mouvement devraient notamment s'associer les syndicats maritimes CGT, les syndicats CFDT, CGT, FO et CFTC des mines de potasse et les syndicats CFDT, CGT et FO de la Société générale. Dans les hôpitaux,

la coordination médicale hospitalière (qui représente un tiers des praticiens hospitaliers et des professeurs d'université) a lancé un préavis de grève reconductible des soins non urgents. L'Union fédérale automobile pénitentiaire (UFAP) appelle à manifester à Paris, Toulouse et Marseille.

Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, a estimé, dimanche 10 décembre, qu'« il y a toute raison de continuer à préparer avec beaucoup d'énergie » cette journée d'action. En effet, selon ce dirigeant, « le gouvernement n'a ni compris ni reçu le message très fort qui monte du pays », et « la seule ouverture qu'il fait porte non pas sur le contenu du plan, mais sur les modalités d'application ».

Michel Deschamps, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), a jugé que le discours du premier ministre constituait un signe d'ouverture, à condition que les discussions qu'il ouvre fassent intervenir les organisations syndicales qui ne sont pas des confédérations, telles que la FSU. Force ouvrière a appelé à « assurer le succès des manifestations » prévues mardi 12, afin qu'une « réunion de négociation globale puisse avoir lieu dès le mercredi 13 ».

LA VIE AUCHAN. TOUT POUR LA VIE

1990 F.ttc*



Sony CM-DX 1000
livré avec 1 batterie lithium ion soit
50 heures d'autonomie en veille

A ce prix là,
un téléphone mobile pour Noël,
c'est cadeau !...

**NOUS VOUS OFFRONS
1 MOIS DE COMMUNICATIONS
pour tout abonnement à
itineris
du 27 novembre au 31 décembre 1995****

*Prix des terminaux sans abonnement : Sony CM-DX 1000 = 3 990 F.ttc / Matra MC 2020 = 2 490 F.ttc. Offre subordonnée à la souscription d'un contrat d'abonnement Itineris / Cellway pour une durée minimale d'un an sous réserve d'acceptation du dossier par la SCS MDIT.
**255 F.ttc soit 307,53 F.ttc déduits de votre première facture. Moyenne de communications mensuelles nationales du panel des abonnés Itineris. Offre valide jusqu'au 31/12/95.

Matra MC 2020
livré avec 2 batteries soit
40 heures d'autonomie en veille



commercialisé
par



Chirac 150

Le premier ministre se décide à proposer un « sommet sur l'emploi »

La réduction du temps de travail est évoquée

LES GRÈVES et les manifestations à répétition auront au moins une vertu : dessiller les yeux d'Alain Juppé sur le profond malaise des Français et l'inciter, au-delà des discussions qu'il a ouvertes, lundi 11 décembre, sur la réforme de la Sécurité sociale, à relancer un dialogue de fond sur l'emploi avec le patronat et les syndicats. Le premier ministre tente de reprendre en main un domaine qu'il avait laissé depuis des mois aux partenaires sociaux.

M. Juppé a proposé d'organiser, à une date qui reste à préciser, un « sommet social sur l'emploi », qui porterait notamment sur « l'insertion des jeunes et la formation professionnelle ». Il s'est surtout déclaré favorable à « une grande discussion sur la réduction du temps de travail », tout en précisant que « le mot "réduction du temps de travail" ne lui faisait pas peur ». Sans doute aurait-il mieux fait de dire que cette expression ne lui faisait « plus » peur. Car, à l'exception de quelques francs-tireurs comme Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) ou Gilles de Robien (UDF-PR, Somme), la droite a toujours relayé le discours du patronat pour critiquer une réforme que la gauche et les écologistes ont été les seuls à défendre.

Jacques Chirac avait purement et simplement évacué le sujet durant sa campagne, se contentant de parler d'« aménagement » du temps de travail. Ce n'est qu'une fois élu qu'il a relancé le débat en faisant, le 13 juillet, une visite surprise à l'entreprise Brioches Pasquier. Le numéro un français de la viennoiserie était devenu une société pilote, quelques mois plus tôt, en réduisant de 15 % la durée de travail de ses salariés pour créer quelque 227 emplois.

Après avoir fait « confiance au sens civique » des chefs d'entreprise, M. Juppé les rappelle maintenant à leur « devoir d'insertion »

A cette occasion, le chef de l'Etat avait invité le patronat à « refuser les conformismes et les égoïsmes » et à montrer « plus d'imagination ». Peu favorable à ce que les pouvoirs publics engagent eux-mêmes la réforme en faisant voter une loi-cadre, il avait néanmoins jugé que, « s'il faut réglementer, légiférer, l'expérience le dira ». Quelques semaines auparavant, le CNPF avait assoupli sa position et reconnu que « la réduction de la durée du travail constitue un élément de la lutte contre le chômage ». Cette ouverture avait débouché, le 31 octobre, sur un accord-cadre. Signé par le patronat et les syndicats (à l'exception de la CGT), il renvoie les modalités pratiques de l'annualisation et de la réduction du temps de travail à des négociations au sein de chaque branche professionnelle.

De son côté, le ministre du travail et des affaires sociales envisage de modifier la réglementation sur l'utilisation des heures supplémentaires, qui représentent, selon certaines estimations, l'équivalent de 270 000 emplois à plein temps. M. Barrot a aussi mis à l'étude des projets plus ambitieux, comme la réduction à 37 heures en moyenne de la durée du travail en contrepartie d'une annualisation des horaires.

Ce retour en grâce de la réduction du temps de travail répond d'abord à des considérations tactiques. En ouvrant un dossier défendu depuis des années par la CFDT, le premier ministre donne « du grain à moudre » à sa secrétaire générale, Nicole Notat, durement critiquée - jusqu'au sein de sa centrale - pour avoir soutenu la réforme de l'assurance-maladie décidée par le gouvernement.

M. Juppé, qui a besoin d'un interlocuteur solide, vole au secours de M^{me} Notat à un moment où celle-ci est très isolée sur l'échiquier syndical.

En annonçant que le gouvernement veut s'impliquer davantage dans une politique de réduction de la durée du travail, M. Juppé reconnaît implicitement les limites de sa politique de l'emploi, dans un contexte de net ralentissement de la croissance. Jusqu'à présent, elle n'a reposé que sur la baisse des charges patronales sur les bas salaires et, dans une moindre mesure, sur le développement des emplois de proximité (garde d'enfants, personnes âgées...), notamment par l'extension, effective, dans quelques semaines, du chèque service pour des emplois à plein temps.

Les créations d'emplois ont quasiment stagné entre juillet et septembre (plus 15 000, selon l'INSEE), et le chômage est reparti à la hausse depuis le mois d'août. Seul le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE a reculé ces derniers mois (1 045 900

L'accord du 31 octobre 1995

Le 31 octobre, le patronat (CNPF, CGPME et UPA) et quatre syndicats (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) signaient un accord interprofessionnel stipulant que « la réduction de la durée du travail constitue un élément de lutte contre le chômage, lorsque de nouvelles formes d'aménagement du temps de travail permettent des gains de productivité et le maintien ou la création d'emplois par des réductions d'horaires ». Le texte précise que « les branches professionnelles engageront tous les trois ans des négociations sur l'ensemble des questions liées au temps de travail », selon leurs « caractéristiques ».

Tout en signant, Marc Blondel avait parlé d'un « relatif échec », ajoutant : « Nous signons parce que nous sommes partisans de la négociation collective et que nous ne voulons pas que le gouvernement et les parlementaires s'en saisissent. » « La réduction du temps de travail n'est mentionnée que pour le décor », avait commenté Louis Vianney, la CGT étant non-signataire.

personnes fin octobre). Mais à quel prix ! Le contrat initiative-emploi (CIE), dont M. Chirac avait fait l'un des points-clés de son programme, a été une formidable aubaine pour les chefs d'entreprise (prime de 2 000 francs par mois et exonération de charges patronales pendant deux ans, voire plus), alors qu'il coûte très cher à la collectivité : 11,6 milliards de francs ont été inscrits dans la loi de finances pour 1996. Le CIE ne fait plus l'unanimité - s'il l'a jamais faite - parmi les experts gouvernementaux, qui jugent son coût exorbitant pour les résultats obtenus.

M. Juppé sait que le marché de l'emploi risque de se dégrader dans les mois à venir. Il y a préparé l'opinion, dimanche soir, en prévenant que les chiffres du chômage « ne seront pas bons » dans les semaines à venir. Était-il bonnette, pour autant, de laisser entendre que ces mauvais résultats seront en partie dus aux grèves actuelles qui freinent l'activité économique ? Le mal n'est pas conjoncturel. La progression du chômage des jeunes en octobre (+2,4 % pour les hommes de moins de 25 ans) montre qu'on leur a préféré d'autres catégories ces derniers mois. Ils sont aujourd'hui 597 000 à la recherche d'un emploi. M. Juppé, qui avait décidé de faire « confiance au sens civique » des chefs d'entreprise, les rappelle maintenant à leur « devoir d'insertion ». Il va, surtout, devoir préparer un plan ambitieux en faveur de l'insertion professionnelle.

Jean-Michel Bezat

Les prélèvements imposés depuis six mois freinent la consommation et la croissance

Le gouvernement attribue ce phénomène à une « peur de l'avenir »

Alain Juppé a admis, dans son entretien télévisé, dimanche 10 décembre, que la conjoncture économique est mauvaise. Mais il a contesté que les pré-

lèvements décidés depuis six mois par le gouvernement contribuent à freiner la consommation et, donc, la croissance. Plusieurs études font,

pourtant, ce constat : avec la hausse de la pression fiscale, la politique du gouvernement est devenue fortement restrictive.

la richesse nationale devrait augmenter de seulement 1,5 % à 2 %.

Quelles sont les raisons de ce brutal retournement de la conjoncture ? C'est là que les avis risquent de diverger. Pour M. Juppé, il y a une explication et une seule : les Français ont tout bonnement perdu le moral : « Le pouvoir d'achat net a augmenté, a-t-il expliqué, mais il y a une peur de l'avenir (...). C'est ça qui bloque la consommation, beaucoup plus que des problèmes strictement financiers. » Évoquant la hausse du SMIC, la revalorisation des traitements des fonctionnaires, la prime de rentrée scolaire ou encore la nouvelle prime à la casse pour soutenir le marché automobile, le premier ministre a donc contesté que la politique gouvernementale ait aussi une part de responsabilité : « On a beaucoup fait pour soutenir la consommation », a-t-il affirmé.

C'est sur ce point, pourtant, que l'argumentaire gouvernemental risque de ne pas emporter la conviction car, s'il faut recenser l'ensemble des dispositions prises depuis six mois, - les mesures de soutien à la consommation aussi bien que les mesures restrictives -, les effets récessifs l'emportent largement sur les effets expansifs.

POLITIQUE RESTRICTIVE

Si l'on ne prend en compte que les mesures pesant sur les ménages, les prélèvements décidés, d'une part, lors du « collectif » budgétaire de printemps (hausse de deux points de la TVA, relèvement de la fiscalité sur les produits pétroliers, sur le tabac, etc.), puis, d'autre part, dans le cadre du plan de redressement de la Sécurité sociale (création du nouveau prélèvement baptisé « RDS », hausse des cotisations maladie des retraités, etc.), devraient se traduire par une ponction de près de 75 milliards de francs, en 1996, sur le pouvoir d'achat.

Globalement, la politique économique du gouvernement est donc incontestablement restrictive. Dans deux études récentes, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a ainsi calculé que le « collec-

tif » budgétaire du printemps devrait freiner la croissance de 0,2 point en 1995 et de 0,5 point en 1996, tandis que le plan pour redresser les comptes sociaux pèserait en négatif de 0,3 point en 1996 et de 0,6 point en 1997 (Le Monde du 8 décembre). S'il faut en croire ces simulations, on peut donc difficilement dire que le gouvernement a « fait beaucoup de choses pour stimuler la consommation », et, au-delà, pour soutenir la croissance.

L'exercice est évidemment délicat, car, si la conjoncture est mauvaise, le gouvernement doit aussi prendre des dispositions pour réduire les déficits publics. Les propos du premier ministre invitent donc à un débat : entre les mesures d'économies du « plan 56-cu », qui portent sur 14 milliards de francs en 1996, et les nouveaux prélèvements, qui s'élèvent, eux, à 41 milliards, le gouvernement a-t-il trouvé le bon dosage ? Quoiqu'en dise le premier ministre, ce n'est pas certain.

Laurent Mauduit



Et vous, quel Waterman êtes-vous ?



Chez Waterman, la technologie artistiquement associée au savoir-faire de maîtres artisans a permis de créer une collection



originale de stylos aux plumes or 750/1000 et aux finitions plaqué or 958/1000. Aussi Waterman garantit à vie chacun de ses stylos.

Fin de grève chez les mineurs de Lorraine : « Nos copains blessés, pour 50 francs par mois... »

Un week-end de négociations a succédé à deux journées de violences

Après deux journées de batailles rangées autour du siège de la direction, et une dernière nuit de négociation avec les délégués des mineurs, les

Houillères du bassin de Lorraine (HBL) ont accordé une prime de fin d'année, une augmentation de salaire et une journée de congé supplémen-

taires. Lundi 11 décembre, les mineurs sont retournés au fond des puits, amers de s'être battus pour si peu.

FREYMING-MERLEBACH

de notre envoyé spécial

A Freyming-Merlebach (Moselle), samedi soir 9 décembre, les mineurs de la veine n° 1 s'offrent un repas « d'équipe » de fin d'année, avec leurs femmes et Laurent, 35 ans, « porion, chef de quartier », un agent de maîtrise que les « gars » aiment bien. Lundi, passées les batailles rangées avec les CRS, en grangées les négociations avec les patrons, rage rentrée, ils retourneront au fond de la mine.

A table, Alain et Francis, tous deux « tailleurs », charpentier Albert, le petit-fils d'immigré napolitain qui a réussi son concours de porion (chef d'équipe), « T'es chaisi ton comp ! », lui disent-ils. Noël, l'hindouïen, a toujours de l'alu sur les dents parce que « c'est lui le voleur de casse-croûte ». Alain est une main « tordeuse » au travail. Fantômas, « toujours absent », en prend pour son grade. Le chantier de la veine n° 1 est dur en ce moment. La couche, à 1100 mètres de profondeur, est un terrain chaud, « au minimum 40 », pleins d'eau. « T'es là-dedans, t'as pas commencé que t'es déjà fatigué », raconte Francis. « Tu l'as dit, fatigué avant de travailler ! », rétorquent les autres. Les « gars » se connaissent bien, ils travaillent, donc au fond de la mine, vont à la chasse et à la pêche le week-end,

s'invitent à dîner. « Les yeux du pot-au-feu, la dernière fois chez Dominique, beurk ! », plaisante Alain. Les femmes répondent, quand les maris vont trop loin : « Eh, les gars, vous n'êtes pas ou fond, là ! »

L'équipe de la veine n° 1 est bonne, tellement bonne qu'elle a pu démonter et remonter une haiveuse en trois jours dans la mine. La machine à extraire le charbon est une « bête » de 45 tonnes, informatisée, « outadlognostiquée », protégée des éboulements par d'énormes griffes qui s'avancent dans la veine. On dirait une locomotive qui passe et repasse sur une muraille de 200 mètres de long et plisse la roche comme un décalé.

La mine, en Lorraine, a toujours été fière de sa technologie. A la différence du Nord, les veines ici sont épaisses, généreuses. Le mineur n'a pas à « ramper » ni à batailler dans les galeries à coups de marteau-piqueur. Modernité, automatisme et productivité : les Lorrains ont pu croire au renouveau du bassin houiller. Electra 2000, la haiveuse, détient le record du monde d'extraction avec 24 000 tonnes en une seule journée. Alain, Francis, Noël et les autres de l'équipe, âgés entre 35 et 40 ans, ont été les derniers à être embauchés à la mine. Ils seront les derniers à y travailler. Celle-ci ferme en 2005. Samedi, Francis est

venu au dîner avec des béquilles. La dernière manifestation, vendredi, a été chaude. On aurait dit une guerre aux alentours de la direction des Houillères du bassin de Lorraine (HBL). Les CRS et gardes mobiles ont tiré des balles en plastique, lancé des grenades lacrymogènes. Les mineurs s'étaient équipés de casques, de lunettes de protection, de masques antigaz, de manches de pioche et de boucliers. L'un d'eux a même senti un bulldozer qui passait par là pour fonder sur une haie de CRS et s'écraser contre le mur d'un commissariat.

UN « PACTE CHARBONNIER »

Un début d'incendie a été déclaré. François Dossio, président de la CFDT, un leader respecté chez les mineurs, a été grièvement blessé par une grenade reçue en plein visage. Un gendarme mobile et une trentaine de mineurs ont été blessés. Francis a la jambe criblée d'éclats de « toutes les saloperies qu'ils mettent dans leur grenade ». Mais ça va. « Fallait voir les gars avec les manches, ils chantaient la Marseillaise, même les Arabes la chantaient », raconte-t-il à ses copains.

On ne fait plus grève pour conserver son emploi. La grande peur s'est éteinte. La décision de

fermer la mine en 2005 s'est accompagnée d'un « pacte charbonnier » qui fera mourir la mine en douceur. En 2005, la dernière génération de « jeunes » aura l'âge de la retraite. Ceux qui auront 45 ans toucheront un congé « charbonnier », 80 % du salaire brut pendant cinq ans avant de bénéficier de la retraite. Les plus jeunes – ils sont rares – seront obligatoirement réclassés dans les filiales des Charbonnages de France et garderont leur statut de mineur.

Ils disent à demi-mots qu'il y a quelque chose de triste à perpétuer ce qui va disparaître dans dix ans : les vannes dans la cage de descente, les coups de bourre, les coups de sang, les combats contre le gaz, l'eau, l'éboulement, le savoir-faire, la tradition des « mineurs qui tiennent tous ensemble ». « Le pire c'est qu'on a exporté nos technologies dans des pays qui sont devenus nos concurrents », disent les mineurs. « En France, on pèse contre la misère dans le monde, mais ça ne nous empêche pas d'importer du charbon minier cher que le nôtre tout simplement parce qu'en Chine ou en Colombie on fait travailler des enfants et qu'on n'est pas regardant sur les risques d'accident », dit l'un. « Et oui, c'est comme ça », soupirent les autres.

Lundi, à l'embauche de 5 h 30, au puits de Reumaux, les mineurs accrochent leurs vêtements aux chaînes de la « salle des pendus ». Les délégués qui ont négocié toute la nuit rapportent le butin : une prime de 2 000 francs pour la fin de l'année, une augmentation de salaire, une journée de congé supplémentaire. « Aujourd'hui, on nous donne un verre de vin. Demain, on nous redonnera un verre d'eau. C'est la bouteille qu'on veut ! », lance un mineur. « Tous nos copains blessés pour 30 francs, 50 francs supplémentaires. La paie, elle restera toujours à 7 300 francs », se fâche un ancien. « C'est 300 francs, 700 francs qu'on veut en plus tous les mois », demande un autre.

Déjà, les autres puits ont repris le travail. La porte s'ouvre au fond de la « salle des pendus ». Une majorité de mineurs ont fini par s'habiller et font la queue devant la navette qui accède à la tête de puits. Les premières cages descendent au « fond », emportant l'amertume de ceux qui ont le sentiment « d'avoir fait une grève pour rien ».

Dominique Le Guilledoux

Environ 30 000 personnes ont manifesté avec calme dans les rues de Bordeaux

Le défilé a pris un tour familial et bon enfant

BORDEAUX

de notre correspondant

Environ 30 000 personnes, presque autant que jeudi 7 décembre, ont manifesté dimanche après-midi 10 décembre dans les rues de Bordeaux, à l'appel de la CGT, de la FEN, de la FSU et de nombreuses organisations de la fonction publique. Personne, ni les organisateurs ni le service d'ordre, ne s'attendaient à ce que cette manifestation, un dimanche après-midi par très beau temps, remporte un tel succès. Les Aquitains, fonctionnaires ou non, s'adonnent plus volontiers ce jour-là au rite de la cueillette des champignons ou de la chasse qu'à défilé dans les rues de Bordeaux. Cette fois, ils ont choisi le défilé.

Malveillance ou provocation à la centrale du Blayais ?

L'une des quatre tranches de la centrale nucléaire du Blayais, située au nord de la Gironde, à une cinquantaine de kilomètres de Bordeaux, a été momentanément ralentie à la fin de la semaine dernière, le temps de purifier l'eau du circuit secondaire de refroidissement dans lequel avait été relevé une teneur anormale de chlorure de sodium. La direction de la centrale d'EDF a porté plainte. Selon elle, cet incident – acte de sabotage ou malveillance ? – ne peut avoir été provoqué que par un membre du personnel, qui aurait introduit environ 500 grammes de sel dans le circuit. Les organisations syndicales ont émis des doutes sur ces accusations : « Trop d'incertitudes demeurent pour exclure qu'il puisse s'agir d'un acte de provocation destiné à porter préjudice au droit de grève », ont-elles fait savoir. (Corresp.)

en lui donnant un caractère très familial.

Si l'on a retrouvé la plupart des grands organisateurs des manifestations précédentes, cheminots, postiers, syndicats d'enseignants, avec l'arsenal habituel de bidons, casseroles ou batteries, les sabbas improvisées et les sonos tonitrueuses, il y avait cette fois quelque chose de très différent : il

manquait les « escadrons lourds » des postiers, des agents de la direction de l'équipement, du gaz et d'EDF avec leur impressionnante cohorte de véhicules. Seuls quelques autobus de la Compagnie des transports bordelais, en grève depuis une semaine, s'étaient joints au défilé. Le secteur privé, pour sa part, était bien peu représenté, si l'on excepte des salariés de la SAFT et de Ponticelli.

Les manifestants sont venus essentiellement de l'agglomération bordelaise et, par autocars, du reste de la Gironde et du département des Landes. On remarquait beaucoup d'enseignants et de fonctionnaires territoriaux, beaucoup moins d'étudiants. En revanche, et c'est sans doute ce qui explique le nombre, la manifestation fut vraiment une affaire de famille. On est venu en couple, souvent avec le chien et l'enfant dans la poussette. Les retraités n'étaient évidemment pas absents, bien au contraire.

AUCUN DÉBORDEMENT

Cela n'a fait que renforcer le côté kermesse de la manifestation, où l'on a assisté à un véritable concours de slogans, de pancartes et de chansons anti-Juppé, tantôt sur un mode plaisant, tantôt sur un ton plus acide. Malgré un service d'ordre extrêmement léger, car personne ne s'attendait à une manifestation de cette importance, il n'y eut aucun débordement. Le cortège a suivi son parcours habituel dans une ville déserte comme tous les dimanches d'hiver, ensoleillée et embrumée par les bombelles qui n'ont pas été ramassées depuis une semaine.

Le spectacle le plus saisissant se trouvait évidemment place de la Victoire, point de départ et d'arrivée de toutes les manifestations, mais aussi épicentre de la vie estudiantine et de la vie nocturne bordelaise. Bombelles et détritus s'y amoncellent. Les rats s'y promènent en plein jour et exploitent les sacs éventrés.

Devant cette désolation, pendant le court instant de silence entre le départ des derniers manifestants et le retour des premiers arrivés, deux Bordelais avaient engagé conversation. La première, une femme modeste d'une soixantaine d'années, avance : « Ce monsieur Juppé, il est certainement très intelligent, même très, très intelligent, mais il doit être un peu lourd. » La seconde, bien mise, la cinquantaine, acquiesce : « Vous savez, moi, je l'ai vu parler devant les responsables économiques. Il o quelque chose de bizarre. Il parle comme un préfet, il ne parle pas comme un élu. » Mais l'une et l'autre sont d'accord, voyant l'amoncellement des ordures : « C'est sa ville. Il l'a voulue. Il n'a qu'à nettoyer. »

Pierre Cherruau

A Caen, trois records en une semaine

Les manifestations se suivent à Caen et ne cessent de surprendre. Pour le troisième rassemblement en moins d'une semaine (25 000 participants mardi 5 décembre et 35 000 jeudi 7), entre 15 000 et 20 000 personnes ont défilé, dimanche 10 décembre, dans une ambiance joyeuse et familiale. « Rassembler autant de monde un dimanche restera à coup sûr dans les annales du mouvement caennais. Il y a un formidable besoin d'écoute », affirme un syndicaliste, qui prévoit « un immense rassemblement mardi, qui battra tous les records de participation ».

Les enseignants sont venus en masse, alors que les salariés du secteur privé ont semblé moins nombreux que ne pouvaient l'espérer les syndicats CGT, FO et l'union régionale CFDT, qui appellait également à ce rassemblement. (Corresp.)

Neuf heures de discussions patronat-syndicats

LE TRAVAIL reprenait progressivement, lundi 11 décembre, dans trois puits sur quatre aux Houillères du bassin de Lorraine (HBL) à Freyming-Merlebach (Moselle). Simultanément, les grévistes quittaient la centrale électro-thermique Emile-Huchet à Carling, occupée depuis le 8 décembre. Une intersyndicale devait se réunir dans l'après-midi pour décider de la suite du mouvement après les nouvelles propositions de la direction, au terme des deux jours de négociations.

Après neuf heures de discussions avec les syndicats, samedi 9 et dimanche 10 décembre, la direction des Charbonnages de France (CDF) a formulé plusieurs propositions concernant les traitements et le déroulement des carrières. Quatre mesures salariales ont été proposées : le salaire minimum minier est porté pour l'année 1995 de 81 000 francs à 85 000 francs ; l'augmentation générale de 0,5 % prévue pour le 1^{er} octobre est avancée au 1^{er} juillet 1995 ; la prime de poste est majorée de 3 % au 1^{er} juillet 1995 et une prime uniforme de 550 francs sera versée à tous les salariés avant la fin de l'année. Concernant le déroulement des carrières, il est envisagé de créer un niveau 5 dans les filières des ouvriers mineurs qualifiés et ouvriers qualifiés de métier. Dans ce cadre, une autre prime uniforme de 350 francs sera versée.

A ces mesures concernant l'ensemble des mineurs de Charbonnages de France, ceux du Bassin de Lorraine ont obtenu une journée supplémentaire de congé et une avance anticipée du versement de la prime d'intéressement estimée à 500 francs.

Toutefois, l'entrée en vigueur de ces propositions était conditionnée pour la direction « par le retour au calme et la reprise du travail ». Après deux jours d'affrontements violents, le préfet de la région Lorraine, Roger Bennehaïre, avait invité samedi matin l'intersyndicale CGT, CFDT, CFIC, FO, Autonomes, la direction des Charbonnages de France et celle des HBL à renouer les fils de la négociation salariale rompue en été. Les discussions se déroulaient ensuite au siège du groupe à Rueil-Malmaison dans les Hauts de Seine.

Les tensions interviennent un an après la signature du « pacte charbonnier national » ratifié en octobre 1994 à la demande du ministre de l'Industrie. Cet accord entre la direction des Charbonnages et les syndicats prévoit la garantie d'emploi des mineurs jusqu'à l'arrêt d'extraction du charbon en 2005 et au-delà pour ceux qui n'auront pas encore atteint l'âge de la retraite.

Jean-Louis This et Dominique Galliois

Dans les théâtres, des artistes se placent au service de la contestation sociale

UNE BANDEROLE orne la façade du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : « Le théâtre est ouvert pour soutenir les grévistes ». Avant la représentation de Richard III, une comédienne lit le texte des intellectuels qui, autour de Pierre Bourdieu, soutiennent les mouvements de grève et posent « la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre ». Le personnel administratif, les comédiens ou le metteur en scène Mathias Langhoff organisent des permanences pour tous ceux qui veulent « dialoguer ». Jeudi 14 décembre, une représentation de soutien sera donnée, et une partie des recettes versée aux grévistes. « Depuis plusieurs années, nous cherchons à toucher les habitants de Saint-Denis qui ne viennent pas spontanément au théâtre. Chaque année, nous créons un spectacle itinérant pour jouer auprès des associations de femmes des cités, des

jeunes des Frangs-Moisins. C'est dans la lignée de ce travail que nous sommes en solidarité avec les grévistes », explique Nathalie Royer, pour l'administration du Théâtre.

Directeur des Amandiers de Nanterre, Jean-Pierre Vincent se dit « hypersensible » aux mouvements actuels. Il a organisé une assemblée générale pour le personnel et les comédiens du théâtre. Chaque soir, les spectateurs reçoivent un tract intitulé « Le Songe d'un monde meilleur » qui demande des négociations sur la réforme de la Sécurité sociale. « Le théâtre est le dernier lieu où toutes sortes de thèmes peuvent être abordés librement en public. En ce moment, il peut servir de lieu de dialogue entre les différentes protestations », estime Jean-Pierre Vincent. Lundi soir 11 décembre, un débat devait être organisé avec les étudiants du campus de Nan-

terre et le personnel d'entreprises voisines.

A Montpellier, la plupart des institutions culturelles de la région se sont jointes aux manifestations et comptent recommencer mardi 12 décembre. « Je ne me sens pas dans une tour d'ivoire, je partage l'inquiétude des grévistes, explique Mathilde Monnier, la directrice du centre chorégraphique, qui a succédé à Dominique Bagouet. Toute l'année, nous proposons des ateliers à des publics très divers, nous sommes proches du tissu social. Alors, quand 35 000 personnes sont dans la rue, je me sens solidaire. »

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, les principaux acteurs culturels devaient se réunir lundi 11 : les responsables des théâtres publics, l'Orchestre national de Lille, l'Atelier lyrique de Tourcoing, les Centres d'art contemporain et plusieurs compagnies devaient débattre des actions à mener. Vendredi matin, à Calais, aux côtés des cheminots et des postiers, Francis Peduzzi, directeur de la scène nationale Le Chénail, et son équipe ont défilé pour la première fois. Les spectateurs du Chénail reçoivent un communiqué qui commente les grèves : « Ce mouvement exprime l'attachement au service public et rappelle les limites d'une vie sociale réguée par la seule loi du marché. Il appelle à « réfléchir, convaincre et résister ».

Une coordination régionale des artistes s'était constituée à Marseille, dès avant les grèves, pour protester contre les coupes budgétaires. Les cheminots lui ont demandé d'animer leur cortège le 5 décembre et trois compagnies de danse ont créé des chorégraphies spéciales pour le parcours.

« Toute l'année, nous proposons des ateliers à des publics très divers, nous sommes proches du tissu social. Alors, quand 35 000 personnes sont dans la rue, je me sens solidaire ».

La coordination, qui regroupe des institutions solides comme le Théâtre de la Criée mais aussi des intermittents du spectacle plus isolés, défilera le 12 décembre. Le Théâtre du Gyptis ouvrira ses portes le 13 aux cheminots en grève. Sur scène, grâce aux techniciens de la salle, des artistes amateurs – musiciens ou acteurs amateurs – se produiront pour offrir « un moment de détente dans le conflit », selon Christian Leblanc,

du comité d'entreprise de la SNCF. A Toulouse, les Fabulous Troubadours, ces livres rappers, composent des chansons pour les soirées de soutien aux cheminots et aux étudiants.

Pour bien des artistes, derrière le conflit actuel, se dessine un enjeu de changement de société. « Jusqu'à présent, on nous inculquait le libéralisme à doses homéopathiques. Là, j'ai eu l'impression un matin de me réveiller dans le théâtre. Sommes-nous en train de changer d'époque ? », s'interroge Jacques Blanc, directeur du Quartz de Brest. Déjà, il pense que cette vague de fond protestataire va influer sur le répertoire de la prochaine saison du Quartz : « Je cherche comment traiter poétiquement cette matière, sans être esclave des slogans. » Selon Bernard Sobel, directeur du Théâtre de Gennevilliers, « ce mouvement est un grand moment de création : une nation réclame le droit de fuir l'avenir, de participer, de ne pas subir. Les grèves expriment le désir, la revendication fondamentale d'une démocratie réelle. Fugonner le réel, c'est aussi ce que font les artistes. Donc il n'y a pas d'alignement entre ce mouvement et nous. Au contraire, le dehors, la vie montrent à l'artiste qu'il n'est pas vainement présent. L'enjeu est immense, serons-nous à la hauteur ? »

Catherine Bédarida (avec Luc Leroux à Marseille)

Ariane Mnouchkine : « Une révolte contre le mépris »

Directrice du Théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes, Ariane Mnouchkine, qui mena cet été, avec d'autres responsables culturels, une longue grève de la faim pour que cesse la barbarie en Bosnie, observe avec attention les événements qui se jouent en France. « Il me semble, dit-elle, que ce sont des manifestations anti-mépris, car les gens ne veulent pas être traités avec une telle arrogance, ils veulent avoir leur mot à dire. J'ai regardé tout le débat à l'Assemblée nationale mardi : c'était insupportable de voir les expressions goguenardes des membres du gouvernement. Il faut sûrement des réformes, à condition de les expliquer et de les négocier avec les citoyens. Quelqu'un au gouvernement va-t-il comprendre qu'il ne s'agit pas de défendre des intérêts catégoriels, mais que les grévistes résistent à l'idée d'une société complètement monétaire et qu'ils expriment aussi une souffrance ? »

5511 Miss J

130 000 personnes
manifesté avec calme
sur les rues de Bordeaux
pour un tour famille arborée



En France,
qui montre aussi bien
la marche à suivre
aux commerçants
indépendants?

Aujourd'hui, pour servir les consommateurs à la mesure de leurs exigences, la seule marche à suivre, c'est la marche...en avant. "En avant les prix bas, en avant le choix, en avant les services": une philosophie engagée qui a fait du groupe français Promodès, notamment à travers ses enseignes Continent et Champion, et grâce à ses 60.000 professionnels, l'un des leaders européens de la distribution moderne. Mais on peut jouer dans la cour des grands et aimer prendre les plus petits sous son aile...

**Promodès, partenaire et solidaire de plus
de 7000 commerçants indépendants de proximité.**

C'est en s'appuyant sur ses hypermarchés et supermarchés que Promodès peut soutenir chaque jour le commerce de proximité. Du fait de ses origines de grossiste et par conviction que le consommateur souhaite différentes formes de commerce, Promodès a créé Prodim, qui contribue au développement harmonieux de notre pays. Au cœur de nos villages et de nos villes, de nos quartiers comme de nos bourgs urbains, ruraux, touristiques, les quelque 2000 magasins déjà ouverts par Prodim et les 5000 régulièrement approvisionnés par le groupe sont devenus tout naturellement, au fil des années, des commerces modernes au service quotidien des consommateurs. Maintenir la vie dans la cité, n'est-ce pas le plus beau des combats ? Chez Shopi, Codec, 8 à Huit, Ami et Proxi-Services, l'accueil et la fraîcheur annoncent la couleur. Bienvenue, vous êtes chez vous !



Promodès

Vivons en partenaires

Avec Continent, Champion, Shopi, Codec, 8 à Huit, Ami et Proxi-Services.

Agence photographique au Nord

sociale

La gauche récupère deux sièges de député et en prend trois autres à la droite

Les élections législatives partielles sont une sévère défaite pour la majorité

La situation sociale a incontestablement aidé la gauche à faire des législatives partielles une victoire très nette. Au soir du premier tour, di-

manche 3 décembre, elle était pratiquement assurée de gagner deux sièges, sur les sept en jeu, deux autres gains étant possibles, mais pas as-

surés. Elle obtient finalement cinq élus, dont trois dans des circonscriptions solidement ancrées à droite.

LA DÉROULETE est nette pour la majorité. Cinq des sept circonscriptions qu'elle détenait et où était organisé un second tour, dimanche 10 décembre, sont en effet passées à gauche, y compris trois détenues depuis fort longtemps par la droite. Le PS en conquiert quatre (la première des Hautes-Pyrénées, la neuvième de Seine-et-Marne, la huitième du Rhône et la cinquième de l'Essonne), tandis qu'une, la troisième de Seine-et-Marne, revient au Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Les cinq sièges perdus par la droite étaient détenus par l'UDF; le RPR conserve un des deux qu'il détenait et doit laisser l'autre à un dissident du mouvement néogauliste.

La gauche a fait plus que confirmer sa bonne tenue de dimanche 3 décembre. Au soir du premier tour, elle n'était en effet assurée de sa victoire que dans les deux circonscriptions qu'elle avait perdues en mars 1993 (celle de Seine-Maritime et celle des Hautes-Pyrénées). La bataille paraissait plus incertaine dans la cinquième de l'Essonne, et franchement hypothétique dans la huitième circonscription

du Rhône, qui avait voté à plus de 61 % pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Le sort de la troisième de Seine-et-Marne, où un duel opposait le chevronné Pierre Carassus au candidat du Front national, dépendait quant à lui de l'attitude des électeurs de la majorité, appelés par le RPR et une partie de l'UDF à ne pas choisir entre les deux candidats du second tour. La défaite de la majorité dans ces cinq circonscriptions prend l'allure d'une sanction.

FORTE PARTICIPATION

La détermination de l'électorat de gauche contraste en effet avec la démobilisation de la droite. Ainsi, dans toutes les circonscriptions que l'opposition conquiert, la participation a été plus forte au second tour qu'au premier, permettant à la gauche de recueillir davantage de voix qu'au premier tour. C'est particulièrement flagrant dans les Hautes-Pyrénées (45,25 %) et dans la cinquième de l'Essonne (43,87 %). A l'inverse, les abstentionnistes ont été plus nombreux, au second tour, dans les deux circonscriptions

conservées par la majorité, que son candidat ait été opposé au Front national, comme dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne (+2,47 % d'abstention), ou à un socialiste, comme dans la deuxième de l'Essonne (+1,39 %).

La poussée de la gauche est particulièrement spectaculaire dans le Rhône, où le candidat de droite avait été élu dès le premier tour en 1988 et 1993. Elle est supérieure à dix points dans les Hautes-Pyrénées et la Seine-Maritime. Dans l'autre circonscription où il était présent au second tour de 1993, la cinquième de l'Essonne, le PS améliore également son score d'alors de plus de deux points. En revanche, seule Frédérique Bredin, en Seine-Maritime, progresse par rapport au candidat de gauche du second tour des législatives de 1988. Partout, en outre, les candidats de l'opposition ont bénéficié de bons reports de voix. Le premier tour qui avait lieu dans la quatrième circonscription du Calvados ne dément pas la progression du PS; si l'ancien ministre Nicole Ameline (UDF-PR) a toutes chances de retrouver son siège de député le 17 décembre, la candidate socialiste

améliore de quinze points le résultat du PS de 1993.

Dans les deux circonscriptions de Seine-et-Marne, où il était présent au second tour, le Front national enregistre une forte progression, de l'ordre de dix points, par rapport à 1993, que ce soit face au candidat de gauche (dans la troisième, où il gagne près de 4 500 voix) ou au candidat de la majorité (dans la quatrième, où il gagne plus de 3 200 voix). Dans les deux cas, d'ailleurs, les consignes des partis politiques ont été diversement suivies. Dans la troisième circonscription, alors que le RPR, le Parti républicain et Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, avaient demandé aux électeurs de la majorité de ne pas choisir entre le chevronné Pierre Carassus et le candidat FN, une partie non négligeable de l'électorat de la droite parlementaire a, malgré tout, voté pour le candidat de gauche. En revanche, dans la quatrième circonscription, il semble que l'appel du PS et du Mouvement des citoyens à faire barrage au Front national en votant pour Christian Jacob (RPR) ait été peu entendu de l'électorat de gauche.

HAUTES-PYRÉNÉES (1^{re} circonscription, 2^e tour)

L. 58 857; V. 31 601; A. 46,30 %; E. 29 337.
Pierre Forgues, PS, c. r., adj. m. de Tarbes, 17 226 (58,72 %)... ÉLU.
Roland Castells, UDF-FD, c. r., c. g., m. de Bagères-de-Bigorre, 12 105 (41,27 %).

[Pierre Forgues (PS) retrouve le siège qu'il avait perdu en 1993 au profit de Gérard Témèze (UDF-PR), dont le mandat parlementaire a été jugé incompatible avec celui de président de l'Association des chambres françaises de commerce et d'industrie par le Conseil constitutionnel.]
M. Forgues améliore de plus de dix points son résultat de 1993. Jean-Marie Le Pen avait officiellement demandé aux électeurs du Front national de soutenir le candidat du PS. Il s'agit d'un piège à l'attention de Philippe Douste-Blazy (UDF-FD), ministre de la Culture et du Patrimoine, qui avait appelé, lui, à tout faire pour arrêter le candidat du Front national de la 3^e circonscription de Seine-et-Marne.

3 décembre 1995: L. 58 957; V. 28 565; A. 51,55 %; E. 27 193; Pierre Forgues, 11 274 (41,45 %); Roland Castells, 9 056 (33,30 %); Michel Cassagne, PCF, 3 323 (12,22 %); Jean-Marie Barrière, FN, 2 042 (7,50 %); Michel Geoffie, écologiste, 979 (3,60 %); Michel Laserge, LO, 519 (1,90 %).
28 mars 1993: L. 59 402; V. 43 934; A. 26,03 %; E. 40 597; Gérard Témèze, UDF-PR, 20 889 (51,47 %); Pierre Forgues, c. r., PS, 19 460 (48,52 %).
7 mai 1995: L. 59 443; V. 49 301; A. 17,06 %; E. 46 518; Jospin, 26 194 (56,30 %); Chirac, 20 324 (43,69 %).

RHÔNE (8^e circonscription, A. 56,74 %; E. 29 949.)

Maurice Depaix, app. PS, c. g., m. d'Amplepuis, 14 384 (51,46 %)... ÉLU.

Maurice Pouilly, UDF-PR, c. g., 13 565 (48,53 %).
[Maurice Pouilly, le candidat soutenu par l'UDF et le RPR, semblait avoir toutes les cartes en mains: cette circonscription a voté à plus de 61 % pour Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle; son prédécesseur Alain Mayoud (UDF-PR), décédé en mai 1995 et remplacé par Michel Merlier (UDF-FD), élu en septembre au Sénat, avait toujours été élu au premier tour; les deux autres candidats de droite, qu'il avait dû affronter au premier tour, s'étaient désistés pour lui; enfin, la composition sociologique de cette circonscription à dominante rurale pouvait laisser penser que l'électorat était peu sensible à l'actuel mouvement social. Mais Maurice Depaix (app. PS) a bénéficié d'une meilleure mobilisation de l'électorat et d'un vote de contestation du gouvernement. L'échec de M. Pouilly est une sévère défaite pour la droite lyonnaise.]

3 décembre 1995: L. 71 275; V. 28 078; A. 60,60 %; E. 27 109; Maurice Depaix, 8 822 (32,54 %); Maurice Pouilly, 8 237 (30,38 %); Maurice Labre, FN, 4 021 (14,83 %); Jean-Michel Lacondemine, UDF-Rad, 2 247 (8,28 %); Jean Lafontaine, MPF, 1 275 (4,70 %); Bernard Bonzon, PC, 1 206 (4,44 %); Jean-Claude Hirsch, Verts, 758 (2,79 %); Didier Guthmann, LO, 349 (1,20 %).
7 mai 1995: L. 71 581; V. 58 392; A. 18,42 %; E. 54 685; Chirac, 33 377 (61,03 %); Jospin, 21 308 (38,96 %).

SEINE-MARITIME (9^e circonscription, 2^e tour)

L. 76 342; V. 39 368; A. 48,43 %; E. 37 752.
Frédérique Bredin, PS, d.e., m. de Fécamp, 22 728 (60,20 %)... ÉLU.

Daniel Fidelin, UDF-PR, c. g., 15 024 (39,79 %).
[Frédérique Bredin, ancien ministre socialiste de la Jeunesse et des Sports, remplace son siège à l'Assemblée nationale, où elle avait été élue en 1988, et qu'elle avait perdu en 1993. Elle domine nettement son concurrent de droite, qui tentait de conserver à la majorité le siège que Charles Revet, président (UDF-PR) du conseil général de Seine-Maritime, a quitté, en septembre, pour entrer au Sénat. La candidate socialiste gagne près de quatre-vingt points par rapport à son score du second tour de 1993, et dépasse largement le total des voix de gauche du premier tour sans que le nombre de votants ait sensiblement augmenté. Le représentant du Front national, qui avait été éliminé, avait appelé ses électeurs à l'abstention.]

3 décembre 1995: L. 76 337; V. 38 820; A. 49,14 %; E. 37 640; Frédérique Bredin, 17 691 (46,97 %); Daniel Fidelin, 12 090 (33,10 %); Patrick Pellon, FN, 4 219 (11,20 %); Gérard Rousson, PC, 2 331 (5,92 %); Alain Rivière, LO, 932 (2,47 %); Jean-Yves Médayer, Parti national républicain, 352 (0,93 %); Lucien Sorreda, div., 146 (0,38 %).
28 mars 1993: L. 74 756; V. 56 429; A. 24,51 %; E. 53 839; Charles Revet, UDF-PR, 28 854 (53,59 %); Frédérique Bredin, PS, 24 985 (46,40 %).
7 mai 1995: L. 76 373; V. 62 574; A. 18,06 %; E. 59 028; Jospin, 29 805 (50,49 %); Chirac, 29 223 (49,50 %).

SEINE-ET-MARNE (3^e circonscription, 2^e tour)

L. 71 078; V. 27 401; A. 61,44 %; E. 25 068.

Pierre Carassus, MDC sout. PS, m. de Vaux-le-Pénil, 15 038 (59,98 %)... ÉLU.

Grégory Prost, FN, 10 030 (40,01 %).

[Le chevronné Pierre Carassus, soutenu par le PS, le PCF et Radical, l'emporte en dépit des appels à ne pas choisir entre le candidat de la gauche et celui du Front national lancé par Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, le Parti républicain ou encore Valéry Giscard d'Estaing. Dans une circonscription qui a toujours appartenu à la droite, M. Carassus bénéficie du report d'une partie non négligeable des voix de la majorité, et sans doute aussi de la légère augmentation de la participation. De son côté, le candidat d'extrême droite, Grégory Prost, double presque le nombre de ses voix du premier tour. Il confirme les résultats fructueux de mars 1993 et d'avril 1995 dans les villes comme Melun et Montargis, mais également dans les secteurs plus ruraux du sud du département. Il obtient près de dix points de plus que le candidat FN qui était opposé, lors des législatives de mars 1993, à Jean-Jacques Hyes (UDF-FD), élu sénateur en septembre 1995.]

3 décembre 1995: L. 71 116; V. 26 119; A. 63,27 %; E. 25 227; Pierre Carassus, 8 871 (32,23 %); Grégory Prost, 5 998 (22,39 %); Richard Bonin, UDF-Rad, adj. m. de Melun, c. g., 3 990 (15,81 %); Patrick Sepiers, div., d. m. de Moreau-sur-Loing, 3 913 (15,51 %); José Ruiz, PCF, 3 291 (12,64 %); Frédéric Costello, LO, 678 (2,68 %); Michel Martinez, div., 320

(2,06 %); Williams Matel, div., 263 (1,03 %).
Yves Jégou, RPR, qui avait retiré sa candidature, a obtenu 3 voix.

28 mars 1993: L. 68 914; V. 42 158; A. 38,82 %; E. 34 799; Jean-Jacques Hyes, UDF-CDS, 24 258 (60,70 %); Jacques Prost, FN, 10 541 (30,29 %).

7 mai 1995: L. 71 212; V. 56 226; A. 21,04 %; E. 52 485; Chirac, 28 557 (54,45 %); Jospin, 23 888 (45,54 %).

SEINE-ET-MARNE (4^e circonscription, 2^e tour)

L. 72 619; V. 27 569; A. 62,03 %; E. 23 307.

Christian Jacob, RPR, d.e., 13 594 (57,10 %)... ÉLU.

Jacques Gérard, FN, 10 213 (42,89 %).

[Christian Jacob (RPR) perd près de dix points sur son prédécesseur, Alain Peyrefitte (RPR), élu sénateur le 34 septembre, qui déjà au second tour de 1993 était opposé à un candidat d'extrême droite. Son adversaire, Jacques Gérard (FN), progresse de plus de 3 000 voix par rapport au premier tour, et de plus de dix points par rapport à 1993, mais l'abstention a été très forte. Les électeurs de gauche ont, semble-t-il, été nombreux à refuser de voter pour M. Jacob puisque le nombre de bulletins blancs ou nuls a été relativement élevé (3 762, contre 901 au premier tour).
3 décembre 1995: L. 72 620; V. 27 361; A. 59,56 %; E. 28 460; Christian Jacob, 7 747 (27,22 %); Jacques Gérard, 6 999 (25,59 %); Dominique Bine, PS, 5 190 (18,23 %); Claude Pasquier, PC, 4 530 (15,91 %); Jacques Ballot, div., 2 671 (9,38 %); Laurent Viguet, LO, 679 (2,38 %); Joël Savry, Verts, 644 (2,26 %).
28 mars 1993: L. 70 931; V. 45 512; A. 35,83 %; E. 37 841; Alain Peyrefitte, c. r., RPR, 25 609 (56,47 %); Jacques Gérard, FN, 12 232 (33,52 %).
7 mai 1995: L. 73 068; V. 58 836; A. 19,47 %; E. 54 974; Chirac, 31 701 (57,66 %); Jospin, 23 275 (42,33 %).

ESSONNE (2^e circonscription, 2^e tour)

L. 72 514; V. 30 115; A. 58,47 %; E. 28 657.

Fraoek Marlin, RPR diss., m. d'Etampes, 16 337 (57,00 %)... ÉLU.

Elisabeth Doussain, PS, 12 320 (42,99 %).

[Dans cette circonscription très ancrée à droite, Franck Marlin, RPR dissident, creuse l'écart avec sa concurrente socialiste grâce au bon report des voix du représentant officiel de la majorité, le RPR Jean-Jacques Bousaïn-gault, éliminé au premier tour. Il profite aussi partiellement des suffrages qui s'étaient portés au premier tour sur le candidat du Front national, tandis que la candidate socialiste obtient un résultat supérieur au total des voix de gauche du dimanche précédent.]

3 décembre 1995: L. 72 523; V. 31 122; A. 57,08 %; E. 29 820; Franck Marlin, 8 009 (26,85 %); Elisabeth Doussain, 5 483 (18,38 %); Hubert de Mesmay, FN, 5 534 (17,88 %); Jean-Jacques Bousaïn-gault, RPR, c. g., 5 212 (17,47 %); Gérard Lefranc, PCF, 4 396 (14,74 %); Josette Rannou, Verts, 763 (2,55 %); Ominique Bazinet, LO, 623 (2,08 %).

28 mars 1993: L. 69 917; V. 46 047; A. 34,34 %; E. 37 008; Xavier Dupuis, c. r., RPR, 26 301 (77,06 %); Hubert de Mesmay, FN, 10 707 (28,93 %).

7 mai 1995: L. 72 569; V. 59 766; A. 17,64 %; E. 55 917; Chirac, 31 922 (57,08 %); Jospin, 23 995 (42,91 %).

ESSONNE (5^e circonscription, 2^e tour)

L. 61 804; V. 25 767; A. 58,30 %; E. 24 634.

Jean-Marc Salinier, PS, 13 398 (53,95 %)... ÉLU.

Marie-Hélène Aubry, UDF-PR, m. d'Orsay, 11 436 (46,04 %).

[Le candidat socialiste, Jean-Marc Salinier, sort vainqueur d'un duel que le premier tour annonçait serré dans une circonscription solidement tenue par la droite. Il bénéficie d'un bon report des voix de gauche mais profite aussi du surcroît de participation. Sa concurrente, Marie-Hélène Aubry (UDF-PR), arrivée en tête au premier tour, n'a pas bénéficié totalement des suffrages qui s'étaient portés sur le candidat du Front national.]

3 décembre 1995: L. 61 809; V. 25 380; A. 62,17 %; E. 22 784; Marie-Hélène Aubry, 8 136 (35,70 %); Jean-Marc Salinier, 7 374 (32,36 %); Olivier Kobernik, FN, 2 578 (11,31 %); Daniel Gouttefarde, PCF, 1 896 (7,44 %); Jean Darvenne, MDC, 1 395 (6,12 %); Claude Thomas-Collombier, AREV, 1 103 (4,84 %); Nicole Poupotin, LO, 502 (2,20 %).

28 mars 1993: L. 60 106; V. 42 751; A. 28,82 %; E. 40 167; Michel Pichat, c. r., UDF-PR, 22 556 (56,36 %); Paul Lorkin, PS, 17 611 (43,64 %).

7 mai 1995: L. 61 591; V. 50 921; A. 17,32 %; E. 48 575; Chirac, 28 952 (53,42 %); Jospin, 22 623 (46,57 %).

CALVADOS (4^e circonscription, 1^{er} tour)

L. 70 330; V. 27 733; A. 60,56 %; E. 26 929.

Nicole Ameline, UDF-PR, 10 995 (40,82 %); Marie-Rose Coro, PS, 6 944 (25,78 %); Christian Guéret du Manoir, FN, 3 630 (13,47 %); Pierre Mouraret, PC, 2 323 (8,62 %); Françoise Gay, div., 1 271 (4,71 %); Emeric Blasselle, MPF, 888 (3,29 %); François Morin, Verts, 878 (3,26 %)... BALLOTAGE.

[Seul ancien ministre du premier gouvernement d'Alain Juppé à tenter, pour l'heure, de récupérer son siège de député, Nicole Ameline arrive logiquement en tête de cette législative partielle dans une circonscription qui fut le fief de Michel d'Ornano. Elle perd cependant près de la moitié des voix qu'elle avait obtenues en 1993, mais l'abstention, cette fois, a été particulièrement élevée. La candidate socialiste ayant gagné 15 points par rapport à 1993, c'est elle qui sera en lice au second tour, alors qu'à la précédente législative le représentant du PS avait été éliminé, laissant la place à celui du FN.]

21 mars 1993: L. 69 234; V. 47 875; A. 30,85 %; E. 45 437; Nicole Ameline, c. r., UDF-PR, 19 816 (43,61 %); Guy Dupin, FN, 8 483 (18,65 %); Jangui Le Carpentier, PS, 4 757 (10,46 %); Gérard Proust, RPR diss., 4 460 (9,81 %); Pierre Mouraret, PC, 3 184 (7,00 %); Michel Lamarre, écologiste, 3 057 (6,68 %); Corinne Lepage, GE, 2 806 (6,17 %); Elisabeth Morisseau, MDR, 1 349 (2,94 %); Alexis Moine, MDC, 589 (1,28 %); Jean-Claude Mieser, div., 506 (1,11 %); Sonia Germain, NE, 270 (0,59 %).

23 avril 1995: L. 70 607; V. 57 211; A. 18,97 %; E. 55 899; Ballardur, 13 182 (23,58 %); Chirac, 11 896 (21,28 %); Jospin, 10 837 (19,38 %); Le Pen, 7 976 (14,26 %); Huc, 4 018 (7,18 %); Laquière, 3 288 (5,88 %); de Villiers, 2 965 (5,30 %); Voynet, 1 583 (2,83 %); Cheminade, 151 (0,27 %).

Huit élections cantonales partielles

LANDES

Canton de Montfort-en-Chalosse (2^e tour).
L. 7 240; V. 5 553; A. 23,30 %; E. 5 442.
Marie-Elisabeth Servières, PS, m. de Sort-en-Chalosse, 2 740 (50,36 %)... ÉLU.

Alain Rivière, c. s., div. d., adj. m. de Montfort, 2 700 (49,63 %).

[Annuler pour une irrégularité dans les votes par procuration, l'élection d'Alain Rivière (div. d.) n'avait été acquiescée que par 21 voix d'absence. C'est pour 30 voix que M. Rivière a perdu son siège, dimanche 3 décembre, au profit de la socialiste Marie-Elisabeth Servières. Celle-ci a bénéficié de la plus forte mobilisation et d'un bon report des voix communales.]

26 novembre 1995: L. 7 242; V. 5 054; A. 30,21 %; E. 4 940; Alain Rivière, 2 700 (49,63 %); Marie-Elisabeth Servières, 2 044 (40,60 %); Yves Labadie, PC, 526 (10,44 %); Michel Penat, FN, 112 (2,25 %).

27 mars 1994: L. 7 199; V. 5 505; A. 26,50 %; E. 5 051; Alain Rivière, div. d., c. m., 2 526 (50,20 %); Guy Gaudou, PS, 2 505 (49,79 %).

MOSELLE

Canton de Vémey (2^e tour).
L. 19 927; V. 8 960; A. 35,03 %; E. 8 530.
Gilbert Janssen, c. s., UDF, m. de Marly, 4 596 (53,75 %)... ÉLU.
Jean François, div. g., m. de Saint-Jure, 3 954 (46,24 %).

[Gilbert Janssen (UDF) est réélu après avoir vu son élection de mars 1994 annulée. Jean François (div. g.) est cette fois nettement devancé dans son troisième duel avec M. Janssen.]

3 décembre 1995: L. 19 977; V. 8 893; A. 55,43 %; E. 8 642; Gilbert Janssen, 3 701 (42,82 %); Jean François, 3 528 (39,25 %); Marie-Thérèse Gansoluit, PS, 1 281 (14,52 %); Christian Lefait, FN, 849 (9,62 %); Michel Lory, PC, 138 (1,59 %); Roger-Louis Weber, div. d., 101 (1,16 %); Gérard Wehringer, Radical, 41 (0,50 %).

27 mars 1994: L. 19 651; V. 11 257; A. 42,71 %; E. 10 470; Gilbert Janssen, UDF-PR, 5 236 (50,60 %); Jean François, div. g., 5 224 (49,39 %).

HAUTES-PYRÉNÉES

Canton de Vielle-Aure (2^e tour).
L. 2 559; V. 7 896; A. 75,62 %; E. 1 833.
Maryse Beyrie, div. g., m. de Vielle-Aure, 934 (51,23 %)... ÉLU.

Jean-Henry Mir, div. g., m. de Saint-Lary, 889 (48,76 %).

[Fort participation dans ce canton montagnard où il s'agissait de choisir le successeur de Jean Mouquie (div. g.), ancien vice-président du conseil général, condamné à cinq ans d'inéligibilité pour fraude électorale. Maryse Beyrie (div. g.), qui avait déjà repris, à la mairie de Vielle-Aure, le flambeau du conseil général démocrate, emporte légèrement le second tour devant un autre divers gauche, Jean-Henry Mir.]

3 décembre 1995: L. 2 559; V. 1 727; A. 36,79 %; E. 1 691; Maryse Beyrie, 902 (49,92 %); Jean-Henry Mir, 647 (37,43 %); Jean-Pierre Belmas, div. g., adj. m. d'Aragnouet, 213 (12,59 %); Jacques Garcia, div. d., 205 (12,12 %); Jean-Claude Pénat, div. g., 64 (3,78 %); Jean Michel Maia, PC, 55 (3,13 %).

BAS-RHIN

Canton de Rosheim (2^e tour).
L. 10 918; V. 3 521; A. 67,75 %; E. 3 304.
Alphonse Trostler, c. s., UDF-FD, m. de Rosheim, 2 353 (71,21 %)... RÉÉLU.

Jean-Pierre Vombank, div. d., c. m. de Rosheim, 951 (28,78 %).

[Conseiller général depuis 1983, Alphonse Trostler (UDF-FD) avait vu sa réélection de 1994 annulée par le Conseil d'État. Les juges avaient estimé qu'il employait de la ruse d'Alsace. Il a évité les responsabilités incompatibles avec le mandat de conseiller général. D'ici mars, il ne pourra exercer sa fonction d'autorité à la région. M. Trostler estime cette rectification électorale. Il lui a fallu cependant attendre le second tour de ce scrutin pour retrouver son mandat puisque, bien qu'ayant obtenu la majorité absolue des voix au premier tour, il n'avait pas recueilli les suffrages d'un quart des électeurs inscrits.]

3 décembre 1995: L. 10 918; V. 4 144; A. 62,01 %; E. 3 915; Alphonse Trostler, c. s., UDF-FD, m. de Rosheim, 2 446 (62,47 %); Jean-Pierre Vombank, div. d., c. m. de Rosheim, 951 (28,78 %); Stéphane Bourhis, FN, c. m. de Rosheim, 654 (16,70 %).

27 mars 1994: L. 10 799; V. 6 510; A. 39,57 %; E. 6 055; Alphonse Trostler, UDF-CDS, 3 655 (60,33 %); Yves Jendard, PS, 2 402 (39,66 %).

HÉRAULT

Canton de Montpellier-8 (1^{er} tour).
L. 18 573; V. 5 669; A. 69,47 %; E. 5 489.
Jacques Atlan, PS, m. de Saint-Jean-de-Vedas, 1 687 (30,73 %); Jean-Claude Gaulat, RPR, 1 220 (22,22 %); Alain Jamet, FN, 946 (17,23 %); Guy Couderc, div. g., 685 (12,47 %); Michel Tali, PCF, 656 (11,95 %); Loïc Martinez, Verts, 176 (3,20 %); Philippe Thines, Radical, 119 (2,16 %)... BALLOTAGE.

[Ce scrutin a été marqué par une forte abstention. Contrairement au scrutin de mars 1994, où une triangulaire avait facilité la tâche de Jean-Claude Gaulat, dont l'élection a été annulée par le tribunal administratif, l'ancien socialiste Guy Couderc n'est plus en position de se maintenir: ce qui devrait avantager le candidat du PS. Mais il faudra compter avec les voix du Front national en forte hausse, au moins en pourcentage.]

DISPARITIONS

Lord Matthews

Un magnat de la presse britannique

LORD MATTHEWS, qui fut le propriétaire du quotidien *The Daily Express* et à ce titre l'un des plus puissants « barons » de Fleet Street, ancien quartier général londonien de la presse britannique, est mort d'un cancer dans sa demeure de Jersey, mardi 5 décembre. Il était âgé de soixante-seize ans.

Incarnation du mythe de la réussite à la Thatcher - il fut livreur de journaux dans sa jeunesse, avant de devenir millionnaire -, Victor Collin Matthews était né en 1919 dans un faubourg populaire de Londres. En dépit de ses Rois Royce et de ses chevaux de course, il en conserva toujours la bonhomie et l'accent cockney.

Élevé uniquement par sa mère, le jeune Matthews ambitionnait d'être footballeur professionnel ou reporter. Après des débuts comme employé dans une firme de tabac, puis six ans passés dans

la Navy, notamment pendant la seconde guerre mondiale, il acheta une petite société de construction. Allié à un autre *self-made man* qui l'avait remarqué, Nigel Brookes, il développa ensuite la firme Trafalgar House, jusqu'à en faire un véritable conglomérat regroupant la ligne maritime Cunard, où figurait le *Queen Elizabeth 2*, des cimenteries et l'hôtel Ritz.

C'est en 1977 que Trafalgar racheta l'empire de presse de Lord Beaverbrook, qui comprenait alors le *Daily Express*, le *Sunday Express* et l'*Evening Standard*. Alors qu'il affirmait « ne pas avoir d'encre dans le sang », le nouvel homme de presse s'intéressa pourtant de très près aux articles parus dans ses journaux. En 1978, il créa le *Daily Star*, premier tabloïd d'ampleur nationale à paraître en Grande-Bretagne depuis 1914.

Celui qui se vantait de pouvoir mettre au pas le syndicat du Livre

britannique et se prévalait d'être le premier donateur privé du parti conservateur fut anobli en 1980. Mais ce pair du royaume ne participa que peu aux débats de la chambre des Lords. Les affaires de Lord Matthews et de Trafalgar House périrent au début des années 80, des différends entre lui et Nigel Brookes aboutissant notamment à la scission des activités « presse », baptisées Fleet Holdings. Lord Matthews présidera ce groupe jusqu'en 1985, date à laquelle il sera racheté.

Déçu par la vie, déçu par le théocrisme, Victor Collin Matthews prit une retraite solitaire en s'adonnant aux chevaux et au golf. Le récent décès de son épouse avait accentué l'isolement de celui qui affirmait : « Je ne crois pas à la chance ».

Yves-Marie Labé

Pierre Servagnat

Un grand résistant

PIERRE SERVAGNAT, résistant et ancien chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans la Marne, est décédé, mercredi 6 décembre, à Serrières (Marne), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Officier de réserve quand la seconde guerre mondiale éclata, Pierre Servagnat est démobilisé à Tarbes, mais il cherche à regagner Epemay, la ville de Champagne où il habite et qu'il rejoint à l'été 1940.

Il va, dès lors, s'y consacrer à toute une série d'activités clandestines et il organise, dans l'arrondissement d'Epemay, le recrutement d'agents de liaison, le transport et la cache d'armes, la propagande, le noyautage des ad-

ministrations, le renseignement, l'aide aux prisonniers et le passage en Angleterre de patriotes traqués par la Gestapo. Toutes ces activités de résistance, au sein, dès 1941, du « Groupement Résistance », il les mène au nez et à la barbe des Allemands qui occupent sa maison.

À partir de 1942, Pierre Servagnat va travailler avec un jeune avocat, M^{re} Pierre Arrighi, l'un des responsables militaires des mouvements « Ceux de la Résistance » (CDLR) et « Combat ». En 1943, il crée, pour l'arrondissement d'Epemay, le « Bureau des opérations aériennes » (BDA), un organisme inspiré depuis Londres par le colonel Passy (André Dewavrin) qui dirige les services spé-

ciaux français auprès du général de Gaulle.

Le 17 novembre 1943, le réseau de Pierre Servagnat est démantelé par la Gestapo qui, ne parvenant pas à le retrouver, arrête sa jeune femme, Fernande, et leur dernier-né. M^{re} Servagnat sera déportée à Ravensbrück. Pierre Servagnat, caché à Paris, continue la lutte, qu'il finira avec le grade de colonel de réserve.

Titulaire de la croix de guerre, de la médaille militaire, de la médaille de la Résistance, de la King's Medal of Courage et de la Medal of Freedom, il était officier de l'ordre national du Mérite et officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Patrick Roussel a été nommé ambassadeur à Haïti, en remplacement de Philippe Schz, par décret paru au *Journal officiel* du 9 décembre.

[Né le 4 avril 1950, Patrick Roussel a été affecté au ministère de la coopération à la fin de l'ENA, en 1978, et détaché à la Caisse centrale de coopération économique, de 1983 à 1987. Depuis décembre 1992, il était chef de la mission de coopération et d'action culturelle en Côte d'Ivoire, à Abidjan.]

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Jean-Louis Ancoeur, professeur à l'université scientifique Bordeaux-I, a été nommé, lors du conseil des ministres du 6 décembre, président du Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, en remplacement de René Morin. A cette occasion, la moitié des membres du CNE ont été renouvelés.

[Né le 13 avril 1936 à Saint-Vincent-de-Carrières (Dordogne), Jean-Louis Ancoeur, docteur en sciences physiques, a débuté sa carrière comme assistant (1961), puis maître-assistant (1964) à l'université de Bordeaux. Nommé maître de conférences en 1979, puis professeur en 1980, il est, depuis cette date, directeur de recherche à l'Institut national de recherche scientifique et technologique de Bordeaux. En 1995, il est appelé à diriger l'Institut de microélectronique d'Aquitaine, un établissement de cent dix personnes. Membre du comité scientifique du CNRS à l'INSA de Lyon et de Montpellier, il faisait partie, depuis 1994, des experts auprès du Comité national d'évaluation.]

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Claude Dulong, historienne, spécialiste du Grand Siècle, a été élue, lundi 4 décembre, à l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil de Jean Lalou. Auteur notamment de *L'Amour au XVII^e siècle* (Hachette), Anne d'Aurich (Hachette), Marie Mancini

(Perrin) ou *La Vie quotidienne à l'Élysée au temps du général de Gaulle* (Hachette), Claude Dulong, née en 1927, est la première femme à occuper un siège dans la section Histoire et Géographie de l'Académie.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 8 décembre est publié :

● **Gouvernement** : un décret relatif aux attributions du ministre délégué à l'emploi, Anne-Marie Couderc.

Au *Journal officiel* du dimanche 10 décembre sont publiés :

● **Île-de-France** : un décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la dernière partie de l'autoroute A 86.

● **Rhône-Alpes** : un décret portant classement du parc régional du massif des Bauges (Rhône-Alpes).

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Bernadette Bourthé, sa mère, Anne-Claire, Olivier et Théo, Thomas. Et tous ses amis, ont l'immense douleur de faire part de la mort accidentelle de

Antoine BEURTHEY,

à l'âge de vingt-cinq ans, le 7 décembre 1995.

Associations dans nos pensées le souvenir de son père.

Claude BEURTHEY,

disparu le 3 avril 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

3, rue de Seine,

78290 Croissy-sur-Seine.

Son ami, ses parents, ses frères, Tous les autres membres de la famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

René FROIDEVAUX,

docteur en médecine,

mort du sida, le 8 décembre 1995, à l'âge de trente-cinq ans.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le vendredi 15 décembre, à 10 heures.

En union avec leur père, Nils Giesecke (†).

Ses enfants, Brigitte Grauman-Giesecke,

Alain Giesecke,

Anne Hattings-Giesecke,

leurs conjoints, enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Pierre de LOËS,

née Odette Schert,

survenu à son domicile, le 8 décembre 1995, 32, rue Cino-del-Duca, 92200 Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 décembre à 11 heures, en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.

Selon son désir, ni fleurs ni couronnes.

« Dieu essuiera toutes larmes et la mort ne sera plus. »

M^{re} Yvonne Marnier,

sa épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MARNIER,

survenu à Paris, le 8 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Sa famille, Ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Pierre MATHON,

ingénieur de l'ONERA,

artiste et épistolier,

le 29 novembre 1995, à l'âge de soixante-quatre ans.

Le levée du corps aura lieu à l'hôpital Broca, le 12 décembre à 8 heures, suivie de l'inhumation à Aspas (Lot), à 15 heures.

Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

René MORATTEL,

survenu à Amézy, le 5 décembre 1995,

à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Famille Morattel, Mollé, Purson et Com.

M^{re} Raoul Perrier,

son épouse,

M^{re} Frédérique Perrier,

M. et M^{re} Yves Le Goff,

M. et M^{re} Marc-Nicolas Perrier,

ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Raoul PERRIER,

ancien journaliste,

officier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 décembre 1995.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris, dans la plus stricte intimité familiale.

30, avenue du Président-Kennedy,

75016 Paris.

9, rue Jeanne-Hachette,

75015 Paris.

7, Henri Ker Garrec,

29930 Clohars-Foucault,

48, avenue de La Bourdonnais,

75007 Paris.

M^{re} Suzanne Prévost,

son épouse,

M. Jean-Paul Prévost,

M. et M^{re} Georges Servajean,

ses enfants,

Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul PRÉVOST.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 décembre 1995, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, à Paris-9.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M^{re} Antoine Saglier,

née Christiane Gruenbaum,

son épouse,

Antoine Saglier,

Jacques et Alain Goudon,

Jacques et Jocelyne Saglier,

ses enfants,

Sirphane et Cécile Molère,

Raphaël et Alexandre Saglier,

Nicolas et Sophie Poccia,

ses petits-enfants,

M^{re} Jean Gruenbaum,

Les familles Blyman, Saglier, Bickert

Et tous ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Antoine SAGLIER,

survenu le 7 décembre 1995, à l'âge de soixante-trois ans.

« Je demande à être incinéré. C'est la seule façon de rejoindre ceux que j'ai perdus et de subir « post mortem » la mort que j'ai tant aimée. Je rassure cela comme un ultime geste vers ceux qui ont tout subi, et ont fini de cette façon. »

L'inhumation des cendres aura lieu le mercredi 13 décembre, à 14 heures, au cimetière de Butry-our-Oise (Val-d'Oise).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

72, boulevard de Courcelles,

75017 Paris.

Messes anniversaires

M^{re} Henri TÉZENAS du MONTCEL,

chevalier de la Légion d'honneur,

professeur agrégé d'économie

et de gestion des universités de Paris,

président honoraire de l'université Paris-Dauphine,

ancien président

de Radio France Internationale,

ancien directeur général

du Groupe HEC,

ancien président fondateur de L'Envol.

Une messe sera célébrée le mercredi 13 décembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Hippolyte d'Eylau, 68 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

« Alors que l'homme extérieur en nous s'en va en ruine, l'homme intérieur se renouvelle de jour en jour, les choses visibles en effet n'ont qu'un temps, les invisibles sont éternelles. »

Saint Paul, 2^e épître aux Corinthiens.

139, avenue Victor-Hugo,

75016 Paris.

Services religieux

En mémoire de

Itzhak RABIN,

premier ministre d'Israël,

assassiné il y a un mois.

Nous vous invitons à venir nombreux participer à une cérémonie de recueillement et de prières, mardi 12 décembre 1995, à 18 h 30, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Le grand rabbin de France, le grand rabbin de Paris, le consistoire central et le consistoire de Paris.

Anniversaires de décès

Le 12 décembre 1942,

Stéphane SCHAUER,

résistant FTP-MOI,

né le 2 février 1914 à Czernowitz, Bukovine, arrêté et livré par la police du gouvernement de Vichy, éliminé fusillé par l'occupant nazi au Fort d'Ivry.

Nous pensons très fort à lui.

Hana,

son épouse,

Marianne,

sa fille,

Antonia Bénédicte,

son petit-fils.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaire

Hélène Cixous : « Poétique de la différence sexuelle : Essai de sagesse », 16 décembre - 6 et 20 janvier, 9 h 30-15 h 30, ENS, 45, rue d'Ulm.

Alain David : « L'envers des concepts », Rectificatif, 5 et 19 janvier, 18 heures-20 heures, université Paris-VII-Jussieu.

● Hommage à François Châtelet

Pour le dixième anniversaire de la disparition de François Châtelet, et dans le cadre de l'hommage qui lui sera rendu par la Société des gens de lettres, la chancellerie des universités de Paris, France-Culture et France 2 :

Conférence de Jean-François Lyotard : « François Châtelet : une philosophie en acte ». Présentation de M. Gendreau-Mas-

saloux, 15 décembre, 19 heures, amphithéâtre Richelieu, Sorbonne. Salon philo-

sophique autour de l'œuvre de F. Châtelet. Interventions : M. Abensour, E. Billaud, B. Corréa, J. Derrida, J.-T. Desanti, O. Revault d'Alloues, H. Ritz, J.-P. Vernant, 19 décembre, 19 heures, salon de la Coupole, 102, boulevard Montparnasse.

Toutes les activités du Collège International de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, répondeur : 44-41-46-80. Autres renseignements : 44-41-46-80.

Concours

La poste de la République de Corée (Séoul) organise un concours international de dessin sur les deux thèmes suivants : campagne antidrogue et Universités d'hiver 1997. Les dessins qui remporteront le premier prix, outre une prime de 4 millions de won (100 000 000 F), seront édités sous forme de timbres-poste. Les second et troisième prix s'élèvent à 2 et 1 million de won. Date limite de dépôt des candidatures : le 31 décembre 1995. Pour obtenir le détail du règlement du concours, s'adresser au Service national des timbres-poste, à Paris, au 44-12-19-15 ou au 44-12-19-18. Fax : 44-12-19-19.

Le jury du prix Jean-Mathon, constitué par le CRHSS - Paris-IV, à l'initiative de la FEN, a décerné le prix 1995 au mémoire de maîtrise de

Benoît KAPLAN,

Une génération d'élèves des grandes écoles en Algérie.

La remise publique a eu lieu le mercredi 22 novembre.

CRHSS - université Paris-IV, 9, rue Maibor (métro Saint-Paul).

Expositions

HANNIG GERMAIN

expose ses œuvres du 5 au 26 décembre 1995, à la galerie

La Rhumerie,

166, boulevard Saint-Germain,

Paris-6.

Tel : 43-54-28-94

Soutenances de thèse

● Jean-Claude Desmays soutiendra sa thèse de doctorat : « L'Amour du drap. Bata et Bata, 1827-1975. Histoire d'une entreprise industrielle familiale », à la Sorbonne-Paris-IV, le 15 décembre 1995, bibliothèque Pierre-Léon, à 14 heures, devant un jury composé des professeurs J.-P. Chaline (directeur), F. Caron, S. Chassagnon, M. Hani et Y. Lequin.

● Jérôme Cidre soutiendra sa thèse de doctorat (géographie) : « La mobilité des personnes dans les grandes villes européennes : de la congestion automobile à la régulation de la demande », sous la direction du professeur Bernard Barbier, le mercredi 13 décembre 1995, à 9 heures, à l'université Provence-Aix-Marseille-I, (salle des professeurs) 29, avenue R. Schuman, 13100 Aix-en-Provence.

● Marie-Madeleine de Cervin (née de Pourquery) soutiendra sa thèse intitulée : « L'Église dans les villes hongroises aux XIV^e et XV^e siècles » à l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), dans la salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, le vendredi 15 décembre, à 14 heures.

Le jury sera composé de M^{re} et MM. les professeurs Joseph Arrighi, Jean Béranger, Henri Dubois, Jerzy Kloczowski et Pauline Leclercq.

CARNET DU MONDE

18, rue Falgaire, 75007 Paris 18

Renseignements : 40-66-29-94 ou 40-66-29-96

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Le commandant du « MC Ruby » et son second condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité

Le verdict a été plus clément pour trois des matelots exécutants

Au terme de quatre semaines d'audience, la cour d'assises de Seine-Maritime a condamné à la réclusion criminelle à perpétuité Vladimir Il-

nitisky, commandant ukrainien du porte-conteneurs MC Ruby, ainsi que son second, Valery Artemenko. Les trois matelots exécutants ont été

condamnés à vingt ans de réclusion criminelle. L'un d'eux, Sergueï Romashenko, avait déclaré : « Je suis coupable, mais pas responsable ».

ROUEN
de notre envoyé spécial

Il y eut soudain ce regard fixe et froid du commandant vers son second. Un regard noir, de bials, la



PROCES

douze heures de délibéré, après les deux heures trente de lecture monacorde des... huit cent dix réponses aux questions portant sur la culpabilité des accusés, la cour d'assises de Seine-Maritime vient de condamner à la réclusion criminelle à perpétuité Vladimir Il-nitisky, soliste ans, commandant ukrainien du porte-conteneurs MC Ruby, ainsi que son second Valery Artemenko, trente-quatre ans.

Le silence est de plomb. Un juré harassé peine à rester éveillé. Dans le box, Il-nitisky et Artemenko se frottent, blouson contre blouson. Leurs traits sont eux aussi tirés par la fatigue. Tout au long de l'instruction et du procès, les deux hommes se sont relayés la responsabilité et l'initiative de l'assassinat clandestin de bord de leur navire à l'automne 1992 et tué toutes les escales de Takoradi (Ghana) et de la Havre. Tous deux avaient plaidé l'acquittement. Tous deux, au contraire, semblent, à cet instant, dans la prison à vie.

Il-nitisky a été reconnu coupable de complicité d'assassinats « par

instructions ». La cour d'assises n'a donc pas cru que ce chef à poigne, cette autorité bâtie par trente années de marine marchande et de discipline soviétique, ait pu se laisser déborder par un jeune officier qui avait gravi les échelons hiérarchiques sous sa coupe. Il-nitisky a été également reconnu coupable de séquestration et de tentative d'assassinat en ordonnant la traque de l'unique survivant de la tuerie, Kingsley Ofusu, ce jeune Ghanéen de vingt-cinq ans sans qui la tragique odyssee eût été définitivement emportée dans les hauts fonds des eaux internationales, au large des côtes portugaises.

Artemenko, le second, a, quant à lui, été reconnu coupable d'assassinats, de complicité, de tentative d'assassinat et de séquestration. Relayant les instructions de son supérieur, il a donc sciemment, selon la cour d'assises, laissé partir vers la mort Albert Cudjoe, Akeo Ebenezer, Emmanuel Quicoe, John Ebow Prah, Benjamin Hjalengor, Bob Davies, Charles Amoah, sept dockers du port ghanéen de Takoradi et un Camerounais prénommé Anduse. Le verdict a été plus clément pour les exécutants : les matelots Petr Bondarenko, trente-six ans, et Sergueï Romashenko, trente-quatre ans, ainsi que le steward Oleg Mikhaïlovskiy, trente-cinq ans, ont été condamnés chacun à vingt ans de réclusion criminelle. Tout comme pour les

officiers, l'avocat général avait requis contre eux la perpétuité. Mais leur stratégie de défense a payé. Ils avaient longuement expliqué à la barre comment, sur ordre d'Artemenko, ils avaient tué les clandestins à coups de barre de fer, de marteau et au fusil d'assaut, avant de les jeter par-dessus bord.

Comme ultime bouteille à la mer, Sergueï Romashenko, l'homme au fusil d'assaut, avait, avec une pointe d'intelligence et en français dans le texte, ajouté ces quelques mots à sa défense : « Je suis coupable, mais pas responsable ».

ZONES D'OMBRE

Dans un coin reculé du box, un homme essuie des larmes. Dzhamal Arakhamiya, le seul Abkhaze du groupe, a été acquitté, au bénéfice du doute vraisemblablement. Ces coaccusés d'outre-océan cessent de se disputer tout au long de l'instruction. Seul Kingsley Ofusu a toujours persisté à voir en lui l'un de ses agresseurs munis d'une barre de fer. « On n'oublie pas celui qui a voulu vous tuer », avait témoigné Ofusu.

Un procès démesuré s'achève. Quatre semaines d'audience - au lieu de deux prévues - ont rendu le président Jean Reynaud apopé. Un procès presque sans fin, qui vit ainsi le président omettre - bel acte manqué - de clore officiellement les débats, obligeant les accusés, déjà partis vers les geôles pour attendre le verdict, à remonter pour subir un ultime bégaiement de l'audience.

« Si vous me suivez, avait lancé

l'avocat général Marc Gaubert aux jurés à tous les capitaines, à tous les marins, à tous les équipages et à tous les armateurs, que le droit à la justice régit aussi sur les surfaces marines. » Mais l'exemplarité du dossier a ses limites. Il reste indécidablement de ce huis-clos tragique et terrifiant de l'automne 1992 une grande part de mystère, de zones d'ombre, de failles repérées jusque dans le récit du survivant, voire de silhouettes peut-être fautive coulant des jours tranquilles en Ukraine.

Néanmoins le procès du MC Ruby, que la justice française décide de prendre en charge en vertu d'une convention internationale sur la haute mer, fera date dans l'histoire de la marine marchande. On ne compte qu'un précédent. En 1984, douze marins du cargo grec Garoufalia avaient été condamnés par la cour d'assises du Pirée, près d'Athènes, pour avoir jeté à la mer, dans une zone infestée de requins, onze jeunes Kenyans munis de gilets de sauvetage au large de la Somalie.

Le commandant, qui estimait qu'il était de son devoir de « défendre la sécurité de l'équipage et du chargement », avait été condamné à dix ans de prison et dix mois, les autres marins à des peines allant de six mois avec sursis à plus de trois ans de prison. Ces peines avaient alors été réduites en appel, aucune preuve n'ayant été apportée de la mort des clandestins.

Jean-Michel Dumay

La « fac Pasqua » pourrait être mise à la disposition des universités publiques

L'ancien ministre négocie avec M. Bayrou

« BIEN QUE JE SOIS convaincu d'avoir raison, cela ne sert à rien d'avoir raison si les autres ne le comprennent pas. Donc, il faut faire un effort et expliquer (...) et ensuite, si c'est nécessaire, faire un certain nombre de concessions. » Quinze jours après avoir envoyé une lettre à ses collègues sénateurs pour justifier la création du pôle universitaire Léonard-de-Vinci (Le Monde du 5 décembre), Charles Pasqua reconnaît « s'être trompé », au moins sur la méthode, et fait un geste en direction de l'université publique.

Lors de son passage à « 7 sur 7 », dimanche 10 décembre, le président du conseil général des Hauts-de-Seine a indiqué que des négociations étaient engagées depuis dix jours avec François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, « pour voir dans quelle mesure une partie des équipements (de ce pôle) pourrait servir à l'université d'État. Et s'il faut que j'aille plus loin, je le ferai », a-t-il ajouté.

Martelé dans les amphithéâtres d'étudiants en grève, le slogan de la « réquisition de la fac Pasqua » a fait mouche. S'il se refuse à envisager cette hypothèse, le président du conseil général d'est plus insensible à l'avalanche de critiques. Et en particulier à celles du premier ministre. Alain Juppé, le 19 novembre, avait assuré « comprendre les étudiants » qualifiant de « provocation » l'existence de cet ensemble luxueux à deux pas de l'université de Nanterre surchargée avec ses 35 000 étudiants.

Conçu pour accueillir 5 000 étudiants dans cinq ans, le pôle Léonard-de-Vinci est rapidement devenu

le symbole d'une « université de riches », notamment pour ses droits d'inscription fixés à 26 000 francs, compensés toutefois par un système de bourses. Dotée du statut d'établissement d'enseignement privé, elle n'a accueilli, pour sa première rentrée, que 158 étudiants dans ses formations propres après le baccalauréat et quelques dizaines de « locaux » actuels, pris d'un millier, est composé des étudiants d'écoles privées qui ont transféré leurs locaux dans cet immeuble ultra-moderne situé dans le quartier de la Défense.

Ce bâtiment de 50 000 mètres carrés aura coûté 1,3 milliard de francs. Le département des Hauts-de-Seine n'en est pas pour autant. Pour combler le déficit des quatre premiers mois de fonctionnement, le conseil général a voté une subvention de 13 millions de francs - un peu plus que ce que réclamait l'université de Rouen pour 17 000 étudiants - et s'apprête à inscrire une somme de 60 millions de francs pour le budget 1996.

En l'état actuel, des discussions ont été engagées pour la mise à disposition des installations du pôle en faveur des étudiants de la filière activités physiques et sportives de l'université de Nanterre. D'autres pistes sont évoquées. L'installation de centres de recherche ou d'un pôle de langues communes aux universités de Paris et de Nanterre n'est pas écartée. « Je n'y suis pas hostile, c'est une des pistes de la discussion engagée avec M. Bayrou », nous a déclaré M. Pasqua.

Michel Delberghe

Affaire Urba : le témoignage de M. Destrade pourrait fragiliser la défense de M. Emmanuelli devant la cour d'appel de Rennes

RENNES

de notre envoyé spécial
Henri Emmanuelli, député des Landes, ancien premier secrétaire et ancien trésorier du Parti socialiste, devait comparaître, à partir du lundi après-midi 11 décembre, devant la cour d'appel de Rennes, ainsi que douze autres prévenus, dont l'ancien PDG d'Urba-Gracco, Gérard Monate, et celui de la Sages, Michel Rey. Le 15 mai, le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) avait condamné Henri Emmanuelli et Gérard Mo-

nate à un an de prison avec sursis et Michel Rey, convaincu d'enrichissement personnel à un an de prison - dont six mois ferme. Le procès en appel, qui devrait se tenir jusqu'au 21 décembre, puis reprendre, pour trois jours, au début du mois de janvier, permettra aux juges du second degré de repasser au crible les activités des bureaux d'études Urba-Gracco, Sages et BLE, naguère chargés de collecter des fonds pour le PS et le PCF, en prélevant des commissions lors de la passation de marchés publics.

A partir de délits découverts dans la Sarthe, le juge manceau Thierry Jean-Pierre, puis le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke étaient remontés jusqu'aux sièges parisiens d'Urba, de la Sages, puis du Parti socialiste.

A Saint-Brieuc, M. Emmanuelli, reconnu coupable de « recel de trafic d'influence », mais relaxé pour la complicité, avait assuré avoir tout ignoré des pratiques d'Urba. A Rennes, il risque d'être dans une situation plus difficile, le parquet général ayant fait citer un nouveau té-

moignage : l'ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade, mis en examen à Pau dans une autre affaire politico-financière, pour « escroquerie, trafic d'influence et faux en écritures » (Le Monde du 9 août).

Dans une lettre adressée au juge d'instruction de Pau, datée du 29 août et révélée par Le Monde (dans l'édition du 4 octobre), M. Destrade, qui entamait alors son neuvième mois de détention provisoire - il a été remis en liberté depuis - avait affirmé avoir été le « correspondant » du PS auprès de la grande distribution.

« AMI DE VINGT ANS »

M. Destrade précisait dans cette lettre que sa mission, qui lui avait été confiée par M. Emmanuelli, alors trésorier du PS, avait permis d'« apporter » 33 millions de francs au PS entre 1989 et 1992. Après avoir indiqué que M. Emmanuelli - « un ami de vingt ans », écrivait-il - lui avait d'abord demandé de le représenter aux réunions de la direction générale d'Urba-Gracco, M. Destrade indiquait : « J'affirme ainsi, comme l'a fait un jeune responsable breton du PS lors du procès de Saint-Brieuc [Pierre Villa, ancien premier secrétaire de la fédération de la Sarthe], que Henri Emmanuelli est [à cette époque] le véritable patron d'Urba-Gracco... » Il ajoutait que deux réunions lui avaient servi « pour constater la totale illégalité du système, pire sa démission... »

Ces déclarations, confirmées sur procès-verbal, ont conduit le parquet général de Rennes à convoquer M. Destrade afin de solliciter son témoignage. En tenant compte d'un probable pourvoi en cassation de la défense, l'audition de Jean-Pierre Destrade pourrait avoir lieu les 20 et 21 décembre.

Sans s'opposer à l'audition de son ancien collègue, M. Emmanuelli a rappelé qu'au terme de l'instruction du conseiller Van Ruymbeke, le parquet général de Rennes avait requis, en juillet 1993, un non-lieu en sa faveur. « La question que je me pose, a-t-il conclu, c'est pourquoi a-t-il changé d'avis ? Je vous laisse débiter le reste ».

Robert Bellaret

Un ancien préfet mis en examen pour corruption et écroué

CHRISTIAN DUFOUR, PRÉFET DE HAUTE-LOIRE placé hors cadre le 22 novembre, a été mis en examen samedi 9 décembre pour « corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et favoritisme » dans le cadre du dossier de corruption qui touche le conseil général des Yvelines, dont il avait été directeur général des services de 1982 à 1994. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne). Une lettre anonyme parvenue en août 1995 à l'actuel président du conseil général des Yvelines, Franck Borotra (RPR), avait dénoncé les largesses des entrepreneurs dans le cadre d'appels d'offres dès 1985.

Dix-huit personnes - parmi lesquelles six fonctionnaires du département, des chefs d'entreprise et de bureaux d'études et un élu - ont été mises en examen et la plupart écrouées, dont Claude Dumond (UDF-FD), vice-président du conseil général. M. Dufour, cinquante-neuf ans, avait bénéficié d'avantages et de commissions de la part d'entrepreneurs dont il avait fait connaissance alors qu'il était le sous-préfet de Mantes-la-Jolie (Yvelines), de 1979 à 1982. L'enquête pourrait mettre en évidence un système de financement de partis politiques et mettre en cause l'ex-président du conseil général des Yvelines, Paul-Louis Tenaillon (UDF-FD). - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : les directeurs des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) réunis le 9 décembre à Lyon pour leur congrès annuel, ont jugé « indispensables » pour les IUFM la création de 100 postes d'enseignants-chercheurs et d'enseignants, de 100 postes d'ATOS, l'attribution de 100 millions de francs pour les opérations de mise en sécurité et de 30 millions de francs pour actualiser les crédits de fonctionnement. Les IUFM forment en quatre ans 100 000 futurs enseignants et permettent de pourvoir 25 000 postes chaque année.

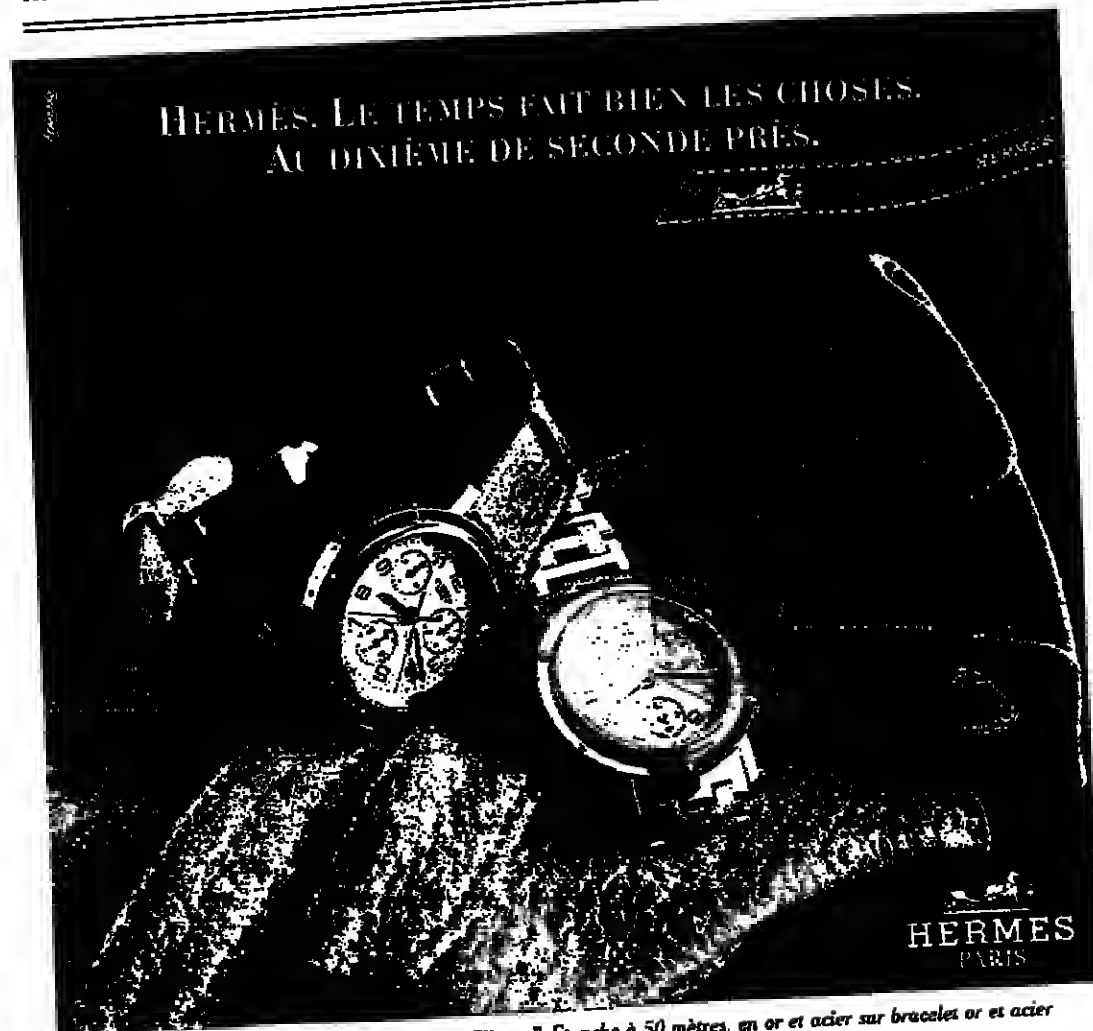
■ **MEURTRE** : le directeur d'un supermarché a été tué, samedi 9 décembre au soir à Bellegarde (Loire), par l'un des deux auteurs d'une attaque à main armée. Patrice Prezelin, âgé de quarante-cinq ans, avait reçu l'ordre d'ouvrir le coffre du magasin, dont il ne possédait pas la clé. Il a été tué d'un coup de feu dans des circonstances qui restent à déterminer. Les deux agresseurs se sont enfuis avec un butin de 400 F.

■ **Le gérant d'un foyer parisien a été agressé, dans la nuit de samedi 9 à dimanche 10 décembre, par deux hommes cagoulés qui ont pénétré dans cet établissement de la rue George-Georges Agutte, situé dans le 18^e arrondissement. Le directeur, sa femme, son fils et sa fille ont été blessés à coups de couteau. Cette dernière, âgée de vingt ans, a succombé à ses blessures. Dans l'affrontement, l'un des deux agresseurs a perdu sa cagoule et le directeur a reconnu un ancien pensionnaire, expulsé du foyer pour violence, qui a été interpellé, ainsi que son complice.**

■ **INTOXICATION** : neuf habitants de Paray-Vieille-Poste (Essonne), intoxiqués par les émanations d'un chauffage défectueux, ont été hospitalisés dimanche 10 décembre au soir. Leurs jours ne sont pas en danger. Par ailleurs, quatre personnes avaient été intoxiquées par des émanations de gaz, la veille, lors d'un concert de musique baroque en l'église de Limours (Essonne). L'une d'elles a dû être hospitalisée.

■ **JOUEURS** : les enfants français estiment passer plus de temps à faire leurs devoirs scolaires qu'à jouer ou à regarder la télévision, selon un sondage EVA-Toys 'R Us réalisé début novembre. Pour 53 % des enfants, la nouveauté est le premier critère de choix d'un jouet, mais certains privilégient la longévité (51 %), l'esthétique (51 %), et même le prix (40 %). Les trois quarts des enfants ne tiennent aucun compte du conseil des parents qui apprécient les jouets éducatifs alors qu'eux préfèrent (à 90 %) les « jeux où l'on gagne ».

■ **DROGUE** : un chargement de 745 kg de cannabis a été découvert le 8 décembre dans un camion de porcelains en provenance d'Espagne, au Perthus (Pyrénées-Orientales). Les deux chauffeurs espagnols du camion qui devait transiter par la France pour gagner l'Italie ont été arrêtés.



Nouveau chez Hermès : le chronographe « Clipper ». Étanche à 50 mètres, en or et acier sur bracelets or et acier ou tout acier sur bracelet Hermès en buffle Skipper avec boucle déployante. A vos marques...
En vente chez Hermès. Liste des horlogers-bijoutiers disponible : 24, fg. St.-Honoré. Paris 8^e. Tél. 49 42 89 25.

latini
résident

rien capitale
sieurs a troqué
maillot de jeu
le costume

re
organisateur
la prochaine
se
monde,
1998

cours
quadrangulaire
na pas fini
souvenir
passion
le football

150

HORIZONS

PORTRAIT

Platini
président

L'ancien capitaine des Bleus a troqué son maillot de joueur contre le costume sombre d'organisateur de la prochaine Coupe du monde, en 1998. Parcours d'un quadragénaire qui n'a pas fini d'assouvir sa passion pour le football



Cantona] qui la rendaient redoutable sur un match, mais elle montrait de techniques pour contrôler le ballon et gérer la fatigue dans une épreuve comme le championnat d'Europe. Tout le contraire des équipes que j'ai connues comme joueur, qui peinaient pour se qualifier et réussissaient mieux dans les grandes compétitions grâce à leur fond de jeu.

Attre personnel, cette expérience engendrait une certaine frustration. « L'entraîneur vit le football par procuration, dit-il. Les joueurs sont les patrons sur le terrain. L'entraîneur pourrait assister au match des tribunes, comme au rugby. » Michel Platini ne suivra pas l'exemple de Johan Cruyff, attaquant vedette des années 70, devenu un grand entraîneur avec l'Ajaccio, puis à Barcelone.

Le 2 juillet 1992, la France est choisie pour organiser la Coupe du monde 1998. Le sélectionneur annonce aussitôt sa démission. « Sans arrière-pensées », assure-t-il. Michel Platini avait pris cette décision et en avait fait part au président de la Fédération fran-

neur démissionnaire reste au centre de l'actualité du football durant l'été 1992. La FFF avait promis la présidence du comité d'organisation de la Coupe du monde à Fernand Sastre, qui avait préparé le dossier de candidature. Elle envisageait un rôle d'ambassadeur pour Michel Platini. Or, un sondage réalisé à cette époque montre que plus de 80 % des Français auraient confié la présidence à ce dernier.

Il sort alors de sa réserve pour annoncer qu'il sera « président du comité d'organisation de la Coupe du monde ou rien du tout ». Cette réaction d'orgueil surprend. « Je ne voulais pas apporter seulement mon nom et mon image, explique-t-il. Si je m'investissais à titre bénévole dans cette opération, je voulais avoir de réelles responsabilités. Je ne voulais pas être exploité. » Une entrevue entre Fernand Sastre et Michel Platini, le 28 septembre,

« J'étais peut-être con de renoncer à gagner 30 briques par mois pour préparer un match tous les mois et demi, mais j'ai des principes »

régle le problème. Les deux hommes se partageront la présidence. « J'ai conscience de mes limites avec mes études arrêtées en seconde, reconnaît l'ancien footballeur. Je ne prétendais pas gérer dans le détail une entreprise dont le budget global s'élève à plus de 1,5 milliard de francs et qui regroupera douze mille personnes en 1998. Mais les Jeux olympiques d'Albertville avaient démontré que Killy pouvait être aussi utile que Barnier en apportant son image et son expérience d'homme de terrain. » Soutagée par ce compromis, Frédérique Bredin, alors ministre de la Jeunesse et des Sports, se félicite de la formation de ce duo qui associe « charisme et compétence ». Jolie formule, quoique un peu restrictive dans la distribution des rôles.

Ancien fonctionnaire des finances et conservateur des hypothèques à Paris, Fernand Sastre est le premier à balayer les réserves. « Nous n'avons pas de « domaines réservés ». Nous discutons de tous les grands problèmes avec Jacques Lambert, le directeur général, et nous prenons les décisions ensemble. Je savais que Michel serait à la hauteur. Comme joueur, il n'a jamais posé de problèmes particuliers. Comme capitaine de l'équipe de France [quarante-neuf fois], il négociait ou nom de ses camarades et faisait toujours passer l'intérêt général avant le sien. Son expérience l'a beaucoup enrichi. Il est devenu un homme de propositions, de réflexions et de décisions. »

Depuis novembre 1992, Michel Platini a pris l'habitude de se rendre tous les matins, vers 9 heures, au siège du comité d'organisation, transféré récemment des Champs-Élysées à l'avenue du Général-Mangin, à deux pas de la Seine et de la Maison de la radio. S'il a participé à tous les grands choix stratégiques, il s'est surtout efforcé de tirer les enseignements des trois Coupes du monde auxquelles il a pris part, en Argentine (1978), en Espagne (1982) et au

Mexique (1986) ainsi que des deux qu'il a suivies en observateur, en Italie (1990) et aux États-Unis (1994). « Je connais les besoins logistiques des équipes et leur mode de vie pendant le mois de compétition ainsi que les impératifs de la presse pour les avoir vécus des deux côtés, comme joueur puis comme consultant télé, estime-t-il. En 1990 et en 1994, j'ai aussi beaucoup observé ce que l'on peut organiser autour des matches pour transformer l'événement en fête. »

Ainsi, Michel Platini a proposé de ne plus « protéger » les équipes classées têtes de série qui jouaient généralement tous leurs matches du premier tour dans le même stade. « Rester un mois dans un même lieu pour préparer l'épreuve, puis disputer le premier tour, c'est long à vivre pour les joueurs entre les entraînements, les repas et les matches, explique-t-il. Les voyages amèneront une diversion pour les joueurs et leur permettront de ne pas repartir d'une Coupe du monde en n'ayant connu qu'une ville et un stade. Le public des dix villes retenues qui verra évoluer entre neuf et douze équipes différentes y trouvera aussi son compte et cette formule est, sportivement, plus équitable. »

L'ANCIEN footballeur n'entend pas limiter son champ d'action aux problèmes de terrain. « Nous devons tout faire pour que la Coupe du monde soit un mois de fête pour tous les Français et leurs visiteurs, dit-il. Il faut que les amateurs de football soient ravis, mais que ceux qui n'aiment pas ce sport soient contents, parce qu'il se passera des choses exceptionnelles dans leur ville. Ce sera aussi l'occasion de changer notre image vis-à-vis des étrangers en montrant ce que nous pourrions faire en matière d'accueil, de gentillesse, de courtoisie. »

Quant à passer à la postérité en donnant son nom au Stade de France qui accueillera la finale – comme un sondage le suggère –, il a catégoriquement refusé. « J'ai la prétention de me trouver trop jeune et trop engagé dans le sport actif pour voir mon nom figurer au fronton d'un grand monument, prévient-il. Je n'ai pas envie de vieillir aussi vite ! »

A sa fonction de coprésident du comité d'organisation de la Coupe du monde sont venues s'ajouter celles de membre du conseil fédéral de la FFF et de chargé des relations internationales du Club France. Il a repris son rôle de consultant pour Canal Plus. Mais c'est encore sur le terrain que Michel Platini prolonge avec le plus de plaisir sa passion pour le football. Une fois par semaine en moyenne, il revêt le maillot du Variétés Club de France, une coterie de journalistes spécialisés et d'anciens footballeurs professionnels, qui parcourent la France et le monde pour y disputer des matches amicaux.

Moins d'un mois après la signature de l'accord de paix entre Yasser Arafat et les Israéliens, Michel Platini, Alain Giresse, Jean Tigana, Dominique Rocheteau, rejoints par Yannick Noah et Serge Blanco, étaient, le 8 octobre 1993, à Jéricho pour y rencontrer la première équipe de l'État palestinien. Ces deux dernières années, ces rencontres ont permis de recueillir plus de 2 millions de francs au profit d'associations humanitaires, comme l'Association Action Michel Platini, fondée en 1987 pour favoriser la réinsertion professionnelle des jeunes drogués.

L'organisation de la Coupe du monde, le football, les Jeux de cartes et l'antité avec ses potes du Variétés, l'éducation de ses enfants, occupent aujourd'hui suffisamment Michel Platini pour qu'il refuse de penser à l'après-finale du 12 juillet 1998. « J'ai seulement promis un voyage autour du monde à Christèle, ma femme, dit-il. Je vis aujourd'hui quelque chose d'exceptionnel qui me permet de ne pas avoir la nostalgie du passé. Je n'avais pas songé à devenir sélectionneur ou président du comité d'organisation de la Coupe du monde. J'ai toujours eu la chance d'être disponible au moment où une échéance importante se présentait. C'est le destin. »

Gérard Albouy

SON imposante voiture grise avec chauffeur pourrait être celle d'un haut fonctionnaire ou d'un PDG. Le costume sombre à l'élégance très italienne ne parvient pas à masquer une silhouette un peu épaissie. Mais la démarche est restée la même, familière à tous les amateurs de football, avec le buste légèrement incliné vers l'avant et les pieds en éventail, pour mieux caresser le ballon.

Huit ans après avoir pris sa retraite de joueur, en mai 1987, Michel Platini est devenu un « Monsieur le président », tout en restant fidèle au sport qu'il a rendu célèbre. Coprésident du comité d'organisation de la Coupe du monde 1998, il s'apprête à donner le coup d'envoi de cette compétition, mardi 12 décembre, avec le tirage au sort des groupes éliminatoires, au Carrousel du Louvre.

Sous ses cheveux toujours en broussaille et son front un peu dégrainé, son visage n'oscille plus entre les rires et les bouderies du joueur. A quarante ans, Michel Platini affiche sa sérénité et goûte son bonheur présent. « A aucun moment, je n'ai ressenti la moindre nostalgie de ma carrière de joueur, affirme-t-il. Je suis entré dans le bel âge pour un homme. Je me sens plus épanoui. Je vois le monde d'un autre œil que lorsque nous restions confinés dans des chambres d'hôtel. Je n'ai plus les comptes à rebours et la pression des matches à disputer tous les trois jours. J'apprécie de pouvoir enfin vivre comme quelqu'un de normal, avec le privilège d'avoir de l'argent pour pouvoir faire ce qui me fait envie. »

Michel Platini aurait pu mieux exploiter sa notoriété ou envisager une reconversion dans les affaires, comme Jean-Claude Killy. Dès 1982, Patrick Proisy, représentant en France de l'Américain Mark McCormack, le plus célèbre agent-conseil des sportifs professionnels, l'avait sollicité. En vain. Par amitié et afin de préserver son libre arbitre pour les opérations commerciales, il avait préféré s'associer en affaires avec Bernard Genestar, un imprésario d'artistes de variétés, délégué en 1979 par l'Olympique de Marseille pour lui proposer un transfert. Ensemble, ils avaient créé une société anonyme, 10 Platini OK Sport, pour exploiter la « griffe » du joueur et avaient investi, avec la municipalité

de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales) et la Caisse des dépôts et consignations, dans un centre hôtelier de loisirs et de stages (football et tennis) baptisé Grand Stade.

L'exil à la Juveotus de Turin, puis la retraite sonneront le glas de ces deux opérations. « Bernard [Genestar] aurait souhaité que je suive l'exemple de Lacoste, explique Michel Platini. Nous nous étions associés avec Lee Cooper pour exploiter notre ligne de vêtements. Des difficultés financières ont amené notre partenaire à céder ses parts à Adidas, qui voulait surtout éviter que mon nom soit exploité par des concurrents. » Les stages de football organisés pendant les vacances scolaires n'ont pas duré. « Lorsque je jouais à la Juve, je me rendais à Saint-Cyprien tous les lundis. Après, j'aurais été plus disponible, mais dès le premier été, j'ai pris conscience que je préférais passer deux mois avec mes enfants [Laurent, seize ans aujourd'hui, et Marine, quinze ans] plutôt qu'avec ceux des autres. Pour ne pas décevoir ces jeunes, j'ai préféré arrêter. J'ai d'ailleurs résilié tous mes contrats. Les affaires ne me manquent pas. J'ai toujours été plus heureux de donner que de recevoir. »

Durant les premiers mois de sa nouvelle vie de retraité, Michel Platini ne cachait pas son intérêt pour la télévision. Il commentait les matches sur Canal Plus et présentait à la RAI un magazine de reportages sur les grands champions ou encore le sumo et les arts martiaux au Japon. Avec la RAI et TF1, il avait projeté une coproduction sur la vie de personnalités, comme les rois du Maroc et

d'Arabie saoudite, le pape, etc. Le renoncement de TF1 avait mis fin au projet. Michel Platini ne portera pas longtemps de cette retraite. Dix-huit mois après avoir disputé son dernier match en équipe de France, le 29 avril 1987, il se voit proposer d'en devenir le sélectionneur à la suite de mauvais résultats dans les éliminatoires de la Coupe du monde 1990. Trop tard pour permettre à la

« Je connais les besoins logistiques des équipes et leur mode de vie pendant le mois de compétition... En 1990 et en 1994, j'ai aussi beaucoup observé ce que l'on peut organiser autour des matches pour transformer l'événement en fête »

France de disputer la phase finale en Italie. La jeune équipe qu'il construisait réussit ensuite une série de dix-neuf rencontres consécutives sans défaite et le premier Grand Chelem de l'histoire des éliminatoires du championnat d'Europe en remportant ses huit matches. Les Français abordent la phase finale, en juin 1992 en Suède, avec des ambitions. Après deux matches nuls contre la Suède et l'Angleterre, elle échoue contre le Danemark, le futur champion.

Le sélectionneur ne cache pas une certaine déception. « Cette équipe avait de grosses qualités physiques et deux très grands attaquants Jean-Pierre Papin et Eric

caise de football (FFF) six mois plus tôt, à la suite du rejet du plan de restructuration proposé par Fernand Sastre, ancien président de la FFF, de 1973 à 1984. Il ne l'avait pas rendue publique afin de ne pas nuire à la préparation du championnat d'Europe et à la candidature française pour la Coupe du monde. « J'étais peut-être con de renoncer à gagner 30 briques [300 000 francs] par mois pour préparer un match tous les mois et demi, mais j'ai des principes. On ne pouvait pas me demander d'obtenir les meilleurs résultats avec l'équipe de France et me refuser les conditions que je jugeais indispensables pour moi politiquement. » Le sélection-

Pasqua pourrait se à la disposition iversités publique

rien prêter mis en formation et écou-

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre socialiste, et Alain Touraine, sociologue

La France cherche toujours un modèle de régulation sociale

Les mouvements revendicatifs actuels révèlent une crise majeure et appellent l'invention d'un nouveau système.
Un homme politique et un intellectuel livrent leurs réflexions

« Alain Touraine, dans votre livre *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique et...* vous (Fayard), vous affirmez que la France doit réagir contre un anti-modernisme, une peur du présent et de l'avenir. L'actuel mouvement social reflète-t-il ces peurs ?

— Alain Touraine : L'explication est insuffisante. Pendant vingt-cinq ans après la guerre, nous avons reconstruit notre économie avec un modèle très français, centré sur l'Etat. Cet Etat modernisateur représentait le progrès social. Rappelons-nous les ordonnances de création de la Sécurité sociale. Ce modèle a bien marché, mais il s'est progressivement épuisé. Au milieu des années 70, on est entré dans un autre monde, fondé sur l'ouverture de l'économie internationale. L'Europe est une étape pour gérer l'internationalisation de l'économie. La France l'a acceptée mais le coût social a été très élevé. Ni son modèle social ni son modèle étatique n'ont bougé. Elle est entrée dans un nouveau modèle libéral de la pire manière car il n'y a eu ni partis politiques, ni syndicats ou presque, ni patronat, avec la grande exception du gouvernement de Michel Rocard, et peu d'intellectuels, pour comprendre la nécessité d'un modèle global pour éviter un libéralisme sauvage.

— A mesure que les échéances se rapprochent, la France est entraînée vers une ouverture de l'économie de plus en plus grande et un blocage social de plus en plus fort. Il n'y a personne pour négocier, comme l'ont fait les Italiens, les Allemands ou les Suédois, l'entrée dans un nouveau modèle et défendre les salariés. A deux ans des grandes élections, nous ne pouvons plus vivre dans l'ancien modèle étatique et nous ne voulons pas aller vers un modèle libéral européen qui apparaît comme antisocial. Et qui l'est ! La France est dans l'impasse : elle ne peut plus rester dans l'ancien modèle et elle refuse d'entrer dans le nouveau modèle.

— Dominique Strauss-Kahn : Il y a des causes conjoncturelles à cette crise, comme la gestion calamiteuse par le premier ministre de ses propres projets ou la contradiction entre la campagne de Jacques Chirac et sa politique. Mais il y a des causes plus profondes. J'en vois deux. Pour la première, je rejoins en partie l'analyse d'Alain Touraine. Le modèle de régulation sociale que sont la social-démocratie et l'Etat-providence s'est épuisé au cours des années 70. Emprunté par son propre succès, il s'est écroulé sous son propre poids. On est entré alors dans une phase libérale. Or le libéralisme est une phase de régression, une désorganisation sociale entre deux périodes d'organisation. On sort d'une période d'organisation et on attend la suivante. Les intellectuels et les politiques doivent inventer une nouvelle forme de régulation pour trente ou cinquante ans. Nous sommes encore dans l'entre-deux de celle du passé.

— Je suis moins pessimiste qu'Alain Touraine, car on commence à discerner cette nouvelle organisation sociale, même si elle est balbutiante. Cette période de latence doit être la plus courte possible. Le mouvement actuel est une des premières grandes révoltes contre la remise en cause de ce système, qui s'est épuisé sans qu'aucun ne vienne encore le substituer. Pour rechercher de nouvelles formes de régulation et d'organisation, l'Etat, version traditionnelle, ne peut plus jouer seul ce rôle, mais il a une action à mener, différente de celle du passé.

— La seconde cause est que Marx, je crois, s'est trompé sur un point. La séparation entre capitalistes et prolétaires recoupe, à l'époque où il écrit, une séparation plus masquée entre héritiers et non-héritiers. On était capitaliste quand on était héritier, on était prolétaire quand on était non-héritier. Aujourd'hui, définir des capitalistes et des prolétaires devient beaucoup plus difficile.



compte tenu de la façon dont les revenus sont distribués. En revanche, la distinction entre les héritiers et les non-héritiers, c'est-à-dire ceux qui à chaque génération repartent de zéro, alors que d'autres profitent d'une accumulation financière ou culturelle de leur famille, reste pertinente. Le fameux modèle républicain, où le paysan se sème pour que son fils devienne instituteur, et où lui-même fera les efforts nécessaires pour que son fils devienne agrégé et professeur de lycée, a été mis à mort. Faire que ses enfants s'en sortent mieux que soi-même n'est plus évident. C'est la concomitance des deux phénomènes — effondrement lent, progressif mais inéluctable du modèle ancien, inquiétude pour ses enfants — qui, aujourd'hui, affleure à niveau de conscience. Le plan Juppé sur la Sécurité sociale a été la goutte d'eau. Mais cela aurait pu être autre chose. A un moment donné, la conjonction des difficultés devait provoquer une explosion.

— A. T. : La formulation de Dominique Strauss-Kahn a mon entier accord. J'ai écrit souvent, par référence à Karl Polanyi, le premier grand analyste de la modernisation, qu'il n'y a pas de société libérale. Le libéralisme est une transition, un choc, le passage d'un type de contrôle social de l'économie à un autre. Or nous avons une absence de modèle de reconstruction. Les gens préfèrent

l'ancien modèle à un non-modèle. L'échec de la méthode Juppé, c'est que les Français n'acceptent pas d'entrer dans une transition binaire sans perspectives d'amélioration sociale. Ils veulent un modèle socio-politico-économique, mais il n'y a personne pour le négocier. Le modèle étatique français supprime les acteurs sociaux. Il n'y a pas de patronat, pas de syndicats, pas de partis politiques. Dans la phase de régression où nous sommes, les catégories d'en haut et les catégories d'en bas sont sacrifiées, les innovateurs comme les pauvres. La politique n'est plus capable de prendre en compte les problèmes de la société française. Les gens abandonnés, marginalisés, exclus, on n'en parle qu'occasionnellement, avec une larme à l'œil. Il n'y a plus de modèle de changement.

— Alain Touraine, vous êtes très sévère pour la gauche, décrite comme écartée entre une pratique réaliste de droite et un discours aussi creux que les déclarations des présidents du conseil de la IV^e République...

— D. S.-K. : Alain Touraine est un peu sévère. Que le Parti socialiste ait besoin de mener à terme sa rénovation, j'en suis d'accord. Nous avons gouverné pendant les années 80 avec des programmes écrits dans les années 70 sur des idées des années 60. Dans cette nouvelle période, on ne peut pas conduire le pays sans mener une

importante rénovation des idées. Ce travail sur l'élaboration d'un nouveau modèle de régulation se fait. Il est lent, hésitant, avec des retours en arrière, mais il se fait. Petit à petit, émerge l'idée qu'il y a un nouveau rôle pour l'Etat, au service des acteurs sociaux, avec de nouvelles modalités de redistribution.

— Ainsi, par exemple, nous avons besoin d'une redistribution massive entre les villes ; d'un effort aussi important que celui qui a été construit entre les générations ou entre les personnes en bonne santé et les malades au lendemain de la guerre. La gauche a tenté un effort à la fin de la dernière législature, avec les dotations de solidarité entre villes riches et villes pauvres. C'est le dilemme du mouvement qu'il faut engager ! Dans la prochaine décennie, on peut voir apparaître une ambition collective de l'individu non plus au niveau de l'Etat, mais à celui de la ville. L'Etat doit conduire des politiques de redistribution soutenant des actions beaucoup plus locales.

— A. T. : Le diagnostic ne peut être que pessimiste. La gauche est à la fois pro-européenne et étatiste. Il faut choisir. En 1981, la France a élu dans l'enthousiasme le défenseur du programme commun. Mais ses dirigeants et l'opinion se sont très vite rendus compte que le pays allait dans le mur. Cela n'a pas tenu dix-huit mois ! Pour construire un modèle

social, la solution est d'avoir des acteurs, des patrons, des syndicats, des intellectuels, des gens qui inventent. Pendant quinze ans, le patronat a disparu. Et il n'y a presque plus personne du côté des syndicats. Les problèmes universitaires démontrent l'impuissance chronique généralisée à faire des réformes faciles à défendre. Aujourd'hui, entre Matignon et la rue, il n'y a plus rien. Les partis sont silencieux ; personne ne parle de projets et de l'avenir. La lutte est défensive et réactive, sur l'absence de confiance et d'espoir.

— La CGT joue un rôle dans le mouvement social actuel.

— A. T. : Le syndicalisme en France est presque entièrement réduit à la défense du secteur public. Pour une politique d'avenir, deux thèmes sont fondamentaux : le premier, c'est la solidarité. Il y a un tiers de la France qu'on balance à la poubelle. L'absence de modèle social, c'est d'abord l'absence de solidarité. Le second, c'est l'absence de diversité. La France a un modèle unificateur. C'est un pays où le thème féminin a disparu, où, au nom d'un universalisme abstrait, on rejette les immigrés. Notre société doit apprendre la diversité et non se replier sur son identité, c'est-à-dire sur son Etat. La gauche n'a pas fait sa révolution culturelle. L'ouverture au monde, l'acceptation de la diversité, la reconnaissance des problèmes de solidarité. Mon appel est un appel à un renouvellement du modèle, et le temps nous est très mesuré.

— D. S.-K. : Je ne suis pas d'accord avec votre diagnostic de l'échec. L'échec de 1993 a été électoral, mais les idées avancent. Il y a un nouveau réalisme à gauche, et il fait la balance entre le possible et le souhaitable.

— A. T. : Les phénomènes de régression n'apparaissent plus nettement que les phénomènes de progression. Personne n'est en état de gérer la crise. La droite, après une période d'extrême prudence et de faibles résultats, est allée dans le mur. Les politiques doivent donc accélérer la création d'un nouveau modèle qui ne se réduise pas à la protection des catégories moyennes.

— Votre appel aux hommes politiques est un peu désespéré. Vous leur dites : occupez-vous plutôt de la demande sociale que de votre propre offre politique. Vous constatez un niveau zéro de la réflexion politique et vous suggérez un retour à la case départ où on réinventait tout : nouvelles idées, nouveaux acteurs, nouvelles formes d'action.

— A. T. : Les partis ne vivent plus leur rôle de représentation. Ce sont des entreprises politiques qui produisent des élus, comme une entreprise de publicité produit des campagnes. Il y a une perte de confiance dans la politique. Je rejoins cependant Strauss-Kahn sur un point, la capacité de renouvellement de la conscience politique dans ce pays, mais elle ne vient ni

des partis ni des syndicats. Il y a des organisations non gouvernementales qui sont sensibles à ces problèmes en France et au niveau mondial. Mais le renouvellement de la vie politique n'est pas en chemin. Le blocage de la crise actuelle en est la meilleure démonstration.

— D. S.-K. : Les vieilles distinctions demeurent. La droite privilégie la marchandisation et la gauche l'homme, la lutte contre les injustices, contre les inégalités. Mais le fait que la gauche française ait rattrapé un retard sur d'autres partis européens, en reconnaissant les réalités économiques, ne peut pas vous permettre de dire qu'elle a une pratique politique de droite. Vous ne pouvez pas à la fois reprocher à la gauche française son archaïsme et le fait qu'aujourd'hui elle se soit rapprochée d'un certain nombre de positions de la gauche anglaise ou allemande.

— Avez-vous le sentiment que ces mouvements manifestent aussi une peur liée à un refus de la mise en œuvre de Maastricht ?

— D. S.-K. : Pour ceux qui sont hostiles à la construction européenne, l'Europe joue un rôle de bouc émissaire. Le risque est donc grand qu'elle en fasse les frais. Maastricht n'est certes pas l'alpha et l'omega de la construction européenne, mais la monnaie unique est indispensable. Nous devons accélérer le processus de manière politique. On ne peut pas enfermer la monnaie unique dans un débat limité à des critères techniques sur la nécessité d'être en dessous de 3 % de déficit budgétaire par exemple. Maastricht a confondu des critères nécessaires et une idéologie de convergence libérale qui a voulu que celle-ci se fasse à un niveau bas. Pour accélérer le processus, nous devons pousser les Allemands à aller le plus vite possible vers la monnaie unique.

— A. T. : La crise manifeste l'incapacité de la société française à aborder, dans des conditions acceptables pour les salariés, cette transformation profonde qu'est la monnaie unique. La solution n'est pas de réviser les critères. Je suis plutôt sur la position des sages allemands qui veulent durer les critères mais reculer les échéances, car, à long terme, il faut que les économies soient compatibles. Mais la France est cassée en deux : d'un côté un monétarisme arrogant, de l'autre le maintien d'un statu quo coûteux et qui produit des crises récurrentes.

Comment peut-on réformer la société française ? Comment accélérer-vous l'annonce de rénovation au Parti socialiste ?

— D. S.-K. : Les réformes se font lorsque le débat a suffisamment eu lieu pour que la réforme formelle puisse être acceptée. Hors de ce chemin, la réforme ne peut aboutir. Avec Lionel Jospin, le PS doit définir ses orientations dans des nouveaux domaines sur lesquels il y a encore une réflexion insuffisante : la place de la France dans le monde ; le rôle de l'Etat et des autres acteurs ; l'évolution de la société face à la révolution technologique ; les modes de consommation. C'est un problème d'adaptation et nous allons en débattre tout au long de 1996.

— A. T. : Le parti donne ici la priorité aux problèmes sociaux ; moi, le sociologue, je la donne à la transformation des acteurs politiques. Toute la gauche est enfermée dans la pure défensive, tandis que la droite casse la société. Le PS ne peut plus être à la fois pro-européen et pro-étatiste. Il faut qu'il sorte de cette contradiction en inventant une nouvelle social-démocratie. Il n'y a plus d'acteurs de changement. La France reste enchanterée par les modèles idéologiques, politiques ou intellectuels des années 70, qui répondaient eux-mêmes aux années 50 et 60. La priorité, aujourd'hui, c'est le courage de l'innovation politique, intellectuelle et syndicale. Or je n'ai pas le sentiment que le PS a fait la révolution mentale qui s'impose.

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Un proche de Lionel Jospin

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN a toujours été un enfant terrible au sein du Parti socialiste, qu'il a rejoint en 1976 par le biais, éphémère, du Ceres. Doté d'un joli bagage (HEC, Sciences-Po, droit, agrégation d'économie), ce charmeur un tantinet play-boy est, à quarante-six ans, conseil d'entreprises et universitaire. Mais c'est surtout un proche de Lionel Jospin qui, en 1981, en avait fait un de ses experts économiques et, en 1993, l'a « invité » au bureau national pour réfléchir surtout à une nouvelle politique économique, après en avoir fait un de ses porte-parole pendant sa campagne présidentielle.

Commissaire adjoint au Plan de 1984 à 1986, il devra attendre le second septennat de François Mitterrand pour occuper des fonctions ministérielles : dans le gouvernement d'Edith Cresson, en mai 1991, il devient ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, poste qu'il



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

gardera dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy. Il avait pourtant souvent frotté avec ce dernier, lorsque, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale en 1988, il lui reprochait sa trop grande orthodoxie. Elu député de Haute-Savoie en 1986, réélu en 1988 mais dans le Val-d'Oise, « DSK » est dans ce même département, et depuis juin, maire de Sarcelles. A mille lieues du prêt-à-penser politique.

Un compagnon critique de la gauche

CHARGÉ de recherches au CNRS et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Alain Touraine avait publié sur mai 1968 un livre qui a fait autorité, *Le Communisme utopique* (Editions du Seuil). Avant les actuels mouvements sociaux, qu'il se garde de comparer à mai 1968, ce sociologue longtemps réputé pour sa connaissance de l'Amérique latine et spécialisée aujourd'hui dans l'observation accrue de la société française et de ses acteurs, a publié *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique et...* vous (Fayard), une requête adressée à MM. Jospin, Rocard, Delors, Kouchner, Strauss-Kahn et à M^{me} Aubry, c'est-à-dire principalement mais non exclusivement à la gauche.

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, âgé de soixante-dix ans, longtemps proche de la CFDT et de la « deuxième gauche », Alain Touraine, auteur de nom-



ALAIN TOURAINE

breux ouvrages dont *La Critique de la modernité* (Fayard), assigne, dans un livre souvent sévère pour la gauche, une mission exigeante aux politiques : « Votre rôle premier, dans la période actuelle, est d'assurer le dépassement du mode étatique de développement et de reconstruire le plus vite possible un mode de gestion sociale (...) qui crée l'équivalent de ce que fut la social-démocratie au moment de la grande industrialisation. »

1550

Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldrey, directeur général ; Noël Jean-Benoist, directeur de la rédaction ;
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Pissel ;
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Frensch, Robert Solé ;
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurence Grillemont, Danièle Heymann, Bertrand Le Cendre, Jean-Yves Lhote, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig ;
Chargés de la rédaction : Dominique Koytchev ;
Chargés de la rédaction : Dominique Koytchev ;
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment ;
Directeur de la gestion : Eric Plasson ; directeur délégué : Anne Chaussebourg ;
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernez ;
Médiateur : André Laurens ;
Conseil de surveillance : Alain Minic, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Foccart (1959-1983), André Laurens (1983-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 825 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil d'administration ;
RÉDACTION ET SÉJOUR SOCIAL : 15, rue Falguère 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (01) 46 46 46 46 ; Télécopieur : (01) 46 46 46 46 ; Fax : (01) 46 46 46 46
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Beuve-Méry 75002 PARIS CEDEX 02
Tél : (01) 46 46 46 46 ; Télécopieur : (01) 46 46 46 46 ; Fax : (01) 46 46 46 46

Le Monde

EDITORIAL

Dernière chance pour M. Juppé

A LAIN JUPPÉ a enfin accepté de prononcer, le 10 décembre, sur France 2, les mots qu'il avait refusés d'articuler le 5 décembre à l'Assemblée nationale, puis à la télévision. Celui de « négociation » a ainsi cessé d'être tabou, même si spontanément le premier ministre lui préfère ceux de « dialogue », de « concertation » ou de « discussion ». A défaut de « retrait », on l'a entendu parler de « suspension », ce qui, dans le langage gouvernemental, est toujours une manière de masquer un recul. Il a consenti à offrir aux fonctionnaires et aux cheminots certaines des assurances que ceux-ci réclamaient et qu'il ne voulait pas jusqu'à présent leur accorder explicitement. Bref, en cinq jours, le langage d'Alain Juppé a changé. Cinq jours pendant lesquels le mouvement social a tenu bon, les grèves et les manifestations attestant le maintien d'une mobilisation active.

Cinq jours pour rien ? Certes ce délai a permis au premier ministre de tester la détermination des grévistes et aux syndicats eux-mêmes d'assouplir leur position en cessant de faire du retrait du plan un préalable à la négociation. On n'en est pas moins tenté de donner raison au porte-parole du PS,

dirigeants syndicaux dès lors que M. Juppé n'entend rien changer aux « principes » de sa réforme et qu'il ne consent à discuter que de ses « modalités d'application ». Si le premier ministre parvient à créer un climat de confiance avec ses interlocuteurs, son repli stratégique pourrait toutefois contribuer à débloquer la situation. Au-delà de ses ouvertures immédiates, sa proposition d'organiser un « sommet social » sur l'emploi et, en particulier, sur la réduction de la durée du travail représente un incontestable pas en avant, qui témoigne d'une volonté de définir une politique sociale audacieuse.

Alain Juppé est-il aujourd'hui le mieux placé pour se faire le champion d'une telle politique ? Critiqué par une partie de sa majorité, contesté par les syndicats, affaibli par la crise, peut-être l'homme du « nouvel élan » dont les événements, dit-il, lui donnent aujourd'hui l'occasion ? Les erreurs qu'il a commises dans la gestion du conflit l'autorisent-elles à tenter ce « rebond » qu'il a proposé aux partenaires sociaux ? Comme l'a dit Charles Pasqua, c'est avant tout « le problème » de M. Chirac. M. Juppé joue sans doute sa dernière chance.

Du « pacte républicain » au pacte social

Suite de la première page

En dépit de ce bilan, le premier ministre a pu annoncer, dimanche 10 décembre, tranquillement et, même, avec un sourire de bon aloi, le retrait des dispositions annexes de son plan de réforme de la Sécurité sociale, c'est-à-dire l'abandon du projet de refonte des régimes spéciaux de retraite. Ce recul avait déjà été amorcé dans les entretiens que Dominique Perben avait eus avec les syndicats de fonctionnaires, auxquels il avait indiqué, le 7 décembre, qu'il n'était plus question de créer une caisse de retraite des agents de l'Etat comme il en existe une pour ceux des collectivités locales. L'étape suivante a été franchie par M. Juppé lui-même, qui a écarté toute remise en question des régimes spéciaux des agents des services publics et suspendu la commission chargée d'en étudier la réforme.

Pour convaincre les cheminots de mettre fin à leur grève, le premier ministre est allé jusqu'à reporter sine die le contrat de plan Etat-SNCF, sur lequel il avait arbitré lui-même à la fin du mois de novembre. Pour justifier cette palinodie, M. Juppé a invoqué l'insuffisance du dialogue social dans l'entreprise, réalité dont un gouvernement chargé de réduire la « fracture sociale » aurait pu s'aviser plus tôt. Il est vrai que Bernard Pons, ministre des transports, doit à son passage au ministère des DOM-TOM, en 1986-1988 et à son action en Nouvelle-Calédonie une compétence reconnue en matière de dialogue. Toujours est-il qu'avec un parallélisme tardif, mais parfait, le premier ministre suit la voie de son prédécesseur, Edouard Balladur, face au conflit d'Alsace en 1993. A l'époque, les députés RPR avaient dénoncé la « recrudescence » du chef du gouvernement.

De son plan pour la Sécurité sociale, M. Juppé sauve l'essentiel : la refonte de l'assurance-maladie, dont les dépenses seront fixées par le Parlement, contrôlées par les caisses régionales et financées par une CSG élargie en 1997, la contribution spéciale de remboursement de la dette devant être impérativement mise en place le 1^{er} janvier 1996. Ce « nouveau dur » de la réforme n'est difficile à avaler que pour Marc Blondel. Force ouverte devant y perdre sa mainmise sur l'assurance-maladie ; la CFTD y est favorable, et la CGT, bien qu'elle ait adopté elle aussi le mot d'ordre de retrait du plan, n'est pas hostile à une modernisation de l'assurance-maladie. S'il n'avait pas chargé sa barque avec la mise en cause des régimes spéciaux de retraite, le premier ministre aurait privé M. Blondel de précieux renforts.

M. Juppé avait fait le pari de prendre appui sur son impopularité pour faire la démonstration de son audace réformatrice et de son courage, et pour regagner ainsi, dans l'adversité, l'autorité perdue durant les six mois de flottement de son premier gouvernement. Pour convaincre les marchés de son orthodoxie libérale, il avait ajouté à la nécessaire remise en ordre de l'assurance-maladie la réforme des retraites des fonctionnaires qui, financièrement, pouvait attendre. Il s'agissait aussi de faire la preuve, à l'usage des électeurs de droite sensibles aux charges d'Alain Madelin contre la timidité du gouvernement, que celui-ci n'avait pas peur de s'en prendre aux « privilèges » des fonctionnaires. Ce calcul téméraire s'est retourné contre son auteur.

Pour autant, aucune solution de rechange n'est apparue à droite. Charles Pasqua s'est fait entendre en accusant tout bonnement M. Juppé, dimanche, d'être « bouclé ». Philippe Séguin s'est fait comprendre, en rendant visite aux cheminots grévistes d'Epinal le 2 décembre (date bénie pour l'auteur de *Louis-Napoléon le Grand*) et en prêtant une oreille intéressée aux propos des orateurs de la gauche, à l'Assemblée nationale, sur le respect de la démocratie sociale. Ni l'un, ni l'autre, cependant, n'ont répondu aux quelques appels vœux des rangs du RPR en faveur d'une « autre politique » et d'un changement de premier ministre. L'un comme l'autre, ils savent bien que M. Chirac ne pourrait se séparer aujourd'hui de M. Juppé sans se neutraliser lui-même. Ils savent bien, aussi, que s'il a été mal engagé, le « sale boulot » dont s'est chargé le chef du gouvernement n'en est pas moins inévitable. Comme Pierre Mauroy en 1984, Alain Juppé assume ce que Jacques Mitterrand, avait théorisé sous le nom de « gestion paroxystique de la crise ».

Le premier ministre cherche à présent dans la négociation le crédit qu'il n'a pas retrouvé – et qu'il a même dilapidé un peu plus – dans l'affrontement. Face à une gauche à laquelle la dialectique parlementaire d'une part, le réflexe naturel des électeurs d'autre part, ont rendu sa fonction d'opposition, mais qui n'a pas encore trouvé le discours approprié, M. Juppé découvre que le « pacte républicain » n'est rien sans le pacte social. La voie lui est ouverte pour approfondir sa connaissance de la social-démocratie. Autrement dit, pour rédiger le programme du Parti socialiste.

Patrick Jarreau

Communication par Honoré



Mauvais départ pour M. Kwasniewski

VARSOVIE
de notre correspondant

Convaincu à l'unanimité de mensonge, Alexandre Kwasniewski a été définitivement proclamé président de la République de Pologne. Ainsi en ont décidé samedi 9 décembre les dix-sept juges de la Cour suprême, chargés de statuer sur les 593 238 plaintes déposées au lendemain du second tour de l'élection présidentielle.

Cette avalanche de protestations n'était rien d'autre que l'expression d'un dernier espoir – celui que la Pologne rattraperait « par miracle », et par une décision de justice, une sorte d'aberration historique : l'élection « démocratique » d'un président postcommuniste, dans un pays qui a joué un rôle essentiel dans l'élimination des régimes communistes en Europe.

Cet « espoir », ou si l'on préfère, ce refus de perdre, s'appuyait sur un motif juridique, dont tout le monde savait qu'il n'était qu'un prétexte, mais qui n'était pas pour autant imaginaire : Alexandre Kwasniewski avait mené sa campagne, sur les listes électorales et sur les ondes, comme diplômé de l'enseignement supérieur. Il était aussi resté à bonne distance de la vérité sur plusieurs autres sujets – en particulier sur son patrimoine personnel –, mais seule l'affaire du diplôme était susceptible d'être considérée comme une infraction pouvant conduire à l'annulation de l'élection.

Une très lourde responsabilité reposait sur les épaules des juges de la Cour suprême, et les mœurs lugubres qu'ils affichaient lors de l'annonce de leurs conclusions montraient à elles seules à quel point leur délibération avait dû être douloureuse. Soit ils invalidaient une élection qui s'est déroulée dans des conditions plutôt satisfaisantes, et, au lieu d'avoir fait la preuve de sa maturité démocratique, la Pologne apparaissait aux yeux du monde comme un pays décidément incompréhensible et peu fiable. Soit ils reconnaissaient le fait accompli, mais ils accablent l'idée, vieille comme le monde mais relativement « nouvelle » en Pologne, que la démocratie s'accomode parfaitement du vice, en l'occurrence du mensonge.

Au terme de sept heures de délibération, le président du tribunal est venu, longuement, et avec toutes les circonlocutions nécessaires, dire le droit, devant les représentants de la presse et du président sortant Lech Walesa – ceux du nouvel élu, sans doute

déjà sûrs de leur fait, n'ont pas assisté à l'énoncé des conclusions. La Cour a estimé à l'unanimité que M. Kwasniewski avait manqué à la vérité en se targuant d'un diplôme d'études supérieures.

Elle a considéré qu'il y avait toutes raisons de croire que cette fausse information avait eu un effet sur l'élection. Mais elle a aussi considéré qu'il n'y avait « pas de preuve qu'Alexandre Kwasniewski n'aurait pas été élu » si le candidat avait dit la vérité sur sa formation.

« PÉCHÉ ORIGINEL »

En conséquence, l'élection a été déclarée valide – la décision est sans appel –, cinq juges ayant cependant tenu à ce que leur désaccord soit inscrit au protocole. Mais, comme pour confirmer que le malaise n'est pas circonscrit à ces cinq juges, le président du tribunal a tenu à résumer son exposé par une petite phrase assassine : le Tribunal, a-t-il déclaré, avait à statuer sur un plan strictement juridique, et en aucun cas « sur les qualités morales » de l'élu. Là est le problème : cet acquiescement humiliant est un bien mauvais départ pour un président qui avait su très adroitement cultiver son premier « péché originel » – son passé d'appartenance communiste au temps de la répression contre Solidarité –, mais est désormais grevé d'un second, celui de mensonge.

A vrai dire, l'intéressé, en vacances en Espagne depuis l'élection, et rentré en Pologne au lendemain même du « verdict », ne semble guère affecté par l'incident, et encore moins contrit : il a refusé d'envisager de quelconques excuses, affirmant que l'affaire était purement « politique », et annoncé dans la foulée qu'il serait « un très bon président ». Un président sans complexe qui, plutôt que d'envisager une quelconque ouverture vers une opposition meurtrie et divisée, paraît déterminé à cueillir tous les fruits de la victoire.

Les Polonais qui ont partagé l'aventure de Solidarité doivent donc se faire à l'idée qu'ils ont perdu, complètement, le pouvoir. Et reprendre leur marche – difficile et cahotante – vers une union de l'opposition. Lech Walesa, toujours pas décidé à prendre sa retraite, s'est déjà proposé pour porter le drapeau, en annonçant la prochaine création d'un « institut » portant son nom, et en appelant la droite et le centre à le suivre.

Jan Krauze

REVUE DE PRESSE

DIE WELT AM SONNTAG
Herbert Kropf

■ Helmut Kohl a exhorté jeudi à Baden-Baden le président français à rester ferme sur le front des grèves. Il est douteux qu'il lui ait rendu là un service. Depuis des semaines, le gaulliste est soumis à une vague de reproches venant de ses propres rangs l'accusant de démanteler l'étatisme français traditionnel et de se laisser dicter sa politique par les fétichistes allemands de la stabilité monétaire. Il y va de son crédit, de la stabilité de la France et de la survie de la cinquième République.

EL PAIS

■ La révolte française comporte beaucoup d'aspects purement nationaux. A la différence des Anglo-Saxons, les Français accordent à l'Etat un poids économique et social important. Ils le tiennent pour le principal responsable du bien-être collectif et individuel. D'où la profondeur et la puissance de la révolte actuelle. Il y a aussi la personnalité de Chirac et de Juppé. Au cours des six premiers mois de son mandat, le premier a maintenu les ambiguïtés et les contradictions de son programme économique et social et a consacré ses efforts à une campagne d'essais nucléaires désastreuse pour le prestige de son pays. Le second a surestimé, en présentant son plan, la force d'une droite qui contrôle pourtant la plupart des rouages du pouvoir.

THE ECONOMIST

■ Un million de grévistes, des émeutes dans la rue : les événements actuels en France donnent de ce pays l'image d'une république bananière dans laquelle un gouvernement isolé tente d'imposer à une population hostile un

programme d'austérité du genre de ceux concoctés par le Fonds monétaire international (FMI). Mais ce spectacle français de désobéissance civile conduit à deux interrogations : la survie du gouvernement est en jeu ainsi que, dans une certaine mesure, celle de la monnaie unique européenne... La leçon des grèves n'est pas qu'une victoire du gouvernement français rendrait plus facile l'union économique et monétaire (UEM), mais que les gouvernements européens doivent encore, tous, persuader leurs électeurs des avantages de l'UEM.

L.C.L.

■ Pierre Luc Séguillon
■ Rien ne dit que les concessions du premier ministre suffiront à désamorcer la crise ; or il ne saurait concéder davantage sans à se renier. Rien ne dit que les organisations syndicales, qui ont soufflé sur les braises, sont à même d'éteindre rapidement l'incendie qu'elles ont contribué à allumer. (...) Il n'y aura alors plus qu'une solution politique extrême à cette crise, le changement de premier ministre.

LES ECHOS

■ Nicolas Beytout
■ Alain Juppé a changé... Tous ensemble, les syndicats ont réussi à faire en sorte qu'il prononce ce mot qui, depuis trois semaines, ne franchissait plus ses lèvres : « négociation ». Alors, on voit mal comment les grévistes pourraient ne pas reprendre le travail... Le tout est de savoir s'il fallait donner autant de gages à ceux que le pouvoir avait si longtemps affrontés – sans toujours les écouter. En somme, le tout est de savoir si, « pour rendre le pays plus heureux », le gouvernement n'a pas en partie renoncé à le rendre « plus sérieux ».

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 12 DÉCEMBRE 1995

ÉNERGIE Contrôlant 94 % de la production russe de gaz, Gazprom est le plus grand monopole du monde. Sa valeur est estimée entre 250 et 900 milliards de dollars et elle em-

ploie 360 000 personnes. ● L'ENTREPRISE FINANCE l'ensemble des partis qu'elle juge « raisonnables » dans le cadre des élections législatives qui auront lieu le 17 décembre, en Russie.

Son soutien va d'abord à la liste du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, « Notre maison la Russie », déjà soutenue par des banques et les producteurs de pétrole. ● M. TCHERNO-

MYRDINE est le fondateur et l'ancien président de Gazprom. Son président actuel, Rem Viakhirev, est le représentant de ces « directeurs rouges », anciens dirigeants communistes

convertis au capitalisme. ● A OURENGOI, ville de 90 000 habitants créée dans le Grand Nord sibérien, les salaires sont de deux à trois fois supérieurs à ceux de Moscou.

Gazprom, le conglomérat du gaz, est devenu un Etat dans l'Etat russe

« Ce qui est bon pour Gazprom est bon pour la Russie », affirme son président Rem Viakhirev, digne représentant des « directeurs rouges », les anciens dirigeants communistes convertis au capitalisme

MOSCOU

de notre correspondant

Une longue et élégante tour en béton de trente-six étages, de marbre blanc, de vitres bleutées, étrangement coiffée d'une petite pyramide de verre. Au sud-ouest de Moscou se dresse, comme une fusée, le tout nouveau siège du plus grand producteur de gaz de la planète, Gazprom. Une puissance qui n'est pas seulement économique. Gazprom est, dit-on, un « Etat dans l'Etat ». Elle est à l'économie russe ce que le KGB est à la politique : une force occulte, immense et secrète.

Pour défendre ses intérêts, l'entreprise, qui emploie pas moins de 360 000 personnes, finance plusieurs partis pour les élections législatives du 17 décembre. En premier, celui du premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Notre maison la Russie, aussi soutenue par des banques et les producteurs de pétrole. Gazprom dit aussi aider la petite formation écologiste Cédre, le parti centriste et charnière Femmes de Russie. Et Rem Viakhirev, le président de Gazprom, reconnaît financer « tous les candidats raisonnables ». C'est-à-dire, sans doute, tous ceux qui n'ont pas la mauvaise idée de s'attaquer aux privilèges fiscaux, à la puissance et aux mystérieux comptes de la société.

Les véritables profits de Gazprom sont secrets : « Je n'aime pas en parler », tranche son PDG. Mais ils sont estimés à plus de 6 milliards de dollars (30 milliards de francs) par an, ce qui en ferait l'une des premières, sinon la première société du monde par son

bénéfice. Pour comprendre les chiffres, il faut être Russe et spécialiste, assure le président... Charles Biltzer, économiste de la Banque mondiale déplore que cette entreprise soit l'une des « moins transparentes du monde », alors que les institutions financières internationales sont invitées à combler le déficit budgétaire russe par milliards de dollars.

La puissance du géant du gaz est telle que certains pensent que le véritable centre du pouvoir en Russie n'est ni au Kremlin, ni au Parlement, mais ici, au « Complexe Gazprom », dans cet immeuble construit d'un seul bloc, sur trente mètres de fondation. La banque de Gazprom, logiquement baptisée Gazprombank, est nichée au pied de l'immeuble-fusée dans un champion de verre bleu. Le producteur de gaz est rapidement devenu un véritable groupe. Il a investi dans une centaine d'autres sociétés, allant de la banque à l'automobile, de l'agriculture au transport.

De son bureau au 5^{ème} étage, le président Rem Viakhirev, ancien adjoint de Viktor Tchernomyrdine, le fondateur de la société, veille sur sa société et sur le pays. Car, aime-t-il à dire, « ce qui est bon pour Gazprom est bon pour la Russie ». M. Viakhirev, soixante ans, est typique de cette génération de « directeurs rouges » devenu capitaine d'industrie et converti au capitalisme. Son prénom, Rem, veut dire tout simplement Révolution Engels Marx. Formé à « l'ancienne école », il a reçu l'ordre de Lénine

et de la révolution d'Octobre. Mais, tout en restant très discret sur les chiffres, il ne parle plus aujourd'hui que de « développement », de « coopération » internationale.

Gazprom, entreprise mixte (40 % détenus par l'Etat) appartient aussi à ses employés (15 % des actions). Le reste du capital a été vendu à « des citoyens russes

producteurs de devises du pays (35 % des rentées) et le premier contributeur au budget. Près de 38 % des revenus de l'Etat viennent du secteur énergétique. La moitié de cette somme est versée par Gazprom.

Pourtant, beaucoup d'hommes politiques, peu « raisonnables », se plaignent que les impôts payés par les géants de l'énergie russe restent ridiculement bas. L'entre-

preneuse ou même par Boris Eltsine, mais par le « parti du gaz et du pétrole » et son représentant, le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, ex-président de Gazprom. A en croire la presse russe, M. Tchernomyrdine serait aussi l'un des principaux actionnaires privés du géant du gaz.

MÉTODES DISCUTABLES

Gazprom dément. Le premier ministre se tait. A Chlomi Ortoy, le petit village natal de M. Tchernomyrdine, au fond de l'Oural, Gazprom construit une grande villa, avec piscine et sauna intérieur. Le chef de l'administration du gouvernement vient de Gazprom. Sergueï Doubinine, nouveau président de la Banque centrale de Russie et ex-ministre des finances, avait, entre ces deux postes, « pontonné » dans la compagnie. La société aime le pouvoir et le pouvoir l'aime.

Alors Gazprom est parti en campagne. Elle s'oppose à une révision des privatisations, parce qu'elle est « intéressée par une politique prévisible et stable ». Avec des méthodes parfois discutables : dans les régions de Russie, les gouvernements ont été fortement « incités » à rejoindre Notre maison la Russie, en échange de livraisons de gaz régulières et quasi gratuites, selon la presse russe. La pression est d'autant plus aisée que nombre de régions n'ont pas payées les factures gazières des crèches, écoles et services publics depuis plusieurs années. La victoire possible de l'opposition aux élections du 17 décembre ne semble pourtant pas inquiéter la

direction du monopole. « Qui que ce soit qui arrive au pouvoir devra vivre avec Gazprom. Car sans Gazprom, il ne survira pas », a récemment mis en garde M. Viakhirev.

Formidable instrument de politique intérieure, Gazprom est aussi une puissante arme de la politique étrangère de Moscou dans les pays de la CEI, extrêmement dépendants du gaz russe, et au-delà, en Europe de l'Est et de l'Ouest. Que serait l'industrie allemande sans le gaz russe ? Mettant en avant le rôle de la Russie dans l'ex-Yugoslavie, Moscou rappelle ainsi que le cessez-le-feu en Bosnie n'a été signé que lorsque Gazprom a converti les vannes pour chauffer Sarajevo et Belgrade.

L'Ukraine doit une fortune à Gazprom (près de 8 milliards de francs), qui tente d'échanger cette dette contre la propriété de sociétés ukrainiennes, notamment des gazoducs. De façon générale, les pays qui se « comportent bien » à l'égard de Moscou, obtiennent des livraisons de gaz, même s'ils n'ont pas réglé leurs dettes. Les autres sont invités à payer, à céder leurs gazoducs. Ou à claquer des dents.

Au siège de Gazprom, on reconnaît qu'il peut y avoir quelques « différences d'approche » entre l'Etat et la société. Mais on affirme qu'il n'y a « pas de divergences » de fond. La seule véritable question semble être de savoir si c'est l'Etat russe qui fait de la politique avec Gazprom. Ou si c'est Gazprom qui fait la politique de la Russie.

Jean-Baptiste Naudet

Les aventuriers du Grand Nord sibérien

OURENGOI (Sibérie)

de notre envoyé spécial

Au-dessus du cercle polaire, plus de nouvelles villes. Depuis une dizaine d'années, Gazprom a revu sa stratégie d'implantation sur les gisements gasifères, abandonnant ses projets de cités au profit de bases-vie sur lesquelles se relie le personnel.

Amorcé lors de l'installation du site de Yamboïrg à l'estuaire du fleuve Ob, le village se confirme pour la péninsule de Yamal. Habitants aux rigueurs de la région, les premiers arrivants prirent vite conscience des risques d'installer des familles dans ces régions glaciales. « Ici la température peut varier en une seule journée de plusieurs dizaines de degrés, l'hiver, il fait très froid et sec, jusqu'à -55 degrés. Le soleil n'apparaît

qu'une fois par an, la neige fond à peine. L'été, la neige fond à peine. Dans ces conditions, les enfants ne peuvent pas se développer normalement. Ce fut notre principale motivation pour préférer les bases-vie aux villes », explique Alexandre Ananikov, l'un de ces pionniers, aujourd'hui responsable de la base de Yamboïrg.

Pour conquérir le Grand Nord sibérien, d'où il tire 90 % de son gaz, le premier producteur mondial y déploie des moyens gigantesques. Dans ces zones désertiques, Gazprom n'a pas hésité à bâtir des villes entières pour y installer ses salariés. Dernière en date, Ourengoi, fondée voilà plus de quinze ans à côté d'un ancien camp de prisonniers, compte aujourd'hui plus de 90 000 habitants,

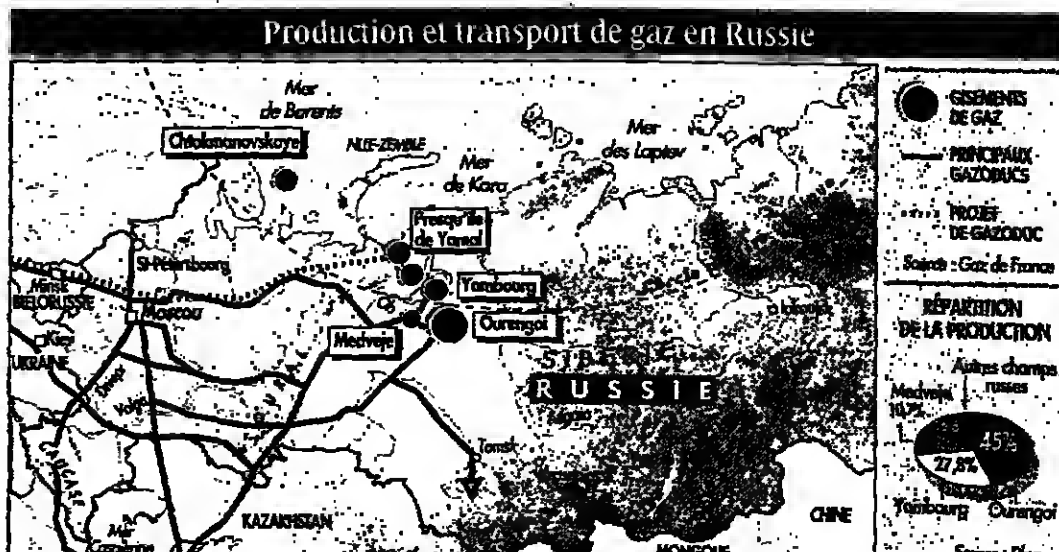
venus de toutes les régions de l'ex-Union soviétique.

« Cinque ans, mille personnes nous rejoignent », affirme Grigory Lanchakov, ingénieur en chef d'Ourengoi, tout en vantant les équipements de cette ville : ses quinze écoles, ses jardins d'enfants, sa polytechnique, son cinéma, ses installations sportives, gérés par l'entreprise. Petit à petit, les baraquements de bois peints en bleu disparaissent pour laisser place à des immeubles d'une dizaine d'étages. Au pied de ces barres en béton, des chasse-neige dégagent en permanence les larges avenues empruntées par des camions boueux, des autobus bondés et les Mercedes des dirigeants. Hors de la ville, la route se perd rapidement dans la neige vers la vingtaine d'unités d'exploitation. Seuls des milliers de kilomètres de canalisation brisent la monotonie de la tundra, tandis que, ça et là, des flammes de torchères déchirent la grisaille. A l'exception des liaisons aériennes effectuées par Gazprom, il est quasi impossible de se rendre à Ourengoi.

SALAIRES ÉLEVÉS

En contrepartie d'un emploi et d'un niveau élevé de salaire, deux à trois fois supérieur à celui de Moscou, le salarié et sa famille sont prêts à dépendre totalement de l'entreprise. Aussi n'est-il pas question de se rebeller lorsque la paie n'est pas versée ou l'est avec deux mois de retard, ce qui arrive régulièrement. « Je ne connais personne qui veuille quitter Ourengoi », affirme catégoriquement Grigory Lanchakov. Les émigrants venus pour s'enrichir bésitent à repartir chez eux, n'étant pas sûrs de trouver du travail. « Même si la vie est chère, car nous devons tout apporter, nous ne connaissons pas de pénurie importante. » Pourtant, la vie dans cette cité perdue est une véritable sinécure, comparée à celle menée par les dix mille hommes et femmes qui se relaient tous les quinze jours ou tous les mois, à 200 kilomètres plus au nord, sur la base de Yamboïrg.

Comme sur les plates-formes



Le projet Yamal

Aux côtés d'Ourengoi et de Yamboïrg, actuellement les deux principaux gisements de gaz au monde, Yamal s'annonce comme le projet le plus prometteur de Gazprom. Ses vingt-cinq gisements possèdent 10,2 trillions de mètres cubes de réserves prouvées de gaz. Des travaux préparatoires de construction d'une autoroute, d'un chemin de fer, d'un terminal maritime et des infrastructures industrielles ont débuté.

L'essentiel des investissements est consacré à la pose d'un gazoduc de 4 000 kilomètres allant vers l'Europe via la Biélorussie et la Pologne pour arriver en Allemagne d'ici trois ans. La priorité est d'éviter l'Ukraine en raison des « expériences désagréables », selon le président de Gazprom, Rem Viakhirev, qui précise : « Certains hivers, nous avons perdu 800 millions de dollars à cause de l'indiscipline des pays de transit du gaz ». D'ailleurs, il entend à terme moins utiliser le corridor ukrainien, où s'opèrent des ponctions souvent non payées.

Dominique Gallot

SICAV
COEXIS

- Orientation : obligations françaises ; moyen terme
- Durée de placement : 2 à 3 ans
- Valeur liquidative au 30.11.1995 : 1 686,34 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Coexis sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 11 janvier 1996 à 14 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 septembre 1995.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le compte de COEXIS sur
SICAVCOUITE Tél. : 36.68.36.35 ou Code : 61 G crédit par mail

CA SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

Le groupe cosmétique L'Oréal veut racheter l'américain Maybelline pour 508 millions de dollars

Son objectif est de s'implanter dans les maquillages bon marché

Le numéro un mondial des cosmétiques va lancer cette semaine une offre publique d'achat sur Maybelline, groupe américain spécialisé dans les

maquillages bon marché. Son principal actionnaire, Wasserstein Perella, s'est engagé à apporter ses actions à L'Oréal. Le groupe français, qui

a racheté en 1994 Cosmair, son distributeur aux États-Unis, a les coudées franches pour attaquer le marché américain.

L'ORÉAL, leader mondial des cosmétiques contrôlé par Lillane Bettancourt et le groupe suisse Nestlé, poursuit son expansion outre-Atlantique. La société va devenir numéro deux des maquillages grand public aux États-Unis, avec 28 % du marché, juste derrière Procter & Gamble (29 % du marché avec ses marques Cover Girl et Max Factor), mais devant Revlon. Le groupe présidé par Lindsay Owen-Jones a annoncé dimanche 10 décembre son intention de racheter la totalité du capital de la société Maybelline, spécialisée dans les produits de maquillage bon marché, pour un montant de 508 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs). Si l'on ajoute le prix de la dette du groupe, reprise par L'Oréal, la transaction s'élève à 660 millions de dollars.

L'Oréal va lancer cette semaine, par l'intermédiaire de sa filiale de distribution américaine Cosmair, une offre publique d'achat amicale sur le capital de la société au prix de 36,75 dollars par action, son dernier cours coté étant de 31 dollars. Pour être certain du succès de son opération, L'Oréal a

obtenu du principal actionnaire de Maybelline, la banque d'affaires Wasserstein Perella, une option d'achat portant sur 29 % du capital. La banque réalise une très belle plus-value : elle avait racheté en 1990 Maybelline auprès du groupe pharmaceutique Schering Plough pour 300 millions de dollars (61 dollars l'action) dans le cadre d'un levage buy out (achat par endettement). En 1992, Wasserstein Perella avait introduit 30 % du capital de la société à la Bourse de New-York au prix de 23,5 dollars par action.

Par cette acquisition, qui doit être approuvée par la réglementation antitrust américaine, L'Oréal va diversifier son offre. Aux États-Unis, le groupe, qui a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars, était jusqu'à présent positionné sur un segment haut de gamme, avec les marques Lancôme, Helena Rubinstein ou Cacharel. Maybelline est au contraire une marque de maquillage et de soin de peau destinée aux jeunes, extrêmement connue aux États-Unis, distribuée dans les supermarchés et vendue à un prix bon marché. La société, basée à

Little Rock en Arkansas, a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires stable de 352 millions de dollars pour un résultat net en chute de 26 % à 16,6 millions de dollars. Le recul s'explique par la réduction des stocks des distributeurs et surtout l'échec du lancement d'une nouvelle gamme de maquillage. Maybelline, dont l'action s'est effondrée en décembre 1994 à 15,75 dollars, n'a pas eu les moyens financiers de se battre dans la guerre marketing et publicitaire que se livrent les fabricants de cosmétiques aux États-Unis. La société se redresse actuellement puisque, sur les neuf premiers mois de 1995, son chiffre d'affaires a progressé de 6 % et son résultat opérationnel de 14 %.

VAGUE D'ACQUISITIONS

Cosmair et Maybelline devraient rapidement réaliser un chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars. L'Oréal compte distribuer ses propres produits dans les supermarchés ou les chaînes de parfumerie en utilisant le réseau de Maybelline. Le renforcement de L'Oréal outre-Atlantique a été rendu possible par la reprise en

1994 de son agent de distribution américain Cosmair. Jusqu'à cette date, L'Oréal ne contrôlait pas Cosmair, dont l'essentiel du capital était détenu par Nestlé et la famille Bettancourt. Partout dans le monde, L'Oréal veut s'implanter sur le segment du maquillage de grande diffusion. En août dernier, le groupe français a racheté l'ade Cosmétique au groupe chimique allemand Hoechst. Cette opération a permis à la société de prendre 20 % du marché des soins de maquillage vendus en grande distribution.

Le groupe français est l'un des rares à pouvoir participer à la vague d'acquisitions qui a lieu dans la plupart des pays du monde. Le groupe, dont les profits progressent avec une régularité de météore, a vu sa capitalisation boursière plus que doubler en cinq ans. Valant 78 milliards de francs en Bourse, la société peut se lancer dans quelques acquisitions extérieures, même si les observateurs s'attendaient plutôt à ce qu'elle poursuive patiemment sa croissance interne.

Arnaud Leparmentier

Jacques-Henri David pourrait prendre la tête du CEPME

LE NOM du nouveau patron du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) devait être connu mardi 12 décembre au cours d'une réunion du conseil de surveillance. Depuis le 4 octobre dernier, date à laquelle Michel Prada a pris la tête de la Commission des opérations de Bourse, l'institution, qui traverse une double crise financière et d'identité, naviguait à l'estime, l'unanimité n'ayant pu se faire sur le nom de son successeur.

Bernard Yvoncourt, qui vient de quitter le secrétariat de Pinault-Printemps Redoute, et Philippe Jurgensen, président de la Sofaris, ont tour à tour été écartés. C'est finalement un outsider, Jacques-Henri David, directeur général de la Générale des eaux, qui pourrait prendre les rênes de ce qui devait devenir la « Banque de développement des PME ». Entré en 1993 à la Générale des eaux, Jacques-Henri

David faisait figure de successeur potentiel de Guy Dejouany jusqu'à ce que l'arrivée de Jean-Marie Messier contrarie cette perspective. Depuis, il ne cabait qu'à moitié sa volonté de quitter le groupe. Ce qui l'a successivement mis sur les rangs de la présidence du CDR (la structure de cantonnement du Crédit lyonnais) et fait citer pour prendre la direction du cabinet de Jean Arthuis, ministre des finances.

M. David devrait arriver au CEPME à un moment charnière de la vie de l'établissement. Comme l'a annoncé Alain Juppé le 27 novembre dernier dans le cadre de son plan PME, celui-ci va devenir un établissement de place qui interviendra en cofinancement avec les banques traditionnelles pour les prêts à moyen et long terme aux PME. Il sera rebaptisé pour l'occasion Banque de développement des PME (Le Monde du 28 novembre). Parmi les dossiers que le nouveau président du conseil de surveil-

lance va trouver sur son bureau figure en bonne place la recapitalisation de l'établissement. Le CEPME a enregistré depuis 1992 des pertes cumulées de 1,8 milliard de francs, si l'on prend en compte le résultat négatif prévu pour 1995. Un nouvel apport en fonds propres est donc nécessaire non seulement pour que le CEPME puisse respecter le ratio de solvabilité mais aussi pour assurer son développement. Alain Juppé a demandé à la future Banque de développement de porter les concours qu'il distribue de 10 à 30 milliards de francs au cours des deux prochaines années. Pour lui donner toutes ses chances, le gouvernement a prévu un renforcement de ses ressources Codeli.

Le conseil des ministres devrait entériner le choix du nouveau président mercredi 13 décembre.

Babette Stern

L'aimant asiatique

LA RICHESSE est fluide. Ce qui ne l'empêche pas de se concentrer. Les firmes multinationales produisent 25 % du PIB mondial et contrôlent le tiers du commerce international. Leur part de marché devrait encore s'accroître durant les prochaines années. C'est ce que prévoit Fabrice Hatem, dans un petit livre très éclairant : *Les Multinationales de l'an 2000*.

L'internationalisation des firmes se poursuit du fait de nombreux facteurs : assouplissement des réglementations nationales, déplacement géographique de la demande mondiale, accroissement de l'intensité capitaliste jouant sur l'offre. Dès 1985, le développe-

ment des investissements internationaux prenait le relais du commerce comme moteur principal du mouvement d'intégration mondiale et ce phénomène est surtout dû aux gros bataillons de l'industrie et des services, bien que les entreprises moyennes jouent un rôle croissant. En 1994, les entreprises réalisant plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires contrôlaient 96 % des avoirs américains à l'étranger.

Les modes dominants d'implantation hors du pays d'origine resteront les fusions-acquisitions et plus encore les joint-ventures car dans de nombreuses zones pleines de promesses le recours au partenaire local est indispensable, ainsi que le partage des coûts de recherche, notamment pour les PME. Les créations physiques d'entreprises à l'étranger ne connaîtront sans doute qu'une

progression modérée. La part de la plus développée du livre de Fabrice Hatem concerne la réorientation des flux d'investissement à l'étranger. Il constate d'abord que l'Amérique est de retour (Le Monde du 17 novembre), aussi sur ce terrain. Entre 1992 et 1994, les courants sont passés de 41 milliards à 58,4 milliards de dollars. On peut penser qu'il s'agit là d'un phénomène durable, pour plusieurs raisons : rétablissement de la suprématie technologique, de la compétitivité et de la rentabilité des firmes américaines, recherche de nouveaux marchés et d'un accès à des ressources qui se font plus rares sur place (pétrole, potasse, etc.) et de main-d'œuvre qualifiée à bas coût et flexible.

RÉSERVES FINANCIÈRES

L'Europe, au contraire, investit beaucoup moins à l'étranger depuis trois ans. Sa compétitivité est précaire dans le secteur de la haute technologie et elle ne dispose pas, dans sa périphérie immédiate, de partenaires en développement fiable avec lesquels elle pourrait constituer une zone de coprosperité. Toutefois, ce ralentissement n'est peut-être pas durable car le mouvement d'internationalisation n'est pas encore achevé au sein du Marché commun et les firmes européennes disposent de positions techniques fortes dans les activités liées aux infrastructures (route, rail, approvisionnement d'eau, télécommunications, etc.).

Bien sûr, c'est l'Asie qui fera le plus parler d'elle pour les courants d'investissement de l'an 2000. Le Japon a montré la voie mais c'est évidemment du côté des NPI (nouveaux pays industrialisés) d'Asie qu'après le développement des exportations on attend un essor des investissements à l'étranger. Les fameux chaebols (conglomérats) coréens ont une puissance de feu nouvelle : quatre d'entre eux figuraient déjà, en 1993, parmi les cent premières entreprises industrielles mondiales. Ici et là, des réserves financières importantes apparaissent. Taiwan est le deuxième détenteur de devises étrangères après le Japon. La crainte du protectionnisme américain constitue enfin une incitation importante.

Inversement, l'Asie est devenue une zone attractive considérable. Elle dépasse aujourd'hui l'Europe de l'Ouest, la Chine étant devenue le deuxième pays d'accueil pour les investissements directs.

Ce basculement des flux d'investissement s'explique par l'évolution des critères de localisation. C'est l'accès à de nouveaux marchés en expansion qui attire surtout les firmes étrangères, la croissance en Asie s'accompagnant de moindres risques politiques et financiers, de l'évolution favorable de l'environnement réglementaire, de l'abondance des ressources locales et de la progression du savoir-faire d'une main-d'œuvre à coût modéré.

La puissance de l'aimant asiatique sera sans conteste le phénomène majeur du début des années 2000 dans l'orientation des flux de la richesse. Un stimulant pour une nouvelle dynamique de l'Europe unie qui conserve heureusement de beaux atouts !

Pierre Drouin

★ *Les Multinationales de l'an 2000* de Fabrice Hatem, éd. Economica, 112 p., 42 F. On lira aussi avec intérêt *Les Firmes multinationales* de Michel Delapierre et Christian Miellé, qui s'attachent notamment à analyser les relations entre les firmes multinationales et les États-nations. Editions Vuibert, 192 p., 80 F.

Moulinex annonce de nouvelles pertes semestrielles

LE GROUPE d'électroménager Moulinex a annoncé, lundi 11 décembre, une perte semestrielle de 121 millions de francs, contre 252 millions de pertes au premier semestre de 1994. Son chiffre d'affaires stagne à 3,3 milliards de francs. Moulinex souligne qu'il a été pénalisé par la hausse des matières premières et les variations monétaires. Cela s'est traduit par un déficit d'exploitation de 99 millions, contre seulement 62 millions pour la même période de 1994. Il est, toutefois, parvenu à réduire de près de moitié ses pertes financières, qui s'établissent à 69 millions. Le groupe, qui clot son exercice fin mars, note que ses ventes en octobre et novembre ont été « encourageantes ». Mais, souligne-t-il, « des incertitudes fortes sur la consommation en Europe et les fluctuations monétaires » demeurent pour son second semestre.

■ **COMIPAR** : le nouveau plan de remboursement qui doit être présenté mardi 12 décembre au tribunal de commerce par les actionnaires de Comipar a peu de chances d'être accepté par les créanciers, faute d'amélioration significative sur les garanties. C'est ce qu'affirme M. Georges Kleiman, qui représente une partie des créanciers de la banque Pallas Stern, filiale à 100 % de Comipar. Pour M. Kleiman, « il est très difficile de faire confiance aux actionnaires de Comipar, car aucun d'eux n'a véritablement envie de garantir le paiement de la dette ».

■ **EUROTUNNEL** : trois nouveaux administrateurs britanniques ont été nommés au conseil commun franco-britannique d'Eurotunnel, a annoncé lundi Eurotunnel dans un communiqué, précisant que ces nominations seront soumises à l'approbation de la prochaine assemblée générale. Il s'agit de Roy Chapman, 59 ans, ancien senior partner d'Arthur Andersen, Keith Edelman, 45 ans, directeur général de Storehouse (grands magasins) et Chris Green, 52 ans, directeur général de English Heritage (institution de défense du patrimoine architectural).

■ **CISI** : les syndicats du groupe de services informatiques CISI ont appelé pour la seconde fois en un mois l'ensemble des salariés à une journée de grève lundi 11 décembre. Objectif : obtenir de l'ancien et du nouvel actionnaire majoritaire de CISI un engagement écrit pour maintenir l'emploi ou reclasser les salariés dont les postes seraient supprimés. La société vient d'être cédée par le CEA-Industries à la société franco-britannique Sema Group.

■ **DE DIETRICH FERROVIAIRE** : la réunion du comité d'entreprise de De Dietrich Ferroviaire, qui devait se tenir lundi 11 décembre pour examiner une seconde fois un plan social de la direction, a été reportée à mardi après-midi. Le plan social prévoit la suppression de 222 emplois d'ici à juillet 1997, sur un total de 963 postes de travail.

■ **ELYO** : la filiale spécialisée dans l'énergie de la Lyonnaise des eaux a annoncé lundi 11 décembre qu'elle s'attendait à une perte importante cette année. Le groupe, qui avait déjà enregistré une perte semestrielle de 75 millions de francs, a dû constituer depuis la rentrée des provisions supplémentaires pour restructurations. - (Bloomberg).

■ **ASSURANCES** : l'assemblée générale de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) devait être tenue, lundi 11 décembre, la réforme de ses statuts pour permettre à Groupama et à la GMP de la rejoindre. L'organisation de la FFSA va passer de trois à deux pôles. D'un côté, les sociétés anonymes, de l'autre le secteur mutualiste. En effet, l'un des trois secteurs jusqu'alors représentés - les sociétés anonymes du secteur privé - n'a plus de raison d'être depuis que l'UAP a été privatisée et que les AGF devraient suivre.

■ **ELF AQUITAINE** : la compagnie pétrolière française a annoncé le 10 décembre la signature d'un nouveau contrat de partage de production en Oman pour l'exploration de pétrole et de gaz sur le bloc 33, couvrant une superficie de 2 144 kilomètres carrés. Elf Petroleum Oman sera opérateur du permis avec 48 % d'intérêt, en partenariat avec Sumitomo Petroleum Development Co. of Japan (32 %) et Wintershall of Germany (20 %). Elf et ses partenaires envisagent d'investir environ 41 millions de dollars lors de cette période d'exploration.

■ **ARAMCO** : l'Arabie saoudite a désigné un nouveau président de sa compagnie pétrolière nationale Aramco, Abdallah ben Saleh Joumaa, a annoncé, dimanche 10 décembre, l'agence officielle saoudienne SPA. Le président sortant de l'Aramco, Ali al-Nouaimi, avait été nommé ministre du Pétrole en août, lors d'un remaniement ministériel. M. Joumaa était président en exercice depuis la nomination de M. Nouaimi.

■ **JEANNEAU** : le chantier naval Dufour de La Rochelle a déposé la semaine passée une offre de reprise des chantiers Jeanneau, en redressement judiciaire depuis le 2 novembre dernier. Dufour n'est intéressé que par l'activité « voiliers » du chantier vendéen et ne souhaite pas garder l'activité motonautisme de Jeanneau, ni la filiale de construction de voitures sans permis Microcar, a précisé le chantier rochelais.

■ **SAMSUNG** : le groupe électronique sud-coréen Samsung Electronics Co. fait état lundi 11 décembre d'une première mondiale en annonçant la mise en développement d'un prototype de mémoire DRAM synchrone d'une capacité de 1 giga-octet (1 000 méga-octets). Samsung indique qu'il envisage de produire industriellement les premiers exemplaires de cette puce en 1997 et de la commercialiser vers l'an 2000.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC vous propose d'acquiescer une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.	Prochaine session pour la rentrée 1996 : 25, 26 et 27 mars 1996
	Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 février 1996
	Documentation et dossier d'inscription : ESSEC - Admissions - B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex
	Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CC de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesc.

SOLSTICE

Sicav d'obligations et autres titres de créances français

Distributions trimestrielles

Le conseil d'administration de la Sicav SOLSTICE, réuni le 15 novembre 1995, a fixé à 25 francs, le prochain acompte trimestriel qui sera détaché le 19 décembre et mis en paiement le 21 décembre 1995.

Le conseil d'administration a également fixé à 25 francs l'acompte qui sera détaché le 19 mars et mis en paiement le 21 mars 1996.

Valeur de l'action au 30.11.1995 : 2 315 francs

Gestion : SOGEPSTE S.A.
Filiale de La Poste
et de la Caisse des dépôts et consignations

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Le tirage au sort des éliminatoires en vue de la Coupe du monde de 1998 devait avoir lieu mardi 12 décembre au Carrousel du Louvre. Cette cérémonie doit répar-

tir, sur leurs continents respectifs, les 171 sélections qui visent les trente places qui restent à attribuer pour la phase finale. La France, pays organisateur, et le Brésil, tenant du

titre, sont qualifiés d'office. ● **DANS UN ENTRETIEN au Monde**, Joao Havelange, le président de la Fédération internationale de football (FIFA), estime que cette Coupe du

monde doit rencontrer « un grand succès ». A près de quatre-vingts ans, le Brésilien tient fermement les rênes de l'organisme qu'il dirige depuis vingt ans, malgré la lutte d'in-

fluence qui l'oppose à l'Union européenne de football (UEFA). ● **M. HAVELANGE** affirme aussi que la Coupe du monde de 2006 sera en Afrique du Sud.

Joao Havelange, président de la Fédération internationale (FIFA)

« Pour le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde de 1998 un milliard et demi de téléspectateurs seront devant leur télévision »

Qu'attendez-vous de cette Coupe du monde en France ?

Elle va être un grand succès. Nous avons eu une réunion, le 18 novembre à Zurich, avec le consortium des télévisions. Pour la Coupe de 1994 aux Etats-Unis, il y a eu 37 milliards de téléspectateurs en audience cumulée. En France, nous devrions en avoir plus de 42 milliards. C'est important pour ce pays. En Espagne, il y a eu une augmentation de 25 % du tourisme dans les années qui ont suivi la Coupe du monde de 1982. Le monde entier verra la France, et, en regardant la France, on verra le football, sa qualité, son évolution. Pour le tirage au sort des éliminatoires, le 12 décembre, la présence de M. Chirac est un honneur. C'est la première fois qu'un chef d'Etat assiste à une manifestation de cette nature. Mardi, un milliard et demi de personnes seront devant leur télévision. Près du tiers de l'humanité.

N'êtes-vous pas inquiet du peu d'investissement des sponsors français ?

Cela viendra, soyez tranquille. Il y a déjà les partenaires de la FIFA, les Français suivront. C'est toujours comme cela. Aux Etats-Unis, nous avons aussi eu des problèmes au début, mais, après, tout le monde vient en courant. Une Coupe du monde est un événement économique considérable.

Vous avez souhaité que la Coupe du monde en France soit la première à rassembler 32 équipes. Ce nombre ne fait-il pas courir un risque de gigantisme ?

Quand il y avait 16 équipes, on jouait pendant 25 jours, avec 32 matches en tout. Les finalistes et demi-finalistes en disputaient sept. Avec 24 équipes, on est passé à 52 matches en 30 jours. Avec 32 équipes, la Coupe du monde durera 32 jours pour 64 matches. Ceux qui iront en finale ne joueront toujours pas plus de sept matches. Il n'y a pas de préjudice technique, médical ou physique à cela. Les temps ont changé. Tout le monde a envie de participer. Il fallait en tenir compte, c'est pourquoi nous avons élargi.

Dans un document très critique sur la gestion de la FIFA, l'Union européenne de football (UEFA) a notamment remis en cause la politique de commercialisation de la Coupe du monde. Qu'en pensez-vous ?

Il y a vingt ans, dans ce domaine, il n'existait rien. On a fait un pas immense. Il n'est pas correct de comparer la situation actuelle avec celle du passé. Dans l'avenir, l'échelle des valeurs sera très différente. Je ferai des propositions au congrès de Zurich, en 1996. Je vous rappelle que, lorsque je suis arrivé à

la tête de la FIFA, en 1974, l'Europe la dirigeait depuis 70 ans. Il n'y avait que deux compétitions planétaires : les Jeux olympiques et la Coupe du monde, avec 16 équipes, ni chaque délégation devait tout payer.

Aujourd'hui, dans la même période de quatre ans, j'ai ajouté le championnat mondial des moins de 17 ans, celui des moins de 20 ans, le championnat du monde pour les femmes, qui participeront également aux JO, le championnat mondial en salle et d'autres compétitions continentales, soit onze manifestations. Nous payons tout : déplacements en avion, hôtels 5 étoiles, voitures, autobus et quatre repas par jour.

Je suis la pour administrer la FIFA, et je le fais comme si c'était mon entreprise de transport au Brésil. Elle a progressé et je pense que j'ai réussi la même chose avec le football. Au début, mon entreprise possédait 200 autobus, aujourd'hui elle en a 3 000. Quand je suis arrivé à la FIFA, il n'y avait pas 20 dollars pour les forfaits journaliers. Alors il faut respecter ce qui a été fait.

Dans son document, l'UEFA avait également souhaité qu'une rotation des continents hôtes de la Coupe du monde soit instituée.

L'Europe a demandé la rotation à condition qu'elle commence chez elle en 2006. Il faut la faire en pensant à tout le monde. L'Europe veut bien tout donner, mais elle veut tout

avoir avant les autres. Jusqu'à maintenant, elle a obtenu une Coupe sur deux. Comme ça, c'est facile la rotation. En 2002, la Coupe du monde aura lieu en Asie. Le choix entre la Corée du Sud et le Japon sera fait le 1^{er} juin 1996. En 2006, la Coupe du monde sera en Afrique du Sud. Le n'y suis rendu maintes fois : ils ont les hôtels, les routes, les stades, tout ce qu'il faut pour organiser une très belle compétition.

« En 2006, la Coupe du monde sera en Afrique du Sud »

L'UEFA avait fait d'autres propositions. Ont-elles été remises à plus tard ?

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Elles n'ont pas été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard, elles ont été remises à plus tard.

Le casse-tête des éliminatoires

LES DIRIGEANTS de la FIFA avaient fait un rêve. Ils voyaient le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde de 1998 comme le coup d'envoi d'une compétition aux dimensions de la planète, à la fois gigantesque et unifiée. Les cent soixante-treize nations inscrites, bien que réparties par continents, joueraient les mêmes tours et sauraient toutes ensemble, le 16 novembre 1997 au plus tard, lesquelles d'entre elles auraient réussi à obtenir les trente-deux places de la phase finale en France.

Mais ? Lorsqu'il s'agit de mettre au point un calendrier, le football est aussi compliqué que les autres affaires humaines. La complexité du tirage au sort du mardi 12 décembre illustre une nouvelle fois les profondes divisions d'une planète-football qui ne peut éviter un embrouillaillement de compétitions disparates avant de se fonder dans la phase finale.

La FIFA a enregistré sa plus grosse déception sur le continent européen. Avec la Bosnie-Herzégovine, dont l'inscription devait être entérinée par le comité exécutif du lundi 11 décembre, sans compter la France, qualifiée d'office au titre de pays organisateur de la compétition, ce sont quarante-neuf sélections qui visent l'une des quatorze places réservées à l'Europe en phase finale.

Ce deuxième projet a été retenu malgré sa complexité, dimanche 10 décembre, par la commission d'organisation de la FIFA. Joao Havelange ayant finalement décidé de plaider en sa faveur. Dans le contexte très lourd de la rivalité entre M. Havelange et Lennart Johansson, le président de l'UEFA, candidat déclaré à la présidence de la FIFA, il faut sans doute interpréter ce revirement comme la première défaite d'importance du Brésilien.

Le prix de la formule la plus délirante revient toutefois à l'Amérique du Sud, qui enverra quatre sélections en France, en plus du Brésil, qualifié d'office en tant que tenant du titre. Les autorités du football sud-américain ont trouvé pertinent et rémunérateur d'inviter un mini-championnat dans lequel chacun des neuf pays inscrits s'affrontera en matches aller et retour.

Ces sélections ne connaîtront donc pas les affres du tirage au sort de mardi, mais sont d'ores et déjà assurées de disputer un nombre record de seize matches pour savoir si elles participeront à la phase finale. Les clubs européens ont d'ores et déjà fait connaître leurs réticences devant ce marathon qui pourrait les priver à intervalles réguliers de leurs valettes sud-américaines.

La Concacaf, qui souffre de ses disparités géographiques entre les trois monstres d'Amérique du Nord, des pays d'Amérique centrale et ceux des Caraïbes, a choisi la complication maximale puisque pas moins de cinq tours, sur plusieurs zones, seront nécessaires pour connaître les noms de ses trois qualifiés.

Face à de tels méandres, les trois autres continents font figure de sages aux formules concises comme des aphorismes. L'Afrique qualifiera ses cinq représentants grâce à un tour préliminaire qui débouchera sur cinq groupes de cinq équipes. L'Asie reste à l'écart des enjeux économiques qui embrouillent les calendriers occidentaux. En tenant compte des périodes de mousson et de ramadan, elle n'aura besoin que de trois tours pour qualifier trois sélections. La trentième place en phase finale se disputera entre le pays classé quatrième en Asie et le rescapé des éliminatoires de l'Océanie.

En écrasant Nantes (5-0) au Parc des Princes, samedi 9 décembre, le Paris-SG a franchi un pas important vers le titre de champion de France de football. Il reste dix-sept journées, mais il est difficile d'imaginer comment le PSG, nanti de 6 points d'avance sur Lens, vainqueur de Strasbourg à La Meinau (2-1), pourrait laisser échapper son troisième titre, après ceux de 1986 et 1994. Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur nantais, en convenait à l'issue de la rencontre : « Le Paris-SG était trop fort, et il est en passe de nous succéder. » Nantes, fatigué par la Ligue des champions, privé de surcroît de quelques éléments-clés et trahi une nouvelle fois par sa défense, a été surclassé. Les attaquants parisiens, Youri Djorkaeff, Rafi, Patrice Loko et Dely Valdés, s'en sont donné à cœur joie. Ils ont tous apporté leur contribution au total de 30 buts de cette vingt et unième journée, la deuxième quant à l'efficacité offensive depuis le début de la saison.

L'envolée du Paris-SG

En écrasant Nantes (5-0) au Parc des Princes, samedi 9 décembre, le Paris-SG a franchi un pas important vers le titre de champion de France de football. Il reste dix-sept journées, mais il est difficile d'imaginer comment le PSG, nanti de 6 points d'avance sur Lens, vainqueur de Strasbourg à La Meinau (2-1), pourrait laisser échapper son troisième titre, après ceux de 1986 et 1994. Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur nantais, en convenait à l'issue de la rencontre : « Le Paris-SG était trop fort, et il est en passe de nous succéder. » Nantes, fatigué par la Ligue des champions, privé de surcroît de quelques éléments-clés et trahi une nouvelle fois par sa défense, a été surclassé. Les attaquants parisiens, Youri Djorkaeff, Rafi, Patrice Loko et Dely Valdés, s'en sont donné à cœur joie. Ils ont tous apporté leur contribution au total de 30 buts de cette vingt et unième journée, la deuxième quant à l'efficacité offensive depuis le début de la saison.

J. P.

Propos recueillis par
Jean-Jacques Bazinet
et Jérôme Fenoglio

APPEL POUR UN COMITÉ NATIONAL DE SOLIDARITÉ AUX GRÉVISTES ET À LEURS FAMILLES

La Sécurité sociale est en danger !

Ils ont osé élaborer en cachette un plan de réforme qui se veut fondamental. Ils ont osé ne pas débattre du contenu de ce plan devant la représentation nationale. Ils ont fini par un vote politique qui relève plus de la méfiance que de la confiance à l'égard de nos institutions républicaines et démocratiques.

Parce que notre Sécurité sociale est en danger, les travailleurs se sont mis en grève dans tout le pays. Le droit de grève est une de nos libertés fondamentales dans une démocratie. La grève s'impose dès lors que le pouvoir refuse de négocier et affiche son plus souverain mépris à l'égard des grévistes et de leurs familles.

Devant la mise en place de comités locaux chargés de limiter le droit de grève, les soussigné(e)s tiennent à exprimer leur émotion ainsi que leur soutien total et entier aux grévistes en se constituant en Comité national de Solidarité aux grévistes et à leurs familles pour assurer aide matérielle et financière.

Premiers signataires : ANÉMONE, J.-P. BACRI, BARBE, Claude CONFORTES, Régis DEBRAY, « Les Fabulous Trobadors », Daniel HERRE, Gilles HERZOG, Jean et Simone LACOUTURE, Francis LALANNE, Sami NAÏR, Gille PERRAULT, SAPHO, Pr Léon SCHWARTZENBERG, Mari-na VLADY, Fred ZELLER...

Adressez vos dons et signatures à : « Comité national de soutien aux grévistes et à leurs familles », 75-77, rue du Père-Corinthe, 75014 Paris. Téléphone : 45-39-00-26 - Fax : 45-40-72-38 (chèque à l'ordre de « COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN AUX GRÉVISTES ET À LEURS FAMILLES »)

Championnat de France de football 1^{re} division

21^e journée

Classement

Paris SG-Nantes	5-0
Auxerre-Monaco	1-2
Metz-Cannes	0-0
Nice-Guingamp	2-1
Nantes-Monpellier	1-1
Bordeaux-Bastia	2-1
Lyon-Le Havre	2-1
Strasbourg-Paris SG	1-1
Stade de Reims-Valenciennes	1-1
Amiens-Angers	1-1

Classement des équipes

1	Paris SG	30
2	Nantes	27
3	Guingamp	23
4	Reims	22
5	Bastia	22
6	Strasbourg	21
7	Amiens	20
8	Valenciennes	19
9	Angers	18
10	Monaco	17
11	Metz	16
12	Bordeaux	15
13	Le Havre	14
14	Monpellier	13
15	Auxerre	12

Les buteurs

1	Drobnjak (Bordeaux)	14 buts
2	Daly Valdès (Paris SG)	12 buts
3	Boti (Paris SG)	12 buts
4	APRham (Nantes)	11 buts
5	Andersson (Monaco)	9 buts
6	Grassl (Reims)	9 buts

22^e journée (14 décalés)

Nantes-Bordeaux / Saint-Etienne-Paris SG / Guingamp-Lille / Guingamp-Nice
 Monaco-Bastia / Cannes-Monpellier / Montpellier-Metz / Strasbourg-Lyon / Lens-Paris SG / Amiens-Angers

	Points	Buts	Cartes	Buts	Buts	Buts
1	Paris SG	45	21	13	6	2
2	Reims	39	21	10	2	2
3	Amiens	37	21	11	2	8
4	Valenciennes	37	21	9	8	15
5	Strasbourg	37	21	9	8	4
6	Metz	37	21	10	3	8
7	Angers	37	21	9	4	3
8	Monaco	37	21	10	3	8
9	Strasbourg	37	21	9	4	3
10	Strasbourg	37	21	9	4	3
11	Amiens	37	21	9	4	3
12	Paris SG	37	21	9	4	3
13	Paris SG	37	21	9	4	3
14	Paris SG	37	21	9	4	3
15	Paris SG	37	21	9	4	3
16	Paris SG	37	21	9	4	3
17	Paris SG	37	21	9	4	3
18	Paris SG	37	21	9	4	3
19	Paris SG	37	21	9	4	3
20	Paris SG	37	21	9	4	3
21	Paris SG	37	21	9	4	3
22	Paris SG	37	21	9	4	3
23	Paris SG	37	21	9	4	3
24	Paris SG	37	21	9	4	3
25	Paris SG	37	21	9	4	3
26	Paris SG	37	21	9	4	3
27	Paris SG	37	21	9	4	3
28	Paris SG	37	21	9	4	3
29	Paris SG	37	21	9	4	3
30	Paris SG	37	21	9	4	3
31	Paris SG	37	21	9	4	3
32	Paris SG	37	21	9	4	3
33	Paris SG	37	21	9	4	3
34	Paris SG	37	21	9	4	3
35	Paris SG	37	21	9	4	3
36	Paris SG	37	21	9	4	3
37	Paris SG	37	21	9	4	3
38	Paris SG	37	21	9	4	3
39	Paris SG	37	21	9	4	3
40	Paris SG	37	21	9	4	3
41	Paris SG	37	21	9	4	3
42	Paris SG	37	21	9	4	3
43	Paris SG	37	21	9	4	3
44	Paris SG	37	21	9	4	3
45	Paris SG	37	21	9	4	3
46	Paris SG	37	21	9	4	3
47	Paris SG	37	21	9	4	3
48	Paris SG	37	21	9	4	3
49	Paris SG	37	21	9	4	3
50	Paris SG	37	21	9	4	3
51	Paris SG	37	21	9	4	3
52	Paris SG	37	21	9	4	3
53	Paris SG	37	21	9	4	3
54	Paris SG	37	21	9	4	3
55	Paris SG	37	21	9	4	3
56	Paris SG	37	21	9	4	3
57	Paris SG	37	21	9	4	3
58	Paris SG	37	21	9	4	3
59	Paris SG	37	21	9	4	3
60	Paris SG	37	21	9	4	3
61	Paris SG	37	21	9	4	3
62	Paris SG	37	21	9	4	3
63	Paris SG	37	21	9	4	3
64	Paris SG	37	21	9	4	3
65	Paris SG	37	21	9	4	3
66	Paris SG	37	21	9	4	3
67	Paris SG	37	21	9	4	3
68	Paris SG	37	21	9	4	3
69	Paris SG	37	21	9	4	3
70	Paris SG	37	21	9	4	3
71	Paris SG	37	21	9	4	3
72	Paris SG	37	21	9	4	3
73	Paris SG	37	21	9	4	3
74	Paris SG	37	21	9	4	3
75	Paris SG	37	21	9	4	3
76	Paris SG	37	21	9	4	3
77	Paris SG	37	21	9	4	3
78	Paris SG	37	21	9	4	3
79	Paris SG	37	21	9	4	3
80	Paris SG	37	21	9	4	3
81	Paris SG	37	21	9	4	3
82	Paris SG	37	21	9	4	3
83	Paris SG	37	21	9	4	3
84	Paris SG	37	21	9	4	3
85	Paris SG	37	21	9	4	3
86	Paris SG	37	21	9	4	3
87	Paris SG	37	21	9	4	3
88	Paris SG	37	21	9	4	3
89	Paris SG	37	21	9	4	3
90	Paris SG	37	21	9	4	3
91	Paris SG	37	21	9	4	3
92	Paris SG	37	21	9	4	3
93	Paris SG	37	21	9	4	3
94	Paris SG	37	21	9	4	3
95	Paris SG	37	21	9	4	3
96	Paris SG	37	21	9	4	3
97	Paris SG	37	21	9	4	3
98	Paris SG	37	21	9	4	3
99	Paris SG	37	21	9	4	3
100	Paris SG	37	21	9	4	3

Les entraîneurs

1	Paris SG	42 buts
2	Angers	38 buts
3	Strasbourg	38 buts
4	Strasbourg	38 buts
5	Strasbourg	38 buts
6	Strasbourg	38 buts

Les défenses

1	Metz	13 buts
2	Reims	14 buts
3	Guingamp	16 buts
4	Paris SG	16 buts
5	Strasbourg	20 buts
6	Nantes	22 buts

Le succès de Luc Alphand dans la descente de Val-d'Isère rassure l'équipe de France de ski alpin

Le vainqueur de la descente du Critérium de la première neige séduit le public et les sponsors

Atle Skardal a gagné, dimanche 10 décembre, le super-G du Critérium de la première neige de Val-d'Isère. Le Norvégien de-

vance son compatriote Lasse Kjus et l'Autrichien Hans Knaus. Le rendez-vous de la Coupe du monde a été marqué, samedi,

par la victoire de Luc Alphand dans une descente disputée en deux manches, en raison des conditions météorologiques. Dimanche,

celui-ci a été victime d'une chute sans gravité. Le premier Français, Christophe Pie, est 21e.

VAL-D'ISÈRE

de notre envoyé spécial

En une journée, Luc Alphand a connu, samedi 9 décembre à Val-d'Isère, la gloire qui l'avait laissé tranquille jusqu'ici. Malgré trois succès en descente dont un doublé à Kitzbühel et le gain de la Coupe du monde de descente 1994-1995, il lui manquait un triomphe sur son sol pour être le héros dont a besoin le ski français. A Val-d'Isère, en 1994, il avait frôlé l'exploit attendu, terminant deuxième. Pas encore suffisant pour être adulé. Son succès, samedi, était programmé. Il venait de gagner à Vall (Colorado), il se devait à ses supporters et aux médias. C'est chose faite. Chef de file incontesté de l'équipe de France, il soulève les espoirs et fait déjà des heureux.

« La retombée la plus immédiate de sa victoire, c'est, bien sûr, l'aspect sportif », dit Bernard Chevalier, président de la Fédération française de ski. Une victoire est rassurante. Nous avons besoin d'avoir des coureurs au sommet. L'équipe va être un peu plus tranquille face à la pression et

aux attentes. Pour la fédération, cela apporte un peu plus de sérénité. On a beaucoup parlé de nos problèmes financiers. Aujourd'hui, on parle de Luc ».

Pour les skieurs, il peut être un moteur : « Nous sommes toujours une équipe, nous sommes toujours copains », dit Luc. Quand je gagne, j'espère que je peux leur aider à réaliser qu'ils peuvent gagner aussi. Mais c'est vrai, au départ, c'est chocun pour soi. Avec lui, nous savons où nous allons, dit Jean-Luc Crétier, l'un des descendeurs français. Nous sommes en deçà, en ce moment, parce que nous en sommes encore à régler nos skis. Lui, il n'a rien changé à ses réglages de l'année dernière ».

Dernière Alphand, le vide est saisissant. En l'absence des slalomeurs (Sébastien Amiez ou Yves Dimier, brillants en ce début de saison), qui ne faisaient pas escalade à Val-d'Isère, le descendeur a été le seul à séduire. Samedi, le deuxième Français, David Pretot, a terminé 26e. Le Super-G, qui s'est terminé sans le champion, victime d'une chute, a vu le premier skieur nation-

nal, Christophe Pie, se classer 21e.

« Quand un athlète recueille beaucoup de victoires, c'est toujours à double tranchant », dit Michel Vion, capitaine des équipes de France. Quand un leader est trop leader, cela peut étouffer une équipe, aussi bien que la tirer vers le haut. A nous d'être vigilants. Michel Vion et ses entraîneurs ont deux mois, avant les championnats du monde, pour faire profiter les garçons de la belle humeur de leur champion. Et pourquoi pas aussi l'équipe féminine en proie à une inquiétante crise de confiance ?

UN BONUS

Les autres, partenaires ou fédérations, attendent l'essentiel : la télévison. Dans des négociations toujours aussi difficiles, Luc Alphand apparaît comme un bonus. En effet, le service public a accepté de couvrir le Critérium de la première neige avant la première victoire de la saison du Français dans la descente de Vall, le 1er décembre. L'accord avait été signé une semaine auparavant. Maintenant, il y

a le ski et Alphand, murmurent les envoyés spéciaux de France Télévision.

Les responsables de Serre-Chevalier, station natale et sponsor personnel du héros, se frottent les mains. Pendant toute une journée, son nom colle au casque de Luc, la station a bénéficié d'un beau coup de publicité, à dix jours des vacances de Noël. Avec 80 % de son chiffre d'affaires bâti à l'exportation, Atomic, le fournisseur de skis autrichien de Luc Alphand, peut espérer de belles retombées en France. Il a acheté, lundi 11 décembre, dans certains titres de la presse quotidienne, de larges encarts publicitaires pour faire écho à son mariage gagnant : « C'est excellent pour notre image, car nous avons été fidèles », confie Anton Schutti, directeur des courses de la société. Quand nous nous sommes liés avec Luc Alphand il y a cinq ans, il jouait de malchance. Nous lui avons offert de bons services et un bon matériel. Nous avons toujours eu bon espoir en sa progression et l'assurance qu'il pourrait gagner ».

Luc Alphand a-t-il été courtisé par des marques françaises ? « Changer de skis à moitié de saison, on gagne, cela n'auroit pas de sens », termine Anton Schutti.

Le salaire accordé au Français par Atomic reste secret : il y a une base et une prime en cas de podium, qui est bien sûr plus rondelette en cas de victoire. Dans l'aire d'arrivée, samedi, après avoir brandi ses skis, et avant de monter sur le podium, Luc Alphand a dégrafé ses lunettes, et des mains expertes les ont mises à son cou, laissant voir le label du fabricant. On lui a aussi apposé un autocollant frappé du nom d'une marque de voiture partenaire de la Coupe du monde de ski. « Tout cela, je le ris bien, a-t-il dit. Nous avons besoin de moyens pour pouvoir nous entraîner avec des moyens vidéo, pouvoir voyager ou avoir les meilleurs médecins, bref, pour pouvoir gagner. » Pour sa victoire, à Val-d'Isère, Luc Alphand a touché une prime de 130 000 francs.

Bénédicte Mathieu

Une soudure défectueuse à l'origine de l'accident d'Ayrton Senna

L'ACCIDENT qui a coûté la vie au pilote brésilien Ayrton Senna, le 1er mai 1994, lors du Grand Prix de formule 1 de Saint-Martin à Imola, serait dû à une soudure défectueuse sur la colonne de direction de la Williams. L'hédomadaire britannique News at the World a publié, dimanche 10 décembre, les conclusions de l'enquête du professeur Enrico Lorenzini, qui a rédigé un rapport de 600 pages sur cet accident. Pour permettre à Ayrton Senna de mieux voir son tableau de bord, la colonne de direction de son volant aurait été coupée, puis ressoudée. M. Lorenzini a remis son rapport au juge Maurizio Pisanini, chargé de l'instruction, qui annoncera prochainement si l'accusation Williams est ou non justifiée.

■ **FOOTBALL** : le Mali se retire des compétitions internationales en raison des mauvaises performances de l'équipe nationale de football. La Fédération malienne de football (FMF) a pris cette décision pour une durée d'un an. L'équipe nationale, qui avait pris la quatrième place de la Coupe d'Afrique des nations de football en Tunisie, au printemps 1994, n'a pu se qualifier pour la prochaine édition de l'épreuve, du 13 janvier au 3 février en Afrique du Sud. (Reuters)

■ **BOXE** : six personnes ont été blessées à la suite d'incidents qui se sont produits à Stuttgart, à l'issue de la victoire aux points du boxeur sud-africain Frans Botha sur l'Allemand Axel Schulz pour le titre de champion du monde des lourds (IBF). Furieux, plusieurs des 12 700 spectateurs ont contesté la décision des juges en jetant des bouteilles sur le ring. « Le jugement était visiblement truqué », a déclaré Manfred Stolpe, le chef du gouvernement régional de Brandebourg. « L'IBF est dominée par le promoteur américain Don King. Visiblement, on ne peut pas gagner contre ses boxeurs que par KO », a commenté Dieter Spoerl, le ministre de l'économie de Bade-Wurtemberg. (AFP)

L'escalade de compétition a dix ans et tient la forme olympique

AIX-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

L'Américain Robyn Erbesfield, trente-trois ans, installée à Toulouse, et un étudiant originaire d'Albertville, François Petit, vingt ans, ont gagné la Coupe du monde d'escalade, disputée en quatre étapes, et qui s'est achevée, dimanche 10 décembre, à Aix-les-Bains (Savoie). Pour la quatrième fois depuis 1992, Robyn Erbesfield a atteint le sommet du classement mondial. Mais elle a dû résister à la très forte pression de l'équipe de France, qui occupe les trois places suivantes. Laurence Guyon, Liv Sansoz, championne du monde juniors 1995, et Nathalie Richer devaient désormais se battre pour succéder à cette championne qui raccrochera prochainement ses chaussons. Quant aux grimpeurs français, ils occupent les trois premières places de la Coupe du monde. Quatre fois vainqueur de

cette épreuve, François Legrand - qui a gagné la compétition disputée à Aix-les-Bains - n'a pu décrocher cette fois que la seconde marche du podium mondial, tandis que le frère du vainqueur, Arnaud Petit, s'adjugeait la troisième place.

Dans ce sport, qui a accepté de s'ouvrir à la compétition il y a tout juste dix ans, la France a largement confirmé qu'elle conserve une avance de plusieurs longueurs sur les autres nations « alpines ». C'est elle qui a popularisé, à travers notamment les évolutions en falaise du grimpeur Patrick Edlinger, une discipline hautement esthétique. L'escalade fait désormais partie des sports enseignés en milieu scolaire. Les murs où se pratiquent les ascensions verticales ont fleuri dans les gymnases et dans certaines cités. Il en existait quatre en 1980. On en dénombre plus de mille aujourd'hui. Certains départements

de montagne ont fait de l'escalade un atout majeur pour le développement du tourisme. Ainsi, en Savoie, 140 sites naturels ont été aménagés pour la pratique de cette discipline. La Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME), longtemps somnolente, a aussitôt touché les dividendes de cet engouement puisqu'elle compte aujourd'hui plus de 11 000 licenciés, soit trois fois plus qu'en 1990.

DÉFINIE

Enfin, c'est en France que les sociétés spécialisées dans la construction de structures artificielles d'escalade ont été les plus innovantes et les plus performantes. Leurs murs peuvent reconstituer les pilers, les dièdres, les fissures, les surplombs, les falaises, les cheminées et les toits, qui ponctuent les courses des alpinistes. L'apparition des prises artificielles et des murs

modulables à volonté a permis d'élargir le répertoire gestuel des grimpeurs. Les plus critiques retiennent cependant que ces nouvelles technologies aient fait « dériver » certaines compétitions vers des spectacles de « danse-escalade ».

Au mois de juin, l'Union internationale des associations d'alpinistes a été admise au sein du Comité international olympique (CIO). Les responsables de l'UIAA souhaitent l'inscription de l'escalade au programme des Jeux de 2004, ou plus sûrement de 2008. « Elle a désormais sa place parmi les sports olympiques », plaident les dirigeants de la FFME et les compétiteurs.

Les épreuves d'escalade en salle ou sur des sites aménagés ont introduit une petite dose de compétition dans un milieu, l'alpinisme, qui l'a toujours officiellement rejeté. Aujourd'hui, cette pratique sportive ne dérange plus, tellement les

terrains sont, par nature, différenciés. « En montagne, il n'y a jamais de compétition. Ce n'est ni le chronomètre ni le mètre qui permettent de juger une performance. L'escalade aseptisée et sans risque sur des murs aménagés n'est pas de l'alpinisme », juge Robert Paragot, vice-président de la FFME, qui ouvre plusieurs grandes voies dans le massif du Mont-Blanc et qui participe à plusieurs expéditions dans l'Himalaya entre 1954 et 1971. Une conception que partage le vainqueur de la Coupe du monde d'escalade, François Petit, adepte également des grandes ascensions alpines. « En escalade, on peut se comparer aux autres. En montagne, rien n'est jamais identique. Les conditions météorologiques et l'état des rochers varient trop pour permettre à des grimpeurs de se mesurer », dit-il.

Claude Francillon

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

13^e tour aller

13^e tour aller

Lyon - Oyon
Levallois - PSG-Racing
Gravelines - Villeurbanne
Besançon - Evreux
Limoges - Strasbourg
Antibes - Nancy
Montpellier - Cholet
Le Mans - Pau-Orthez

Classement : 1. Limoges et Pau-Orthez, 25 pts ; 2. Villeurbanne, 24 ; 3. Oyon, 21 ; 4. PSG-Racing, 19 ; 5. Gravelines, 18 ; 6. Besançon, 17 ; 7. Nancy, 16 ; 8. Lyon, 15 ; 9. Evreux, 14 ; 10. Cholet, 13 ; 11. Le Mans, 12 ; 12. Montpellier, 11 ; 13. Strasbourg, 10 ; 14. Cholet, 9 ; 15. Cholet, 8 ; 16. Cholet, 7 ; 17. Cholet, 6 ; 18. Cholet, 5 ; 19. Cholet, 4 ; 20. Cholet, 3 ; 21. Cholet, 2 ; 22. Cholet, 1 ; 23. Cholet, 0 ; 24. Cholet, 0 ; 25. Cholet, 0 ; 26. Cholet, 0 ; 27. Cholet, 0 ; 28. Cholet, 0 ; 29. Cholet, 0 ; 30. Cholet, 0 ; 31. Cholet, 0 ; 32. Cholet, 0 ; 33. Cholet, 0 ; 34. Cholet, 0 ; 35. Cholet, 0 ; 36. Cholet, 0 ; 37. Cholet, 0 ; 38. Cholet, 0 ; 39. Cholet, 0 ; 40. Cholet, 0 ; 41. Cholet, 0 ; 42. Cholet, 0 ; 43. Cholet, 0 ; 44. Cholet, 0 ; 45. Cholet, 0 ; 46. Cholet, 0 ; 47. Cholet, 0 ; 48. Cholet, 0 ; 49. Cholet, 0 ; 50. Cholet, 0 ; 51. Cholet, 0 ; 52. Cholet, 0 ; 53. Cholet, 0 ; 54. Cholet, 0 ; 55. Cholet, 0 ; 56. Cholet, 0 ; 57. Cholet, 0 ; 58. Cholet, 0 ; 59. Cholet, 0 ; 60. Cholet, 0 ; 61. Cholet, 0 ; 62. Cholet, 0 ; 63. Cholet, 0 ; 64. Cholet, 0 ; 65. Cholet, 0 ; 66. Cholet, 0 ; 67. Cholet, 0 ; 68. Cholet, 0 ; 69. Cholet, 0 ; 70. Cholet, 0 ; 71. Cholet, 0 ; 72. Cholet, 0 ; 73. Cholet, 0 ; 74. Cholet, 0 ; 75. Cholet, 0 ; 76. Cholet, 0 ; 77. Cholet, 0 ; 78. Cholet, 0 ; 79. Cholet, 0 ; 80. Cholet, 0 ; 81. Cholet, 0 ; 82. Cholet, 0 ; 83. Cholet, 0 ; 84. Cholet, 0 ; 85. Cholet, 0 ; 86. Cholet, 0 ; 87. Cholet, 0 ; 88. Cholet, 0 ; 89. Cholet, 0 ; 90. Cholet, 0 ; 91. Cholet, 0 ; 92. Cholet, 0 ; 93. Cholet, 0 ; 94. Cholet, 0 ; 95. Cholet, 0 ; 96. Cholet, 0 ; 97. Cholet, 0 ; 98. Cholet, 0 ; 99. Cholet, 0 ; 100. Cholet, 0 ; 101. Cholet, 0 ; 102. Cholet, 0 ; 103. Cholet, 0 ; 104. Cholet, 0 ; 105. Cholet, 0 ; 106. Cholet, 0 ; 107. Cholet, 0 ; 108. Cholet, 0 ; 109. Cholet, 0 ; 110. Cholet, 0 ; 111. Cholet, 0 ; 112. Cholet, 0 ; 113. Cholet, 0 ; 114. Cholet, 0 ; 115. Cholet, 0 ; 116. Cholet, 0 ; 117. Cholet, 0 ; 118. Cholet, 0 ; 119. Cholet, 0 ; 120. Cholet, 0 ; 121. Cholet, 0 ; 122. Cholet, 0 ; 123. Cholet, 0 ; 124. Cholet, 0 ; 125. Cholet, 0 ; 126. Cholet, 0 ; 127. Cholet, 0 ; 128. Cholet, 0 ; 129. Cholet, 0 ; 130. Cholet, 0 ; 131. Cholet, 0 ; 132. Cholet, 0 ; 133. Cholet, 0 ; 134. Cholet, 0 ; 135. Cholet, 0 ; 136. Cholet, 0 ; 137. Cholet, 0 ; 138. Cholet, 0 ; 139. Cholet, 0 ; 140. Cholet, 0 ; 141. Cholet, 0 ; 142. Cholet, 0 ; 143. Cholet, 0 ; 144. Cholet, 0 ; 145. Cholet, 0 ; 146. Cholet, 0 ; 147. Cholet, 0 ; 148. Cholet, 0 ; 149. Cholet, 0 ; 150. Cholet, 0 ; 151. Cholet, 0 ; 152. Cholet, 0 ; 153. Cholet, 0 ; 154. Cholet, 0 ; 155. Cholet, 0 ; 156. Cholet, 0 ; 157. Cholet, 0 ; 158. Cholet, 0 ; 159. Cholet, 0 ; 160. Cholet, 0 ; 161. Cholet, 0 ; 162. Cholet, 0 ; 163. Cholet, 0 ; 164. Cholet, 0 ; 165. Cholet, 0 ; 166. Cholet, 0 ; 167. Cholet, 0 ; 168. Cholet, 0 ; 169. Cholet, 0 ; 170. Cholet, 0 ; 171. Cholet, 0 ; 172. Cholet, 0 ; 173. Cholet, 0 ; 174. Cholet, 0 ; 175. Cholet, 0 ; 176. Cholet, 0 ; 177. Cholet, 0 ; 178. Cholet, 0 ; 179. Cholet, 0 ; 180. Cholet, 0 ; 181. Cholet, 0 ; 182. Cholet, 0 ; 183. Cholet, 0 ; 184. Cholet, 0 ; 185. Cholet, 0 ; 186. Cholet, 0 ; 187. Cholet, 0 ; 188. Cholet, 0 ; 189. Cholet, 0 ; 190. Cholet, 0 ; 191. Cholet, 0 ; 192. Cholet, 0 ; 193. Cholet, 0 ; 194. Cholet, 0 ; 195. Cholet, 0 ; 196. Cholet, 0 ; 197. Cholet, 0 ; 198. Cholet, 0 ; 199. Cholet, 0 ; 200. Cholet, 0 ; 201. Cholet, 0 ; 202. Cholet, 0 ; 203. Cholet, 0 ; 204. Cholet, 0 ; 205. Cholet, 0 ; 206. Cholet, 0 ; 207. Cholet, 0 ; 208. Cholet, 0 ; 209. Cholet, 0 ; 210. Cholet, 0 ; 211. Cholet, 0 ; 212. Cholet, 0 ; 213. Cholet, 0 ; 214. Cholet, 0 ; 215. Cholet, 0 ; 216. Cholet, 0 ; 217. Cholet, 0 ; 218. Cholet, 0 ; 219. Cholet, 0 ; 220. Cholet, 0 ; 221. Cholet, 0 ; 222. Cholet, 0 ; 223. Cholet, 0 ; 224. Cholet, 0 ; 225. Cholet, 0 ; 226. Cholet, 0 ; 227. Cholet, 0 ; 228. Cholet, 0 ; 229. Cholet, 0 ; 230. Cholet, 0 ; 231. Cholet, 0 ; 232. Cholet, 0 ; 233. Cholet, 0 ; 234. Cholet, 0 ; 235. Cholet, 0 ; 236. Cholet, 0 ; 237. Cholet, 0 ; 238. Cholet, 0 ; 239. Cholet, 0 ; 240. Cholet, 0 ; 241. Cholet, 0 ; 242. Cholet, 0 ; 243. Cholet, 0 ; 244. Cholet, 0 ; 245. Cholet, 0 ; 246. Cholet, 0 ; 247. Cholet, 0 ; 248. Cholet, 0 ; 249. Cholet, 0 ; 250. Cholet, 0 ; 251. Cholet, 0 ; 252. Cholet, 0 ; 253. Cholet, 0 ; 254. Cholet, 0 ; 255. Cholet, 0 ; 256. Cholet, 0 ; 257. Cholet, 0 ; 258. Cholet, 0 ; 259. Cholet, 0 ; 260. Cholet, 0 ; 261. Cholet, 0 ; 262. Cholet, 0 ; 263. Cholet, 0 ; 264. Cholet, 0 ; 265. Cholet, 0 ; 266. Cholet, 0 ; 267. Cholet, 0 ; 268. Cholet, 0 ; 269. Cholet, 0 ; 270. Cholet, 0 ; 271. Cholet, 0 ; 272. Cholet, 0 ; 273. Cholet, 0 ; 274. Cholet, 0 ; 275. Cholet, 0 ; 276. Cholet, 0 ; 277. Cholet, 0 ; 278. Cholet, 0 ; 279. Cholet, 0 ; 280. Cholet, 0 ; 281. Cholet, 0 ; 282. Cholet, 0 ; 283. Cholet, 0 ; 284. Cholet, 0 ; 285. Cholet, 0 ; 286. Cholet, 0 ; 287. Cholet, 0 ; 288. Cholet, 0 ; 289. Cholet, 0 ; 290. Cholet, 0 ; 291. Cholet, 0 ; 292. Cholet, 0 ; 293. Cholet, 0 ; 294. Cholet, 0 ; 295. Cholet, 0 ; 296. Cholet, 0 ; 297. Cholet, 0 ; 298. Cholet, 0 ; 299. Cholet, 0 ; 300. Cholet, 0 ; 301. Cholet, 0 ; 302. Cholet, 0 ; 303. Cholet, 0 ; 304. Cholet, 0 ; 305. Cholet, 0 ; 306. Cholet, 0 ; 307. Cholet, 0 ; 308. Cholet, 0 ; 309. Cholet, 0 ; 310. Cholet, 0 ; 311. Cholet, 0 ; 312. Cholet, 0 ; 313. Cholet, 0 ; 314. Cholet, 0 ; 315. Cholet, 0 ; 316. Cholet, 0 ; 317. Cholet, 0 ; 318. Cholet, 0 ; 319. Cholet, 0 ; 320. Cholet, 0 ; 321. Cholet, 0 ; 322. Cholet, 0 ; 323. Cholet, 0 ; 324. Cholet, 0 ; 325. Cholet, 0 ; 326. Cholet, 0 ; 327. Cholet, 0 ; 328. Cholet, 0 ; 329. Cholet, 0 ; 330. Cholet, 0 ; 331. Cholet, 0 ; 332. Cholet, 0 ; 333. Cholet, 0 ; 334. Cholet, 0 ; 335. Cholet, 0 ; 336. Cholet, 0 ; 337. Cholet, 0 ; 338. Cholet, 0 ; 339. Cholet, 0 ; 340. Cholet, 0 ; 341. Cholet, 0 ; 342. Cholet, 0 ; 343. Cholet, 0 ; 344. Cholet, 0 ; 345. Cholet, 0 ; 346. Cholet, 0 ; 347. Cholet, 0 ; 348. Cholet, 0 ; 349. Cholet, 0 ; 350. Cholet, 0 ; 351. Cholet, 0 ; 352. Cholet, 0 ; 353. Cholet, 0 ; 354. Cholet, 0 ; 355. Cholet, 0 ; 356. Cholet, 0 ; 357. Cholet, 0 ; 358. Cholet, 0 ; 359. Cholet, 0 ; 360. Cholet, 0 ; 361. Cholet, 0 ; 362. Cholet, 0 ; 363. Cholet, 0 ; 364. Cholet, 0 ; 365. Cholet, 0 ; 366. Cholet, 0 ; 367. Cholet, 0 ; 368. Cholet, 0 ; 369. Cholet, 0 ; 370. Cholet, 0 ; 371. Cholet, 0 ; 372. Cholet, 0 ; 373. Cholet, 0 ; 374. Cholet, 0 ; 375. Cholet, 0 ; 376. Cholet, 0 ; 377. Cholet, 0 ; 378. Cholet, 0 ; 379. Cholet, 0 ; 380. Cholet, 0 ; 381. Cholet, 0 ; 382. Cholet, 0 ; 383. Cholet, 0 ; 384. Cholet, 0 ; 385. Cholet, 0 ; 386. Cholet, 0 ; 387. Cholet, 0 ; 388. Cholet, 0 ; 389. Cholet, 0 ; 390. Cholet, 0 ; 391. Cholet, 0 ; 392. Cholet, 0 ; 393. Cholet, 0 ; 394. Cholet, 0 ; 395. Cholet, 0 ; 396. Cholet, 0 ; 397. Cholet, 0 ; 398. Cholet, 0 ; 399. Cholet, 0 ; 400. Cholet, 0 ; 401. Cholet, 0 ; 402. Cholet, 0 ; 403. Cholet, 0 ; 404. Cholet, 0 ; 405. Cholet, 0 ; 406. Cholet, 0 ; 407. Cholet, 0 ; 408. Cholet, 0 ; 409. Cholet, 0 ; 410. Cholet, 0 ; 411. Cholet, 0 ; 412. Cholet, 0 ; 413. Cholet, 0 ; 414. Cholet, 0 ; 415. Cholet, 0 ; 416. Cholet, 0 ; 417. Cholet, 0 ; 418. Cholet, 0 ; 419. Cholet, 0 ; 420. Cholet, 0 ; 421. Cholet, 0 ; 422. Cholet, 0 ; 423. Cholet, 0 ; 424. Cholet, 0 ; 425. Cholet, 0 ; 426. Cholet, 0 ; 427. Cholet, 0 ; 428. Cholet, 0 ; 429. Cholet, 0 ; 430. Cholet, 0 ; 431. Cholet, 0 ; 432. Cholet, 0 ; 433. Cholet, 0 ; 434. Cholet, 0 ; 435. Cholet, 0 ; 436. Cholet, 0 ; 437. Cholet, 0 ; 438. Cholet, 0 ; 439. Cholet, 0 ; 440. Cholet, 0 ; 441. Cholet, 0 ; 442. Cholet, 0 ; 443. Cholet, 0 ; 444. Cholet, 0 ; 445. Cholet, 0 ; 446. Cholet, 0 ; 447. Cholet, 0 ; 448. Cholet, 0 ; 449. Cholet, 0 ; 450. Cholet, 0 ; 451. Cholet, 0 ; 452. Cholet, 0 ; 453. Cholet, 0 ; 454. Cholet, 0 ; 455. Cholet, 0 ; 456. Cholet, 0 ; 457. Cholet, 0 ; 458. Cholet, 0 ; 459. Cholet, 0 ; 460. Cholet, 0 ; 461. Cholet, 0 ; 462. Cholet, 0 ; 463. Cholet, 0 ; 464. Cholet, 0 ; 465. Cholet, 0 ; 466. Cholet, 0 ; 467. Cholet, 0 ; 468. Cholet, 0 ; 469. Cholet, 0 ; 470. Cholet, 0 ; 471. Cholet, 0 ; 472. Cholet, 0 ; 473. Cholet, 0 ; 474. Cholet, 0 ; 475. Cholet, 0 ; 476. Cholet, 0 ; 477. Cholet, 0 ; 478. Cholet, 0 ; 479. Cholet, 0 ; 480. Cholet, 0 ; 481. Cholet, 0 ; 482. Cholet, 0 ; 483. Cholet, 0 ; 484. Cholet, 0 ; 485. Cholet, 0 ; 486. Cholet, 0 ; 487. Cholet, 0 ; 488. Cholet, 0 ; 489. Cholet, 0 ; 490. Cholet, 0 ; 491. Cholet, 0 ; 492. Cholet, 0 ; 493. Cholet, 0 ; 494. Cholet, 0 ; 495. Cholet, 0 ; 496. Cholet, 0 ; 497. Cholet, 0 ; 498. Cholet, 0 ; 499. Cholet, 0 ; 500. Cholet, 0 ; 501. Cholet, 0 ; 502. Cholet, 0 ; 503. Cholet, 0 ; 504. Cholet, 0 ; 505. Cholet, 0 ; 506. Cholet, 0 ; 507. Cholet, 0 ; 508. Cholet, 0 ; 509. Cholet, 0 ; 510. Cholet, 0 ; 511. Cholet, 0 ; 512. Cholet, 0 ; 513. Cholet, 0 ; 514. Cholet, 0 ; 515. Cholet, 0 ; 516. Cholet, 0 ; 517. Cholet, 0 ; 518. Cholet, 0 ; 519. Cholet, 0 ; 520. Cholet, 0 ; 521. Cholet, 0 ; 522. Cholet, 0 ; 523. Cholet, 0 ; 524. Cholet, 0 ; 525. Cholet, 0 ; 526. Cholet, 0 ; 527. Cholet, 0 ; 528. Cholet, 0 ; 529. Cholet, 0 ; 530. Cholet, 0 ; 531. Cholet, 0 ; 532. Cholet, 0 ; 533. Cholet, 0 ; 534. Cholet, 0 ; 535. Cholet, 0 ; 536. Cholet, 0 ; 537. Cholet, 0 ; 538. Cholet, 0 ; 539. Cholet, 0 ; 540. Cholet, 0 ; 541. Cholet, 0 ; 542. Cholet, 0 ; 543. Cholet, 0 ; 544. Cholet, 0 ; 545. Cholet, 0 ; 546. Cholet, 0 ; 547. Cholet, 0 ; 548. Cholet, 0 ; 549. Cholet, 0 ; 550. Cholet, 0 ; 551. Cholet, 0 ; 552. Cholet, 0 ; 553. Cholet, 0 ; 554. Cholet, 0 ; 555. Cholet, 0 ; 556. Cholet, 0 ; 557. Cholet, 0 ; 558. Cholet, 0 ; 559. Cholet, 0 ; 560. Cholet, 0 ; 561. Cholet, 0 ; 562. Cholet, 0 ; 563. Cholet, 0 ; 564. Cholet, 0 ; 565. Cholet, 0 ; 566. Cholet, 0 ; 567. Cholet, 0 ; 568. Cholet, 0 ; 569. Cholet, 0 ; 570. Cholet, 0 ; 571. Cholet, 0 ; 572. Cholet, 0 ; 573. Cholet, 0 ; 574. Cholet, 0 ; 575. Cholet, 0 ; 576. Cholet, 0 ; 577. Cholet, 0 ; 578. Cholet, 0 ; 579. Cholet, 0 ; 580. Cholet, 0 ; 581. Cholet, 0 ; 582. Cholet, 0 ; 583. Cholet, 0 ; 584. Cholet, 0 ; 585. Cholet, 0 ; 586. Cholet, 0 ; 587. Cholet, 0 ; 588. Cholet, 0 ; 589. Cholet, 0 ; 590. Cholet, 0 ; 591. Cholet, 0 ; 592. Cholet, 0 ; 593. Cholet, 0 ; 594. Cholet, 0 ; 595. Cholet, 0 ; 596. Cholet, 0 ; 597. Cholet, 0 ; 598. Cholet, 0 ; 599. Cholet, 0 ; 600. Cholet, 0 ; 601. Cholet, 0 ; 602. Cholet, 0 ; 603. Cholet, 0 ; 604. Cholet, 0 ; 605. Cholet, 0 ; 606. Cholet, 0 ; 607. Cholet, 0 ; 608. Cholet, 0 ; 609. Cholet, 0 ; 610. Cholet, 0 ; 611. Cholet, 0 ; 612. Cholet, 0 ; 613. Cholet, 0 ; 614. Cholet, 0 ; 615. Cholet, 0 ; 616. Cholet, 0 ; 617. Cholet, 0 ; 618. Cholet, 0 ; 619. Cholet, 0 ; 620. Cholet, 0 ; 621. Cholet, 0 ; 622. Cholet, 0 ; 623. Cholet, 0 ; 624. Cholet, 0 ; 625. Cholet, 0 ; 626. Cholet, 0 ; 627. Cholet, 0 ; 628. Cholet, 0 ; 629. Cholet, 0 ; 630. Cholet, 0 ; 631. Cholet, 0 ; 632. Cholet, 0 ; 633. Cholet, 0 ; 634. Cholet, 0 ; 635. Cholet, 0 ; 636. Cholet, 0 ; 637. Cholet, 0 ; 638. Cholet, 0 ; 639. Cholet, 0 ; 640. Cholet, 0 ; 641. Cholet, 0 ; 642. Cholet, 0 ; 643. Cholet, 0 ; 644. Cholet, 0 ; 645. Cholet, 0 ; 646. Cholet, 0 ; 647. Cholet, 0 ; 648. Cholet, 0 ; 649. Cholet, 0 ; 650. Cholet, 0 ; 651. Cholet, 0 ; 652. Cholet, 0 ; 653. Cholet, 0 ; 654. Cholet, 0 ; 655. Cholet, 0 ; 656. Cholet, 0 ; 657. Cholet, 0 ; 658. Cholet, 0 ; 659. Cholet, 0 ; 660. Cholet, 0 ; 661. Cholet, 0 ; 662. Cholet, 0 ; 663. Cholet, 0 ; 664. Cholet, 0 ; 665. Cholet, 0 ; 666. Cholet, 0 ; 667. Cholet, 0 ; 668. Cholet, 0 ; 669. Cholet, 0 ; 670. Cholet, 0 ; 671. Cholet, 0 ; 672. Cholet, 0 ; 673. Cholet, 0 ; 674. Cholet, 0 ; 675. Cholet, 0 ; 676. Cholet, 0 ; 677. Cholet, 0 ; 678. Cholet, 0 ; 679. Cholet, 0 ; 680. Cholet, 0 ; 681. Cholet, 0 ; 682. Cholet, 0 ; 683. Cholet, 0 ; 684. Cholet, 0 ; 685. Cholet, 0 ; 686. Cholet, 0 ; 687. Cholet, 0 ; 688. Cholet, 0 ; 689. Cholet, 0 ; 690. Cholet, 0 ; 691. Cholet, 0 ; 692. Cholet, 0 ; 693. Cholet, 0 ; 694. Cholet, 0 ; 695. Cholet, 0 ; 696. Cholet, 0 ; 697. Cholet, 0 ; 698. Cholet, 0 ; 699. Cholet, 0 ; 700. Cholet, 0 ; 701. Cholet, 0 ; 702. Cholet, 0 ; 703. Cholet, 0 ; 704. Cholet, 0 ; 705. Cholet, 0 ; 706. Cholet, 0 ; 707. Cholet, 0 ; 708. Cholet, 0 ; 709. Cholet, 0 ; 710. Cholet, 0 ; 711. Cholet, 0 ; 712. Cholet, 0 ; 713. Cholet, 0 ; 714. Cholet, 0 ; 715. Cholet, 0 ; 716. Cholet, 0 ; 717. Cholet, 0 ; 718. Cholet, 0 ; 719. Cholet, 0 ; 720. Cholet, 0 ; 721. Cholet, 0 ; 722. Cholet, 0 ; 723. Cholet, 0 ; 724. Cholet, 0 ; 725. Cholet, 0 ; 726. Cholet, 0 ; 727. Cholet, 0 ; 728. Cholet, 0 ; 729. Cholet, 0 ; 730. Cholet, 0 ; 731. Cholet, 0 ; 732. Cholet, 0 ; 733. Cholet, 0 ; 734. Cholet, 0 ; 735. Cholet, 0 ; 736. Cholet, 0 ; 737. Cholet, 0 ; 738. Cholet, 0 ; 739. Cholet, 0 ; 740. Cholet, 0 ; 741. Cholet, 0 ; 742. Cholet, 0 ; 743. Cholet, 0 ; 744. Cholet, 0 ; 745. Cholet, 0 ; 746. Cholet, 0 ; 747. Cholet, 0 ; 748. Cholet, 0 ; 749. Cholet, 0 ; 750. Cholet, 0 ; 751. Cholet, 0 ; 752. Cholet, 0 ; 753. Cholet, 0 ; 754. Cholet, 0 ; 755. Cholet, 0 ; 756. Cholet, 0 ; 757. Cholet, 0 ; 758. Cholet, 0 ; 759. Cholet, 0 ; 760. Cholet, 0 ; 761. Cholet, 0 ; 762. Cholet, 0 ; 763. Cholet, 0 ; 764. Cholet, 0 ; 765. Cholet, 0 ; 766. Cholet, 0 ; 767. Cholet, 0 ; 768. Cholet, 0 ; 769. Cholet, 0 ; 770. Cholet, 0 ; 771. Cholet, 0 ; 772. Cholet, 0 ; 773. Cholet, 0 ; 774. Cholet, 0 ; 775. Cholet, 0 ; 776. Cholet, 0 ; 777. Cholet, 0 ; 778. Cholet, 0 ; 779. Cholet, 0 ; 780. Cholet, 0 ; 781. Cholet, 0 ; 782. Cholet, 0 ; 783. Cholet, 0 ; 784. Cholet, 0 ; 785. Cholet, 0 ; 786. Cholet, 0 ; 787. Cholet, 0 ; 788. Cholet, 0 ; 789. Cholet, 0 ; 790. Cholet, 0 ; 791. Cholet, 0 ; 792. Cholet, 0 ; 793. Cholet, 0 ; 794. Cholet, 0 ; 795. Cholet, 0 ; 796. Cholet, 0 ; 797. Cholet, 0 ; 798. Cholet, 0 ; 799. Cholet, 0 ; 800. Cholet, 0 ; 801. Cholet, 0 ; 802. Cholet, 0 ; 803. Cholet, 0 ; 804. Cholet, 0 ; 805. Cholet, 0 ; 806. Cholet, 0 ; 807. Cholet, 0 ; 808. Cholet, 0 ; 809. Cholet, 0 ; 810. Cholet, 0 ; 811. Cholet, 0 ; 812. Cholet, 0 ; 813. Cholet, 0 ; 814. Cholet, 0 ; 815. Cholet, 0 ; 816. Cholet, 0 ; 817. Cholet, 0 ; 818. Cholet, 0 ; 819. Cholet, 0 ; 820. Cholet, 0 ; 821. Cholet, 0 ; 822. Cholet, 0 ; 823. Cholet, 0 ; 824. Cholet, 0 ; 825. Cholet, 0 ; 826. Cholet, 0 ; 827. Cholet, 0 ; 828. Cholet, 0 ; 829. Cholet, 0 ; 830. Cholet, 0 ; 831. Cholet, 0 ; 832. Cholet, 0 ; 833. Cholet, 0 ; 834. Cholet, 0 ; 835. Cholet, 0 ; 836. Cholet, 0 ; 837. Cholet, 0 ; 838. Cholet, 0 ; 839. Cholet, 0 ; 840. Cholet, 0 ; 841. Cholet, 0 ; 842. Cholet, 0 ; 843. Cholet, 0 ; 844. Cholet, 0 ; 845. Cholet, 0 ; 846. Cholet, 0 ; 847. Cholet, 0 ; 848. Cholet, 0 ; 849. Cholet, 0 ; 850. Cholet, 0 ; 851. Cholet, 0 ; 852. Cholet, 0 ; 853. Cholet, 0 ; 854. Cholet, 0 ; 855. Cholet, 0 ; 856. Cholet, 0 ; 857. Cholet, 0 ; 858. Cholet, 0 ; 859. Cholet, 0 ; 860. Cholet, 0 ; 861. Cholet, 0 ; 862. Cholet, 0 ; 863. Cholet, 0 ; 864. Cholet, 0 ; 865. Cholet, 0 ; 866. Cholet, 0 ; 867. Cholet, 0 ; 868. Cholet, 0 ; 869. Cholet, 0 ; 870. Cholet, 0 ; 871. Cholet, 0 ; 872. Cholet, 0 ; 873. Cholet, 0 ; 874. Cholet, 0 ; 875. Cholet, 0 ; 876. Cholet, 0 ; 877. Cholet, 0 ; 878. Cholet, 0 ; 879. Cholet, 0 ; 880. Cholet, 0 ; 881. Cholet, 0 ; 882. Cholet, 0 ; 883. Cholet, 0 ; 884. Cholet, 0 ; 885. Cholet, 0 ; 886. Cholet, 0 ; 887. Cholet, 0 ; 888. Cholet, 0 ; 889. Cholet, 0 ; 890. Cholet, 0 ; 891. Cholet, 0 ; 892. Cholet, 0 ; 893. Cholet, 0 ; 894. Cholet, 0 ; 895. Cholet, 0 ; 896. Cholet, 0 ; 897. Cholet, 0 ; 898. Cholet, 0 ; 899. Cholet, 0 ; 900. Cholet, 0 ; 901. Cholet, 0 ; 902. Cholet, 0 ; 903. Cholet, 0 ; 904. Cholet, 0 ; 905. Cholet, 0 ; 906. Cholet, 0 ; 907. Cholet, 0 ; 908. Cholet, 0 ; 909. Cholet, 0 ; 910. Cholet, 0 ; 911. Cholet, 0 ; 912. Cholet, 0 ; 913. Cholet, 0 ; 914. Cholet, 0 ; 915. Cholet, 0 ; 916. Cholet, 0 ; 917. Cholet, 0 ; 918. Cholet, 0 ; 919. Cholet, 0 ; 920. Cholet, 0 ; 921. Cholet, 0 ; 922. Cholet, 0 ; 923. Cholet, 0 ; 924. Cholet, 0 ; 925. Cholet, 0 ; 926. Cholet, 0 ; 927. Cholet, 0 ; 928. Cholet, 0 ; 929. Cholet, 0 ; 930. Cholet, 0 ; 931. Cholet, 0 ; 932. Cholet, 0 ; 933. Cholet, 0 ; 934. Cholet, 0 ; 935. Cholet, 0 ; 936. Cholet, 0 ; 937. Cholet, 0 ; 938. Cholet, 0 ; 939. Cholet, 0 ; 940. Cholet, 0 ; 941. Cholet, 0 ; 942. Cholet, 0 ; 943. Cholet, 0 ; 944. Cholet, 0 ; 945. Cholet, 0 ; 946. Cholet, 0 ; 947. Cholet, 0 ; 948. Cholet, 0 ; 949. Cholet, 0 ; 950. Cholet, 0 ; 951. Cholet, 0 ; 952. Cholet, 0 ; 953. Cholet, 0 ; 954. Cholet, 0 ; 955. Cholet, 0 ; 956. Cholet, 0 ; 957. Cholet, 0 ; 958. Cholet, 0 ; 959. Cholet, 0 ; 960. Cholet, 0 ; 961. Cholet, 0 ; 962. Cholet, 0 ; 963. Cholet, 0 ; 964. Cholet, 0 ; 965. Cholet, 0 ; 966. Cholet, 0 ; 967. Cholet, 0 ; 968. Cholet, 0 ; 969. Cholet, 0 ; 970. Cholet, 0 ; 971. Cholet, 0 ; 972. Cholet, 0 ; 973. Cholet, 0 ; 974. Cholet, 0 ; 975. Cholet, 0 ; 976. Cholet, 0 ; 977. Cholet, 0 ; 978. Cholet, 0 ; 979. Cholet, 0 ; 980. Cholet, 0 ; 981. Cholet, 0 ; 982. Cholet, 0 ; 983. Cholet, 0 ; 984. Cholet, 0 ; 985. Cholet, 0 ; 986. Cholet, 0 ; 987. Cholet, 0 ; 988. Cholet, 0 ; 989. Cholet, 0 ; 990. Cholet, 0 ; 991. Cholet, 0 ; 992. Cholet, 0 ; 993. Cholet, 0 ; 994. Cholet, 0 ; 995. Cholet, 0 ; 996. Cholet, 0 ; 997. Cholet, 0 ; 998. Cholet, 0 ; 999. Cholet, 0 ; 1000. Cholet, 0 ; 1001. Cholet, 0 ; 1002. Cholet, 0 ; 1003. Cholet, 0 ; 1004. Cholet, 0 ; 1005. Cholet, 0 ; 1006. Cholet, 0 ; 1007. Cholet, 0 ; 1008. Cholet, 0 ; 1009. Cholet, 0 ; 1010. Cholet, 0 ; 1011. Cholet, 0 ; 1012. Cholet, 0 ; 1013. Cholet, 0 ; 1014. Cholet, 0 ; 1015. Cholet, 0 ; 1016. Cholet, 0 ; 1017. Cholet, 0 ; 1018. Cholet, 0 ; 1019. Cholet, 0 ; 1020. Cholet, 0 ; 1021. Cholet, 0 ; 1022. Cholet, 0 ; 1023. Cholet, 0 ; 1024. Cholet, 0 ; 1025. Cholet, 0 ; 1026. Cholet, 0 ; 1027. Cholet, 0 ; 1028. Cholet, 0 ; 1029. Cholet, 0 ; 1030. Cholet, 0 ; 1031. Cholet, 0 ; 1032. Cholet, 0 ; 1033. Cholet, 0 ; 1034. Cholet, 0 ; 1035. Cholet, 0 ; 1036. Cholet, 0 ; 1037. Cholet, 0 ; 1038. Cholet, 0 ; 1039. Cholet, 0 ; 1040. Cholet, 0 ; 1041. Cholet, 0 ; 1042. Cholet, 0 ; 1043. Cholet, 0 ; 1044. Cholet, 0 ; 1045. Cholet, 0 ; 1046. Cholet, 0 ; 1047. Cholet, 0 ; 1048. Cholet, 0 ; 1049. Cholet, 0 ; 1050. Cholet, 0 ; 1051. Cholet, 0 ; 1052. Cholet, 0 ; 1053. Cholet, 0 ; 1054. Cholet, 0 ; 1055. Cholet, 0 ; 1056. Cholet, 0 ; 1057. Cholet, 0 ; 1058. Cholet, 0 ; 1059. Cholet, 0 ; 1060. Cholet, 0 ; 1061. Cholet, 0 ; 1062. Cholet, 0 ; 1063. Cholet, 0 ; 1064. Cholet, 0 ; 1065. Cholet, 0 ; 1066. Cholet, 0 ; 1067. Cholet, 0 ; 1068. Cholet, 0 ; 1069. Cholet, 0 ; 1070. Cholet, 0 ; 1071. Cholet, 0 ; 1072. Cholet, 0 ; 1073. Cholet, 0 ; 1074. Cholet, 0 ; 1075. Cholet, 0 ; 1076. Cholet, 0 ; 1077. Cholet, 0 ; 1078. Cholet, 0 ; 1079. Cholet, 0 ; 1080. Cholet, 0 ; 1081. Cholet, 0 ; 1082. Cholet, 0 ; 1083. Cholet, 0 ; 1084. Cholet, 0 ; 1085. Cholet, 0 ; 1086. Cholet, 0 ; 1087. Cholet, 0 ; 1088. Cholet, 0 ; 1089. Cholet, 0 ; 1090. Cholet, 0 ; 1091. Cholet, 0 ; 1092. Cholet, 0 ; 1093. Cholet, 0 ; 1094. Cholet, 0 ; 1095. Cholet, 0 ; 1096. Cholet, 0 ; 1097. Cholet, 0 ; 1098. Cholet, 0 ; 1099. Cholet, 0 ; 1100. Cholet, 0 ; 1101. Cholet, 0 ; 1102. Cholet, 0 ; 1103. Cholet, 0 ; 1104. Cholet, 0 ; 1105. Cholet, 0 ; 1106. Cholet, 0 ; 1107. Cholet, 0 ; 1108. Cholet, 0 ; 1109. Cholet, 0 ; 1110. Cholet, 0 ; 1111. Cholet, 0 ; 1112. Cholet, 0 ; 1113. Cholet, 0 ; 1114. Cholet, 0 ; 1115. Cholet, 0 ; 11

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

22^e journée

Châteauroux - Troyes	1-0
Valence - Châteauneuf	1-1
Mulhouse - Caen	0-0
Laval - Dunkerque	1-2
Alès - Perpignan	1-2
Lorient - Amiens	1-1
Nancy - Lorient-Cusset	1-1
Angers - Angers	2-1
Marcelle - Evreux	3-0
Red Star - Le Mans	0-0
Mont-Saint-Eloi	2-2
Classement : 1 Caen, 44 pts ; 2 Red Star, 38 ; 3 Laval, 36 ; 4 Sochaux, 37 ; 5 Nancy, 36 ; 6 Metz, 36 ; 7 Le Mans, 35 ; 8 Perpignan, 29 ; 9 Châteauneuf, 28 ; 10 Troyes, 31 ; 11 Lorient-Cusset, 30 ; 12 Angers, 30 ; 13 Lorient, 30 ; 14 Evreux, 27 ; 15 Valenciennes, 27 ; 16 Dunkerque, 25 ; 17 Nancy, 24 ; 18 Mulhouse, 22 ; 19 Amiens, 22 ; 20 Châteauneuf, 21 ; 21 Angers, 19 ; 22 Alès, 9.	

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE N1

12^e tour aller

Chambéry - Bourges
Toulouse - Pontault-Combault
Gagny - Sékani
Dunkirk - Villeneuve-d'Ascq (reporté)
Creteil - Etré
Nîmes - Montpellier
Classement : 1. OM-Vitrolles, 24 p.
2. PSG-Aix, 18, 4. Montpellier
Stes, 13, 7. Chambéry, 12 ; 8. Dunkirk
Villeneuve-d'Ascq, 10, 10. Bourges, 9 ;

RUGBY
CHAMPIONNAT DE FRANCE

9^e journée aller
Groupe A1
Poule 1
Fosch - Toulouse

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE

9^e journée aller

Groupe A1	
Poule 1	
Grenoble - Toulouse	19-13

NATHANIEL - BAYONNE

27-15

Bayonne - Biarritz 12-9 || Bayonne - Biarritz | 17-3 |
| Bayonne - Biarritz | 46-0 |

CLASSEMENT

1. Biarritz, 21 pts ; 2. Bayonne, 20 ; 3. Biarritz, 20 ; 4. Biarritz, 20 ; 5. Biarritz, 20 ; 6. Biarritz, 20 ; 7. Biarritz, 20 ; 8. Biarritz, 20 ; 9. Biarritz, 20 ; 10. Biarritz, 20 ; 11. Biarritz, 20 ; 12. Biarritz, 20 ; 13. Biarritz, 20 ; 14. Biarritz, 20 ; 15. Biarritz, 20 ; 16. Biarritz, 20 ; 17. Biarritz, 20 ; 18. Biarritz, 20 ; 19. Biarritz, 20 ; 20. Biarritz, 20 ; 21. Biarritz, 20 ; 22. Biarritz, 20 ; 23. Biarritz, 20 ; 24. Biarritz, 20 ; 25. Biarritz, 20 ; 26. Biarritz, 20 ; 27. Biarritz, 20 ; 28. Biarritz, 20 ; 29. Biarritz, 20 ; 30. Biarritz, 20 ; 31. Biarritz, 20 ; 32. Biarritz, 20 ; 33. Biarritz, 20 ; 34. Biarritz, 20 ; 35. Biarritz, 20 ; 36. Biarritz, 20 ; 37. Biarritz, 20 ; 38. Biarritz, 20 ; 39. Biarritz, 20 ; 40. Biarritz, 20 ; 41. Biarritz, 20 ; 42. Biarritz, 20 ; 43. Biarritz, 20 ; 44. Biarritz, 20 ; 45. Biarritz, 20 ; 46. Biarritz, 20 ; 47. Biarritz, 20 ; 48. Biarritz, 20 ; 49. Biarritz, 20 ; 50. Biarritz, 20 ; 51. Biarritz, 20 ; 52. Biarritz, 20 ; 53. Biarritz, 20 ; 54. Biarritz, 20 ; 55. Biarritz, 20 ; 56. Biarritz, 20 ; 57. Biarritz, 20 ; 58. Biarritz, 20 ; 59. Biarritz, 20 ; 60. Biarritz, 20 ; 61. Biarritz, 20 ; 62. Biarritz, 20 ; 63. Biarritz, 20 ; 64. Biarritz, 20 ; 65. Biarritz, 20 ; 66. Biarritz, 20 ; 67. Biarritz, 20 ; 68. Biarritz, 20 ; 69. Biarritz, 20 ; 70. Biarritz, 20 ; 71. Biarritz, 20 ; 72. Biarritz, 20 ; 73. Biarritz, 20 ; 74. Biarritz, 20 ; 75. Biarritz, 20 ; 76. Biarritz, 20 ; 77. Biarritz, 20 ; 78. Biarritz, 20 ; 79. Biarritz, 20 ; 80. Biarritz, 20 ; 81. Biarritz, 20 ; 82. Biarritz, 20 ; 83. Biarritz, 20 ; 84. Biarritz, 20 ; 85. Biarritz, 20 ; 86. Biarritz, 20 ; 87. Biarritz, 20 ; 88. Biarritz, 20 ; 89. Biarritz, 20 ; 90. Biarritz, 20 ; 91. Biarritz, 20 ; 92. Biarritz, 20 ; 93. Biarritz, 20 ; 94. Biarritz, 20 ; 95. Biarritz, 20 ; 96. Biarritz, 20 ; 97. Biarritz, 20 ; 98. Biarritz, 20 ; 99. Biarritz, 20 ; 100. Biarritz, 20 ; 101. Biarritz, 20 ; 102. Biarritz, 20 ; 103. Biarritz, 20 ; 104. Biarritz, 20 ; 105. Biarritz, 20 ; 106. Biarritz, 20 ; 107. Biarritz, 20 ; 108. Biarritz, 20 ; 109. Biarritz, 20 ; 110. Biarritz, 20 ; 111. Biarritz, 20 ; 112. Biarritz, 20 ; 113. Biarritz, 20 ; 114. Biarritz, 20 ; 115. Biarritz, 20 ; 116. Biarritz, 20 ; 117. Biarritz, 20 ; 118. Biarritz, 20 ; 119. Biarritz, 20 ; 120. Biarritz, 20 ; 121. Biarritz, 20 ; 122. Biarritz, 20 ; 123. Biarritz, 20 ; 124. Biarritz, 20 ; 125. Biarritz, 20 ; 126. Biarritz, 20 ; 127. Biarritz, 20 ; 128. Biarritz, 20 ; 129. Biarritz, 20 ; 130. Biarritz, 20 ; 131. Biarritz, 20 ; 132. Biarritz, 20 ; 133. Biarritz, 20 ; 134. Biarritz, 20 ; 135. Biarritz, 20 ; 136. Biarritz, 20 ; 137. Biarritz, 20 ; 138. Biarritz, 20 ; 139. Biarritz, 20 ; 140. Biarritz, 20 ; 141. Biarritz, 20 ; 142. Biarritz, 20 ; 143. Biarritz, 20 ; 144. Biarritz, 20 ; 145. Biarritz, 20 ; 146. Biarritz, 20 ; 147. Biarritz, 20 ; 148. Biarritz, 20 ; 149. Biarritz, 20 ; 150. Biarritz, 20 ; 151. Biarritz, 20 ; 152. Biarritz, 20 ; 153. Biarritz, 20 ; 154. Biarritz, 20 ; 155. Biarritz, 20 ; 156. Biarritz, 20 ; 157. Biarritz, 20 ; 158. Biarritz, 20 ; 159. Biarritz, 20 ; 160. Biarritz, 20 ; 161. Biarritz, 20 ; 162. Biarritz, 20 ; 163. Biarritz, 20 ; 164. Biarritz, 20 ; 165. Biarritz, 20 ; 166. Biarritz, 20 ; 167. Biarritz, 20 ; 168. Biarritz, 20 ; 169. Biarritz, 20 ; 170. Biarritz, 20 ; 171. Biarritz, 20 ; 172. Biarritz, 20 ; 173. Biarritz, 20 ; 174. Biarritz, 20 ; 175. Biarritz, 20 ; 176. Biarritz, 20 ; 177. Biarritz, 20 ; 178. Biarritz, 20 ; 179. Biarritz, 20 ; 180. Biarritz, 20 ; 181. Biarritz, 20 ; 182. Biarritz, 20 ; 183. Biarritz, 20 ; 184. Biarritz, 20 ; 185. Biarritz, 20 ; 186. Biarritz, 20 ; 187. Biarritz, 20 ; 188. Biarritz, 20 ; 189. Biarritz, 20 ; 190. Biarritz, 20 ; 191. Biarritz, 20 ; 192. Biarritz, 20 ; 193. Biarritz, 20 ; 194. Biarritz, 20 ; 195. Biarritz, 20 ; 196. Biarritz, 20 ; 197. Biarritz, 20 ; 198. Biarritz, 20 ; 199. Biarritz, 20 ; 200. Biarritz, 20 ; 201. Biarritz, 20 ; 202. Biarritz, 20 ; 203. Biarritz, 20 ; 204. Biarritz, 20 ; 205. Biarritz, 20 ; 206. Biarritz, 20 ; 207. Biarritz, 20 ; 208. Biarritz, 20 ; 209. Biarritz, 20 ; 210. Biarritz, 20 ; 211. Biarritz, 20 ; 212. Biarritz, 20 ; 213. Biarritz, 20 ; 214. Biarritz, 20 ; 215. Biarritz, 20 ; 216. Biarritz, 20 ; 217. Biarritz, 20 ; 218. Biarritz, 20 ; 219. Biarritz, 20 ; 220. Biarritz, 20 ; 221. Biarritz, 20 ; 222. Biarritz, 20 ; 223. Biarritz, 20 ; 224. Biarritz, 20 ; 225. Biarritz, 20 ; 226. Biarritz, 20 ; 227. Biarritz, 20 ; 228. Biarritz, 20 ; 229. Biarritz, 20 ; 230. Biarritz, 20 ; 231. Biarritz, 20 ; 232. Biarritz, 20 ; 233. Biarritz, 20 ; 234. Biarritz, 20 ; 235. Biarritz, 20 ; 236. Biarritz, 20 ; 237. Biarritz, 20 ; 238. Biarritz, 20 ; 239. Biarritz, 20 ; 240. Biarritz, 20 ; 241. Biarritz, 20 ; 242. Biarritz, 20 ; 243. Biarritz, 20 ; 244. Biarritz, 20 ; 245. Biarritz, 20 ; 246. Biarritz, 20 ; 247. Biarritz, 20 ; 248. Biarritz, 20 ; 249. Biarritz, 20 ; 250. Biarritz, 20 ; 251. Biarritz, 20 ; 252. Biarritz, 20 ; 253. Biarritz, 20 ; 254. Biarritz, 20 ; 255. Biarritz, 20 ; 256. Biarritz, 20 ; 257. Biarritz, 20 ; 258. Biarritz, 20 ; 259. Biarritz, 20 ; 260. Biarritz, 20 ; 261. Biarritz, 20 ; 262. Biarritz, 20 ; 263. Biarritz, 20 ; 264. Biarritz, 20 ; 265. Biarritz, 20 ; 266. Biarritz, 20 ; 267. Biarritz, 20 ; 268. Biarritz, 20 ; 269. Biarritz, 20 ; 270. Biarritz, 20 ; 271. Biarritz, 20 ; 272. Biarritz, 20 ; 273. Biarritz, 20 ; 274. Biarritz, 20 ; 275. Biarritz, 20 ; 276. Biarritz, 20 ; 277. Biarritz, 20 ; 278. Biarritz, 20 ; 279. Biarritz, 20 ; 280. Biarritz, 20 ; 281. Biarritz, 20 ; 282. Biarritz, 20 ; 283. Biarritz, 20 ; 284. Biarritz, 20 ; 285. Biarritz, 20 ; 286. Biarritz, 20 ; 287. Biarritz, 20 ; 288. Biarritz, 20 ; 289. Biarritz, 20 ; 290. Biarritz, 20 ; 291. Biarritz, 20 ; 292. Biarritz, 20 ; 293. Biarritz, 20 ; 294. Biarritz, 20 ; 295. Biarritz, 20 ; 296. Biarritz, 20 ; 297. Biarritz, 20 ; 298. Biarritz, 20 ; 299. Biarritz, 20 ; 300. Biarritz, 20 ; 301. Biarritz, 20 ; 302. Biarritz, 20 ; 303. Biarritz, 20 ; 304. Biarritz, 20 ; 305. Biarritz, 20 ; 306. Biarritz, 20 ; 307. Biarritz, 20 ; 308. Biarritz, 20 ; 309. Biarritz, 20 ; 310. Biarritz, 20 ; 311. Biarritz, 20 ; 312. Biarritz, 20 ; 313. Biarritz, 20 ; 314. Biarritz, 20 ; 315. Biarritz, 20 ; 316. Biarritz, 20 ; 317. Biarritz, 20 ; 318. Biarritz, 20 ; 319. Biarritz, 20 ; 320. Biarritz, 20 ; 321. Biarritz, 20 ; 322. Biarritz, 20 ; 323. Biarritz, 20 ; 324. Biarritz, 20 ; 325. Biarritz, 20 ; 326. Biarritz, 20 ; 327. Biarritz, 20 ; 328. Biarritz, 20 ; 329. Biarritz, 20 ; 330. Biarritz, 20 ; 331. Biarritz, 20 ; 332. Biarritz, 20 ; 333. Biarritz, 20 ; 334. Biarritz, 20 ; 335. Biarritz, 20 ; 336. Biarritz, 20 ; 337. Biarritz, 20 ; 338. Biarritz, 20 ; 339. Biarritz, 20 ; 340. Biarritz, 20 ; 341. Biarritz, 20 ; 342. Biarritz, 20 ; 343. Biarritz, 20 ; 344. Biarritz, 20 ; 345. Biarritz, 20 ; 346. Biarritz, 20 ; 347. Biarritz, 20 ; 348. Biarritz, 20 ; 349. Biarritz, 20 ; 350. Biarritz, 20 ; 351. Biarritz, 20 ; 352. Biarritz, 20 ; 353. Biarritz, 20 ; 354. Biarritz, 20 ; 355. Biarritz, 20 ; 356. Biarritz, 20 ; 357. Biarritz, 20 ; 358. Biarritz, 20 ; 359. Biarritz, 20 ; 360. Biarritz, 20 ; 361. Biarritz, 20 ; 362. Biarritz, 20 ; 363. Biarritz, 20 ; 364. Biarritz, 20 ; 365. Biarritz, 20 ; 366. Biarritz, 20 ; 367. Biarritz, 20 ; 368. Biarritz, 20 ; 369. Biarritz, 20 ; 370. Biarritz, 20 ; 371. Biarritz, 20 ; 372. Biarritz, 20 ; 373. Biarritz, 20 ; 374. Biarritz, 20 ; 375. Biarritz, 20 ; 376. Biarritz, 20 ; 377. Biarritz, 20 ; 378. Biarritz, 20 ; 379. Biarritz, 20 ; 380. Biarritz, 20 ; 381. Biarritz, 20 ; 382. Biarritz, 20 ; 383. Biarritz, 20 ; 384. Biarritz, 20 ; 385. Biarritz, 20 ; 386. Biarritz, 20 ; 387. Biarritz, 20 ; 388. Biarritz, 20 ; 389. Biarritz, 20 ; 390. Biarritz, 20 ; 391. Biarritz, 20 ; 392. Biarritz, 20 ; 393. Biarritz, 20 ; 394. Biarritz, 20 ; 395. Biarritz, 20 ; 396. Biarritz, 20 ; 397. Biarritz, 20 ; 398. Biarritz, 20 ; 399. Biarritz, 20 ; 400. Biarritz, 20 ; 401. Biarritz, 20 ; 402. Biarritz, 20 ; 403. Biarritz, 20 ; 404. Biarritz, 20 ; 405. Biarritz, 20 ; 406. Biarritz, 20 ; 407. Biarritz, 20 ; 408. Biarritz, 20 ; 409. Biarritz, 20 ; 410. Biarritz, 20 ; 411. Biarritz, 20 ; 412. Biarritz, 20 ; 413. Biarritz, 20 ; 414. Biarritz, 20 ; 415. Biarritz, 20 ; 416. Biarritz, 20 ; 417. Biarritz, 20 ; 418. Biarritz, 20 ; 419. Biarritz, 20 ; 420. Biarritz, 20 ; 421. Biarritz, 20 ; 422. Biarritz, 20 ; 423. Biarritz, 20 ; 424. Biarritz, 20 ; 425. Biarritz, 20 ; 426. Biarritz, 20 ; 427. Biarritz, 20 ; 428. Biarritz, 20 ; 429. Biarritz, 20 ; 430. Biarritz, 20 ; 431. Biarritz, 20 ; 432. Biarritz, 20 ; 433. Biarritz, 20 ; 434. Biarritz, 20 ; 435. Biarritz, 20 ; 436. Biarritz, 20 ; 437. Biarritz, 20 ; 438. Biarritz, 20 ; 439. Biarritz, 20 ; 440. Biarritz, 20 ; 441. Biarritz, 20 ; 442. Biarritz, 20 ; 443. Biarritz, 20 ; 444. Biarritz, 20 ; 445. Biarritz, 20 ; 446. Biarritz, 20 ; 447. Biarritz, 20 ; 448. Biarritz, 20 ; 449. Biarritz, 20 ; 450. Biarritz, 20 ; 451. Biarritz, 20 ; 452. Biarritz, 20 ; 453. Biarritz, 20 ; 454. Biarritz, 20 ; 455. Biarritz, 20 ; 456. Biarritz, 20 ; 457. Biarritz, 20 ; 458. Biarritz, 20 ; 459. Biarritz, 20 ; 460. Biarritz, 20 ; 461. Biarritz, 20 ; 462. Biarritz, 20 ; 463. Biarritz, 20 ; 464. Biarritz, 20 ; 465. Biarritz, 20 ; 466. Biarritz, 20 ; 467. Biarritz, 20 ; 468. Biarritz, 20 ; 469. Biarritz, 20 ; 470. Biarritz, 20 ; 471. Biarritz, 20 ; 472. Biarritz, 20 ; 473. Biarritz, 20 ; 474. Biarritz, 20 ; 475. Biarritz, 20 ; 476. Biarritz, 20

Les Français rêvent de maisons isolées

En panne d'imagination et d'innovation, les constructeurs de maisons individuelles voient leur échapper une partie des candidats-proprétaires qui cherchent l'habitat-refuge

IL NE VEUT être ni vu ni entendu. Il ne veut pas voir ses voisins, ni les entendre, et encore moins les sentir... L'acheteur potentiel de maison individuelle cultive l'isolement. S'il achète, s'il réalise le rêve de sa vie, s'il décide de consacrer à ce rêve 30 % de ses revenus pendant vingt ans, c'est pour s'isoler de toute société, s'enfermer avec femme et enfants dans un monde clos, au sein duquel chacun pourra s'isoler à son tour.

La tendance n'est pas nouvelle, mais elle se renforce en cette période d'incertitudes. Selon une étude réalisée par Caron Marketing, cabinet spécialisé dans la construction de maisons individuelles, 40 % des clients potentiels de pavillons ouverts sont des « nidi-fants », privilégiant la maison-refuge. Or cette clientèle ne trouve pas chaussure à son pied chez les constructeurs. « L'habitat-type, décrit par près de sept enquêtes sur dix, est plus proche de la maison romaine que des modèles actuellement commercialisés par la profession », estime André Caron, le « gourou » des constructeurs. Les vendeurs de maisons sur catalogue se cantonnent en effet au marché des « traditionnelles », les amateurs de rustique ou de régional pour lesquels la maison est un outil de coquetterie sociale (20 % du marché). En clair, les constructeurs ayant tendance à offrir des produits dépassés, à ignorer les « nidi-fants », il y aurait inadéquation entre l'offre et la demande.

L'offre ? Elle s'étale, sous forme de caricature, dans les villages d'exposition aux abords des métropoles. Les « maisons de maçon » y côtoient les « maisons de

maçon ». « Voilà quinze ans que je suis dans le métier. Harassé dans le secteur des matériaux, je n'ai pas vu la moindre innovation, avoue un agent commercial. Le problème, c'est qu'on va là où ça rapporte : donc on travaille avec un marché préexistant. » Assis derrière son bureau, dans un pavillon-témoigne comme en rêvent Raymond et Robert Bidochon, les héros de la bande dessinée *Maison*, surréaliste maison, Patrice C. vitupère : « Aller ou Solan de la maison individuelle ! Tous les ans, c'est la même chose ! On reste dans le ringard, il n'y a pas de passion dans ce métier. »

PRODUITS DE SUBSTITUTION

Pour André Caron, la maison individuelle s'est développée en deux phases. Jusqu'au milieu des années 70, on bâtissait pour sortir de l'habitat collectif, sans avoir d'attentes qualitatives. Puis la maison traditionnelle de style rustique a pris le relais. Et maintenant ? « On est en fin de cycle et c'est le vide », constate-t-il. « Les constructeurs ont une image dépassée qui les ferme à une partie des clients potentiels, estime le consultant. Le marché des nidi-fants est isolé en jachère. » La preuve : dans le secteur de la construction individuelle, le rythme des ventes a baissé de moitié entre 1982 et 1993, alors que celui des clients potentiels n'a pas bougé. Un déclin qui profite à des produits de substitution (loisirs, voyages, automobile, etc.) et au

marché du logement d'accession, de plus en plus important puisque les maisons construites dans les années 50 et 60 se libèrent.

Il existe pourtant des constructeurs qui s'en sortent. « Ceux qui ont les résultats les plus encourageants sont ceux qui ont osé faire des choses différentes », remarque Denis Fisselier, qui anime, à Rennes, la Compagnie générale immobilière européenne, un réseau de constructeurs indépendants. Pas question, pour autant, de proposer d'emblée un produit innovant ! Car l'achat d'une maison est « hyper-engageant » : il « déclenche un nombre gigantesque de questions. L'innovation est une source de stress supplémentaire », note M. Fisselier. Le client ne veut pas servir de cobaye : « moi il sera preneur d'innovations, si on les lui propose au moment opportun. » Et ce qu'il souhaite, aujourd'hui, c'est une maison qui apporte le bleu-être à la famille, un espace de vie comprenant maison et jardin, le tout fermé vis-à-vis de l'extérieur.

Le besoin d'isolement s'exprime non seulement à l'égard du reste de la société, mais aussi au sein même de la cellule familiale. D'où le succès, selon André Caron, de l'« *atrium romain* », composé d'un « sas » puis de différentes parties d'« *intimité totale* », entourant un patio. Le recroquevillement s'exprime à travers une importante demande d'isolation phonique, à l'intérieur de la maison. Les chasses



DÉCODAGE

Pub à double détente

ARIEL ET JACADI, Bacardi et Coca-Cola, le Bi-Bop et les piles Energizer, le pain Baguette et le Boursin... Voilà que les marques, le temps d'une campagne publicitaire, n'hésitent plus à se marier. Chez Renault, ces jumelages publicitaires accompagnent désormais presque systématiquement le lancement d'une nouvelle voiture.

En 1992, la naissance de la Safrane était saluée par huit marques, dont les montres Brielting, Hermès (« Bienvenue dans le monde du chic ») ou Kenzo (« Le parfum de la nouveauté, ça sent bon »). La Laguna, elle, eut droit en janvier 1994 à des jumelages publicitaires de spots télévisés très populaires, à l'instar des singes Ormo ou du rameur d'EDF. En décembre 1994, la Twingo Easy et sa boîte de vitesses semi-automatique s'affichait avec toute une série de marques de chaussures pour convaincre que l'absence de pédale d'embrayage épargne le pied gauche.

S'agit-il tout simplement de partager les frais de campagnes publicitaires de plus en plus coûteuses ? Que penne, en général, l'une des deux marques communicantes prend à sa charge l'intégralité du coût de la campagne afin d'éviter d'intéressantes négociations sur le contenu du message conjoint. Une marque X offre une campagne « à prendre ou à laisser » à une marque Y qui s'empresse évidemment d'accepter cette communication gratuite. Plus que les économies, les entreprises offrent visent en fait l'efficacité publicitaire. « C'est un accélérateur de notoriété entre marques qui jouissent d'un bon capital d'image », résume Thierry Tuleers (Renault). Malmenés par la poussée des produits premiers prix, les fabricants y voient le moyen de renforcer leur crédibilité et la confiance du consommateur. « Pour la Laguna, ajoute Jean-Christophe Héral (Publicis-Consolid), nous avons choisi les films publicitaires les plus connus et les avons mis au service d'un produit qui ne l'était pas encore. »

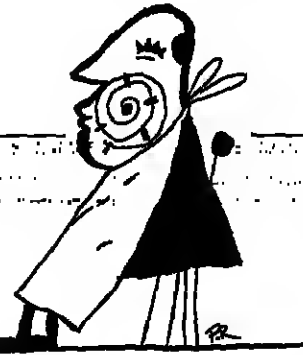
Néanmoins, apprécées de la clientèle visée par le produit-leader de cette danse publicitaire, les « marques-caution » permettent d'interpeller doucement le consommateur : celui qui ne songe pas à s'acheter une voiture, et n'aurait donc pas prêté attention à la campagne, peut être attiré par l'image publicitaire de la marque alliée. Face à ces campagnes perçues comme des « coups » créatifs et plausibles, les consommateurs s'interrogent sur le pourquoi de telles alliances. « Lorsque à priori il n'y a pas de lien direct entre les deux marques, ces pubs sont un appel à la perspicacité des consommateurs. Ceux qui comprennent se sentent donc valorisés », note M. Tuleers.

d'eau silencieuses sont très appréciées. « Les attentes sont marginales en matière de domotique, les plus importantes ont trait à l'espace, la lumière, la sécurité et, depuis trois-quatre ans, l'isolation phonique », confirme Jean-Marc Tranchant, à la direction commerciale de Kaufmann & Broad. Chez le promoteur qui, à l'inverse des constructeurs, vend des maisons clés en main, le client « s'identifie à une caste d'occupants, cherche à s'inscrire dans un théâtre social ». Ainsi « les villages clos de murs font un tabac ».

Repli individuel chez les constructeurs, repli collectif chez les promoteurs... La maison individuelle devient coquille, image qui sied à l'« *atrium romain* » cher à André Caron. Mais les idées des cabinets de marketing ont du mal à

s'imposer sur le terrain. « Les idées aboutissent à un renchérissement du coût de la maison », explique Didier Braud, le secrétaire général de Maisons d'en France, une association de constructeurs. Mais de constater, un instant plus tard, le « ponton Trigramme simultané » des constructeurs et de leurs clients. « L'innovation, c'est bon pour l'image de marque, mais ça ne veut pas dire vente », réchérche Jean Marinoli, le PDG des Maisons Puma, qui planche pour l'instant sur un projet de maison qu'il n'aurait « pas faite il y a dix ans ». Et si on lui demande d'où résumer le concept, la réponse tient en deux expressions : « une vie sur son jardin, une vie chez soi ».

Marie-Pierre Subtil



Malentendu sur le foie gras

Pourquoi gaver des canards plutôt que des pigeons ou des poules ? Affaire d'héritage génétique, furent les spécialistes en foie gras. Des ancestrales migrations de ses ancêtres entre la Sibérie et l'Inde, au-dessus de l'Himalaya, le canard aurait conservé une capacité respiratoire peu commune, une excellente couverture thermique à base de graisse stockée et, plus important, la possibilité d'emmagasiner du glucose dans son foie. Moyennant quoi, en gavage des canards, les agriculteurs ne feraient qu'exploiter une physiologie naturelle. La nature ne serait pas trahie. A peine améliorée, l'explication ne convaincra sans doute pas les adversaires du gavage des palmipèdes. Quant aux consommateurs, ils n'en ont cure. Ils ne se posent guère de question.

Pour eux, fêtes de fin d'année riment toujours avec foie gras. C'est le produit phare de la gastronomie française, un morceau de beurre posé sur la table familiale - corde particulièrement sensible chez le consommateur - le hôte à la portée de toutes les bourses ou presque. Du coup, que ce soit en bloc, en portion ou en mousse, année après année, la consommation de foie gras augmente. « Sa démocratisation n'a pas entraîné sa banalisation », constatent avec satisfaction les professionnels.

Il y a pourtant du malentendu dans l'air. Non pas que le foie gras venu de Hongrie, de Bulgarie ou de Pologne grignote sans le dire les parts de marché. Au contraire, les importations dégringolent. Mais ce que les Français préfèrent ignorer, c'est que le foie gras tricolore, victime de son engouement, s'échappe plus à la production de masse et à une industrialisation poussée. Longtemps apanage du Sud-Ouest, les élevages de canards ont essaimé dans la France entière. Les parcs de gavage prennent des dimensions monstrueuses. Jusqu'à 18 000 places pour certains projets ! Les canards n'y vivent plus en liberté, mais sont confinés dans des cages individuelles placées à hauteur d'homme. Seul le coin des palmipèdes émerge. Le gavage est à l'avant. Les canards rtingent plus des grains de maïs, mais une pâte injectée en une seconde par des machines pneumatiques. La cadence est rapide :

600 canards gavés à l'heure. Et la période de gavage de plus en plus brève. De trois mois dans les élevages traditionnels, elle a été ramenée à quinze jours - voire moins - dans certaines installations. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le secteur éprouve des difficultés. Incapables de supporter la concurrence des usines à foie gras, les élevages traditionnels périclitent. L'offre augmente plus rapidement que la demande. Les stocks gonflent et les prix baissent depuis quatre ans. « Les vrais gavageurs gagnent moins qu'un RMiste », se plaint le dirigeant d'une coopérative landaise. « Il y a beaucoup de départs de bilan qui se préparent », ajoute-t-il. La grève de la SNCF et celle de La Poste en fin d'année, période traditionnelle des ventes, ne vont pas arranger la situation.

Jean-Pierre Tuquoi

R.R.

MOBIL

SADEVA PARIS OUEST

DECouvrez LA NOUVELLE FIESTA EN TOUTE LIBERTÉ !

PRÊT GRATUIT JUSQU'À 24h.

Tél. pour réservation : 47.39.71.13

* et participez au jeu gratuit = 100 voyages à gagner

ROVER 827 SI

Février 93

Autom., 86.000 Km, noir, int. cuir beige, ABS, clim., Alarme, toit ouvrant électrique.

Cotée 102.000 F

Cédée 82.000 F cause départ

Tél : 42.67.17.62

CITROËN FELIX FAURE

CITROËN ZX AVANTAGE 1.4i - 5P

au prix exceptionnel de **68500 F***

La bonne affaire et le service en plus.

Année modèle 95 : sièges velours, vitres teintées, banquettes arrière coulissantes, essuie glace arrière, radio, peinture métallisée, faible kilométrage, garantie 1 an, crédit à la carte, reprise.

CITROËN FELIX FAURE

moi j'aim...

Paris 15^e : 10, place Etienne Pomet, Tél : 53 88 15 15

Paris 14^e : 80, boulevard Jourdan, Tél : 48 89 47 47

Thiais (94) : 273, av. de Fontainebleau, Tél : 46 86 43 23

Bezons (95) : 30, rue Edouard Zola, Tél : 39 61 05 42

RENAULT 21 GTX

Année 88, 95.000 Km

Très bon état

PRIX (à débattre)

Tél : 40.96.95.90 (Bur.)

CORSA VIVA 1.4 LI

Bordeaux - 13.000 Km - 95

GOLF 90 CV 5P.

Gris clair métal - 10.500 Km - 95

SAFRANE BACCARA

Vert anglais - 7.000 Km - 95

AVIS CENTRE OCCASIONS

(1) 44.18.10.65

Port. 07.84.10.33

VOITURES NEUVES

de 8 à 20 % moins chères

Toutes marques

tous modèles, nous consulter

Mandataire CEE 123/85

CARS CHEAP IMPORT

88 rue Desnouettes - 75016 PARIS

Tél : 45.31.98.00

ESPACE RXE V6

Année 91 - (modèle 92)

Bureau métallisé verni

Intérieur gris bleu - Climatisation

ABS - Alarme - Totouage

2 toits ouvrants - Radio KT - Cache bagage - prééquipement téléphonique

70.000 Km - Prix : 110.000 F

Tél : 42.50.56.91 (Don. après 20 h.)

Géant OCCASIONS GROUPE NEUBAUER

300 OCCASIONS

TOUTES MARQUES, GARANTIES

Notre sélection, cette semaine :

306 ST Autom., Clim. JABS AM 95... 15 Km

LANCIA THEMA 16 CV JABS AM 94... 11.700 Km

XM 2.0 Presso AM 92... 43.000 Km

SAFRANE 2.2 VT Autom., Clim. AM 95... 7.120 Km

306 S16 3P, Clim. AM 95... 34.000 Km

MERCEDES C 180 Elegance AM 95... 17.700 Km

306 ST The A.S.R. AM 95... 20 Km

306 1.4 GLX 3P, AM 95... 8.450 Km

ZX AVANTAGE 1.4 SP, AM 95... 30.750 Km

306 XRD AM 95... 9.220 Km

229, Bd. Anatole-France

93200 SAINT-DENIS

49.33.60.60

à 300 m du métro Mairie de St-Denis

Vente de Véhicules récents

Faibles kilométrages

Millésime 95

Garantie 1 an ou 12.000 Km

Possibilité d'essai ou financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASION

5, rue Bixio - 75007 PARIS

(1) 44.18.10.65

Pascal Bonnet

07.84.10.33

PORTE DE VERSAILLES AUTO

45.31.51.51

• Clio 1.2 RL 5 places, 93

• Clio 16 S, 93, T.O.

• R 19 Saga, 93

• BMW 318i, T.O., 93

• BMW 325 TD, Auto, 92

• BMW 725i, BA, 89

• CORSA GSi, 92

• SAFRANE 2.1 RT, 92

• PASSAT CL 90, 89

• CHEVROLET Beretta, 93

• MERCEDES C 180, BA, 94

L'AUTOMOBILE dans "LE MONDE"

c'est chaque Lundi daté Mardi

Pour vos annonces publicitaires contactez le

44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

ART Le peintre Victor Vasarely poursuit, le 13 décembre, Renault devant le tribunal de Nanterre en accusant la firme d'avoir endommagé certaines de ses œuvres et d'en

avoir « perdu » d'autres. Derrière cette affaire se dessine la constitution puis la dispersion de la collection d'art de Renault, dans les années 70 et 80. ● CLAUDE RENARD,

un cadre de l'ancienne Régie passionné d'art contemporain, a commandé ou fait acheter des centaines d'œuvres, notamment de Dubuffet, Michaux, Sam Francis,

Rauschenberg, Rosenquist, Matta, Tinguely, Boltanski, Vasarely, Arman, Hantai, Viallat... ● GEORGES BESSE, alors PDG de la Régie, coupe les budgets en 1985. Une partie de la

collection reste chez Renault, l'autre est cédée en 1988 à une fondation contrôlée par le collectionneur Jean Hamon. Mais les deux parties de ce trésor soulèvent des polémiques.

Mystères et convoitises autour de l'ineestimable collection de Renault

La firme automobile a constitué, dans les années 70 et 80, un trésor artistique unique au monde. Selon une rumeur, des œuvres se trouveraient chez des collectionneurs privés, d'autres seraient endommagées. Pour en avoir le cœur net, Victor Vasarely attaque la Régie en justice

UN ASPECT peu connu des activités de la Régie Renault, celui de mécène et collectionneur d'art, vaut au numéro un français de l'automobile de se retrouver assis, le 13 décembre, devant le tribunal de Nanterre. Accusé par le peintre Victor Vasarely d'avoir endommagé certaines œuvres et d'en avoir « perdu » d'autres, la Régie incrimine la rumeur et affiche sa sérénité. La justice tranchera. En attendant, l'affaire ramène à la surface vingt ans d'une aventure singulière et troublante qui a vu l'entreprise publique amasser un trésor artistique unique au monde avant d'en laisser partir la moitié chez un collectionneur privé.

1. LE PROJET AMBITIEUX DE CLAUDE RENARD

Tout commence en 1966, avec le retour en France de Claude Renard, un cadre de la Régie passionné d'art contemporain. Aux États-Unis, il a été impressionné par la qualité des rapports entre le monde de l'art et celui des grandes entreprises. En France, où tout est à faire dans ce domaine, il rêve pour Renault d'un rôle pionnier. Pierre Dreyfus, alors PDG de la Régie, lui donne sa bénédiction. A la tête d'un service baptisé « Renault Art et Industrie » (domaine réservé du président), Claude Renard va développer une ambiteuse politique de mécénat industriel.

Dans un premier temps, de 1967 à 1972, Renault assiste une poignée d'artistes - Arman, Dubuffet, Ni-

colas Schöffer, Pol Bury - en leur fournissant des pièces automobiles qu'ils utilisent dans leurs œuvres. Leurs expositions mettent en relief le rôle de la Régie, mais il n'est pas encore question d'acheter.

Au début des années 70, la construction d'un nouveau siège Renault à Boulogne-Billancourt offre l'occasion pour Claude Renard de concrétiser son discours sur la primauté de l'art dans l'entreprise. La Régie passe commande à des artistes renommés d'œuvres destinées à être intégrées aux murs, et appelées, justement, « intégrations ».

Stimulés par les commandes, de nombreux artistes français et étrangers vont produire des centaines d'œuvres

Soto réalise le grand hall d'entrée, Dubuffet fournit dix-huit sculptures pour une série de salons, et Vasarely trente panneaux d'aluminium pour la salle à manger des cadres.

D'autres espaces sont confiés à Arman, Dewasne, Tomaselli et Le Parc. Dans ce monde d'ingénieurs et de techniciens, l'art générique de Vasarely fait merveille.

Celui de Dubuffet fait grincer des dents.

A la même époque, Claude Renard engage Renault dans une politique d'encouragement à la création. Souvent présentée comme exemplaire dans les milieux de l'art, elle se poursuivra pendant une douzaine d'années, favorisant une production aussi abondante qu'originale.

Stimulés par les commandes ainsi que par le soutien matériel et financier de la Régie, de nombreux artistes français et étrangers, dont certains sont aujourd'hui parmi les plus cotés : Michaux, Sam Francis, Rauschenberg, Rosenquist, Matta, Tinguely, Erro, Boltanski, Martin Barré, Hantai, Viallat, etc., vont produire des dizaines, puis des centaines d'œuvres. Parmi celles qui vont décorer les bureaux et les salles de réunion de l'état-major de la Régie, transformant le bâtiment en musée confidentiel, beaucoup sont de grande qualité. Et leur valeur ne cessera d'augmenter.

C'est cette phase-là, génératrice d'une effervescence artistique sans égal, qui fut la grande affaire de Claude Renard, le grand succès de Renault Art et Industrie.

Ce n'est pas tout. Renault fait acheter un nombre limité d'œuvres signées Dubuffet, Vasarely, Arman, Soto et Tinguely par sa filiale suisse, Renault Finance, dont le siège est à Lausanne. Ajoutées à celles fournies par ces artistes dans la phase des intégrations, les œuvres forment une

collection cohérente de première qualité.

« Renault s'est retrouvé en possession d'un trésor plus riche et plus original que les collections de la Chase Manhattan Bank et de Peter Stuyvesant, qui sont pourtant les références en la matière », rappelait, récemment, un expert.

Un industriel devient, sans déboursier un sou, l'heureux dépositaire de cet ensemble inestimable

Une autre caractéristique de la collection Renault est d'avoir été réalisée à bas prix. Le prestige de la Régie, sa politique d'incitation et la perspective d'une fondation : tout amenait les artistes à céder leurs œuvres à des conditions préférentielles, à des « prix d'ami ». Les trente et une « intégrations » de Victor Vasarely ont été facturées au prix coûtant de 300 000 francs.

« Une somme symbolique pour un ensemble exceptionnel », constate Claude Renard. Sans doute s'agit-il d'œuvres qui échappent à la loi du marché. Reste que le prix atteint, le 29 novembre à Londres, par un seul tableau de Dubuffet - 1,7 million de dollars (8,5 millions de francs) - donne une idée de la « valeur marchande » potentielle d'une collection.

2. LA RÉGIE PERD DES MILLIARDS...

L'ambition du projet devait conduire au rassemblement de tous les trésors - ceux du siège parisien, qui ne savait plus où les mettre, et ceux de Renault Finance - dans une fondation d'intérêt public. Mais, en 1975, Pierre Dreyfus, sans que cette expérience artistique n'aurait pas été possible, doit passer la main.

Son successeur, Bernard Vernier-Pallez, hérite de la collection, mais aussi des démêlés judiciaires de Dubuffet avec la Régie. Il en profite pour mettre un terme aux achats de Renault Finance et pour abandonner le projet de fondation.

Après ce coup de frein, la politique d'incitation à la création reprend de plus belle, de 1981 à 1985, sous Bernard Hanon, lui aussi passé par le moule de l'Amérique. A cette époque, est créée l'incitation à la création (IAC), une association loi de 1901 qui va servir d'interface entre Renault et les artistes. Présidée par Bernard Hanon, et animée par Claude Renard, l'IAC s'occupe des expositions que la Régie organise à l'abbaye de Senanque (Vaucluse), puis à celle de Montmajour (Bouches-du-Rhône).

Mais Renault perd des milliards. En 1985, Bernard Hanon est remplacé par Georges Besse, qui taille dans les budgets. Exit Renault Sport, exit Renault Art et Industrie, exit Claude Renard. Et bientôt, exit une partie de la collection. Après avoir fait dresser un inventaire détaillé de celle-ci, la direction tranche : les intégrations du siège et le fonds de Renault Finance restent ; une moitié des œuvres d'incitation aussi. L'autre moitié doit vider les lieux.

Comment partir et où aller ? Pour contourner les difficultés juridiques (les œuvres sont inaliénables, c'est-à-dire impossibles à vendre ou à céder), on va opérer de la manière suivante.

Les artistes reçoivent une lettre du PDG de Renault leur proposant de reprendre leurs œuvres puis de les confier, dans la perspective d'une fondation, à une structure qu'ils connaissent bien : l'IAC, qu'anime Claude Renard et qui reste synonyme de Renault. La majorité des artistes acceptent. Claude Renard cherche ensuite

un repreneur. Plusieurs solutions sont, paraît-il, envisagées avec l'Etat, avec de grandes entreprises ou avec des villes. « Mais, dit-il, les négociations traînaient et Renault s'impacitait ».

3. LE « CADEAU » FAIT À JEAN HAMON

Finalement, c'est un collectionneur privé, Jean Hamon, qui propose de reprendre le tout, en 1988. Avec l'aide de Claude Renard, il obtient l'accord des artistes, reprend l'IAC, s'engage à respecter les engagements pris par la Régie et à mettre sur pied une fondation. C'est ainsi que cet industriel passionné d'art contemporain devient, du jour au lendemain, sans coup férir et sans déboursier un sou, l'heureux dépositaire d'un ensemble inestimable.

Il est clair que de grandes signatures (Tinguely, Sam Francis, Rosenquist, Rauschenberg) sont restées au siège lors du partage, mais Jean Hamon hérite d'artistes (Boltanski, Erro, Martin Barré, Viallat, Hantai) dont la valeur n'a pas cessé de s'affirmer.

Un spécialiste de l'art contemporain juge « étonnant de se débarrasser ainsi d'une collection admirée du monde entier, valant une fortune et payée avec l'argent public ». Comment la direction de Renault

Mais la famille insiste. L'artiste « souhaiterait constater lui-même la présence des œuvres qu'il a remises à la Régie Renault ». La réponse se borne à rassurer. Un mois plus tard, un constat judiciaire établit que six tableaux et trois intégrations ont « disparu ». Ils ne sont présents « ni dans les locaux d'activité de la Régie Renault ni dans ses réserves », écrit l'avocat des Vasarely, M^{re} Yann Streiff, qui précise : « A ce jour, aucune indication n'a été donnée aux demandeurs ».

Ce n'est pas tout. Selon l'avocat, la décision de transformer la grande salle à manger du siège en bureaux a « porté gravement atteinte à l'œuvre » : des cloisons viennent buter sur les intégrations métalliques ; malgré les protections, certaines sont abîmées ; l'œuvre, conçue comme un ensemble, est dénaturée.

4. LA COLÈRE DU PEINTRE

Faute de règlement à l'amiable, les Vasarely ont assigné Renault en justice. Pour obtenir la restitution des œuvres disparues, la restauration des ensembles et l'indemnisation du préjudice subi. La Société des auteurs d'arts graphiques et plastiques (ADAGP) s'est jointe à eux. Pourquoi ? Parce qu'« il semblerait, sous réserve des éléments

Le long combat de Dubuffet

En 1973, la Régie Renault avait commandé à Jean Dubuffet les maquettes, plans et descriptions nécessaires à l'édification d'une sculpture monumentale intitulée *Salon d'été*, destinée à être implantée sur le terrain de son siège social, à Boulogne-Billancourt.

Après avoir engagé des travaux, mais inquiété des dépenses que cette réalisation allait entraîner, les dirigeants de Renault ont décidé, en 1975, de renoncer au projet et de démolir les constructions déjà effectuées.

Invokant le droit moral de l'artiste, Jean Dubuffet s'est alors lancé dans une bataille judiciaire contre la firme automobile, qui dura sept ans et qui provoqua, dans les milieux culturels, de multiples débats et polémiques. Finalement, la Cour de cassation donna raison, en 1983, à l'artiste et contraignit Renault d'achever la sculpture. Ayant gagné son procès sur le fond, l'artiste renouça à l'exécution du *Salon d'été*.

a-t-elle pu « couvrir ce tour de passe-passe » ? Pourquoi Claude Renard n'a-t-il pas trouvé de musée pour reprendre la collection, « alors que beaucoup auraient sauté sur l'occasion » ? Pourquoi la direction des musées nationaux n'a-t-elle pas été consultée alors qu'il s'agit d'argent public ?

Un constat judiciaire établit que six tableaux et trois « intégrations » de Vasarely ont « disparu »

Une rumeur, laissant également entendre que des œuvres de la collection Renault se trouveraient chez des collectionneurs privés, a circulé, en 1993, dans le petit monde de l'art parisien. Quels tableaux et quelles collections ? La rumeur ne le dit pas. Mais la famille de Victor Vasarely décide d'en avoir le cœur net.

Le 9 septembre 1993, invoquant le « droit moral » du vieil homme (il est âgé de quatre-vingt-dix-neuf ans) sur ses œuvres (une soixantaine), elle demande par écrit au PDG de Renault « si elles sont toujours exposées à la Régie dans les conditions souscrites, et si leur état de conservation ne nécessite pas de restauration ». Louis Schweitzer, PDG de la Régie, répond : « Vous pouvez être totalement rassuré sur la mise en valeur des toiles que nous possédons. Nous avons un grand souci de leur conservation et nous avons pris un soin particulier à protéger les grands panneaux en aluminium ondulés installés au huitième étage ».

que la Régie Renault serait susceptible de fournir, que plusieurs œuvres acquises fussent désormais parties de collections privées », écrit-elle. L'association semble ainsi reprendre la rumeur à son compte.

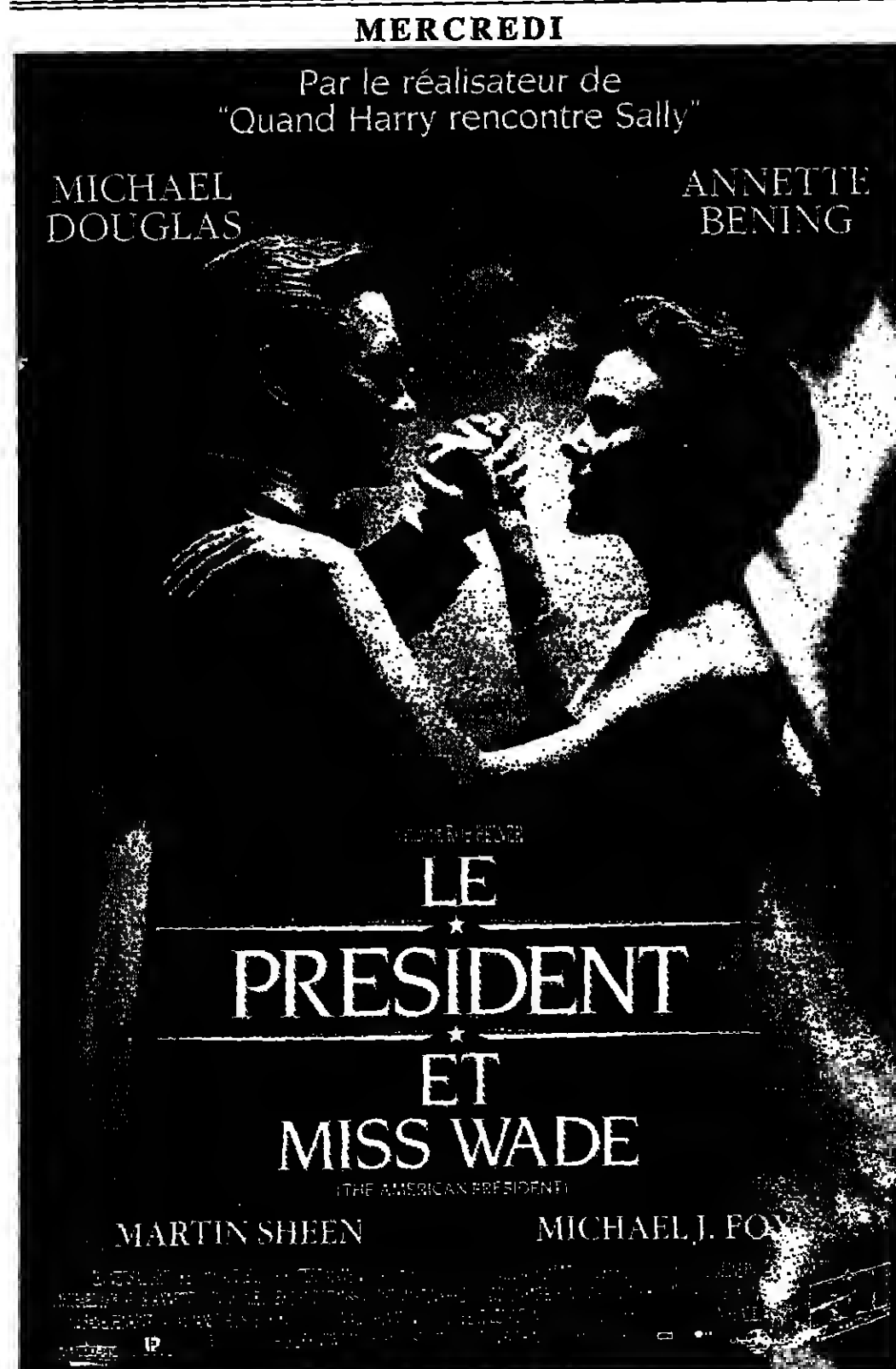
A la direction de la Régie, on réfute fermement ces graves allégations. « Renault, dit-on, n'a vendu aucune des œuvres » qu'elle possède. D'ailleurs, « les inventaires sont clairs : tout ce qui a été répertorié en 1985 est là ». Enfin, « il existe une bonne cohérence entre les listes et la collection physique ». Sans doute admet-on aujourd'hui que certaines œuvres de Vasarely puissent nécessiter une restauration.

Mais on ne voit pas « le moindre fondement à un procès contre [la Régie] ». Rien, sinon la rumeur et la convoitise suscitée par une collection brisée de portée des marchands. Et, si les inventaires et les œuvres n'ont pas été exhibés, déclare la direction, c'est parce que Renault réserve la primauté de ses révélations à la justice.

Jean Hamon, lui aussi, affirme avoir respecté ses engagements. « Je n'ai pas vendu une seule œuvre de cet ensemble, dont l'état et la qualité m'ont d'ailleurs donné pas mal de travail », nous a déclaré le mécène. Lui aussi s'en prend « aux rumeurs et à la jalousie » du petit monde de l'art parisien. M. Hamon nous a montré, dans une grange aménagée, des centaines d'œuvres dont la plupart viennent de chez Renault. « Il y en a tant que je n'ai pas pu prendre connaissance de toutes ».

Certaines sont bien prêtées pour des expositions, mais le public ne peut toujours pas les voir. Et dès que l'on aborde des œuvres précieuses, leur titre et leur valeur, les réponses sont floues. Le mystère reste entier.

Renard, Dewasne, Tomaselli



A Marseille, la nouvelle municipalité réoriente la politique culturelle

Le Festival Marseille-Méditerranée est supprimé et le futur Musée César retardé

Marseille connaît depuis quelques années un renouveau culturel puissant et original, tirant profit des diversités de la ville, tourné vers les rives

de la Méditerranée et les créations contemporaines. L'arrivée aux commandes de Jean-Claude Gaudin, qui succède à Robert Vigouroux, risque

de freiner ces orientations, jugées trop coûteuses dans une métropole qui est, depuis longtemps, en proie aux difficultés économiques.

MARSEILLE

de notre correspondant
« Trop coûteux, trop élitiste, éloigné des attentes des Marseillais », exit le Festival Marseille-Méditerranée, le « pôle culturel » dont rêvait Robert Vigouroux. Supprimé d'un trait de plume par Jean-Claude Gaudin. Ce premier et catégorique acte culturel du nouveau maire (UDF-PR) de Marseille en a surpris plus d'un, et certains redoutent désormais que les difficultés budgétaires d'une ville économiquement souffrante ne masquent un repli plus général de l'action culturelle.

Depuis le début de la décennie 90, la cité phocéenne a pourtant retrouvé une ambition artistique, et gagné une influence internationale (Le Monde du 11 janvier 1995). Son effervescence culturelle se mesure à la fréquentation des théâtres — dont trois scènes nationales —, à l'ouverture de musées, quatre en cinq ans, ou encore à son pouvoir d'attraction sur les artistes, quatre cents sont répertoriés sur l'annuaire d'art contemporain de la ville. Sans parler du rôle des rappeurs des « quartiers nord » dans cette reconquête culturelle.

FRANCHISE RUPTURE

Soucieuse d'étouffer la polémique naissante, Ivane Eymieu, deuxième adjoint de Jean-Claude Gaudin, déléguée à la culture, conclut que l'annonce de la suppression du Festival Marseille-Méditerranée s'est faite « un peu brutalement ».

Mais, ajoute-t-elle, « il faut dire les choses clairement ». Clairement donc, elle qualifie ce festival de « caprice de Robert Vigouroux, qui n'a pas été une réussite prodigieuse. La fréquentation a été insuffisante. Les retombées en termes d'image ont existé, mais douze millions de francs

de budget, convenez que cela fait cher ».

A la place sera présenté, en 1996, un événement estival doté d'un budget divisé par deux, et qui n'a pas encore trouvé son nom. Sa réalisation a été confiée à Apolline Quinrand, ancienne productrice à France 3-Marseille, et il devrait s'ouvrir sur un hommage au poète andalou Rafael Alberti.

« Malgré le quitus que lui accorde Ivane Eymieu (« un bon héritage »), Christian Poitevin s'indigne. « C'est une folie totale de remettre en question le Musée César », tempête-t-il en faisant allusion à la déclaration de politique générale de Jean-Claude Gaudin qui passe sous silence ce grand projet. Le sculpteur a signé une convention avec la ville au terme de laquelle il

vraient être débloqués pour un musée des « peintres aux couleurs de la Provence » cher à Jean-Claude Gaudin, encouragé par la réussite de l'exposition du même nom (123 000 entrées de février à mars 1995).

CULTURE ET ÉCONOMIE

Les subventions aux ateliers municipaux d'artistes installés dans des friches industrielles de la Belle-Mai devraient pour leur part être maintenues. « Voilà un terrain d'expérimentation intéressant, considère M^{me} Eymieu. Je crois très fort que la culture précède ou accompagne le développement économique ».

Balancement : tel est le maître mot de la nouvelle politique culturelle. Entre « identité marseillaise et ouverture à la Méditerranée », entre « innovation, art contemporain et conservation d'un patrimoine architectural méconnu ». Entre l'Opéra de Marseille, l'une des vitrines institutionnelles de la ville et les rappeurs de IAM. Balancement perçu par Christian Poitevin comme un « repli filieux. Entre les deux mille bourgeois qui ont le droit d'aller à l'Opéra et les dix mille mêmes qui font du rap, il faut, dit-il, savoir choisir ».

Longtemps critiqué pour être budgétivore (il consomme presque un quart du budget de la culture de la ville), l'Opéra de Marseille a vocation à devenir un opéra national de région. La fusion de son orchestre avec celui de l'Opéra d'Avignon est envisagée. L'élargissement de son financement à la région, à l'Etat et, souhaite la ville, au conseil général (socialiste) permettrait de libérer une manne financière disponible pour faire autre chose.

Luc Leroux

Portrait d'un sans-abri du temps de Goethe

Gilles Bouillon a présenté à Tours une mise en scène très actuelle de « Woyzeck », la pièce de Georg Büchner

WOYZECK, de Georg Büchner. Mise en scène : Gilles Bouillon. Avec Antoine Basler, Pierre-Alain Chapuis, Julia Zimina, Hélène Laoussier, Xavier Guitet, John Arnold... CENTRE DRAMATIQUE RÉGIONAL DE TOURS, 12, rue Léonard-de-Vinci, 37000 Tours. Tél. : 47-64-50-50. La pièce a été présentée jusqu'au 9 décembre.

La pièce de Büchner Woyzeck est tenue en Europe, depuis la libération d'Auschwitz et des autres camps, la bombe et la fin d'Hitler, comme l'un des axiomes de la création dramatique, tout comme Eschyle, ou Hamlet de Shakespeare, ou Dom Juan de Molière. Or ce manuscrit d'un homme mort jeune (il avait vingt-trois ans), en 1827, était inachevé : rien que quelques feuillets, non classés. Büchner n'avait pas donné de titre. Et, c'est là le plus particulier, Woyzeck est la seule des œuvres géantes du théâtre dont la figure numéro un soit celle d'un « pauvre ». Il n'a pas de domicile. Pour manger, il accepte d'être le sujet des expériences sinistres d'un médecin. Il expliquera lui-même, en son langage troué comme la façade d'une maison détruite, que ce sont le vertige et les éblouissements dus à la privation complète qui le conduisent à tuer sa femme.

Par la force des choses, puisque la pièce n'était qu'un chantier, les scènes de Woyzeck ont un caractère de télescopage à cru. Cela fait apparaître plus violent encore le refus de dialogue qu'oppose Woyzeck, aux intercesseurs, sincères ou faux. Büchner découpe le profil aigu noir-de-charbon de Woyzeck sur les agitations et les couleurs d'une misérable lanterne magique qui projetterait les « plaisirs des fau-

chés » : femmes crevant de froid des baraques foraines, ours ou singes malades, et les bals des dimanches.

La mise en scène de Gilles Bouillon, à Tours, définit cette découpe de l'attitude de refus absolu de dialogue de Woyzeck sur fond d'une animation cauchemardesque de société. Cauchemardesque, mais dansée et chantée. Aussi les lycéens et étudiants, qui constituent la constante première de l'auditoire des théâtres de vraie tenue, ont-ils été saisis par l'« aujourd'hui » d'une pièce écrite il y a cent cinquante ans.

Le décor de Nathalie Holt est un libre relief d'espace, dont volumes et couleurs, mobiles, changent de « partenaire », selon les brusques retours de flamme de la pièce (car les scènes de Woyzeck sont exceptionnellement courtes, et comme prises et laissées en marche). Les costumes font se lever devant nos yeux un fantôme de société (ils ont été choisis, par la décoratrice, surtout dans des magasins des armées, hôpitaux, usines, des pays de l'Est).

Tous les acteurs sont sur la brèche, comme Antoine Basler, Woyzeck maniaque-dépressif, calme-violent, ou Pierre-Alain Chapuis, capitaine de Woyzeck, ou Hélène Laoussier (la femme de Woyzeck), ou, dans le rôle du seul ami de Woyzeck, Xavier Guitet.

Il faut faire une mention spéciale de la musique de petite formation de foire et de bal qui a été composée au fur et à mesure, ou plutôt comme sur mesure, pendant les répétitions, par Julia Zimina, Pierre-Alain Chapuis et Cyril de Turckheim : elle est aussi proche et sensible que le texte, elle est jouée sur scène par les comédiens, c'est très beau.

Michel Cournot

Publicité

Parrainé par la Fondation Gan

Le Prix Louis-Delluc sera décerné jeudi prochain.

Fondé en 1937 par Maurice Bessy, le Prix Louis-Delluc, qui porte, historiquement, le nom du premier critique cinématographique et qui est considéré comme le Goncourt du cinéma, sera décerné jeudi prochain au cours d'un déjeuner traditionnel au Fouquet's.

Le jury, formé en majorité de critiques, est composé de Gilles Jacob, Président, entouré de Jean de Baroncelli, Claude Beylie, Michel Mardard Namaganya, un des derniers du genre, et qui n'a jamais quitté le Rwanda. Petit homme aéro, appartenant à une ethnie méprisée, mais restée — quand c'était possible — à l'écart des drames nationaux, il chante, danse et joue en imprimant d'étonnantes gestes d'oiseau au-dessus de sa cithare. Et puis voilà qu'à trois fois les Rwandais ici réunis recréent un terrible blues des origines. La salle bat des mains. L'Amérique leur doit tout.

Véronique Mortaigne

Rabaudy, Jacques Siclier, Pierre Tchernia, Serge Toubiana et Marie-Noëlle Tranchant.

Comme chaque année, le jury a procédé à une présélection. Le Delluc 1995, sera donc attribué à l'un des huit films suivants : « La cérémonie » de Claude Chabrol, « Le bonheur est dans le pré » d'Etienne Chatiliez, « À la vie à la mort » de Robert Guédiguian, « La fille seule » de Benoît Jacquot, « La haine » de Mathieu Kassovitz, « Le garçon » de Maurice Pialat, « Le hussard sur le toit » de Jean-Paul Rappeneau, « Nelly et M. Arnaud » de Claude Santet.

Le prix bénéficie cette année du soutien de France-Inter

Florida Uwera chante le Rwanda, avant et après l'horreur

SOUFFLES D'AFRIQUE, du 7 au 26 décembre. Jusqu'au 12 : chants de cour du Rwanda par Florida Uwera, trompes des Banda Linda de Centrafrique. Du 14 au 19 : musiciens Bamum du palais de Foumban (Cameroun), dirigé par le prince Aboubakar Njassé N'joya, Na-Mazarion et Aji Gana Chélima (Nigeria) et hantbois du Niger. Du 21 au 26, chants et danses de la côte de l'équateur. Le 15 à 18 h 30 : entretien-démonstration avec le prince Aboubakar Njassé N'joya.

MAISON DES CULTURES DU MONDE, à 20 h 30, le samedi à 19 heures, le dimanche à 17 heures, relâche le mercredi. 101, boulevard Raspail. M^{me} Saint-Placide ou Notre-Dame-des-Champs. De 80 à 100 F. Tél. : 45-44-41-42.

Rien, aucune question d'aucune sorte, ne fera dire à Florida Uwera son appartenance ethnique. Lassitude, écoulement, crainte... Grande femme drapée dans un boubou à dessins géométriques, cette aristocrate tutsie est venue au chant dans le cénacle de la cour royale, avant les flambées indépendantistes et la révolte du petit peuple butu contre les féodaux tutsis en 1959.

Née en 1937, elle refuse de se définir autrement que comme Rwandaise, parlant la langue commune, le kinyarwanda. « Ce sont, dit-elle, les colonisateurs qui ont exigé que soit écrit sur les poitiers : Tutsi, Hutu ou Twa, et cela doit cesser. » Aujourd'hui, Florida Uwera est l'une des dernières depositaires du chant traditionnel rwandais : berceuses, chants d'éloge au roi, aux guerriers ou aux vaches (symboles de la richesse), chants à danser, très influencés par l'art des Pygmées Batwas, ethnies minoritaires de la cour tutsie allant par le passé recruter ses musiciens.

Exilée au Zaïre à l'indépendance, en 1960, installée au Burundi en 1964, elle fonde avec des artistes de la diaspora rwandaise

une troupe de chanteurs et de danseurs, Indabyikirwa. « A distance, le gouvernement rwandais faisait tout pour saboter la troupe. Alors, j'ai travaillé seule, j'ai composé des chansons que des proches ou des amis me commandaient, pour la séparation (la fille ou le fils qui se séparent de la mère et de la famille au moment du mariage), des chants de nostalgie, de louange pour un enfant. »

RÉCONCILIATION

Florida Uwera dit qu'elle a rêvé vu des massacres de 1959, ni de ceux de 1993. Revenue cet été au Rwanda pour quatre mois, elle dit tout d'abord que « tout était

Les étranges Banda Linda

Crâne rasé, jupettes en raffia, munis de grelots, les joueurs de trompe des Banda Linda de Centrafrique font la suite du programme de Florida Uwera. Leurs instruments sont formés d'une racine épaisse de kapokier préalablement creusée par des termites. De registre et de taille variables (ils peuvent mesurer jusqu'à 1 mètre de long), ils sont utilisés « en hoquet » et produisent des mélodies hachées et puissantes. Les Banda Linda, des agriculteurs sédentarisés, aiment à fêter en fanfare les mariages, les enterrements ou la venue des hôtes de marque. Ces manipulateurs de polyphonie ont de tout temps intrigué les compositeurs contemporains, comme György Ligeti, et les ethnomusicologues.

calme, il y avait des fleurs ». Puis, s'insurge sans plainte : deux de ses frères, des cousins, son père sont morts. Elle a souffert. « Comme tout le monde. Imaginez-vous la joie au cœur, parce que vous rentrez chez vous, et quand vous arrivez, il n'y a plus personne. Des crânes, des os. Je suis incapable de chanter quel que ce soit là-dessus. Je suis muette. »

La page doit se tourner, dit-elle encore, « une fois punis les coupables du génocide ». Le mot est difficile à prononcer. Sur la scène de la Maison des cultures du monde, Florida Uwera œuvre à sa manière à la réconciliation nationale. Seule à capella, en duo, ou accompagnée à la cithare, elle retrouve les traces d'une poésie brisée par la guerre, la séparation. D'une voix vibrante, parfaitement mesurée, elle commence son pro-

gramme par un chant composé en 1963 par un rescapé des massacres de 1959 : « Et même si j'avais péché, pourquoi ces bêtes sont-ils punis ? Qu'ont fait ces jeunes filles, pour subir ce sort odieux ? » Plainte douce, mélodie entêtante, douleur suggérée. Puis, voici l'invitation à la veillée, menée par un cercle de jeunes gens : « Nous voici nous tous qui ignorons la haine. »

Les bras croisés sous la voile blanc, Florida Uwera explore l'histoire rwandaise : gloire au roi Mutara II Rwigyira, mort il y a presque deux siècles ; pitié pour le prince Rangira, dont les deux parents ont été tués, et qui fut lui-

même assassiné en 1887 ; bonneur aux Pygmées Batwas, si fins danseurs... Elle use des voix de gorge, ou de tête. Elle alterne les motifs superposés en tulle (en duo avec Charles Kalisa) et le chant à réponse face au cithariste Kwa Médard Namaganya, un des derniers du genre, et qui n'a jamais quitté le Rwanda. Petit homme aéro, appartenant à une ethnie méprisée, mais restée — quand c'était possible — à l'écart des drames nationaux, il chante, danse et joue en imprimant d'étonnantes gestes d'oiseau au-dessus de sa cithare. Et puis voilà qu'à trois fois les Rwandais ici réunis recréent un terrible blues des origines. La salle bat des mains. L'Amérique leur doit tout.

La Cité des papes d'Avignon devient patrimoine de l'humanité

LE COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL de l'Unesco a admis 29 nouveaux sites dans le patrimoine culturel et naturel de l'humanité, parmi lesquels la Cité des papes d'Avignon, les centres historiques de Sienna et Naples et l'île de Pâques (Chili). La liste du patrimoine mondial compte désormais 469 sites, répartis dans 105 pays. Les nouveaux élus sont 23 « biens culturels » (villes, monuments...) et 6 « biens naturels » (paysages, formations géologiques...). Ils viennent s'ajouter à des lieux aussi prestigieux que le temple d'Abou Simbel, le Mont-Saint-Michel ou la lagune de Venise. Le Chili (île de Pâques), le Laos (Luang Prabang), les Pays-Bas (Schokland), la Corée du Sud (3 sites) et l'Uruguay (Colonia del Sacramento) font leur apparition sur la liste. Les pays disposant de moyens limités pourront bénéficier d'une aide de 3 millions de dollars par an pour l'entretien des sites. Le comité a, par ailleurs, décidé d'ajouter le parc national américain de Yellowstone sur la « liste rouge » des sites menacés par des guerres, catastrophes naturelles ou activités économiques (18 au total), qui compte notamment la vieille ville de Dubrovnik (Croatie) et celle de Jérusalem.

■ **MUSIQUE** : l'opération « Silence... musique » devait être lancée dans les hôpitaux, lundi 11 décembre, à l'initiative du ministère de la culture. Sous le parrainage de la chanteuse Véronique Sanson, chanteurs et instrumentistes apporteront par des concerts leur soutien aux actions de sensibilisation artistique déjà menées en milieu hospitalier, notamment auprès des enfants malades par des équipes spécialisées. Georges Moustaki, Hugues Aufray, Jean Guilford, Steve Waring... se mobilisent pour cette opération ainsi que des chefs d'orchestre comme Michel Plasson, Jean-Claude Casadesu, Claire Gibault, les pianistes Bruno Rigutto, Philippe Cassard, etc.

■ La direction de l'Opéra-Bastille a décidé de retarder d'une heure le lever de rideau des représentations de *La Bohème*, de Puccini, prévues les lundi 11, mardi 12, jeudi 14 et vendredi 15 décembre, en raison de la grève des transports en commun parisiens. Les représentations débiteront à 20 h 30, au lieu de 19 h 30.

■ **THÉÂTRE** : cinq ans après la mort de Tadeusz Kantor, peintre et homme de théâtre polonais, une sculpture gigantesque représentant une chaise plantée à été érigée devant la maison-musée de l'artiste à Hucisko, près de Cracovie, dans le sud de la Pologne. La chaise, objet souvent présent dans les décors des pièces de Kantor, a été réalisée en béton. Elle mesure 10 mètres de haut. Kantor avait déjà réalisé ce projet en installant une chaise en bois analogue en Norvège, près d'Oslo, mais elle n'avait pas résisté aux intempéries scandinaves.

Une « Flûte enchantée » triste et poussive ouvre la saison de la Scala de Milan

Riccardo Muti dirige l'opéra de Mozart pour la première fois

Après la crise d'identité qui a secoué la vie lyrique italienne et notamment la Scala, Milan a pu assister au spectacle d'ouverture de la saison

1995-1996 de la plus emblématique scène lyrique du monde. Cette soirée inaugurale est l'occasion pour les Milanais de faire assaut d'élégance.

Délaissant les habitués visons, les dames de la haute société ont manifesté cette année dans la salle pour la protection des animaux.

LA FLÛTE ENCHANTÉE, de Mozart, avec Matthias Hölle (Sarastro), Paul Groves (Tamino), Victoria Loukianetz (Reine de la Nuit), Andrea Rost (Pamina), Lisa Larson (une vieille, Papagena), Simon Keenlyside (Papageno), Sergio Bertocchi (Monastatos), les enfants du Tölzer Knabenchor, Riccardo Muti (direction), Odette Nicoletti (costumes), Misha van Hoëcke (mouvements chorégraphiques).

THÉÂTRE DE LA SCALA. Prochaines représentations les 12, 13, 19, 21, 29 décembre, à 20 heures; les 17, 23 et 31 décembre, à 15 heures. Durée du spectacle: 3 h 20. De 270 000 lires (parterre et première loge) à 10 000 lires (entrée). Tél. 19-39-2-720 637 44.

MILAN

de notre envoyé spécial
Il est risqué de confier un récit féérique à un intellectuel mélancolique. Et si cet intellectuel a été nourri de fantaisies baroques et du sens de la culpabilité propre aux chrétiens, il sera aisé de comprendre l'immense

distance qui le tient éloigné de l'idée de bonheur raisonnable, laborieux et difficile, mais malgré tout conquis, qui imprègne *La Flûte enchantée*. De la mise en scène de Roberto De Simone - spectacle inaugural de la saison 1995-1996 de la Scala -, il sera impossible d'oublier l'image, indélébile, de Tamino - nouveau Nazareen - fouetté jusqu'au sang par les prêtres de Sarastro, avant qu'il n'affronte les épreuves imposées par le rite maçonnique. Voilà bien la première version sadomasochiste de l'œuvre de Mozart: malgré des recherches scrupuleuses, nous n'avons trouvé aucune trace de semblables perversions dans les indications du livret de Schikaneder.

Le résultat? Un spectacle triste et poussif comme un procès de la Contre-Réforme situé dans une Égypte imaginaire où les colonnes du temple sont faites de trocs d'arbre à chapiteaux corinthiens: nature et culture, culture et nature, unis pour nous rappeler que la vie est avant tout souffrance, perpétuel examen. Mozart savait très bien tout cela.

Riccardo Muti dirige cet opéra

pour la première fois. Sa direction est partiellement influencée par cet immobilisme sombre. Faisant suite à une ouverture romantique, tendue, âpre et exaspérée, aux intensités contrastées, un voile semble avoir été tendu pour séparer l'orchestre et le public. Le son s'enveloppe de so- lemnité et de nostalgie, pour atteindre son point culminant, et son

ter dans l'attente. Matthias Hölle doit résoudre un problème ardu: comment peut-on chanter le rôle de Sarastro en peinant pour atteindre les notes les plus basses?

Les décors de Mauro Carosi sont éclectiques: il ne se décide pas à choisir parmi les ruines égyptiennes, les fonds rochers menaçants de style gothique et les réminiscences clas-

Le public applaudit par courtoisie. Il est plus convaincu à la fin. Même si des protestations à l'encontre de Sarastro, de la Reine de la Nuit et de la mise en scène se font entendre

autojustification, lors du chant de Pamina. Mozart exigeait une interprétation pathétique, un phrasé lié et intime, un « chant italien », comme cela se disait au XVIII^e siècle. La soprano Andrea Rost en est parfaitement consciente. Elle chante - particulièrement dans l'aria en sol mineur du deuxième acte - avec une intensité et une douceur douloureuse vraiment convaincantes. Elle a du caractère.

Victoria Loukianetz en manque: après un petit incident au premier acte, elle chante comme une étudiante les pizzicati de l'air si pitoyable, de la Reine de la Nuit. Les passages de colorature sont franchis sans erreur mais sans fantaisie. Muti s'inquiète de ne pas la couvrir en demandant à l'orchestre de jouer doucement et, hélas, trop lentement.

Des quatre voix masculines principales, Simon Keenlyside est le mieux adapté au rôle (Papageno), tant du point de vue vocal que scénique. Il est agile jusqu'à l'acrobatie, intense au plus profond du regard. En travaillant son rôle et celui de Monastatos (un Sergio Bertocchi malléable comme un Arlequin de la commedia dell'arte), Muti se souvient d'un coup que *La Flûte* peut aussi faire naître le sourire. Si le Tamino de Paul Groves est très conscient de son devoir, il n'est moins des embûches de la langue allemande; il possède du style, est expressif, mais il lui manque l'enthousiasme, le sentiment et la raison qui poussent le prince à se je-

siques. Une grotte béante les domine: s'agit-il de l'intérieur de Mère Nature? Les costumes des personnages populaires (Papageno, les esclaves, Monastatos) dessinés par Odette Nicoletti sont réussis, quand ceux des prêtres de Sarastro les font ressembler à des cardinaux réunis pour de vénéneux conciles.

Les réactions sont jouées pratiquement dans leur intégralité, en version originale et sans traduction: la Scala, qui considère indigne de projeter ceux-ci sur un écran, demande à son public un effort qui n'est pas partagé par tous: « Quel ennui, cet opéra allemand! », décrètent quelques jeunes industriels qui se sont trompés de spectacle. A la fin du premier acte, le public applaudit par courtoisie. Il est plus convulsé à la fin. Même si des protestations isolées à l'encontre de Sarastro, de la Reine de la Nuit et de la mise en scène se font entendre.

A l'extérieur du théâtre, sur la place de la Scala, les ouvriers au chômage d'Alfio Romeo protestent vigoureusement: à l'intérieur quelques dames qui portaient, il y a pas longtemps encore, de somptueuses fourrures (même en été) déroulent une banderole dénonçant le massacre des phoques et d'autres animaux. Elles se sont couvertes à l'amour des animaux, à l'exaltation d'une nature que Mozart a su si bien faire chanter dans *La Flûte enchantée*.

Sandro Cappelletto

JOYEUX NOÛRAUTO!



Chez Norauto, les téléphones mobiles vont plus loin avec Itineris.

OFFRE D'ABONNEMENT AVEC ITINERIS

159 F TTC⁽¹⁾

par mois



Motorola Flare
Batterie puissante.
Accès aux fonctions rapide et simple.
Autonomie en veille: 12h, en communication: 65mn, 5 couleurs.

+ 300 F TTC⁽²⁾

de communications gratuites.



Itineris

36 15 NORAUTO

Adresses et horaires des magasins, heures d'ouverture, conseils, services, tous les renseignements pratiques... 01 27 12 22 22

Norauto

LA QUALITÉ DE VOTRE VIE

Jusqu'au 30 décembre 95

CONCERTS

LUNDI 11 DÉCEMBRE - 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET
Ensemble InterContemporain
Dir. : DAVID ROBERTSON
Jens McManama, cor
Jean-Marie Corneille, violon
Pierre-Laurent Aimard, piano
LIGETI, BRAHMS, SCHOENBERG

MERCREDI 13 DÉCEMBRE - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
KATIA LABEQUE
MARIELLE LABEQUE
GONZALO RUBALCABA
de Falla, Albeniz, Ravel, Rubalcaba
Places de 40 F à 290 F. Tél. : 40-52-50-50

Samedi 16 décembre à 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Ferruccio Furlanetto, ténor
Alexis Weissenberg, piano
RACHMANINOV, MOUSSORGSKI
Places 50 F à 380 F. Tél. : 40-52-50-50

DIMANCHE 17 DÉCEMBRE 11 h 30

THÉÂTRE DU CHÂTELET
DIMANCHES 11 h 30
Solistes et musiciens
l'Orchestre de Paris
SCHOENBERG, MAHLER

LUNDI 18 DÉCEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
LES LUNDIS MUSICAUX
Maria BAYO
soprano
Mozart-Strauss-Nin-de Falla
Tél. : 49-53-05-07

LUNDI 18 DÉCEMBRE - 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET
City of Birmingham
Symphony Orchestra
Dir. : SIMON RATTLE
EMANUEL AX, piano
PETER SEIFFERT, ténor
THOMAS HAMPTON, baryton
SCHOENBERG, MAHLER

OPERA
Respighi
Ravel - Fauré
Amphithéâtre de la Scala
Réserv. places 12-13-14-15-16

Je suis 1550

plan
erre

Les « compositions lumineuses » de Moholy-Nagy

180 photographes exposés au Centre Pompidou

LE CENTRE POMPIDOU présente le plus bel ensemble jamais montré de photographies signées Laszlo Moholy-Nagy (1895-1946) : cent quatre-vingt-six exactement, acquis conjointement par le Centre et le Musée Folkwang d'Essen. Peintre, sculpteur, photographe, enseignant au Bauhaus, fondateur du New Bauhaus de Chicago, cet artiste d'origine hongroise est un des maîtres de la modernité, avant-guerre. Et du photogramme, une image obtenue sans appareil, en déposant un objet sur une feuille sensible.

Man Ray, Tabard et bien d'autres ont exploré le procédé qui autorise une nouvelle vision de



l'espace et de la lumière. L'exposition, découpée en périodes historiques, montre combien Moholy-Nagy n'a cessé, toute sa carrière, d'en explorer le champ et qu'il était un virtuose du genre, créant « un monde sans objets et sans ombres, une réalité de la lumière absolue et de l'obscurité absolue. »

★ Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, angle sur Saint-Merri, Galerie 27 (Forum, 1^{er} sous-sol). M^{usée} Châtelet-Las-Halles. En semaine, de 12 heures à 21 heures ; samedi et dimanche, de 10 heures à 21 heures. Fermé le mardi. Tél. : 44-78-12-33. 20 F et 27 F. Jusqu'au 1^{er} janvier 1996.

UNE SOIRÉE À PARIS

Chants coptes et chants soufis Le Festival d'art sacré de Paris et l'Institut du monde arabe ont allié leurs forces afin de présenter deux facettes de la musique égyptienne, l'une chrétienne (copte), avec l'Ensemble David du Caire, l'autre soufie (nuslunah), avec Cheikh Al Halawaty et la confrérie Al Hamidiyya Al Chakhiliyya. Cirque d'Al-Hawariyya, 110, rue Amelot, Paris-17^e. M^{usée} Filles-du-Calvaire. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-61-54-99. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F.

Benoît Blue Boy & Marine Band Club Avec Jean-Jacques Milteau, Patrick Verbeke et Paul Perronne, Benoît Blue Boy est l'un de ceux qui s'obstinent, parfois avec réussite, à marier la langue de brassens aux blues du Mississippi. Mais il ne dédaigne pas non plus le rock gaullien et le zydeco. Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris-14^e. M^{usée} Pernety. 22 heures, le 11. Tél. : 43-22-79-66.

Les Indépendants au République

Quartier Mozart, premier film franco-camerounais de Jean-Pierre

Bekolo, est sorti en salle le 22 novembre. Au bout d'une semaine, il était retiré de l'affiche. Ce film, qui décrit sur quelques jours la vie de plusieurs habitants d'un quartier d'une grande ville camerounaise, dégage une énergie communicative... Une chance donc de le découvrir à cette unique séance.

Cinéma Le République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^{usée} République. 20 h 30, le 11. Tél. : 48-05-51-33. 30 F.

Les soirées cinéma du Trianon Fidèle à ses séances à l'ancienne (double programme, et en complément bandes d'actualités, films annonces, dessins animés), cette dernière soirée de l'année 1995 de l'association l'art cinématographique rend hommage en ce mois de décembre au plus européen des réalisateurs américains, Jacques Tourneur (le fils de Maurice). Deux de ses plus grands films, rarement projetés, le seront ce soir : *Vaudou* (1943), grand film noir, et *Stars in my Crown* (1950), une chronique familiale.

Cinéma Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^{usée} Anvers. 20 heures, le 11. 50 F.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 11 DÉCEMBRE

Le Bohème de Puccini. Leontina Vadu, Cristina Gallardo-Domas (Mimi), Roberto Alagna (ou Keith Olsen), Roberto Aronica (Rodolfo), Gwynne Geyer, Valérie Millot (Musette), Jean-Luc Chalagnaud, Jason Howard (Marcel), Kristinn Sigmundsson, Ildebrando d'Arcangelo (Colline), Franck Leguérinel, LeRoy Villanueva (Schaunard), Chœurs et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^{usée} Bastille. 19 h 30, les 11, 12, 14, 15, 22 et 24 ; 15 heures, le 11. Tél. : 40-28-28-40. Location Fnac. De 50 F à 120 F.

Ensemble InterContemporain Uigeli : Trio pour violon, cor et piano. Brahms : Sérénade op. 16. Schoenberg : Suite pour sept instruments. Jers McManana (cor), Maryvonne Le Dize (violin), Florent Boffard (piano), David Robertson (direction). Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^{usée} Châtelet. 20 heures, le 11. Tél. : 40-28-28-40. Location Fnac. De 50 F à 120 F.

Kin Ta Kanawa (soprano), Jonathan Papp (piano). Œuvres de Vivaldi, Mozart, Strauss, Copland, Liszt et Rachmaninov. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 h 30, le 11. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 550 F.

Orchestre symphonique français Bach : Concertos pour deux, trois et quatre pianos et orchestre BWV 1060, 1063, 1064 et 1065. Michel Béroff, Jean-Philippe Colled, Gabriel Tacchino, Bruno Rigutto (piano), Lauret Pettigard (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{usée} Ternes. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-61-53-00. Location Fnac. De 50 F à 300 F.

MARDI 12 DÉCEMBRE Orchestre du Conservatoire de Lyon Bartok : Musique pour cordes, percussions et céleste, Concerto pour piano et orchestre n° 3. Le Mandorlin, Peter Caba (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 20 heures, le 12. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

Ensemble orchestrale de Paris Beethoven : Coriolan, Concerto pour piano et orchestre n° 5 « l'Empereur ». Schumann : Symphonie n° 4. Brigitte Engerer (piano), Jerzy Semkow (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 h 30, le 12. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 270 F.

MERCREDI 13 DÉCEMBRE The Chamber Orchestra of Europe Haydn : Symphonie n° 100, « Militaire », n° 101, « Révolte », n° 102, « Le bal ». Brahms : Symphonie n° 2. Anne-Sophie von Otter (mezzo-soprano), Nikolaus Harnoncourt (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 20 heures, le 13. Tél. : 44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Ensemble vocal Sagittarius Schumann : Spanische Liebeslieder, Le Paradis et la Péri, extraits. Liszt : Réminiscence de Don Juan. Bach : Cantate. Brahms : Liebeslieder (piano), Michel Laplante (direction). Les Ulis (91). Centre culturel Boris-Vian, rue du Morven, 20 h 30, le 15. Tél. : 69-07-65-53. De 50 F à 95 F.

SAMEDI 16 DÉCEMBRE Maître de Radio-France Olman : Chœurs pour voix d'enfants. Lejart : Trois chants pour un Noël, création. Nigg : Sonate pour violon et piano, création. Jacques Vandeville (hautbois), Véronique Fèvre (clarinette), Laurent Le Chenadec (basson), Jean-Guillaume Catlin (percussions), Stéphane Tren Ngoc (violin), Brigitte Vandome (piano), Denis Dupays (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{usée} Pessy. 17 h 30, le 16. Tél. : 42-30-15-16. En libre accès.

Œuvres de Bartók, Gurilyov, Karaulov, Kozlovsky, Manfredini, Cimarra. Conservatoire national d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 1^{er}. M^{usée} Montmartre. 19 heures, le 16. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 110 F.

Ferruccio Furlanetto (basse), Alexis Welsensberg (piano) Rachmaninov : Mélodies. Moussorgski : Mélodies. Chants et danses de la mort. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 h 30, le 16. Tél. : 49-52-50-50. Location Fnac. De 50 F à 390 F.

Œuvres de Haydn, Quatuors à cordes. Quatuor à cordes op. 44 n° 3, de Mendelssohn (40, 60 F). Orchestre de Paris Beethoven : Leonore I, Concerto pour piano et orchestre n° 3. Symphonie n° 4, Radu Lupu (piano), Wolfgang Sawallisch (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{usée} Ternes. 20 h 30, les 13 et 14 ; 16 h 30, le 16. Tél. : 45-61-53-00. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 320 F.

JEUDI 14 DÉCEMBRE Louis Claret (violoncelle), Josep Colom (piano) Brahms : Sonate pour violon et piano op. 78. Mendelssohn : Lied ohne Worte. R. Strauss : Sonate pour violoncelle et piano op. 6. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^{usée} Soirée. 18 h 45, le 14. Tél. : 40-49-47-77. 70 F.

Œuvres de Beethoven, Les Biches. Mozart : Concerto pour violon et orchestre KV 216, Symphonie n° 35, « Haffner ». David Gerrett (violin), Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 heures, le 14. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.

Amsterdam Baroque Choir and Orchestra Bach : Oratorio de Noël. Ruth Holton (soprano), Elizabeth von Magnus (alto), Guy Oe Mey (ténor), Klaus Mertens (basse), Ton Koopman (direction). Église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}. M^{usée} Pyramides. 20 heures, le 14. Tél. : 48-24-16-28. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 200 F.

Les Docteurs Miracle Musique de Bizet et Lacocq. Edwige Bourdy (Laurette), Christine Gerbeud (Véronique), Lionel Peintre (le Podesté), Yves Coudray (Sylvia), Edouard Goujard (piano), Mireille Larroche (mise en scène). Péniche Opéra, 200, rue de Jemmapes, Paris 10^e. M^{usée} Jemmapes. 21 heures, les 14, 15, 16, 21, 22 et 23 ; 17 heures, les 17 et 24, jusqu'au 1^{er} janvier. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 120 F.

VENDREDI 15 DÉCEMBRE Les 50 ans de Jacques Lenot Lenot : Deuxième et troisième livres d'orgue, création. Michel Bourcier, Laurent Carle, François Espinasse, Jean Boyer, Jean-Christophe Revel, Marc Chiron (orgue). Église Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris 1^{er}. M^{usée} Les Halles. 19 heures et 20 h 30, le 15. Tél. : 45-01-92-25. 60 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France Schubert : Rosemonde de Chypre, ouverture. Mendelssohn : Concerto pour violon et orchestre. Brahms : Symphonie n° 2. Christian Tetzlaff (violin), Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{usée} Ternes. 20 heures, le 15. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Professeurs et étudiants du Conservatoire Hommage enniversaire à Gabriel Fauré. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 15 heures, le 15 ; 16 h 30 et 20 heures, le 16. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

La Pierre qui chante de Silvia Malagugini. Silvia Malagugini, Claire Soubeyrin, Lisa Burg, Edmond Hurtrait, Frédéric Lair (chanteurs), Lucie Coppola, Susan Epstein, Claire Hick, Evelyne Le Pollot, Yves Fleck (danseurs), Edmond Zartarian (percussion), Emmanuel Pinto (mise en scène). Église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4^e. M^{usée} Port-Marie. 20 h 30, le 15 ; 17 heures, le 17. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. 120 F.

Peter Frankl (piano) Bartok : Suite de danses. Beethoven : Sonate pour piano op. 111. Schumann : Carnaval. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^{usée} Miromesnil. 20 h 30, le 15. Tél. : 49-52-05-07. Location Fnac. De 100 F à 220 F.

Ensemble vocal Sagittarius Schumann : Spanische Liebeslieder, Le Paradis et la Péri, extraits. Liszt : Réminiscence de Don Juan. Bach : Cantate. Brahms : Liebeslieder (piano), Michel Laplante (direction). Les Ulis (91). Centre culturel Boris-Vian, rue du Morven, 20 h 30, le 15. Tél. : 69-07-65-53. De 50 F à 95 F.

SAMEDI 16 DÉCEMBRE Maître de Radio-France Olman : Chœurs pour voix d'enfants. Lejart : Trois chants pour un Noël, création. Nigg : Sonate pour violon et piano, création. Jacques Vandeville (hautbois), Véronique Fèvre (clarinette), Laurent Le Chenadec (basson), Jean-Guillaume Catlin (percussions), Stéphane Tren Ngoc (violin), Brigitte Vandome (piano), Denis Dupays (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{usée} Pessy. 17 h 30, le 16. Tél. : 42-30-15-16. En libre accès.

Œuvres de Bartók, Gurilyov, Karaulov, Kozlovsky, Manfredini, Cimarra. Conservatoire national d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 1^{er}. M^{usée} Montmartre. 19 heures, le 16. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 110 F.

Ferruccio Furlanetto (basse), Alexis Welsensberg (piano) Rachmaninov : Mélodies. Moussorgski : Mélodies. Chants et danses de la mort. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 h 30, le 16. Tél. : 49-52-50-50. Location Fnac. De 50 F à 390 F.

Œuvres de Haydn, Quatuors à cordes. Quatuor à cordes op. 44 n° 3, de Mendelssohn (40, 60 F). Orchestre de Paris Beethoven : Leonore I, Concerto pour piano et orchestre n° 3. Symphonie n° 4, Radu Lupu (piano), Wolfgang Sawallisch (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{usée} Ternes. 20 h 30, les 13 et 14 ; 16 h 30, le 16. Tél. : 45-61-53-00. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 320 F.

JEUDI 14 DÉCEMBRE Louis Claret (violoncelle), Josep Colom (piano) Brahms : Sonate pour violon et piano op. 78. Mendelssohn : Lied ohne Worte. R. Strauss : Sonate pour violoncelle et piano op. 6. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^{usée} Soirée. 18 h 45, le 14. Tél. : 40-49-47-77. 70 F.

Œuvres de Beethoven, Les Biches. Mozart : Concerto pour violon et orchestre KV 216, Symphonie n° 35, « Haffner ». David Gerrett (violin), Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{usée} Alma-Marceau. 20 heures, le 14. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.

Amsterdam Baroque Choir and Orchestra Bach : Oratorio de Noël. Ruth Holton (soprano), Elizabeth von Magnus (alto), Guy Oe Mey (ténor), Klaus Mertens (basse), Ton Koopman (direction). Église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}. M^{usée} Pyramides. 20 heures, le 14. Tél. : 48-24-16-28. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 200 F.

Les Docteurs Miracle Musique de Bizet et Lacocq. Edwige Bourdy (Laurette), Christine Gerbeud (Véronique), Lionel Peintre (le Podesté), Yves Coudray (Sylvia), Edouard Goujard (piano), Mireille Larroche (mise en scène). Péniche Opéra, 200, rue de Jemmapes, Paris 10^e. M^{usée} Jemmapes. 21 heures, les 14, 15, 16, 21, 22 et 23 ; 17 heures, les 17 et 24, jusqu'au 1^{er} janvier. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 120 F.

VENDREDI 15 DÉCEMBRE Les 50 ans de Jacques Lenot Lenot : Deuxième et troisième livres d'orgue, création. Michel Bourcier, Laurent Carle, François Espinasse, Jean Boyer, Jean-Christophe Revel, Marc Chiron (orgue). Église Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris 1^{er}. M^{usée} Les Halles. 19 heures et 20 h 30, le 15. Tél. : 45-01-92-25. 60 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France Schubert : Rosemonde de Chypre, ouverture. Mendelssohn : Concerto pour violon et orchestre. Brahms : Symphonie n° 2. Christian Tetzlaff (violin), Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{usée} Ternes. 20 heures, le 15. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Professeurs et étudiants du Conservatoire Hommage enniversaire à Gabriel Fauré. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 15 heures, le 15 ; 16 h 30 et 20 heures, le 16. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

La Pierre qui chante de Silvia Malagugini. Silvia Malagugini, Claire Soubeyrin, Lisa Burg, Edmond Hurtrait, Frédéric Lair (chanteurs), Lucie Coppola, Susan Epstein, Claire Hick, Evelyne Le Pollot, Yves Fleck (danseurs), Edmond Zartarian (percussion), Emmanuel Pinto (mise en scène). Église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4^e. M^{usée} Port-Marie. 20 h 30, le 15 ; 17 heures, le 17. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. 120 F.

Peter Frankl (piano) Bartok : Suite de danses. Beethoven : Sonate pour piano op. 111. Schumann : Carnaval. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^{usée} Miromesnil. 20 h 30, le 15. Tél. : 49-52-05-07. Location Fnac. De 100 F à 220 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

La Danse et la guerre Parallèlement au spectacle donné par la Martha Graham Company, au Théâtre des arts de Créteil (Le Monde du 9 décembre), quatre compagnies françaises proposent, elles aussi, des chorégraphies inspirées plus ou moins directement par la guerre.

● L'Ombre du ciel, de Catherine Duvrier, les 12 et 13 décembre, 20 h 30, au TND de Rennes. Tél. : 99-31-55-33. De 55 F à 110 F. Et le 26 janvier, à Lamoignon, au Centre culturel Jean-Moulin. Tél. : 55-34-45-49.

● Rapport sur une académie, création de François Verret, du 5 au 12 janvier 1996 (relâche les 7 et 10), au Quartier de Brest, à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. De 40 F à 80 F.

● Opusculs, de Bernardo Montet, le 13 janvier, au Centre culturel Jean-Reinhold, de Dieppe. Tél. : 35-82-04-43. Et à l'Anselet, au Centre, 51, rue de Bercy, Paris-12^e, du 16 au 20 janvier, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77 et 44-73-77-00. 100 F.

● L'effraction du silence, de Bouvier Obadia, à la Maison de la Danse de Lyon, les 12, 13 et 14 janvier, à 20 h 30. De 80 F à 100 F. Tél. : 72-78-18-18.

● La Fleur de pierre, de Pierre Berthelot, 6, rue Marcellin-Berthelot, 21 heures, le 16 ; 16 heures, le 17. Tél. : 48-70-64-63.

JAZZ Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Captain Baïer, 58, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^{usée} Châtelet. 22 heures, le 11. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Craig Handy Quintet Le Vieux 28, rue Jacob, Paris-6^e. M^{usée} Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 11 et 12. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Diverses Blessures Cartouche-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12^e. M^{usée} Château-de-Vincennes. 20 heures, les 12 et 14 ; 21 heures, les 13, 15 et 16 ; 16 h 30, le 17. Tél. : 43-28-36-16. M^{usée} Pernety. 22 heures, le 11. Tél. : 43-22-79-66.

Ombrel Mille Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^{usée} Châtelet. 22 heures, les 13 et 14. Tél. : 40-36-46-50. 78 F.

Liz McComb & the Childrens Gospel Choir of America Église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8^e. M^{usée} Madeleine. 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 46-37-33-88. De 150 F à 200 F.

Gilbert Sigris Trio New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^{usée} Château-d'Eau. 20 h 30, le 14. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Benny Waters & Poly Jordan Quintet Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris-6^e. M^{usée} Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30 et 22 heures, le 14. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Kurt Elling Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 21 heures, le 15. Tél. : 42-00-14-14. Location Fnac. De 50 F à 120 F.

Belmond Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^{usée} Châtelet. 22 heures, les 15 et 16. Tél. : 40-36-46-50. 78 F.

Christian Vander Trio Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^{usée} Châtelet. 22 heures, les 15 et 16. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Roots of Communications Montreuil (93) Instantanés chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 12. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Saxophone Montreuil (93) Instantanés chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 12. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 160 F à 250 F.

Faust argentin La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^{usée} Pigalle. 20 h 30, du mardi au samedi ; 15 h 30, dimanche. Jusqu'au 31. Tél. : 45-87-50-50. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 190 F.

Allain Leprest Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris-15^e. M^{usée} Porte-de-Vanves. 20 h 30, les 12, 13, 14, 15 et 16 ; 17 heures, le 17. Tél. : 45-31-10-96. Location Fnac. De 60 F à 80 F.

Le Livre de la jungle Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^{usée} Opéra, Madeleine. 14 h 30, les 13, 16, 17, 20, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 ; 20 heures, le 2 janvier, jusqu'au 7 janvier. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. 135 F.

Aladdin Zenith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 14 h 30 et 18 heures, les 16 et 17 ; 14 h 30 et 18 heures, le 20 ; 14 h 30 et 19 heures, le 21 ; 14 h 30 et 20 heures, le 22 ; 14 h 30, le 24. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac. De 100 F à 190 F.

Renaud Hantson Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11^e. M^{usée} Voltaire. 19 heures, le 16. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac. Didier Sutra Clichy (92) Théâtre Rutebeuf, 16-18, allées Léon-Gambetta. M^{usée} Mairie-de-Clichy. 21 heures, le 14. Tél. : 47-39-28-58. Location Fnac, 100 F.

Enzo Enzo Colombes (92) Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 12. Tél. : 47-81-69-02. Location Fnac. 130 F.

ROCK Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Unleashed Arapha, 30, avenue d'Italie (Centre Italie-II), Paris-13^e. M^{usée} Place-d'Italie. 20 heures, le 11. Tél. : 53-79-00-11.

Benoît Blue Boy & Marine Band Club Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris-14^e. M^{usée} Pernety. 22 heures, le 11. Tél. : 43-22-79-66.

Arno Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11^e. M^{usée} Voltaire. 20 h 30, le 13. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac.

Blue Oyster Cult Église-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^{usée} Anvers. 19 h 30, le 14. Tél. : 44-92-45-45. 165 F.

Les Ambassadeurs, Snails, les Chiens jaunes Arapha, 30, avenue d'Italie (Centre Italie-II), Paris-13^e. M^{usée} Place-d'Italie. 20 heures, le 14. Tél. : 53-79-00-11.

Reg'lyss Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M^{usée} Porte-de-Pantins. 21 heures, le 14. Tél. : 42-00-14-14. De 50 F à 120 F.

Positif, Bababab, Boban Boss Band Montreuil (93) La Pêche, 16, rue Pavin, 20 heures, le 15. Tél. : 42-70-69-65. Un jouet (d'une valeur de 100 F).

Alliance Ethnik Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 16. Tél. : 69-43-03-03.

MUSIQUE DU MONDE Une sélection à Paris et en Ile-de-France

</

Un bouquet numérique pour AB Productions

CLAUDE BERDA, PDG et principal actionnaire avec Jean-Luc Azoulay d'AB Productions (société qui produit notamment « Le Club Dorothée »), a annoncé, jeudi 7 décembre, le lancement de sa première chaîne de télévision, en analogique, diffusée par le satellite Eutelsat 2 F1. Baptisée AB 1, elle pourra être captée par les particuliers équipés d'une parabole ou par les têtes de réseaux câblés. Sa programmation puisera dans les fictions d'AB Productions (« Hélène et les garçons », « Les filles d'à côté », etc.).

Claude Berda prépare aussi un bouquet de huit autres chaînes thématiques de télévision qui seront diffusées en numérique sur Eutelsat, courant 1996. AB 2 Gold sera consacrée à la musique, AB 3 Cartoons au dessin animé, AB 4 Découverte à l'évasion sous toutes ses formes, AB 5 Humour à la « franchise rigolade », AB 6 Châmes « à la sexualité et à l'érotisme », AB 7 Action tentera de convaincre « les aficionados de la gâchette et des cascades », AB 8 Polar s'adressera aux maniaques du borsalino et AB 9 Romance tentera de faire craquer les dames avec des histoires d'amour. « On veut démontrer que la télévision numérique n'est pas l'apanage des seuls grands groupes industriels », a dit Claude Berda. Pour sa programmation, AB Productions a choisi un canevas ne comportant ni films récents, ni événements sportifs, choix qui permet d'éviter la compétition avec des groupes comme Canal Plus et à des acteurs de taille moyenne de jouer leur rôle.

Y. M.

« Libération » vit une semaine cruciale

Alors que les projets de restructuration et de recapitalisation sont à l'ordre du jour, le personnel défend sa minorité de blocage

LIBÉRATION s'approprie à vivre une semaine cruciale. Mercredi 13 décembre, le comité d'entreprise examinera le plan de restructuration du journal proposé par la direction. Ce même jour, un conseil d'administration extraordinaire de la société éditrice de Libération, regroupant l'ensemble de ses actionnaires, doit se réunir pour aborder la recapitalisation du journal et la montée en puissance du groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux.

Depuis l'annonce de 95 départs au sein du personnel sur un effectif de 390 personnes, le personnel est en conflit avec la direction et Chargeurs, devenu le principal partenaire du journal (Le Monde des 1^{er} et 5^e décembre). Mardi 5 décembre, le quotidien n'a pas paru à la suite d'une grève du personnel, qui a également décidé d'une grève des signatures, jusqu'au 13 décembre.

Le comité d'entreprise devrait refuser le plan de la direction : il le juge trop lourd et estime qu'il se fonde sur une vision trop pessimiste de la situation économique du journal. Après une perte prévisionnelle de plus de 110 millions de francs en 1995, la direction a prévu un déficit de 60 millions en 1996. C'est ce résultat - qu'il faut, selon la direction, réduire impérativement à 15 millions de francs -, qui justifie le plan de restructuration et la suppression d'un quart des effectifs.

Le personnel reproche à la di-

rection de « charger la barque » pour faire passer un plan qui satisfait le groupe Chargeurs. Pour le comité d'entreprise, comme pour le conseil de surveillance - qui représente la société du personnel de Libération, principal actionnaire du journal, avec 45,2 % -, les chiffres de la direction sont sur-estimés et la situation économique de Libération ne justifie pas tant de départs.

Certains s'attendent cependant à ce que Serge July, PDG de Libération, et Pierre-Jean Bozo, directeur général, reviennent leur plan à la baisse. La direction souhaite éviter au maximum les licenciements, en privilégiant les incitations aux départs volontaires et les recours aux temps partiels. Il semble difficile pour la direction de ne pas tenir compte de la forte mobilisation du personnel, ces dernières semaines. Quant au groupe Chargeurs, il reste attaché à une certaine paix sociale au sein de l'entreprise.

« PAR AMITIÉ »

Le plan est pourtant une condition sine qua non de son engagement dans Libération : « Chargeurs mettra l'argent nécessaire pour un plan de restructuration rapide et durable de Libération », a confirmé Jérôme Seydoux au cours d'une rencontre avec le conseil de surveillance, la semaine dernière. Les relations avec le groupe de

Jérôme Seydoux restent difficiles, reposant parfois sur la menace et le malentendu.

Jérôme Seydoux est l'un des actionnaires historiques de Libération, qu'il soutient « par amitié » pour le journal et pour Serge July. Devant les membres du conseil de surveillance, M. Seydoux a toutefois réaffirmé que la stratégie de Chargeurs ne passait pas par la presse écrite : ce sont les circonstances et l'absence d'autres soutiens financiers qui l'ont incité à jouer un rôle prépondérant et donc à examiner de près la gestion de Libération. Devant le principal partenaire du journal depuis l'échec de la nouvelle formule de Libération, par le biais d'une souscription de 75 millions de francs, sous forme d'obligations convertibles en actions à partir de juillet 1997, il se détermine que 12 % du journal. Mais sa participation devrait croître si les obligations sont converties et s'il souscrit, comme il l'a annoncé, à une augmentation de capital.

Jérôme Seydoux a répliqué à ceux qui craignent la perte de l'indépendance du journal : « Je n'ai pas attendu soixante et onze ans pour prendre le contrôle rédactionnel d'un journal. L'indépendance du journaliste est une condition morale. » Il a aussi réitéré les numéros selon lesquels Chargeurs vendrait rapidement sa participation. Et son engagement ne se fera pas

sans l'accord de l'équipe de Libération. Si celle-ci refuse le soutien de son groupe, Jérôme Seydoux se retirera et le cours de l'action Chargeurs se portera mieux.

Le personnel ne veut pas de ce soutien à n'importe quel prix, et surtout pas celui de la perte de minorité de blocage. Le conseil de surveillance explore d'autres solutions : nouveaux partenaires, création d'une société des lecteurs, etc. Mais le temps presse. Serge July rappelle dans une lettre récente au comité d'entreprise : « Sans l'intervention massive d'un ou de plusieurs partenaires financiers, l'issue est connue. Ce sera, à court terme, c'est-à-dire fin janvier-début février 1996, le dépôt de bilan. »

A. S.

■ JOURNAL TÉLÉVISÉ : la nouvelle formule du journal télévisé de mi-journée de France 3, le « 12/13 », devait débiter, lundi 11 décembre, à 11 h 45. En semaine, les présentateurs sont Laurence Bottilier et Georges Matéria ; et le week-end, Pierre-Frédéric Baudry. France 3 affiche comme axes de la ligne éditoriale de ce « 12/13 », à la fois nationale et régionale, « la proximité et la curiosité » (deux tiers des sujets viendront des vingt-quatre bureaux régionaux) et « dans le droit fil du 1920, dont le succès va croissant », selon Xavier Gouyou-Beauchamps, directeur général de France 3.

Le groupe Kirch abandonne son décodeur

LE GROUPE du magnat allemand de l'audiovisuel Leo Kirch a annoncé, samedi 9 décembre, qu'il rejoignait le consortium dirigé par Canal Plus et Bertelsmann afin de proposer un seul décodeur pour les futurs programmes de télévision numérique, en Allemagne. « Il est dans l'intérêt des clients d'avoir un seul décodeur pour recevoir les différents programmes offerts », a affirmé Gottfried Zmuck, porte-parole de Leo Kirch.

L'accord a été conclu jeudi 7 décembre au siège de Deutsche Telekom, principal opérateur de télévision câblée en Allemagne, qui voulait éviter l'affrontement entre deux systèmes de décodage des futures télévisions numériques en Allemagne et qui préférait les performances techniques du Media-Box de Canal Plus à celles du « d-box » développé par le groupe Kirch avec Finlandia Noka.

Le groupe Kirch va rejoindre la société MMBG (Multimedia Betriebsgesellschaft) associant déjà Deutsche Telekom, Canal Plus, Bertelsmann, la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT) et les chaînes publiques ARD et ZDF. M. Zmuck n'a pas indiqué quel compromis a été trouvé sur le décodeur commun. Plusieurs détails restent à négocier. Mais l'accord entre Bertelsmann, Kirch, et Canal Plus était nécessaire : ils contrôlent la seule chaîne à péage allemand, Première, base de départ incontournable en matière de télévision numérique en Allemagne avec ses 500 millions d'abonnés.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.30 Magazine : Femmes.</p> <p>13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.25 Feuilletton : Dallas.</p> <p>15.25 Série : Cannon.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>Salut les Muscles : Clip ; Jeu.</p> <p>17.20 Série : La Philo selon Philippe.</p> <p>17.55 Série : Les Années fac.</p> <p>18.25 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Série : Alerie à Malibu.</p> <p>20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.</p>	<p>12.10 Jeu : Les 2 Amours (et 4.00).</p> <p>12.45 Météo (et 13.35).</p> <p>12.59 Journal.</p> <p>13.45 JNC.</p> <p>13.50 Série : Derrick.</p> <p>14.55 Placé en garde à vue.</p> <p>15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Quel de neuf, docteur ?</p> <p>17.45 Série : Cooper et nous.</p> <p>18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.</p> <p>18.40 Que le meilleur gagne.</p> <p>19.10 Bonne nuit les petits. Des enfants qui se chamaillent.</p> <p>19.20 Studio Gabriel (et 1.25).</p> <p>19.59 Journal, Météo.</p>	<p>12.35 Journal.</p> <p>13.05 Jeu : Tout en musique.</p> <p>14.00 Magazine : Si vous parliez.</p> <p>14.50 Série : Simon et Simon.</p> <p>15.40 Série : Magnum.</p> <p>16.25 Dessin animé : Popeye.</p> <p>16.35 Les Minikéums.</p> <p>17.45 Divertissement : Je passe à la télé.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. L'Art français-Ancien Régime, 1620-1775, d'André Chastel.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fais si tu chantes.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.</p> <p>13.25 Téléfilm : Je serai à la maison pour Noël. De Martin J. Chornsky, avec Hal Holbrook.</p> <p>En cette période de Noël 1994, dans une petite ville côtière des Etats-Unis, toute la famille est réunie. Ne manque plus que Mike, héros de l'aviation, dont la femme est enceinte.</p> <p>15.05 M 6 boutique.</p> <p>15.15 Boulevard des clips (et 5.00).</p> <p>17.00 Variétés : HRT Machine.</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin. (12/12) Les Bijoux de la Castafiore.</p> <p>18.00 Série : Robocop.</p> <p>19.00 Série : Flash.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Jeu : Le Grand Zap.</p> <p>20.35 Magazine : Ciné 6.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45.</p> <p>12.30 La Grande Famille.</p> <p>13.40 Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.45 Téléfilm : Quelque chose pour aimer. De Tom McLoughlin, avec Brian Dennehy, Jacqueline Bisset.</p> <p>15.15 Téléfilm dimanche (rediff.).</p> <p>16.10 Cinéma : Grosse Fatigue. Film français de Michel Blanc (1993). Avec Michel Blanc.</p> <p>17.30 Dessin animé : Bugs Bunny.</p> <p>17.55 Dessin animé : Les Multoches.</p> <p>18.00 Le Dessin animé.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35.</p> <p>18.28 Série : Les Zinzins.</p> <p>18.30 CyberFlash.</p> <p>18.40 Nulla part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; à 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Fayet.</p> <p>19.30 Flash d'informations (et 22.05).</p> <p>19.40 Zéromag, le contre-journal.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.</p> <p>20.35 Téléfilm : La Fille de Paul. De Didier Grousset, avec Bernard Yerles, Anais Jeanneret.</p> <p>22.15 Cinéma : Un carnet de bal. Film français de Julien Duvivier (1937, N.). Avec Marie Bell.</p> <p>0.20 Cinéma : Francesco. Film italien de Liliana Cavani (1986, v.o.). Avec Mickey Rourke, Helena Bonham-Carter, Andrea Ferrac.</p> <p>2.25 Surprises (35 min.).</p>	<p>12.30 Atout savoir. Le Stress.</p> <p>13.00 Documentaire : Destination.</p> <p>13.27 Le Journal du temps (et 18.57).</p> <p>13.30 Cinéma : L'Équipée sauvage. Film américain de László Benedek (1953, v.o.).</p> <p>15.00 Profils 2000.</p> <p>15.30 Qui vive ! (1/4).</p> <p>15.45 AIN : La Terre. Le Feu (1/5).</p> <p>16.00 La Preuve par cinq. La Lumière (1/5).</p> <p>16.30 Région. Haute-Normandie.</p> <p>17.00 Calisto.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Cogito. André Comte-Sponville.</p> <p>18.15 Les Grandes Inventions.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p>
CÂBLE	RADIO				
<p>TV 5 19.00 Paris humer. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct 20.00 Thalassa 21.00 Enjeux-Le Point. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures 22.40 Chacun son tour. 23.35 Ah ! Oues Tibes. Invités : André Makine ; Richard Millet ; Daniel Picouly ; Yasmine Reza ; Jean-Marie Borzeix. 0.35 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min).</p> <p>PLANÈTE 19.15 Les Toniques bleues De Jean-Loup Martin 19.40 Zoo : état des lieux. [4/4] Zous du futur. De Vivienne Howard. 20.35 Ruby, ville latente : sa lune, sa flore... De Robin Brown. 21.25 Les Enfants du voyage. [1/2] Au fil de l'acrobacie. De Dominique Maclair et Laurent Chevalier. 22.35 Quand l'amour est gai. De Laurent Gagliardi. 23.25 Des animaux et des hommes [8/12] Parmi les girafes. De Richard Brock. 23.55 Les Anges gardiens du Président. De John Harey (90 min).</p> <p>PARIS PREMIÈRE 19.00 Musiques en scènes. 19.30 Stars en stock. Charles Bronson. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Boccace 70 Film italo-français de Luciano Visconti. Vittorio De Sica, Federico Fellini et Mario Monicelli (1962). 0.20 Les Années romantiques. De</p>	<p>23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min).</p> <p>MTV 20.00 Greatest Hits 21.00 MTV Special. 22.00 Feuilletton : The Real World London. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Reggae SoundSystem. 0.00 The End ? (90 min).</p> <p>EUROSPORT 19.30 Tennis. En direct. Tournoi exhibition : Yannick Noah (Fr)-Boris Becker (All.), à Aschaffenburg (Allemagne). 22.00 Eurogoals. 23.00 Eurosportnews. (et 1.00) 23.15 Catch. 0.00 Les Jeux de l'extrême (60 min).</p> <p>CINÉ CINÉFIL 18.45 Kitty Foyle. Film américain de Sam Wood (1940, N.). Avec Ginger Rogers. 20.30 Le Diamant noir. Film français de Jean Delannoy (1940, N.). Avec Charles Vanel. 22.05 Le Verdier. Film britannique de Peter Glenville (1952, N.). Avec Laurence Olivier. 0.05 Fabiola. Film italien d'Alessandro Blasetti (1972) (1949, N.). Avec Michèle Morgan.</p> <p>CINÉ CINÉMAS 18.45 La Femme flic. Film français d'Yves Boisset (1979). Avec Mireille Mathieu. 20.30 La Musique du hasard. Film américain de Philip Haas (1992). Avec James Spader. 22.05 Une verge sur canapé. Film américain de Richard Quine (1965, v.o.). Avec Tony Curtis. 0.00 Les Aventures de Robinson Crusoe. Film britannique-américain de Luis Buñuel (1952, v.o., 85 min). Avec Dan O'Herry.</p>				
ARTE	<p>19.00 Série : L'Homme invisible (21/25) Trafic d'armes.</p> <p>19.25 Documentaire : Le Moine et le Poisson.</p> <p>19.35 Documentaire : La Légende du sport. (1/12) La Volonté de vaincre. Les athlètes noirs et la gloire. Michael Jordan et Arthur Ashe.</p> <p>20.00 Magazine : Reportage. La Mort en silence : l'arme en Sierra Leone, d'Hélène Riacher et Gonzalo Arjon.</p> <p>A Freedom, l'existence de douze mille enfants est menacée faute de nourriture.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Cinéma : Rocco et ses frères. Film italien de Luciano Visconti (1960, N.). Avec Alain Delon.</p> <p>23.35 Cinéma : Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant. Film britannique de Peter Greenaway (1989, v.o.). Avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren.</p> <p>1.35 Courts métrages : Court-circuit. Personne comme toi, de Lisa Ohlen (1994), avec Tord Petersen ; Cocagne et gagne, essai vidéo de Miroslav Hulverscheidt (rediff.) ; Mément petit déjeuner, de Lars Mullaack (1991, v.o., rediff.) ; La Guerre des pâtes, d'Agnes Merlet (1982), avec Jeffrey Kime, Laurent Beneguy (rediff., 9 min).</p>				

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément samedi dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Écrire et publier sous l'Occupation

Diffusé sur France 3 Paris Ile-de-France-Centre, le premier documentaire sur l'édition française pendant les années 1940-1944 est décevant



début des années 50. Au-delà de défauts qui ne sont pas tous imputables à un cadre horaire étroit, on peut surtout déplorer un réel déséquilibre dans la présentation de la profession. Loquace sur les phénomènes d'opposition, le film est grandement insuffisant sur la collaboration éditoriale. Incontestablement, les mises à jour des historiens de la période sont loin d'avoir entamé en profondeur ce que certains appellent le « mythe résistancialiste » par lequel on prétend équilibrer l'attention ou mieux l'« accommodation » de la grande masse des Français par l'héroïsme d'une minorité de résistants.

Rien n'est plus propre à entretenir un tel mythe que de s'abstenir, comme le font les auteurs du documentaire, de comparer l'impact des diverses publications de l'époque. Il est ainsi longuement question des éditions de *Minuit*, l'un des pôles de la résistance intellectuelle – et c'est à juste titre. Mais pourquoi ne pas dire aussi que le plus fort tirage de *Minuit* clandestin sera atteint par *Nuit noire* de John Steinbeck (avec mille cinq cents exemplaires), tandis que, dans le même temps, *Les Décombres* de Lucien Rebatet, chez Denoël, se vendent à soixante-cinq mille !

Autre occultation des plus cho-

quantes, celle quasi totale du pan économique de la mise au pas de l'édition française par les Allemands. Il n'est à aucun moment question du processus d'aryanisation, c'est-à-dire de confiscation pure et simple, des « maisons juives » : Calmann-Lévy (métamorphosé en Edition de Balzac), Nathan, Ferenczi. Pas plus qu'on n'évoque les prises de participation allemandes dans certaines entreprises françaises, comme Denoël par exemple, l'éditeur de Céline, ou Sortot. Pas question non plus de Bernard Grasset, l'une des figures les plus marquantes de la collaboration, dans ce secteur.

On peut comprendre et partager, cinquante ans après les faits, la volonté de comprendre plutôt que de juger. Mais il est regrettable de se contenter à propos de l'après-guerre de quelques allusions, assorties, il est vrai, d'un exceptionnel document filmé sur les premières réunions du CNE (le Comité national des écrivains, chargé de l'épuration littéraire, qui ne sera dissous qu'en 1970, auquel Gisèle Sapin, chercheur au CNRS, vient tout juste de consacrer une thèse novatrice). Sans doute faudra-t-il longtemps avant d'avoir à la télévision l'occasion de revoir cette copie... Et c'est incontestablement dommage.

Nicolas Weil

★ « Qu'est-ce qu'elle dit Zazie ? », *L'Édition sous l'Occupation*, France 3 Paris Ile-de-France-Centre, mardi 12 décembre à 23 h 25.

Il peut le dire !

par Luc Rosenzweig

CE DIMANCHE fut un vrai festival. On ne s'est pas ennuyé une minute. Et cela sans que les amateurs patentés de la télévision y soient pour quelque chose. Enfoncés les Guignols ! L'original renvoyait la marionnette au rayon des accessoires désormais inutiles. Etait-ce l'ambiance conviviale des *Marcheurs d'Ile-de-France* qui faisait école ? Ou la brusque prise de conscience que la vie est suffisamment dure pour qu'on ne la rende pas encore plus ennuyeuse à coups de langue de bois ? Tous les est-il que les rendez-vous politiques dominicaux n'ont pas été tristes.

Cela avait commencé à midi chez Michèle Cotta – dont l'émission « Polémiques » s'améliore d'ailleurs au fil des semaines – avec l'économiste Nicole Notat. Celle que l'on appelle « la tsarine » n'est certes pas réputée pour son penchant pour la franchise rigolade. Mais derrière son discours de dame de fer de la CFDT (« Je suis la CFDT ! ») apparaissait la femme, l'institutrice lorraine qui met le dimanche ses beaux habits. Et quels habits ! Maurice Dugowson, le réalisateur de « Polémiques », n'en finissait pas de faire des gros plans sur le magnifique col d'organdi brodé qu'arborait fièrement Nicole. Un pied de nez de première grandeur à ses collègues de FO et de la CGT. Blondel et Vianet ont enfilé leur tenue manif – casquette, écharpe et col ouvert ; elle, s'habille comme pour aller à la messe. Cela s'appelle le courage.

Quelques heures plus tard, le numéro comique de Charles Pas-

qua fut à la hauteur des espoirs d'Anne Sinclair, et même au-delà. L'hôteesse de « Sept sur Sept » avoua sur le plateau avoir parlé avec l'ancien ministre qu'il n'était pas cap'de chanter *Parlez-moi d'amour* en direct. Tu parles, Charles ! Dès qu'il en eut l'occasion, l'homme entonna le tube immortel de Lucienne Boyer, et d'une voix, ma foi, fort juste.

Anne Sinclair est maintenant redevable de la vérité aux téléspectateurs : quel était l'enjeu du pari ? Une caisse de pastis ? Une semaine de vacances dans les Hauts-de-Seine ? Un couscous à Sarcelles ? On veut savoir ! Pour le reste, Charles Pasqua ne fit pas dans la dentelle. Il invita à demimots l'actuel premier ministre à changer de métier, et lança, impétueux : « Le PS a raison et le RPR a tort ! », pour stigmatiser l'attitude des dirigeants gaullistes vis-à-vis du FN lors des élections partielles. Tout arrive.

Et Alain Juppé ? Comment allait-il se sortir du petit jeu du mot interdit qu'il s'était jusqu'à présent imposé ? Il peut le dire ! Le mot « négociation » est sorti de sa bouche comme une patate trop chaude, certes, mais il est sorti quand même ! On s'annonçait même que Jean-Luc Mano et Alain Duhamel ne lui aient pas offert la dernière édition du Grand Robert, comme il est d'usage dans ce type d'émission-jeu. Après cela, on pouvait se laisser glisser sans états d'âme dans *Le Grand Magasin* des Marx Brothers, diffusé par Arte. Le marxisme est de retour, tendance Groucho, et c'est tant mieux.

MARDI 12 DÉCEMBRE

TF 1

- 12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Métro.
13.30 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dalles.
15.25 Série : Cannon.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.20 La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Années fac.
18.20 Sport : Football.
Tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde de football 1998, en direct du Carrousel du Louvre.
20.00 Journal, La Minute hippique.
20.35 Sport : Football, en direct.
A Guingamp, 10^e de finale de la Coupe de la Ligue : Guingamp-Paris SG, 20.45, Coup d'envoi ; 21.30, Mi-temps ; 21.45, 2^e période, Métro.
Après leur récent match nul (0-0), en Bretagne, pour le compte du championnat, les deux équipes se retrouvent une nouvelle fois dans le cadre de la Coupe de la Ligue pour une rencontre inédite.
22.40 Magazine : Grands Reportages.
Samoëls, vivre l'une sans l'autre, de Mark Galloway et Alan Wilson.
0.00 Magazine : Les Rendez-vous de l'Entreprise.
Jérôme Seydoux (Chargeurs).
0.20 Série : Paire d'as.
1.15 Journal, Métro.
1.30 Programmes de nuit.
Reportages : Culture musicales (rediff.) ; 1.55, Histoires naturelles (et 3.40, 5.10) ; 2.50, Histoires de inventions ; 4.35, Côté cœur ; 4.55, Musique.

FRANCE 2

- 11.45 Jeu : Pyramide (et 3.55).
12.15 Jeu : Les 2 Amours (et 4.25).
12.55 Métro (et 13.35).
12.59 Journal.
13.45 IMC.
13.50 Série : Derricks.
14.50 Place en garde à vue.
15.50 Tiroir : En direct d'Enry.
16.05 Variétés : La Chanson aux chansons (et 5.10).
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 Quel de neuf, docteur ?
17.50 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.40 Que le meilleur gagne (et 3.20).
19.15 Bonne nuit les petits.
Nounours joue de l'accordéon.
19.20 Studio Gabriel (et 1.35).
19.59 Journal, Métro.
20.50 Cinéma : Pas d'amour sans amour. □ Film français d'Evelyne Oress (1993). Avec Patrick Chesnais.
22.30 Magazine : Ça se discute.
Présenté par Jean-Luc Orléane. Magiciens : la Grande Illusion ?
0.05 Les Films Lumière.
0.10 Journal, Métro.
0.25 La Cérémonie de minuit.
Fête de la lecture à l'occasion des 20 ans de « L'Esprit », avec Pierre Assoline. Invités : Amélie Nothomb (Les Citadines), Antoine Galland ; Plantu (Maggie Chic), Chronique de Gérard Miller ; Musique : Clémentine Masset.
2.05 Programmes de nuit.
Taratata (rediff.) ; 3.45, 24 heures d'infos ; 4.55, L'Alte et la bête ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

- 12.35 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous parliez.
14.48 La Magazine du Sénat.
15.00 Questions au gouvernement.
En direct de l'Assemblée nationale.
16.05 Série : Brigade criminelle.
16.35 Les Minikéums.
17.45 Divertissement : Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Chine, vision d'un empire céleste, de Suzanne Held et Hervé Beaumont.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Pa si la chance.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.50 Magie : David Copperfield.
Les plus grands numéros de David Copperfield présentés par Claudia Schiffer. Mais oui !
22.20 Métro, Journal.
22.50 Décrochage régional : Couleur pays.
Programme des treize télévisions régionales.
0.20 Sagachettes (rediff.).
0.50 Sidamag (rediff.).
1.05 Feuilleton : Dynastie.
1.50 Musique Graffiti.
Symphonie n° 41, mouvement de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Riccardo Muti (15 min).

M 6

- 12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Brigade suspecte.
De Jerry Jameson, avec Robert Conrad.
Un lieutenant de police enquête sur la mort d'une jeune femme. Seul indice, un message écrit en hébreu ancien dans la chambre de la victime.
15.05 Boulevard des clips (et 3.55).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Timon.
[12] Vol 714 pour Sydney.
18.00 Série : Robocop.
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations, Métro.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : E = M 6 junior.
Le centre Sea World en Floride. Un refuge pour les lamantins. Liberté ou captivité : le choix des dauphins.
20.50 Téléfilm : Tarzan à New York.
De Michael Schultz.
Tarzan part à la recherche de Chita, sa fidèle guenon, enlevée par des trafiquants. Il débarque à New York...
22.40 Téléfilm : L'Assassin de mes nuits.
De Richard Colla, avec Victoria Principal, Paul Le Mat.
0.20 Magazine : Les Documents de Zone interdite.
Présenté par Patrick de Carolis (rediff.).
2.00 Rediffusions.
Culture pub ; 2.25, Starnews ; 2.50, Jazz 6 ; 3.45, Le Ballet royal ; 4.40, Fréquentar (Eddy Mitchell).

CANAL +

- En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : La Séparation. ■ Film français de Christian Vincent (1994). Avec Isabelle Huppert.
15.10 L'Œil du cyclone (rediff.).
15.35 Cinéma : L'Impasse. ■ Film américain de Brian De Palma (1993). Avec Al Pacino, Sean Penn.
17.55 Dessin animé : Les Multicoches.
18.00 Le Dessin animé.
En clair jusqu'à 20.35
18.28 Série : Les Zinzins.
18.30 Cyberflash.
18.40 Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi ; à 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet.
19.30 Flash d'informations (et 22.35).
19.40 Zéoruma, le contre-journal.
Présenté par Carl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.
Présenté par Isabelle Giordano.
20.35 Cinéma : Madame Doubtfire. □ Film américain de Chris Columbus (1993). Avec Robin Williams.
22.40 Cinéma : Piège en eaux troubles. ■ Film américain de Rowdy Herrington (1994, v.o.). Avec Bruce Willis.
0.25 Cinéma : Le Futur. ■ Film américain de Rachel Talalay (1994). Avec Karen Allen.
1.55 Documentaire : Michelangelo Merisi dit « Le Caravage », peintre et meurtrier. De Michel Quinsigne.
2.45 Surprises (15 min).

LA CINQUIÈME

- 12.30 Atout savoir.
L'Autoroute gratuite.
13.00 Détours de France.
13.27 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Le Sens de l'Histoire.
La Guerre froide.
14.30 Dédé. La Résistance.
15.30 Qui vive ! (2/2).
15.45 Allô ! la Terre. (2/5).
16.00 La Preuve par cinq. (2/5).
16.30 Va savoir.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Eco et compagnie.
D'où vient mon argent.
18.15 Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Série : L'Homme invisible. (22/25).
19.30 Documentaire : Le Danube coule près du ciel. Budapest. D'Anja Nabunde.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit.
Où va jusqu'à la mort ? Japon : troisième âge en détresse ; Une mort douce, de M. Roche et J.-B. Rivore. Avec Mame de Hennesz, Dietrich Suckau.
Le reportage de Mana Roche et Jean-Baptiste Rivore, Prix du Documentaire au Festival du scoop d'Angers 1995, est une chronique humaine, sans voyeurisme, autour de la souffrance et de la mort.
21.50 Soirée thématique : Les Contes de la séduction.
Proposée par Ute Casper.
21.51 Courts métrages.
Une histoire d'eau, de Bob Ratelson (1995, 25 min) ; Le Maître flamand, de Susan Seidelman (1995, 26 min) ; 22.55 Initiation d'une vierge, de Janusz Majewski (1995, 28 min) ; Une gourmandise, de Cino Torrici (1995, v.o., 30 min) ; 00.05. Vroom vroom !, de Melvin Van Peebles (1995, v.o., 28 min) ; La Porte des nuages, de Mani Kaul (1995, v.o., 29 min).
22.45 Dédit.
Animé par Roger Willemssen, Sher-Hite et Nathalie Baye.
1.10 Magazine : Velvet Jungle.
Best of Top Live : Louise. Série : Les Zombies de la stratosphère, (10/12) The Human Torpedo (v.o.) (rediff., 100 min).

CÂBLE

- TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Métro des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TF5. En direct. 20.00 Envyé spécial. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. Invités : PD James ; Peter Mayle ; Daniel Depland ; Antoine De Caunes. 23.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min). PLANÈTE 19.15 Tremblement de terre : Un instant de terreur. D'Alex Gregory. 20.00 Tant que le monde sera. (2/2) À la découverte de nouveaux horizons. De Suha Aini. 20.35 Les Chevaliers du ciel. De Raoul Fox. 22.10 Les Téniques bleues. De Jean-Loup Marini. 22.35 Zoo : état des lieux. (4/4) Zoo du futur. De Vienne Howard. 23.25 Ruby, ville fantôme : se faire, se romre... De Robin Brown. 0.20 Les Enfants du voyage. (1/3) Au fil de l'acrobacie. De Dominique Maudr et Laurent Chervier (65 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Aux arts et caetera. 19.30 Stars en stock. Frank Sinatra. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Eliem's Club. 21.35 Premières loges. 22.25 Le Messageur. ■ Film britannique de Joseph Losey (1971, v.o.). 0.20 Concert : The

- Flying Pickets. Enregistré à Stuttgart (55 min). CANAL J 17.25 Conte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Cinéma : C'est la vie ; 18.20, Série : Les Aventures de Robin Hood ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Des souris et des Hommes ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, Bricolage et au revoir ; 20.00, Tarmac ; 20.30, Cajou l'invité. CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Une heureuse catastrophe. 21.25 Série : Palace. 22.20 Chronique baladée. 22.25 Série : Angela, quinze ans. À la recherche du père idéal. 23.15 Cambois. 0.10 Série : Bottom. Parade. 0.45 Top bab (40 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.25). Jeux. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Souvenir. 20.20 Série : Mon amie Flicke. Le Petit Indien. 20.45 Série : University Hospital (et 0.15). Destins tragiques. 21.30 Le Club. 21.40 Série : Agence Acajou (et 1.00). Une école très spéciale. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Le Quatrième Homme (55 min). MCM 19.00 Passion cinéma (et 0.00). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Mangosone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Video. 23.30

- NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min). MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News et 23.15 Cine-Matic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.45 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Boxe. En direct. Championnat britannique. Poids super-coq : Richie Winton-Wilson Docherty. 0.00 Les Jeux de l'été (60 min). CINE CINÉFIL 18.50 Le Silage de la violence. ■ Film américain de Robert Mulligan (1964, v.o.). Avec Lee Remick. 20.30 Le Bû en herbe. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1953, N.). Avec Edwige Fenech. 22.15 Gare au percepteur. ■ Film américain de Walter Lang (1950, N.). Avec James Stewart. 23.40 Femmes en cage. ■ Film américain de John Cromwell (1950, N.). v.o., 95 min). Avec Eleanor Parker. CINE CINÉMAS 19.00 Un crime ordinaire. ■ Film allemand de Volker Schlöndorff (1972, v.o.). Avec Senta Berger. 20.30 Théâtre. ■ Film français d'Alain Cavalier (1986). Avec Catherine Mouchet. 22.00 Sang pour sang. ■ Film américain de Joel Cohen (1984, v.o.). Avec John Getz. 23.40 Tora ! Tora ! Tora ! ■ Film américain de Richard Fleischer (1970, 135 min).

RADIO

- FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Samson François : musicien par amour. 2. Le Romantisme. Œuvres de Schumann, Chopin, Liszt. 20.30 Archipel médecine. Quand la médecine découvre la communication : la Télémedecine. 21.28 Poésie sur parole. Poésie de langue portugaise (21, 21.32 Pierre-Henri Simon. 22.40 Nuits magnétiques. Paris-derives. 1. Yves : désirant devenir, on vit. 0.05 Du jour au lendemain. Nicole Lapiere (Changer de nom). 0.50 Musique : Coda. Les 25 ans du GMEB (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donne le 16 décembre 1994 à la salle des Congrès de Sarrebruck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Hiroshi Wakasugi : Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Beethoven, Louis Lortie, piano ; Symphonie n° 9, de Bruckner. 22.00 Soirée. Elisabeth Schwarzkopf, soprano ; Œuvres de Bach : Messe (extraits), par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Herbert von Karajan ; Mein Herz schwimmt im Blut,

- cantate BWV 199, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Thurston Dart. 22.25 Opéche-notes. 22.30 Musique Pluie. Œuvres de Srebotnjak, Louver. 23.07 Ainsi la nuit. Sonate pour piano n° 1, de Wolf ; Trio pour violon, violoncelle et piano n° 5 Des Esprits, de Beethoven. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Brouwer (États-Unis) ; Castelnuovo-Tedesco (Grande-Bretagne) ; traditonnelles (Andalousie), Lagoya (France). 1.00 Les Nuits de France-Musique Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 28 mai à la Grange au Lac, à Evian, par l'Orchestre des Rencontres Musicales d'Evian, dir. Jean-Bernard Pommier, Jean-Pierre Rampal, flûte, Paul Meyer, clarinette, Jacques Taddé, orgue. Ma Mere l'Oye, cinq pièces pour orchestre, de Ravel ; Sinfonia concertante pour flûte et clarinette op. 41, de Dany ; Symphonie n° 3 avec orgue, de Saint-Saëns. 22.30 Les Soirées... (Suite). Sonate n° 31 Hob. XVI.46, de Haydn ; Violoncelle, de Beethoven, par l'Harmonie de Chambre d'Autriche ; Quintette à cordes, de Bruckner, par le Quintette de la Philharmonie de Vienne. 0.00 Les nuits de Radio-Classique.

Heureux !

par Pierre Georges

ET, EN PRIME, la mélodie du bonheur ! Le bonheur était dans le juppé. Au dix-septième jour de la crise, le premier ministre s'en vint faire des propositions et formuler un vœu.

Laissons les propositions. D'autres se chargeront d'en analyser la substantifique moelle. Ils jugeront si le plat a quelque chance de rassasier les convives en grève. Comme dit le cliché social qui a plus d'un tour dans son sac à farine, enfin du « grain à moudre » au grand moulin oïdoïal.

Ne retenons que le vœu : « Une France, pays sérieux, pays heureux ». Vaste programme ! Alain Droopy Juppé, avec cet air prince-sans-rire qu'on lui connaît désormais, a exprimé ce rêve étrange et pénétrant d'un pays qui trouverait son salut, et donc son sourire, dans l'austérité et l'effort. Un grand bonheur janséniste, un petit bonheur sur facture.

Un pays sérieux comme Juppé, heureux comme Chirac, une France de Cocagne. Un idéal de pays en somme, bien sous tous rapports, y compris sociaux, et prenant le troisième millénaire avec le sourire. Une nation à laquelle quelques larmes contributives et un bol de sang fiscal rendrait ce bonheur de vivre qui fait l'admiration des alentours. Heureux comme Juppé en France !

Il reste, hélas, du chemin à faire. Tant cette médecine souveraine risque de buter sur l'esprit frondeur et sceptique des postulants. Car le bonheur ne se décrète pas. Même par ordonnance. La Bruyère, qui avait quelque connaissance en la matière doutait, par anticipation, du succès de l'entreprise. Aux « heureux », espèce en péril, il li-

vrait cette maxime précieuse : « Il faut rire avant que d'être heureux, de peur de mourir sans avoir ri ».

Prenons donc, sage précaution, une avance sur rire, ce bonheur à crédit. Rions au-dessus de nos moyens. Accumulons sans scrupule un immense déficit oïdoïal gagé sur le bonheur. Creusons sans vergogne le trou de la sérénité sociale. Rions, n'iez, c'est un conseil, presque un ordre désormais !

Charles Pasqua nous parle d'amour, Alain Juppé de bonheur. Propos quasi révolutionnaires. Le bonheur deviendrait ainsi une idée nouvelle pour fin de siècle difficile. C'est dire si l'heure est grave. Faisons en sorte qu'elle ne soit pas triste. Et, à l'heure où Matignon s'ouvre enfin aux concertations-discussions-consultations - allons, n'ayons pas peur des mots - à la NEGOCIATION, demandons le rajout d'urgence au préambule de la Constitution d'un droit inaliénable : les hommes naissent libres, égaux et heureux !

Hélas, hélas, il se trouve toujours quelque part des rabat-foie pour doucher les optimistes les mieux trempés. Le Sunday Times nous apprend ainsi qu'une équipe de psychologues anglais vient d'arriver à une conclusion sinistre : les gens heureux ne peuvent pas penser juste. Les grandes idées du siècle ne seraient, pour eux, sorties que de cerveaux torturés et dépressifs. Et plus que tout : le bonheur n'augmenterait pas la productivité. Au contraire ! On reconnaît bien là la perdition Albion et ses gnomes savants, tout à leurs torves manœuvres contre le bonheur français et le plan Juppé.

A nos lecteurs

■ EN RAISON d'un mot d'ordre de grève du syndicat du Livre CGT, dans le cadre de la Journée Interprofessionnelle de manifestations contre le plan Juppé, Le Monde ne paraîtra pas mardi 12 décembre, comme tous les quotidiens nationaux. Notre prochain numéro paraîtra donc mercredi 13 (daté jeudi 14), accompagné d'un supplément exceptionnel « Épargne-Placements ». Notre supplément hebdomadaire « Initiatives-Emploi » paraîtra avec nos éditions du jeudi 14 (datées vendredi 15). « Le Monde des livres » sera publié dans nos éditions du vendredi 15 (datées samedi 16), accompagné d'un supplément exceptionnel consacré à la Biennale de Lyon.

A nos abonnés

■ EN RAISON du changement de notre système de gestion informatique des abonnements, votre numéro d'abonné vient de changer. Ce nouveau numéro figure tous les jours en page une du journal que vous recevez, au-dessus de votre adresse ainsi que sur les courriers que nous pouvons être amenés à vous envoyer.

Merci de bien vouloir noter ce nouveau numéro et y faire référence dans vos courriers et vos appels téléphoniques à notre service relations clients. La nouvelle adresse de notre service abonnements est la suivante : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex.

Le numéro de téléphone du service relations clientèle reste le (16-1) 49-60-32-90 (depuis l'étranger, composer le 33-1).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LE MONDE	
Cours relevés le lundi 11 décembre, à 10 h 15 (Paris)			
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	19.287 -0,65 -2,21	Paris CAC 40	1856,33 +0,52 -1,32
Hong Kong index	9363,61 -20,41	London FT 100	3626 -0,37 -18,28
Tokyo Nikkei sur 3 mois		Zurich	1493,34 -20,40
1994-1995		Milan MIB 30	945 +7,02 -7,80
1995-1996		Frankfurt Dax 30	2254,36 +0,06 -7,48
1996-1997		Bruxelles	1313,79 +0,26 -8,93
1997-1998		Suisse SMI	1453,09 -39,94
1998-1999		Madrid Iboex 35	311,17 +9,88
1999-2000		Amsterdam CBS	316,80 +0,28 -13,95

Votre épargne.
 Vos placements financiers.
 Un supplément de 10 pages dans « Le Monde »
 du mercredi 13 daté 14 décembre 1995
Le Monde

Tirage du Monde daté dimanche 10-11 décembre : 534 578 exemplaires - 3

Paris espère encore une réponse positive des Serbes sur les deux pilotes disparus

LES AUTORITÉS françaises n'avaient toujours pas reçu, lundi 11 décembre en début de matinée, la réponse à la mise en demeure qu'elles avaient lancée la semaine dernière à Belgrade, à propos des deux pilotes dont l'avion a été abattu le 30 août en zone serbe en Bosnie.

On indiquait dans les milieux diplomatiques que les autorités françaises n'excluaient pas d'obtenir dans la journée de lundi des réactions serbes aux démarches entreprises et l'ont démentait qu'un « ultimatum » eût, à proprement parler, été fixé à la partie serbe avec expiration dimanche minuit. Le ministre de la défense Charles Millon avait pourtant bien employé ce terme et son collègue des affaires étrangères Hervé de Charette avait déclaré que Paris se tiendrait au « délai » qui avait été fixé à la partie serbe.

« Des informations directes et indirectes nous sont parvenues, via Belgrade et d'autres capitales, mais elles ne sont pas satisfaisantes », indiquait-on à l'Elysée lundi matin, avant la réunion d'un conseil restreint sur le sujet. Depuis plusieurs jours, les responsables français passent ou revu les options possibles, selon les réactions des dirigeants serbes aux pressions intensifiées qui se sont exercées sur eux à la fin de la semaine dernière. Le président de la République, Jacques Chirac, avait pour la cinquième fois appelé le président serbe, Slobodan Milosevic, le 6 décembre ; le ministre de la défense avait déclaré à l'Assemblée nationale que si les autorités serbes ne répondaient pas aux demandes de Paris, elles « auraient à s'en repentir » ; le ministre des affaires étrangères a fait de ce sujet un des thèmes dominants de la conférence de Londres sur la Bosnie pendant le week-end, tandis que le médiateur américain Richard Holbrooke relayait à Belgrade les exigences françaises, après l'évocation dans la région de nombreux émissaires de Paris.

La mesure que s'approche la conférence de signature de l'accord de paix sur la Bosnie, le 14 décembre, la disparition des deux pilotes et l'absence d'information fiable les concernant rendent de plus en plus difficile pour les dirigeants français d'accueillir cette cérémonie. La tension s'est accrue, de façon bien compréhensible, dans les familles de Frédéric Chiffot et José Souvignat, qui l'ont fait savoir. « Signer jeudi le traité de paix sur la Bosnie alors que nos maris ne sont pas de retour, c'est hors de question », déclarait ainsi

l'épouse du lieutenant Souvignat au *Journal du Dimanche*. Les termes utilisés par Charles Millon et Hervé de Charette, l'un parlant d'« ultimatum », l'autre déclarant que cette affaire pourrait « mettre en danger le processus de paix », ont encore accentué son caractère dramatique.

Jacques Chirac a fait savoir qu'il recevrait mercredi les épouses des deux militaires, avec lesquelles il s'était entretenu par téléphone il y a une quinzaine de jours. Les deux jeunes femmes se plaignent de n'avoir pas été reçues par le ministre de la défense et de n'avoir été informées que par la presse.

Des officiers ont entretenu le contact avec elles « en ayant l'impression de leur avoir dit tout ce qu'ils pouvaient », déclare-t-on dans les milieux officiels. L'un des problèmes est vraisemblablement que les autorités françaises n'ont elles-mêmes aucune certitude quant à la situation des deux pilotes, indépendamment de la forte présomption qu'ils sont vivants.

Les représentants de Belgrade ont encore affirmé samedi, par la voix du ministre des affaires étrangères, Milan Milutinovic, « n'avoir aucune influence sur la libération des pilotes ». « Je dis aux Français : croyez-moi, nous avons fait notre possible pour les retrouver. Nos services de sécurité ont lancé des opérations pour fouiller casernes et maisons en Bosnie, sans succès », a déclaré M. Milutinovic à Londres. Paris continue cependant d'adresser ses requêtes aux dirigeants de Belgrade et aux Serbes de Bosnie. Aux premiers, on reproche de « ne pas faire tout leur possible pour donner les informations qu'ils s'étaient engagés à donner » et des seconds, on exige la libération sans condition des deux hommes.

Marie-Claude Decamps

Le juge italien Antonio Di Pietro ne cache plus son ambition de jouer un rôle public

ROME
de notre correspondant
Viendra, viendra pas ? Depuis sa démission, il y a un an, du parquet de Milan, Antonio Di Pietro, devenu le juge le plus populaire d'Italie, grâce à l'enquête « Malos propres », n'en finit plus de se faire désirer. Et chacun de ses mouvements alimente les spéculations : « Torino », comme on l'appelle affectueusement, va-t-il se décider une bonne fois à franchir le Rubicon pour participer aux batailles politiques romaines ?

Après une première tentative - plutôt mal accueillie - de réunir, il y a plusieurs mois, une table ronde de juristes et de personnalités de la société civile pour réfléchir à l'avenir du pays, Antonio Di Pietro avait récidivé en publiant un copieux volume de droit constitutionnel, *Constitution italienne, droits et devoirs*. L'entreprise devait se solder par un succès d'estime un peu embarrassé.

RÉGIME À LA FRANÇAISE
Cette fois, l'ex-magistrat, dont la cote de popularité se maintient toujours au beau fixe en dépit de petits ennuis avec la justice (il a été

blanchi de certaines accusations, mais reste encore sous examen judiciaire à Brescia pour « abus de pouvoir » et « concussion »), ne cache plus son ambition de jouer un rôle public. Dans une lettre ouverte, publiée samedi 9 décembre dans *la Repubblica*, il expose ses douze commandements pour mieux diriger le pays. Rien de bien révolutionnaire, mais des points d'ancrage très fermes : en tête arrive l'obligation pour l'Italie de respecter les critères de Maastricht. Suivent l'affirmation de l'incapacité entre une responsabilité politique et la propriété d'un moyen de communication, ce qui vise ouvertement Silvio Berlusconi, la décentralisation, la lutte contre l'évasion fiscale et la volonté d'établir un régime semi-présidentiel « à la française ».

Après avoir été policier, magistrat, professeur, journaliste, Antonio Di Pietro, une fois rendues publiques ses tables de la Loi, est-il décidé à se lancer dans l'arène politique ? Le mystère reste complet, tant « Torino » rejette la moindre étiquette. Centre droit, puisqu'il s'agit avec les troupes de Silvio Berlusconi avant de prendre de vigou-

reuses distances ? Centre-gauche, puisqu'il se bat pour la « transparence » ? Et s'il faisait tout simplement partie de ceux qui rêvent de refaire un « grand centre » ?

L'ex-magistrat, décidé à ne pas prendre ouvertement position tant que sa situation judiciaire ne sera pas clarifiée, semble se complaire à faire monter les enchères. Ce qui n'a pas raté : avec un bel ensemble, le centre droit et le centre gauche, attirés par une recrue éventuelle de ce calibre, se sont excités qu'Antonio Di Pietro était de leur côté.

Marie-Claude Decamps

SCIENCE & VIE

ATTENTION VIRUS

- D'où viennent-ils ?
- Pourquoi et comment peuvent-ils se transformer en tueurs ?
- La grippe : comment apparaissent les nouveaux virus

Je suis 1550

Le Monde

INITIATIVES

MEIERS

NOUVELLES COMPÉTENCES

Désordres informationnels

Avec une meilleure gestion des « flux d'information », l'entreprise peut améliorer ses performances

GESTIONNAIRE de flux d'information : nouveau métier ou rideau de fumée ? La question agace Humbert Lesca, professeur à l'université Pierre-Mendès-France (Grenoble II). Et pour cause : depuis 1985, cet universitaire forme à ce concept des bataillons d'étudiants dans le cadre notamment d'un magistère de gestion des entreprises, à l'Ecole supérieure des affaires (ESA). Il s'agit pour lui d'un principe fondamental, les performances d'une entreprise passent aussi par l'organisation et la gestion de circuits d'information optimaux.

Si elle n'y prend garde, une PMI, comme une multinationale, peut souffrir « de maladies informationnelles », qui lui font perdre en efficacité. Il en va ainsi de la rétention, déformation, incompréhension, redondance, voire perte d'information... Les entreprises ont-elles pour autant besoin de professionnels spécialisés ? « C'est un métier au bord de l'accouchement », assure Humbert Lesca, qui exerce également comme consultant. Bien sûr, dans les entreprises, tout le monde s'occupe d'informations mais les troncans ne se rejoignent pas toujours et personne n'a une vue d'ensemble et ne s'occupe de gérer ce continuum.

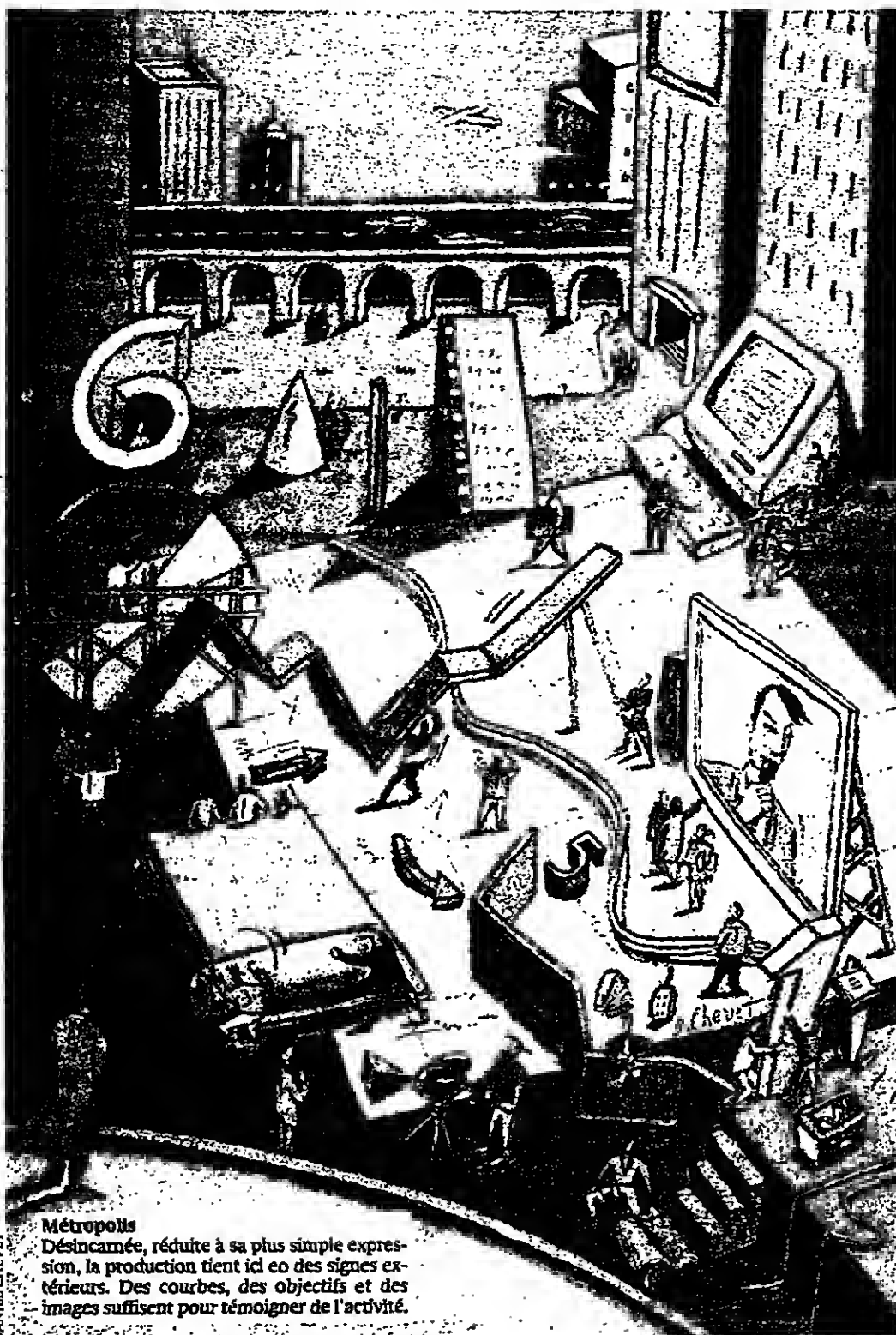
La commande du client, la fiche de stock, le bilan de l'entreprise, mais aussi les renseignements dits stratégiques sur la concurrence... sont autant d'informations qui doivent être canalisées correctement afin d'en tirer le meilleur parti. Exemple : une PMI spécialisée dans la domotique souffrait d'une crise de croissance dont l'a sorti un stagiaire de l'ESA. Ce dernier est arrivé dans la société à la demande du PDG. Les clients étaient là mais l'organisation commençait à montrer des signes de faiblesse.

« L'analyse des circuits d'information a permis de voir là où ça n'allait pas », explique l'ancien stagiaire, embauché par la suite, un peu à l'image des rotos qui permettent d'avoir une image de la santé financière d'une entreprise.

Les besoins d'information d'un service à l'autre ont été clairement identifiés, dans leur nature, leur périodicité, leur présentation. Afin que chacun (recherche et développement, commercial, industriel, direction administrative et financière) dispose au moment opportun des renseignements nécessaires.

Martine Laronche
lire la suite page III

LA BOÎTE À IDÉES



Métropolis

Désincarnée, réduite à sa plus simple expression, la production tient ici de signes extérieurs. Des courbes, des objectifs et des images suffisent pour témoigner de l'activité.

MANAGEMENT

Cap sur la création de richesses

Les gains de productivité sont de plus en plus limités. Restent l'analyse de la valeur et l'innovation

Page II

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

L'enseignement à distance à l'ère de l'interactivité

En intégrant les nouvelles technologies à sa démarche pédagogique, le CNED explore les pistes de la formation de demain

page II

PORTRAIT

« Changer de peau sans renier ses valeurs »

François Introvin, délégué général de Stratégie et Avenir

page III

PROFESSIONS

Consultants tout terrain

Sur un marché très concurrentiel, la profession, bien qu'atomisée, est en développement. La course au contrat fait la loi

Page IV

FORMATIONS

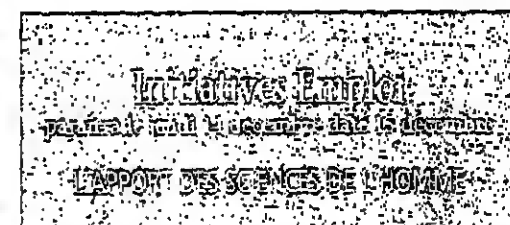
Le pari de Raboni

Cette société de vente de construction de matériaux rivalise avec les grands. Comme seule arme : la formation

Front commun des « facs » de Paris

Une association veut défendre les universités de la capitale

page IV



Talents



sans frontières

INGENIEURS
"ROUSSET 2000"

SGS-THOMSON
MICROELECTRONICS

R. V. cahier central



GSM, PMR...
Venez développer
les infrastructures
des futurs réseaux
de communication mobile

ALCATEL

Rendez-vous en dernière page

Il y a tant et tant de MBA
mais un seul Executive MBA
de l'ESSEC

Vous êtes un jeune manager déjà expérimenté, et vos projets foisonnent au rythme de vos ambitions. Pouvez-vous faire l'économie d'une formation prestigieuse qui donnera un coup de fouet à votre carrière ?

Ce "plus" qui vous fait momentanément défaut pour réussir la carrière que vous portez en vous, venez le chercher à ESSEC IMD.

L'Executive MBA de l'ESSEC est un programme de formation bilingue français-anglais, totalement compatible avec l'exercice de vos responsabilités professionnelles.

Prochaine session :

juillet 1996 à décembre 1997 • 95 jours échelonnés le vendredi et le samedi • Sélection en cours.

Demandez votre dossier d'information à :

Catherine Bourgeot ou Thierry Godart : (1) 46.92.21.00.

ESSEC IMD - CHIT - 2 Place de la Défense - BP 230 - 92053 PARIS LA DEFENSE
Tél. : 33 (1) 46.92.21.00 - Fax : 33 (1) 46.92.21.01



INTERNATIONAL
MANAGEMENT
DEVELOPMENT

Philippe Boute

ise positive
s disparus

SCIENCE
VIE
SÉRIE

ENTION
RUS

viennent-ils ?
Pourquoi et
comment
uvent-ils se
mer en tueurs ?
La grippe :
nt apparaissent
ouveaux virus

Cap sur la création de richesses

Les gains de productivité sont de plus en plus limités. Restent l'analyse de la valeur et l'innovation

La productivité, c'est un ratio. Au numérateur, la valeur créée, au dénominateur, le coût. Depuis des années, l'entreprise s'intéresse surtout à réduire ce dernier : budgets resserrés, dysfonctionnements traqués, salariés licenciés. « C'est le plus brutal mais aussi le plus facile », remarque Daniel Tixier, professeur à l'Essec, chargé d'enseignement à l'École des mines de Paris. Cependant, il est clair qu'aujourd'hui certains groupes industriels ont le sentiment de toucher l'os. « Les gains de productivité sont de plus en plus difficiles à réaliser. S'intéresser au numérateur, c'est-à-dire à la création de richesses, demande, il est vrai, davantage d'intelligence. Or c'est là où la marge de manœuvre existe. » Un constat qui trouve un écho auprès de ceux qui réclament, à l'instar de Bernard Fauconnier, directeur du marketing de Sollac, que les « patrons redevenaient des entrepreneurs, des créateurs de valeurs » plutôt que de se contenter d'être des gestionnaires. « Tout a été écrit en matière de stratégie », reprend Vincent Roger, consultant associé au cabinet IDRH, spécialiste dans le management et l'organisation. Tout et son contraire. Des entreprises commencent à intégrer parfaitement l'idée que la seule logique des coûts peut entraîner leur perte.

Le regain actuel pour la théorie de la valeur, liée à l'analyse de la valeur, confirme la tendance. Comment créer de la valeur ? Une seule voie : l'innovation. « Quand Rank Xerox, dans les années 60, a découvert la reproduction à sec, ça a donné naissance à la photocopie, ce fut le jackpot, se souvient Eric Mongrolle, aujourd'hui retraité de

la société américaine, dont il fut, entre autres, directeur du marketing. Cet avantage concurrentiel a été déterminant. » Le rêve, bien sûr, mais qui peut assurer faire une trouvaille géniale de ce type tous les matins ?

Afin, au moins, de ne pas rater le coche, un certain nombre d'entreprises réalisent des investissements importants dans la recherche et le développement. L'industrie pharmaceutique montre largement l'exemple dans ce domaine. Mais, en période de crise, rares sont les groupes qui ne taillent pas dans le budget consacré à la recherche. L'innovation, heureusement, peut se traduire autrement que par un nouveau produit. Se montrer inventif, toujours, mais par exemple au travers du marketing. « Pas le marketing synonyme d'études de marché, insiste Bernard Fauconnier. La démarche à laquelle nous avons décidé d'adhérer à Sollac relève de l'analyse de la chaîne de la valeur. Avec cette volonté de comprendre les besoins réels de nos clients. »

Le concept n'est pas aussi abstrait qu'il en a l'air. « L'approche théorique, d'ailleurs, n'est pas nouvelle, explique Vincent Tixier. Ce qui est, en revanche, c'est que de plus en plus d'entreprises s'y intéressent dans la pratique. Imaginez par exemple un fournisseur qui fabrique pour son client un composant dont la durée de vie est de deux ans alors que celle du produit auquel il est destiné est d'une année. Le composant est deux fois plus cher que nécessaire. Un industriel doit, évidemment, s'assurer que la valeur qu'il crée correspond aux besoins de valeur de son client. »

Camille Vert, ancien homme d'entreprise qui dirige maintenant

une société de conseil, s'est fait une spécialité du marketing industriel stratégique, accompagnant notamment Sollac dans cette démarche.

Dans son livre *De la gestion à la stratégie*, Redécouvrir l'esprit d'entreprise (Editions Didero 1995), il cite plusieurs groupes qui ont réussi à faire la différence sur un marché, à raffer la mise par rapport à leurs concurrents en s'intéressant de près « non pas à satisfaire un client en cédant à toutes ses exigences », mais plutôt à « emporter sa décision en l'aidant à améliorer la valeur de son offre ». Et de citer en exemple Canadian National Rail (CN) confronté au mécontentement de l'un de ses clients industriels, fabricant de produits alimentaires dans l'est du Canada, qui trouvait ses délais de livraisons jusqu'à l'ouest du pays trop longs.

PARTENARIAT

Malgré les efforts de CN, via notamment une opération « qualité totale », le transport jusqu'à Vancouver restait de sept à douze jours. Cinq jours de trop. Alors qu'une solution mixte rail-route allait être envisagée, CN entreprit une réflexion de fond sur la valeur réellement créée par le respect impératif d'une semaine de transport. L'étude montra que l'important dans l'affaire était que les produits du fabricant parviennent chez ses détaillants avant que leurs rayons ne soient vides. La question à résoudre était donc celle d'une gestion des stocks, non du transport. Une commande passée plus longtemps à l'avance, un peu de stock constitué à Vancouver (dans les wagons de CN, si nécessaire) allaient éviter le coût supplémentaire lié à un transport

mixte. « CN s'est mis à la place de son client pour comprendre ses besoins réels afin d'imaginer une proposition de valeur supérieure et profitable », analyse Camille Vert.

« Finalement, résume Michelle Bergada, professeur à l'Essec et titulaire de la chaire « vente et stratégie marketing », il s'agit bien d'établir avec ses clients un partenariat sur le long terme au lieu de fabriquer des produits de court terme, à la mode, qui auront certes un design défilant ou une technicité surprenante mais qui, très vite, ne correspondront plus aux besoins des clients. »

Visiblement, que ce soit dans l'industrie ou dans la grande distribution, cette idée de « partenariat » gagne doucement les esprits. Si le concept lui semble essentiel, Eric Mongrolle souligne les difficultés qu'il génère. « Nous ne pouvons pas que les marchés sont transnationaux aujourd'hui et donc que les clients sont européens et mondiaux. S'intéresser à la chaîne de valeurs peut se révéler compliqué. »

Les deux autres obstacles sont d'ordre humain. « Chez les hommes du marketing, quel qu'on en dise, la notion de client reste encore très conflictuelle. L'utilisateur reste l'ennemi, celui qui devrait acheter « mon » produit et qui ne le fait pas. »

L'ancien responsable de Rank Xerox insiste encore : « Cette démarche suppose que les salariés de l'entreprise admettent qu'un produit soit réalisé en collaboration avec quelqu'un de l'extérieur ou groupe. C'est une perte de savoir, une perte de pouvoir. »

Et, pourtant, c'est bien en réussissant à fédérer les hommes autour de la démarche que le succès viendra. Michelle Bergada le sait

Les prisonniers de Myers-Briggs

Chronique

Un annuaire téléphonique interne dans la filiale anglaise, à Londres, d'un gros de la pétrochimie mondiale américaine. Tout simple. Prendre un nom, Smith par exemple, s'assurer que c'est le bon en vérifiant le prénom, et trouver sa ligne directe. Surprise de taille : Smith n'est pas seulement un numéro, on découvre qu'il est aussi « ISTP ». Collège d'origine ? Grade dans la fonction ? Nom de code de l'étagère ? Vous n'y êtes pas. ISTP signifie que vous avez affaire à un « Introverted Sensing Thinking Perceiving ». Un type de comportement parmi les seize définis dans les années 50 par deux psychologues américaines qui s'inspiraient des travaux de Carl Jung, psychiatre et psychologue suisse, pendant un temps disciple de Freud.

Le test Myers-Briggs, du nom de ses deux mamans, est un classique employé dans de nombreux groupes internationaux. Pen compliqué, du genre de ceux qu'on remplit sur la plage en été pour passer le temps. Il trace les grandes lignes de la manière dont un individu réagit face à son environnement. Va-t-il être introverti ? extraverti ? Fait-il confiance à son intuition plutôt qu'à son esprit d'analyse ? Réagit-il plus à l'affectif qu'à un objectif ? Enfin, campe-t-il sur ses positions ou imagine-t-il pouvoir les réviser ?

Le Myers-Briggs n'est pas un danger en soi, à condition d'en respecter l'éthique. Dans la série « Nous appartenons tous à une grande famille », l'annuaire téléphonique, assez convivial pour qu'on lise entre ses lignes, est remarquable. « Johnson ? Tiens, il est ENFJ (Extra Intuition Feeling Judging). Pas terrible pour quelqu'un à son niveau de responsabilité, alors que tous ses autres collègues sont ISTP. Il y a quelque chose qui cloche... » Imaginez la tête de Johnson, senti ENFJ au milieu de tous ces ISTP qui savent qu'il l'est et qu'il dérange par conséquent au signe de reconnaissance du groupe. Sympa ! Finalement, on voit mal l'intérêt de ce jeu de la vérité (ou de ses caricatures). S'il s'agit de faciliter la tâche des supérieurs hiérarchiques, ceux-ci disposent en général des informations dont ils ont besoin. Gageons d'ailleurs que dans ce groupe américain, ils en obtiennent plus que nécessaire. Donc ? A part générer de l'emploi ou de la tricherie (pour se cacher dans le moule du chef), on voit mal. Surtout qu'il y a ce petit détail : et si un ENFJ, à force d'apprendre de la vie et des autres, devenait comme ceux-là, sans révolution de palais, d'abord ENFJ puis INFR. Bonjour les ratures sur l'annuaire. Moche pour une société qui veut la jouer aussi « clean ». ■

Marie-Béatrice Baudet

parfaitement puisqu'elle signale qu'aujourd'hui beaucoup de travaux de chercheurs s'intéressent à l'articulation entre marketing et

organisation. Apparemment, un nouveau défi.

M.-B. B.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

L'enseignement à distance à l'ère de l'interactivité

En intégrant les nouvelles technologies à sa démarche pédagogique, le CNED explore les pistes de la formation de demain

« L'ENSEIGNEMENT à distance est porteur d'une révolution silencieuse mais profonde de la transmission des savoirs. » Titre d'une publication du Centre national d'enseignement à distance (CNED), la phrase pourrait lui servir de devise. A condition toutefois de préciser que cette « révolution » doit beaucoup aux nouvelles technologies. Fait symbolique : en 1991, la direction générale de cette institution est délocalisée à Poitiers, sur le site du Futuroscope, haut lieu de l'innovation. Depuis, en travaillant sur l'évolution récente des techniques de l'image, de l'information et des télécommunications, le centre a décidé d'enrichir les services offerts à ses abonnés.

Il est vrai que l'enseignement à distance (EAD) a connu une forte montée en puissance au cours des quinze dernières années. Créé en 1939 afin de répondre aux besoins

de scolarisation des jeunes réfugiés de l'exode lié à la déclaration de guerre, le CNED s'est d'abord tourné vers des publics en difficulté. Depuis, le centre s'est progressivement ouvert à tous les niveaux d'enseignement - du primaire au supérieur en passant par les classes préparatoires, les concours de recrutement administratifs, la formation professionnelle, etc. - et compte aujourd'hui 350 000 personnes (dont 26 000 à l'étranger) inscrites, contre 145 000 en 1970 et 200 000 en 1980. Surtout, 80 % des inscrits sont aujourd'hui des adultes.

« Nous abordons les nouvelles technologies dans la mesure où ces dernières peuvent nous aider à satisfaire les exigences d'un public plus nombreux et surtout plus diversifié que par le passé », souligne Michel Moreau, recteur d'académie et directeur général du CNED. Or la

principale difficulté liée à l'enseignement à distance traditionnel est l'isolement des usagers. La personne en formation se sent souvent seule et doit faire preuve d'une grande motivation. Pour briser cette solitude, les nouvelles technologies offrent des réponses efficaces.

Le mot-clé de cette évolution ? L'interactivité. La méthode ? « Développer l'accompagnement et les formes de tutorat », précise Michel Moreau, en permettant aux usagers de communiquer avec des professeurs, voire entre eux. Un objectif ambitieux que ni les cassettes audio ni, plus récemment, les cassettes vidéo ne peuvent remplir, même si ces outils ont le mérite d'enrichir la panoplie des documents écrits proposés aux clients du CNED. En revanche, on intégrant les possibilités offertes par d'autres technologies, le centre a déjà expérimenté plusieurs pistes d'interactivité.

C'est le cas notamment des vidéo-transmissions interactives (VTI), ces conférences organisées par le service de production audiovisuel du CNED. Le principe en est simple : à la demande d'un des huit instituts qui composent le centre, des professeurs spécialisés sont réunis sur le plateau du studio de télévision du CNED, à Poitiers. Prévu par le programme de l'émission, les personnes inscrites à la formation peuvent alors se regrouper dans l'un des 120 lycées et collèges équipés - dans le cadre d'une convention signée avec le CNED - pour leur permettre d'assister en direct à la conférence retransmise par satellite.

Mieux : par fax ou téléphone, chaque spectateur peut intervenir au cours même de l'émission. Sélectionnées par le standard du service télé-accueil du CNED, les demandes sont aussitôt transmises en direct aux conférenciers. « Nous recevons tous les jours des demandes de nouveaux lycées qui souhaitent s'équiper pour recevoir ces émissions », commente Christian Depay, directeur du service audiovisuel du CNED. Le succès de la formule est incontestable : 200 heures de VTI

ont été organisées par le centre en 1994 - contre 20 heures en 1993 - soit une centaine d'émissions regroupant chacune entre 500 et 10 000 élèves.

VIDÉOTRANSMISSIONS

Autre technologie au service de l'interactivité : la visioconférence. A l'aide d'un écran PC muni d'une caméra et connecté à une ligne téléphonique - via le réseau Numéris -, des petits groupes d'élèves et de professeurs peuvent se retrouver à volonté et organiser des séances collectives de discussion. « Le CNED s'est équipé de ce matériel, ainsi que certains lycées et collèges », précise Christian Depay. Nous n'en sommes encore qu'au début, mais cette formule offre l'avantage d'être beaucoup plus souple que celle des VTI. Une fois l'équipement acheté, tout dépend de l'initiative des gens qui souhaitent se rencontrer.

Enfin, troisième technologie porteuse d'une « révolution » de la transmission des savoirs : le CD-ROM. « L'interactivité tient cette fois à la nouvelle forme de pédagogie liée à l'outil », souligne Christian Depay. En associant l'image - fixe ou animée -, le son et le texte, l'élève peut découvrir par lui-même toutes les facettes d'un sujet sans même avoir recours à un professeur. Créé en 1994, l'atelier multimédia du CNED n'en est certes encore qu'à la phase expérimentale de cette technologie. Mais la conception récente d'un CD-ROM consacré au théorème de Thalès a déjà fait la preuve de son efficacité. « En assistant, sur son écran, à un cours où les élèves les plus cancras posent leurs questions sur le théorème, l'utilisateur peut dépasser les blocages psychologiques qui l'empêchent souvent de tirer ses propres questions », poursuit Christian Depay.

Voilà pour les techniques déjà opérationnelles, ou en passe de l'être. Mais il reste une multitude d'autres pistes à explorer, liées à l'évolution des besoins du public. C'est l'objet du Laboratoire de recherche sur l'industrie de la connaissance créé par le CNED en juin 1994. Parmi ses missions : l'analyse sociologique de la demande. « Nous cherchons à identifier tout ce qui, dans la société d'aujourd'hui, révèle des nouvelles formes d'accès à la connaissance, de nouvelles formes de rapport à la connaissance », résume Jacques Perriault, directeur du laboratoire. Prenez une pratique autodidactique comme le jeu vidéo, le but n'est pas de tuer un adversaire mais de découvrir les règles du jeu. Une nouvelle forme d'habileté intellectuelle, qu'il faudra prendre en compte pour satisfaire les futures générations.

Olivier Perriault

Communiquer en réseau

TÉLÉPHONER à un professeur pour avoir une précision, laisser des messages dans une « boîte aux lettres » sur Minitel : voilà des services que le CNED pratique depuis plusieurs années déjà. Mais la communication en réseau recèle de nombreuses autres possibilités d'enseignement interactif. Récentement développé par le centre, le « forum télématique » en est un bon exemple. Ouvert sur Minitel pendant des plages horaires précises, cette messagerie interactive permet à plusieurs personnes - professeurs ou élèves - connectées au même instant de s'échanger des conseils de travail.

« L'avantage des réseaux, c'est qu'ils permettent à la fois d'enseigner et d'assurer une mission de tutorat », souligne Martine Vidal, directrice des nouvelles technologies au CNED. C'est dans cet esprit que

le centre, en réponse à l'appel à proposition lancé l'an dernier par le ministère de l'Industrie, vient de voir adopter son projet de « campus électronique ». A partir d'un serveur situé à Poitiers, le projet vise à rendre accessibles, sur les réseaux existants (Internet, réseaux câblés, etc.), l'ensemble des fonctions disponibles sur un campus réel : accueil, bilan des compétences, conseils d'orientation, catalogue des formations, bibliothèque, centre de ressources, etc.

Mais « le problème des nouvelles technologies est tout autant de construire une offre que d'assurer la recevabilité de cette offre », explique Martine Vidal. Il reste donc au projet à construire les partenariats - lycées, collectivités, médiathèques, etc. - qui fourniront les sites et les équipements afin de permettre à tout un chacun d'accéder au réseau.

Cahiers Initiatives : pour les jeunes diplômés qui deviendront des cadres qui deviendront des dirigeants qui embaucheront des jeunes diplômés.

Initiatives : le rendez-vous des jeunes diplômés, cadres et dirigeants d'entreprises.

Le Monde

Désordres information

150

PORTRAIT

François Introvigne, délégué général de Stratégie et Avenir

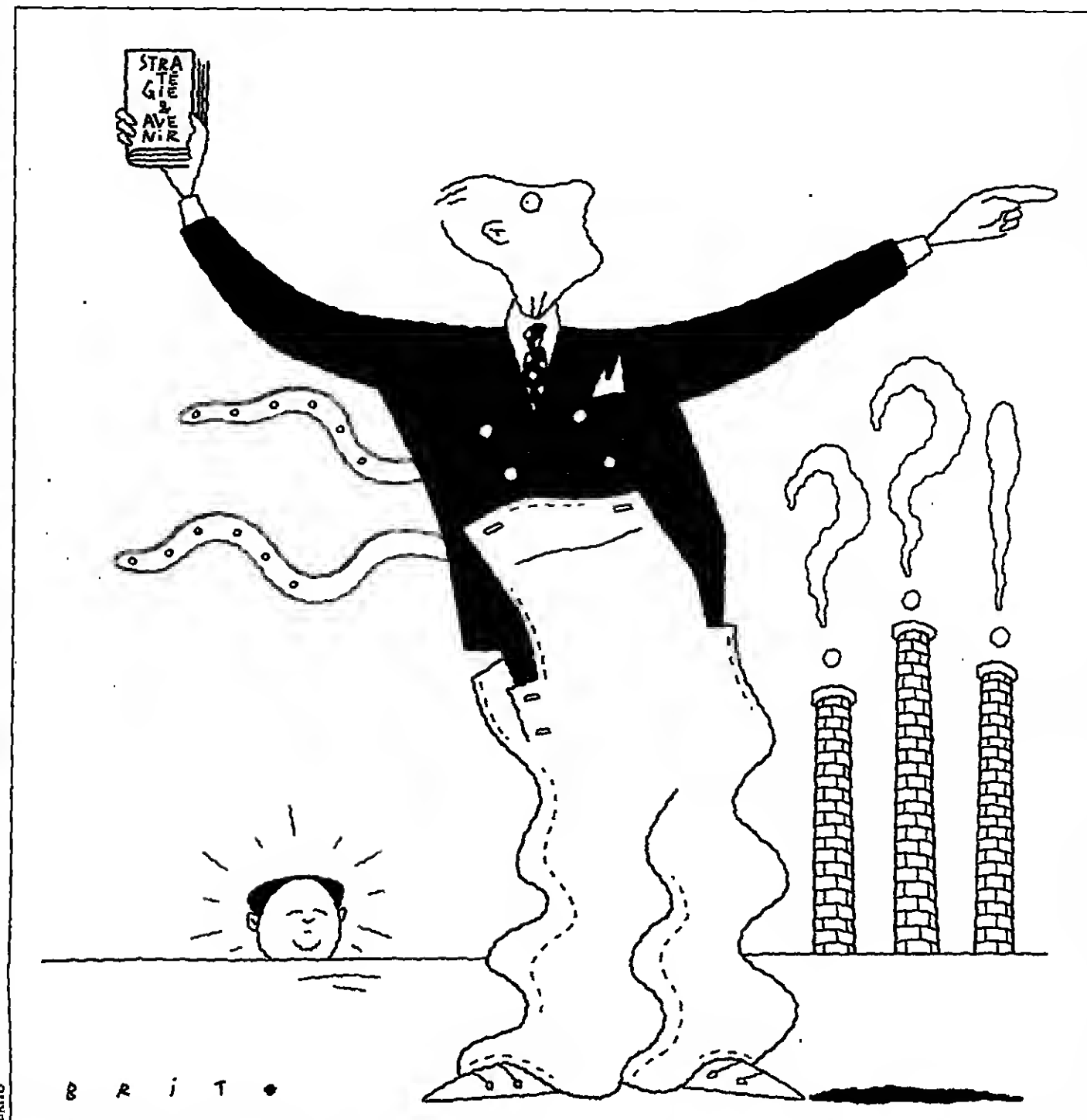
« Changer de peau sans renier ses valeurs »

La des accents de « titi lorrain », ce qu'il est d'ailleurs. Il adore Metz dont il commente l'architecture à chaque Parisien de passage. Mais le berceau de sa vie, c'est la vallée de la Fensch, là où toutes les villes ont des noms qui se terminent en « ange » alors que les hauts fourneaux qui y crachent de la ferraille font plutôt penser à l'enfer. Un paradoxe qui pourrait ne pas déplaire à ce fils de sidérurgiste, entré au PSU dès l'âge de quatorze ans, devenu mao, permanent CFDT, avant d'être en rupture de ban avec l'appareil syndical, et que l'on retrouve aujourd'hui, à tout juste la quarantaine, à la tête de Stratégie et Avenir, une petite structure de conseil auprès des patrons qui veulent apprendre, entre autres, à mieux gérer leurs relations sociales.

« François Introvigne n'est pas le premier exemple étonnant de reconversion d'un ancien mao, relative à un de ceux qui ont suivi de près son itinéraire. Mais il s'en est fait une spécialité : celle du hors norme. » Partisan de la lutte révolutionnaire, il avait délibérément choisi les parachutistes pour son service militaire. Un entraînement gratuit en somme. Il sera réformé, l'armée ayant même estimé beaucoup plus prudent de ne pas l'envoyer en bataillon disciplinaire. Vingt-deux ans plus tard, on retrouve François Introvigne comme l'un des principaux partenaires du réseau très sélectif qu'est l'Association pour le progrès du management (APM), lieu de réflexion pour les patrons de grosses PME.

Le tout sans erreur de casting, comme il le précise immédiatement lui-même : « Je dis toujours que je suis. Jamais je n'imaginais avancer masqué. » « Le patronat a régulièrement fait appel à des gens qui lui donnent des frissons », lance en guise d'explication un expert social. Mais l'argumentaire laisse sur sa faim. « Mon parcours pose une question de fond, préfère débattre l'intéressé. Dans ce pays, quand on a été quelqu'un, est-ce qu'on a le droit de devenir quelqu'un d'autre ? Quand on a été contre est-ce qu'on peut être pour ? » Le droit à « changer de peau sans renier pour autant ses valeurs », voilà sa revendication.

Aux attaques de certains de ses anciens camarades de la CFDT qui ont critiqué sa « trahison » à l'égard de son nom, il oppose du concret, des actes, des bilans. Son aventure parle pour lui. Licencié en 1987 par la fédération cégétiste de la métallurgie qui lui reprochait ses choix, il décide pour retourner à la base d'adhérer au syndicat de la métallurgie de Moselle, dont le nombre de militants est en baisse. En 1993, alors que les autres structures s'écroulent, il en a fait l'un des syndicats privés les plus importants de la CFDT, qui le sommera



quelques mois plus tard de choisir entre Stratégie et Avenir et ses responsabilités militantes.

Quant à sa mue, même après vingt ans, elle présente bien des coïncidences. Celle-ci par exemple : quand, au début des années 70, François Introvigne part « s'habiller » en usine, renonce donc à ses études « qui l'ennuyaient beaucoup » pour militer, il y va « pour réveiller les gens, les mettre debout, les aider à se construire ». Aujourd'hui Stratégie et Avenir, qui fonctionne en réseau dans toute la France grâce à une cinquantaine

de correspondants, est actionnaire de la SERM (Société d'entretien, réparation et maintenance), une entreprise d'insertion implantée au Borny, banlieue chaude de Metz. Les trois permanents de l'équipe poursuivent un objectif précis : construire des parcours professionnels pour les jeunes du quartier qui ont plutôt appris depuis leur enfance à vivre à court terme. Les aider à relever la tête, donc.

En 1984, quand Jacques Chérèque, ancien pilier de la CFDT proche d'Edmond Maire, nommé préfet chargé du redéploiement in-

dustriel, débarque en Lorraine, François Introvigne, qui dit avoir vécu là « sa première rupture idéologique », sera l'un des seuls syndicalistes à l'accueillir. « Il a été effectivement l'un des premiers à piger l'enjeu de la recomposition syndicale, analyse un témoin de l'époque. La sidérurgie française était moribonde. Les Suédois, les Japonais nous taillaient des croupières et les militants locaux refusaient d'entendre parler reconversion. » « J'ai alors compris les limites de la lutte révolutionnaire, reconnaît François Introvigne, jusqu'alors

plutôt parmi les premiers sur les plieux de grève, gérant jusqu'à quatre conflits à la fois. Je n'ai pas eu le sentiment de basculer. Je savais que le syndicalisme devait se moderniser et les patrons avec. »

A l'entendre, c'est le même esprit qui l'anime maintenant quand il part quatre jours par semaine en moyenne faire son travail de consultant auprès des directions d'entreprise, c'est-à-dire « les accompagner dans leur conduite du changement ». « Cent vingt avions et soixante mille kilomètres de bagage pour cette année », annonce-

l-il, évoquant ses clients en demandant toutefois qu'on ne les nomme pas : sans aucun doute, François Introvigne a acquis les réflexes du métier. Mais, « en paix avec sa conscience », il s'impose des règles déontologiques. Oui, il lui arrive de refuser des chantiers « lorsqu'il n'a pas confiance dans le patron ». Il précise aussi qu'il intervient parfois à la demande des partenaires sociaux, ou encore dans certains organismes publics. Et toujours dans le même but : « Construire en gerant les contradictions, en apprenant l'un de l'autre. »

« Je n'ai pas envie d'aller trop vite, même si le deuil vis-à-vis de mes anciens camarades est fait »

Il revendique ainsi pour Stratégie et Avenir un rôle de pionnier. « Nous sommes à l'origine d'un des premiers accords sur l'accompagnement du temps de travail avant que le thème ne devienne à la mode, indique-t-il. Tout comme nous avons imaginé coupler l'intéressement des salariés et gains de productivité réalisés. » Alors qu'il sillonne tout l'Hexagone et qu'il prépare un voyage en Chine, François Introvigne, certes basé à Metz, évite... la Lorraine, terre de ses premières lûtes et de ses souvenirs les plus tenaces comme la fermeture de Longwy par exemple. « Je n'ai pas envie d'aller trop vite même si le deuil vis-à-vis de mes anciens camarades est fait. Les métallurgistes de la CFDT adoptent de leur côté la stratégie de la page tournée. Finies les attaques violentes, le ton est calme et assuré. » François n'a pas bouleversé l'organisation en profondeur. Il a été un militant parmi d'autres qui a eu la particularité pendant un temps d'avoir un pied dedans et un pied dehors. Cela plaisait à l'extérieur. Maintenant que la situation est clarifiée, son image va s'attacher avec le temps. La rupture définitive avec la CFDT en 1993 n'a pas empêché Stratégie et Avenir de prospérer. « François Introvigne est dans beaucoup de colloques, les DRH le découvrent et le redécouvrent », explique l'un d'entre eux. Un succès dont on connaît parfois la rançon : le sentiment de détenir la vérité, donc de ne plus jamais douter. De la part de celui qui a refusé depuis l'âge de quatorze ans tout enrôlement intellectuel et idéologique, on l'imagine mal. Très mal.

Marie-Béatrice Baudet

NOUVELLES COMPÉTENCES

Désordres informationnels

Suite de la page 1
Approche transversale de l'organisation de l'entreprise, la gestion des flux d'information, qui touche bien évidemment aux systèmes informatiques sans s'y limiter, n'est pas totalement éloignée du concept de reengineering - reconfiguration en français - qu'on doit à Michael Hammer et James Champy (Le Reengineering, Ed. Dunod).

Cette pratique de management vise à améliorer les performances à travers une remise à plat de l'ensemble des processus (série d'activités qui, ensemble, produisent un résultat ayant une valeur pour un client, par exemple, le développement d'un nouveau produit) au détriment parfois des effectifs. Si Humbert Lesca est séduit par l'approche des théoriciens d'outre-Atlantique, il estime sa démarche « moins brutale ».

« Nous procédons par itérations successives à partir de ce qui existe. On ne remet pas tout à plat, il s'agit d'une version beaucoup plus douce et plus réaliste. »

Ce n'est pas tout à fait la vision d'IBM France qui, justement au travers d'un processus plus vaste de reengineering, a créé, depuis peu, un service management de l'information. Celui-ci a un rôle d'interface entre la production informatique, proprement dite, déléguée au travers d'une filiale, et les directions de processus. Lesquels processus peuvent mettre en jeu plusieurs grandes fonctions de l'entreprise, à l'instar du processus solution design, allant du besoin du client à la signature d'un contrat, ou encore du processus solution delivery, qui va de la signature d'un contrat jusqu'à l'encaissement de la facture.

« Nous sommes aujourd'hui dans une reconfiguration de type horizontal et non plus vertical. Au bout du compte, il y a un client qui reçoit un produit supporté par des flux d'informations qui passent au travers des différentes fonctions de l'entreprise. Cette nouvelle organisation a posé deux problématiques liées, d'une part, au pilotage de ces informations et, d'autre part, à la constitution de bases de données transversales », explique Jean-Louis Kraus, directeur informatique et support aux processus. IBM France s'est donc enrichie de spécialistes dévolus à ces fonctions complexes.

REENGINEERING

Le processus de gestion des flux d'information peut également s'intéresser plus spécifiquement à certaines fonctions. Il en va ainsi du groupe Schneider, qui a adopté une démarche de ce type au sein de sa fonction comptabilité. « Maintenant la gestion de l'information et des systèmes informatiques qui la supportent constitue un des principaux moyens pour faire progresser l'efficacité de la comptabilité », remarque Pascal Le Bourthe, responsable du départe-

ment développement de la fonction comptable. Nous cherchons par tous les moyens à améliorer la fiabilité et la rapidité des opérations. Grâce à une meilleure maîtrise des processus et des systèmes d'information, nous avons déjà largement raccourci les délais de parution des comptes dans les sociétés du groupe. »

N'est-ce pas là le rôle des SSII, spécialistes des systèmes d'information ? Non, estime-t-on chez IBM comme dans la fonction comptable de Schneider, car « ce rôle d'interface nécessite une connaissance approfondie de l'organisation des métiers de l'entreprise, qui relève d'une compétence interne ». Les sociétés d'information ne l'entendent évidemment pas de cette oreille et revendiquent ces missions. « On associe l'image des SSII à la conception de logiciels, souligne Jean-Pierre Barbéris, directeur du conseil et de la technologie à Sema Group. Mais sous l'influence de la crise et de l'évolution de la demande, le paysage a changé. Les utilisateurs, qui veulent revoir leur gestion des flux d'information, ont besoin d'être assistés dans la conduite de ce changement. » Encore faut-il qu'ils s'en persuadent.

Martine Laronche

Dysfonctionnements

« NOUS sommes capables de livrer n'importe où sur la planète en moins de trois jours. En revanche, les informations qui accompagnent la marchandise mettent plus d'une dizaine de jours pour arriver à destination. Résultat : les marchandises ne sont réellement disponibles pour le client qu'au bout de dix jours et plus. Ce n'est pas le flux logistique qui nous freine, c'est le flux des informations produites par les services administratifs de l'entreprise. »

Humbert et Elisabeth Lesca, tous deux professeurs à l'université Grenoble-II, établissent un florilège des différents dysfonctionnements liés à une mauvaise gestion de l'information dans leur dernier ouvrage *Gestion de l'information, qualité de l'information et performances de l'entreprise*. Ed. Litec. Collection « Les essentiels de la gestion ».

Les « maladies informationnelles » recouvrent, en effet, toutes sortes de maux dont certains, bien connus, peuvent être pris en compte par les directions de l'organisation ou de la qualité. Il en va ainsi d'une fonction qui peut paraître mineure mais dont l'importance est fondamentale

pour l'image d'une société et pour la tranquillité d'esprit de ses employés et de ses clients : le standard téléphonique. Isabelle, ancienne élève du magistère en gestion de l'Ecole supérieure des affaires de Grenoble et aujourd'hui responsable de missions en organisation et qualité à Norwich Union, a travaillé sur cette question. « J'ai dû définir une sorte de bible permettant aux standardistes et aux hôtes d'accueil de bien identifier les interlocuteurs et donc d'orienter correctement les appels téléphoniques », explique la jeune femme.

Elle a dû, au préalable, rencontrer tous les responsables de l'entreprise afin de déterminer les demandes auxquelles ils étaient susceptibles de répondre. Et pour bien repérer les erreurs d'aiguillage, ceux-ci se sont efforcés, pendant quinze jours, de noter tous les appels mal orientés. Ensuite, il a fallu élaborer des questions-clés pour faciliter le travail « d'aiguillage » des hôtes d'accueil. Un travail de fourmi qui aura probablement permis de sauver quelques contrats et de fidéliser la clientèle.

ives : pour les
qui deviendront
deviendront des
embaucheront
diplômés.

londe

Consultants tout terrain

Sur un marché très concurrentiel, la profession, bien qu'atomisée, est en développement. La course au contrat fait la loi

Il y songeait depuis longtemps. En mai 1994, il a fait « le grand saut ». Pierre Gilles, trente-deux ans, ingénieur agronome, travaille désormais en solo comme conseil en management auprès des PME. Après sept années d'expérience en audit financier et conseil en systèmes de gestion, puis en financement d'entreprises, il a voulu concrétiser son « désir d'autonomie et d'indépendance ». Basé en Normandie, la région où il exerce depuis 1990 et dont il connaît « l'ensemble des acteurs socio-économiques », Pierre Gilles n'imaginait pas qu'il vivrait des débuts aussi difficiles. « Je pensais que les prescriptions se feraient plus rapidement », confirme-t-il. Il s'était donné deux ans pour atteindre les « cent jours par an de travail facturé ». Il devrait y parvenir en 1996, mais il espérait que son hypothèse de départ était « pessimiste ».

Malgré la crise qui l'a touchée de plein fouet et les sacrifices qu'elle implique, la profession de consultant attire toujours. Une profession très atomisée. Une enquête du ministère de l'Industrie, intitulée « Petits conseils : un monde foisonnant et dynamique », estime en effet que 95 % des cabinets-conseils en management comptent moins de cinq personnes. Réalisée en 1992 par le cabinet Agor et un laboratoire du CNRS, le Cedes, cette étude montre aussi la fragilité des petites structures : une sur deux ne passerait pas le cap des trois années d'existence. Le manque de préparation explique bien des choses. Dominique Steller, consultant en gestion du stress et facteur humain, a été assez surpris quand il s'est lancé, il y a six mois, dans l'aventure. « Lorsque

j'ai commencé à chercher un travail, j'ai eu l'impression d'être un extraterrestre. Les gens ne comprennent pas du tout ce dont je parle. » Son expérience est pourtant solide, et rare : un an comme assistant universitaire dans le domaine de la « gestion de soi » des personnes handicapées, sept années dans la Marine nationale comme pilote de chasse – « au les problèmes liés au stress sont hyperimportants » – et un troisième cycle à l'Institut pour le développement du conseil d'entreprise (IDCE). Il vient de vivre des mois difficiles. « J'avais mal mené mon étude de marche, reconnaît-il. Je l'avais faite au Canada, qui est très en avance dans ce domaine de la gestion du stress. » En France, c'est l'inverse. Mauvaise surprise, mais aussi « espoir » car, du coup, tout est à faire.

LISTE ROUGE

La fragilité des petits conseils révèle également une méconnaissance de ce métier. « Beaucoup de gens confondent expertise dans une technique et capacité à être conseil », constate Michel Janneteau, président du CICEF management (Chambre des Ingénieurs-conseils de France), un syndicat qui regroupe cent quatre-vingts petites structures. Aucun diplôme n'étant requis pour exercer, n'importe qui peut être tenté de s'improviser consultant. « Les gens imaginent, à tort, que c'est un métier très facile, remarque Jean-François Carrara, responsable de développement chez Agor Management. Un indépendant qui signe un contrat va s'investir dans sa mission, mais, après, il se retrouve le bec dans l'eau. Il doit repartir à l'attaque et, pendant ce temps-là, il ne

gagne rien. » Conseiller, c'est aussi savoir établir une relation de service avec un client, l'écouter et décoder le vrai besoin qui se cache derrière la demande exprimée. Les cadres au chômage ignorent ces

exigences et n'hésitent pas à casser les prix, déplorent les professionnels. « Nous exerçons un métier où, déjà, la notion intellectuelle est difficile à cerner, explique Jacques Perotto, gérant du cabinet Lyon-

nais Agora, spécialisé dans l'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Si, en plus, il y a des échelles de prix de journée qui vont de un à quatre, cela donne une mauvaise image de la profession. » En outre, sévissent des cabinets « qui gagnent beaucoup d'argent mais, après leur passage, les clients déposent le bilan », dénonce Michel Janneteau. Le CICEF Management détient une « liste rouge », non exhaustive, de ces sociétés.

En fait, tout ce débat illustre une certaine inquiétude de la profession face à un marché, certes en développement, mais aussi de plus en plus concurrentiel. « Aujourd'hui, n'importe quel expert-comptable peut prétendre faire du conseil en gestion, n'importe quel conseil financier peut faire du conseil en stratégie », observe Olaf de Hemmer, responsable développement à l'IDCE. Et ce n'est pas tout. Jean-Louis Moronvalle, président d'Approche (Association pour la promotion du conseil d'hommes et d'entreprises), qui regroupe une cinquantaine de cabinets des Pays-de-Loire, cite, en vrac, d'autres nouveaux venus sur le marché : « Les institutions publiques au parapublic, les organismes de formation, les professions libérales, les retraités, qui donnent des conseils gratuits, et les juniors-entreprises. » Dans ce contexte, dit-il, « la seule façon de se protéger, c'est d'apporter un professionnalisme, des méthodologies, des compétences reconnues ». Dans cet esprit, CICEF Management prépare un guide sur la démarche qualité. Des réflexions sont également en cours sur la mise en place d'un « référentiel » du métier. Approche fait également éditer un

guide destiné aux entreprises sur le thème : « Recourir à un consultant. Pourquoi ? Comment ? ». L'obtention du label qualité délivré par l'Office professionnel de qualification des conseils en management (OPQCM), un organisme créé il y a dix ans par Syntec Management, qui regroupe une cinquantaine de grandes structures, et par CICEF, permet également aux entreprises de se repérer dans ce monde très mouvant. Selon CICEF Management, huit cents cabinets sur huit mille ont obtenu ce label.

Sans doute faut-il aussi développer la formation de base (lire l'encadré). Quant à la formation permanente (lectures, colloques, etc.), qui peut prendre jusqu'à 30 % du temps, elle est très difficile à argancer dans ces petits cabinets pris dans « la course au contrat ». Le ministère de l'Industrie vient d'ailleurs de lancer une enquête sur la formation des consultants. Enfin, les professionnels commencent à peine à prendre conscience de la nécessité de se regrouper, pour travailler ensemble ou échanger leurs points de vue. Pour le cabinet Agora, qui compte quatre consultants, le travail en réseau, avec plus d'une vingtaine d'autres consultants, était apparu vital quand douze personnes ont été licenciées pour cause économique en 1991.

« Nous ne voulions pas être isolés ni rachetés », explique Jacques Perotto. Agora adhère à une multitude d'associations. « Dans ce métier, il faut participer à une vie collective pour se ressourcer. La créativité, c'est un travail collectif. »

Francine Alzicovici

Domaine d'expertise

LES techniques du conseil s'apprennent sur le terrain, assurent les professionnels. Néanmoins, avant de se lancer dans ce métier qui draine beaucoup de fantasmes, mieux vaut se préparer. « Il faut savoir si l'on est fait pour ça, si on en a les compétences », estime Olaf de Hemmer, responsable « développement » de l'Institut pour le développement du conseil d'entreprise (IDCE). Cela permet d'éviter les échecs dus à une mauvaise orientation. L'IDCE est la plus ancienne des quelques formations en conseil existantes (université Louis-Lumière-Lyon-II, université Paris-VII, ESC Reims, etc.). Basé à Angers, l'Institut, créé en 1987, est subventionné à 50 % par le conseil général de Maine-et-Loire et conventionné par le conseil régional des Pays-de-Loire. Il accueille chaque année une trentaine de stagiaires pour une année à temps plein (coût 35 000 francs ou 29 000 francs selon l'option choisie) ainsi qu'une dizaine d'autres à temps partiel sur deux ans (41 000 francs). Accessible aux diplômés de niveau bac + 4, ce cursus prépare à un diplôme de troisième cycle homologué. « Nous avons choisi de nous

tourner vers ceux qui ont déjà un domaine d'expertise, et non pas vers les juniors. » Les grands cabinets, qui recrutent les jeunes diplômés, ont, en effet, leurs propres méthodes de formation. Les cadres au chômage représentent aujourd'hui de 60 à 70 % de l'effectif des stagiaires de l'IDCE. Que sont devenues les 250 personnes que l'école a formées depuis 1987 ? Environ 20 % d'entre elles ne donnent plus de nouvelles. Sur les deux cents anciens du fichier de l'IDCE, de 8 à 10 % sont au chômage. « Nous ne sommes pas une agence de placement, prévient Olaf de Hemmer. Notre but est de faire connaître ce métier, qu'il y ait des chômeurs est inévitable. » Les autres se répartissent en trois groupes de taille équivalente : les uns sont effectivement consultants dans des cabinets, ou en indépendant. Les autres exercent le métier de conseil mais dans des structures qui ne sont pas des cabinets (entreprises, chambres de commerce, etc.). Le dernier tiers se compose de personnes qui ont renoncé à la profession. « Ils l'ont fait en connaissance de cause », souligne Olaf de Hemmer, pour nous ce n'est pas un échec. »

FORMATIONS

Le pari de Raboni

Cette société de vente de matériaux de construction rivalise avec les grands. Comme seule arme : la formation

On trouve rarement une femme à la tête d'une entreprise du bâtiment. Jocelyne Descottes est devenue PDG de Raboni, une société de vente de matériaux de construction, il y a vingt-neuf ans, à la mort de son père, un ancien ouvrier ajusteur. Depuis une dizaine d'années, la petite entreprise connaît une forte expansion : elle compte 120 salariés, fournit quelque 2 000 entreprises dans l'aggloméra-

tion parisienne et réussit à y faire presque jeu égal avec de puissantes sociétés. Comment ce David a-t-il réussi à concurrencer de tels Goliath ? En parlant sur la formation. Autrefois, vendre des matériaux de construction ne réclamait pas de qualification particulière. On entrail jeune chez Raboni, en général comme magasinier, et l'on s'y formait sur le tas. Mais depuis trente ans les

produits employés dans la construction ont connu une formidable évolution. Et leur utilisation réclame de plus en plus de compétences. Comme le bâtiment compte nombre d'artisans et de très petites entreprises souvent dépassées par cette technique galopante, le bon fournisseur est celui qui aide à faire le choix le plus judicieux et prend le temps de bien informer. La vente est donc désormais un

véritable métier. Le travail de magasinier réclame, lui aussi, des compétences grandissantes : d'autant que chez Raboni, qui pratique la promotion interne, on s'y prépare à la vente. Jocelyne Descottes a très tôt été convaincue de la nécessité de professionnaliser son personnel. Mais elle trouvait peu satisfaisante la formation continue proposée par le secteur du BTP. En 1990, elle prend le taureau par les cornes : elle décide de se doter d'un service de formation et embauche à plein temps un professionnel, Alain Argaud. Le personnage n'est pas banal : il a fait des études de philosophie et a tenu à avoir une activité salariée en entreprise car il ne lui paraissait pas « henné » de faire de la formation sans cette expérience. Enfin, il n'a jamais cessé de participer aux réflexions de groupes proches du sociologue Renaud Sainsaulieu. Avec un PDG elle aussi quelque peu atypique, il va former un tandem original qui donnera une tonalité particulière au plan de formation mis en place.

VOLONTARIAT

Tout sera progressivement inventé en interne, même si l'on fait appel, quand c'est nécessaire, à des formateurs extérieurs. L'objectif est d'améliorer en permanence le service rendu aux clients. Mais une vraie qualité d'accueil de ces derniers suppose, selon Jocelyne Descottes, une égale qualité des relations au sein de l'entreprise : elle parle de « bonne entente », d'« estime » et même d'« amitié ».

Laetitia Van Eeckhout

voirs publics à travers un engagement de développement de la formation.

Jocelyne Descottes savait aussi qu'elle pouvait rendre service à ses clients en les aidant à avoir, en leur sein, le personnel qualifié dont ils se plaignent de manquer. Elle va donc créer en 1994 Raboni-Formation, un centre où l'on peut s'initier aux techniques les plus récentes. Et comme l'une de ses spécialités est le très beau carrelage qui réclame des poseurs quelque peu artistes, une formation par voie de contrat de qualification va être mise en place en partenariat avec l'AFPA. Depuis quinze mois, Alain Argaud se bat pour faire vivre ce projet bien plus ar-

du qu'il ne l'imaginait : tantôt, ce sont les entreprises qui hésitent à prendre un jeune à cause de la conjoncture, tantôt, ce sont les jeunes – qu'il va patiemment dénicher dans les missions locales et les PAIO (permanences d'accueil d'information et d'orientation) – qui font faux bond à la dernière minute.

La encore, c'est un peu David face à Goliath : une petite structure affrontée à l'énorme problème de l'insertion d'une certaine jeunesse. « Nous ne nous laissons pas à quel point nous allons être entraînés à faire du social, tellement de social ! »

Marie-Claude Betheder

Familles professionnelles

■ L'ANPE s'est lancée dans la réalisation d'une série d'ouvrages sur les différentes familles professionnelles, destinés à fournir des repères sur le monde en mutation des métiers et des qualifications. Tous présentés de manière identique, ces dossiers ont l'avantage d'être assez complets. En effet, ils apportent pour chacune des familles professionnelles qu'ils abordent des informations sur l'organisation du travail (place socio-économique ; évolution des métiers, restructuration...); sur le marché du travail (formations et besoins, pratiques de recrutement...); sur les aspects juridiques et pratiques (conventions collectives, adresses utiles...) ainsi que des données statistiques sur les évolutions et tendances. Six dossiers sont d'ores et déjà disponibles : construction mécanique-travail des métaux (96 p., 70 F); construction électrique et électronique (92 p., 70 F); construction (86 p., 70 F); arts et spectacles (304 p., 150 F); santé (144 p., 90 F); hôtellerie-restauration (92 p., 70 F). Collection Rome-ANPE. Diffusion : La Documentation française.

Outils pratiques

■ Fruit d'une réflexion menée avec les praticiens du terrain, cet ouvrage présente un ensemble d'outils pratiques destinés à tous ceux (commanditaires publics, responsables de formation, formateurs, structures d'accueil, entreprises) qui souhaitent développer l'individualisation des formations s'adressant aux demandeurs d'emploi, jeunes et adultes, en difficulté d'insertion. Il se compose de quatre parties : une clarification des enjeux pour chaque catégorie d'acteurs, une analyse des concepts et des questions-clés, une présentation des supports de construction de projets concrets, et des suggestions de méthodes. Formations individualisées. Ministère du travail. 210 pages. La Documentation française. 160 F.

Front commun des facs de Paris

Une association veut défendre les universités de la capitale

En 1971, l'imposante Sorbonne était éclatée en huit universités parisiennes autonomes (Panthéon-Sorbonne, Panthéon-Assas, Sorbonne nouvelle, Paris-Sorbonne, René Descartes, Pierre-et-Marie-Curie, Denis-Diderot, Paris-Dauphine). Presque vingt-cinq ans plus tard, leurs présidents ont décidé de créer une association baptisée « Universités de Paris ». Si dans sa dénomination le pluriel a été maintenu, cette structure n'en a pas moins pour objectif, au-delà des différences et spécificités des établissements qui la composent, de faire valoir auprès des pouvoirs publics un ensemble de problèmes communs.

« A la différence de nos homologues de province, nous avons longtemps été ignorés par la région Ile-de-France et plus encore par la ville. Or Paris dispose d'un formidable capital intellectuel avec ses universités et laboratoires de recherches qui contribuent au rayonnement international de la capitale », relève Jean-Pierre Dedonder, président de l'université Denis-Diderot, qui n'hésite pas à parler de « groupe de pression » pour qualifier cette association.

S'inscrivant en faux contre la réputation d'universités riches qui leur est faite, les huit parisiennes font ainsi valoir un

manque de locaux. Manque qu'elles estiment à quelque 100 000 mètres carrés pour être au niveau moyen des universités de province. Certes, ce problème ne les affecte pas toutes dans les mêmes proportions, mais il n'est pas sans conséquence sur la qualité de la recherche, sur laquelle Paris a, jusque-là, fondé sa réputation de capitale universitaire. Or, là, toutes craignent de se faire distancer par d'autres, comme notamment Lausanne ou Berlin, qui attirent de plus en plus de chercheurs dans leurs équipes. Aussi envisagent-elles l'ouverture d'une résidence destinée aux enseignants-chercheurs étrangers.

CONDITIONS DÉCENTES

« Nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui d'accueillir des porteurs dans des conditions décentes », souligne Elie Cohen, président de l'université Paris-Dauphine. Il est également, pour les membres de l'association, tout aussi impératif de prendre des mesures pour favoriser les échanges internationaux d'étudiants.

La mise en place, comme dans d'autres régions, d'un système de compléments de bourses, à l'appui notamment de programmes européens, tel Erasmus, est une de leurs attentes majeures.

Conservier en Europe une place

prépondérante en matière d'enseignement et de recherche exige aussi de valoriser la richesse de leur patrimoine documentaire, qui devient de plus en plus inaccessible aux chercheurs, faute de salles de travail suffisantes.

L'association souhaite étendre et développer les réseaux électroniques à l'ensemble des établissements afin de permettre la consultation à distance des fonds documentaires. Les présidents parisiens n'excluent pas d'étendre ce projet, dans une phase ultérieure, au-delà des murs de la capitale, car, s'ils ont décidé de s'allier, ils se défendent de vouloir constituer un front parisien contre leurs homologues d'Ile-de-France.

« Bien cerner les spécificités des universités parisiennes nous permet, au contraire, de mieux dialoguer avec les franciliennes, avance la présidente de Paris-Sorbonne nouvelle, Suzy Hallimi. Des complémentarités sont possibles. Nous pouvons, par exemple, aider les jeunes universités, qui disposent de locaux, à ouvrir des filières, ce qui permettrait de désengorger les nôtres. » Le développement de systèmes de visioconférences pour des enseignements, ici ou là, suivis par peu d'étudiants, est également envisagé.

Laetitia Van Eeckhout

SECTEURS DE POINTE

commercial de challenge INGÉNIEUR

PARIS

Nous sommes l'un des premiers producteurs européens d'Aciers.

Nos cadres commerciaux sont, sur leur territoire, les représentants reconnus de la Société.

Avec une réelle autonomie, en liaison avec la Direction Générale, vous avez un rôle moteur lié à votre responsabilisation complète sur vos résultats. Vous bénéficiez d'un appui puissant du Groupe, aussi bien au plan technique que marketing.

Aujourd'hui, nous recherchons un Ingénieur Commercial pour Paris.

Ingénieur (Arts & Métiers), vous avez une expérience solide d'environ 10 ans dans les secteurs de la mécanique ou de la métallurgie. Vous êtes un heblie négociateur doté d'un esprit curieux et exigeant, habitué aux contacts de haut niveau auprès de grandes entreprises.

Vous êtes capable de vous investir totalement. Gros travailleur, vous voulez atteindre les résultats les meilleurs.

Nous assurons une formation de qualité. Vous bénéficiez d'une rémunération attractive.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (C.V. + prétentions) sous la réf. AO 54 à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN
à l'écoute des talents

Honeywell

Nous sommes un important groupe américain de renommée mondiale, leader du Contrôle de Processus Industriels. Pour une de nos filiales, en très forte croissance, située à Grenoble et spécialisée dans les automatismes à base de toutes les technologies de l'électronique et de l'optoélectronique, nous recherchons :

Directeur Industriel

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs : X, Supélec, Centrale, etc... Vous justifiez de plusieurs années d'expérience réussies dans ce type de poste. De culture internationale avec un excellent niveau d'anglais, vous êtes avant tout passionné par la technique et ses applications industrielles. En prise directe avec le Directeur du site, vous superviserez et animerez les services R&D, Assurance Qualité et Production. Soucieux du positionnement de vos produits, vous maintiendrez l'avance de l'entreprise grâce au travail interactif de vos équipes. Responsable d'une équipe de 60 personnes, vous saurez rapidement vous imposer et prendre en charge le développement de l'outil industriel pour supporter les nouvelles technologies en cours de développement dans notre service R&D. Ayant déjà obtenu la certification ISO 9001, nous vous demandons de propulser l'entreprise au niveau Qualité Totale pour satisfaire nos clients internationaux. Réf. I-H.D.I.

Ingénieur en Gestion de Production

Sous la responsabilité du Directeur de Production, vous prendrez en charge l'ensemble des systèmes de gestion de Production. Par la suite, et en collaboration avec le groupe européen, vous piloterez la mise en place de nos nouveaux systèmes. Garant des délais de production, vous assurerez l'interface entre les utilisateurs internes et nos partenaires externes. Ingénieur de formation, une expérience de quelques années en informatique de production vous a permis de maîtriser des systèmes de GPAO. Rigoureux et méthodique, vous avez d'excellentes qualités relationnelles, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. La connaissance du langage ORACLE est un plus. Réf. 2-H.I.P.

Ingénieur Support Technique

Pour notre département commande de l'éclairage, nous désirons intégrer un jeune Ingénieur Electricien-Radioélectricien diplômé d'une école d'ingénieur et justifiant de 2 à 5 ans d'expérience dans les produits radioélectriques. Votre mission sera d'assurer la liaison entre la clientèle et l'usine. Vous étudierez les nouveaux projets et analyserez le marché afin de détecter les besoins futurs. Ce poste requiert une grande disponibilité ainsi que le sens du commerce. Des déplacements sur la France entière sont à prévoir. Réf. 3-H.I.S.

Si l'un de ces postes correspond à votre profil professionnel et à la définition de vos attentes en qualité de carrière, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence choisie à :

GRENOBLE - PARIS - NICE

SCOR'CONSEIL

8, Place de la Madeleine - 75008 PARIS
Fax : 40 15 98 32

INNOVATION ORGANISATIONNELLE ET CONDUITE DU CHANGEMENT...

RIVOIRE & CARRET LUSTUCRU

Rivoire et Carret Lustucru (CA : 1,4 MdF,
700 personnes, 3 unités de production) recherche pour
MARSEILLE (180 pers., 50 000 tonnes de pâtes) :

Responsable unité de production INGÉNIEUR IAA

Sous la responsabilité directe du Directeur Industriel, sa fonction outre son aspect technique couvrira deux axes majeurs :

- développement du système de Contrôle de Gestion Industriel actuel, vers une maîtrise en temps réel des coûts,
- animation des équipes en place et conduite du Changement Organisationnel des modes de fonctionnement et d'appréhension, vers des systèmes opérationnels plus innovateurs et flexibles.

De formation ingénieur IAA, l'intéressé disposera d'une expérience d'animation innovante d'atelier de production Agro-Alimentaire, de 5 ans minimum. Une compétence complémentaire en contrôle de gestion industriel serait appréciée. Des possibilités d'évolution sont envisageables.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à :

Daniel Doux Conseil
11A, rue Haxe 13001 Marseille.
Fax : (06) 91 55 68 47.

Daniel Doux

HP : un monde d'évolution

Un produit n'est jamais

aussi apprécié que lorsqu'il

est accompagné des services

qui le rendent intelligent.

Si HP est régulièrement

classé en tête des enquêtes

de notoriété pour la qualité

de ses services, c'est parce

que nous avons mis dès

l'origine sur nos activités

de Support.

Ingénieur Commercial Intégration de Services

Vous avez en charge la vente de prestations de services et d'intégration dans le cadre de "Big Deals", à un niveau national ou international. Vous coordonnez les différentes ressources avant-vente permettant l'élaboration de vos offres techniques et financières, que vous présentez à vos clients et à la force de vente. Pour vous appuyer, d'importants moyens techniques et humains seront mis à votre disposition. Réf. ICISM

Ingénieur Commercial Service Client

Interlocuteur privilégié au sein de la division Service, vous élaborerez et commercialiserez les solutions de services complexes, pour nos grands comptes. Dans ce cadre, vous réaliserez un plan de vente annuel et pérenniserez votre chiffre d'affaires en développant votre portefeuille. Réf. ICSCM

Pour ces deux postes, basés en région parisienne :

A environ 30 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans une fonction similaire, chez un constructeur, un intégrateur ou une société de services. Dynamique et organisé, vous possédez un sens aigu des contacts humains et un fort esprit d'équipe. En outre, vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos ambitions, merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV et photo en précisant la référence du poste choisi à : **Aval DENAN - Service recrutement - HEWLETT PACKARD - 2, avenue du Lac - Parc d'activités du Bois Briard - 91040 EVRY CEDEX. Fax : (1) 42 60 19 99**

**hp HEWLETT
PACKARD**

PILOTEZ LE PROJET DE DEVELOPPEMENT DE NOS PRODUITS EN INTEGRANT LA "VOIX DU CLIENT"

• L'originalité de notre approche réside dans notre souci d'accroître notre avantage concurrentiel afin d'augmenter nos parts de marché, notamment par abaissement des coûts et intégration de technologies et concepts nouveaux.

• Vritable chef de projet, vous animerez l'équipe du Bureau d'Etudes et des Méthodes, les groupes de travail sur l'analyse de la valeur, et vous mettrez en place les groupes de réflexion travaillant sur les attentes de nos clients.

• Jeune ingénieur d'une trentaine d'années ou diplômé de marketing industriel avec expérience technique, vous souhaitez donner un élan à votre carrière en prenant ce poste (basé à BLOIS) aux multiples facettes : une expérience de CPO serait très appréciée.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la référence C/1380 à notre Conseil Pierre BUCCAI - CONCORDANCES - 77, rue François Marmet - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE CEDEX qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines. Fax : 78 34 21 37.



CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

Filiale d'un groupe américain leader sur le marché des prestations de services pour le secteur informatique recherche :

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

Secteur télécommunications (réf. ICT)

Secteur informatique (réf. ICI)

A 28-35 ans, vous souhaitez valoriser une expérience de vente de services acquise dans le domaine des réseaux et télécoms (ICT) ou dans le secteur informatique (ICI).

Doté d'une formation initiale bac + 4 et parlant couramment anglais, vous êtes dynamique, accrocheur et autonome. Votre capacité d'écoute vous prédispose à la vente-conseil. Vous savez allier dialogue et négociation avec des interlocuteurs de haut niveau.

Adressez-nous votre candidature référencée (avec prétentions) :

Computer Intelligence Europe - Direction des Ressources Humaines, 738, rue Yves KERMEN
92658 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, ou Fax : (1) 49 10 40 41

INGÉNIEURS CONSEILS



Les percées technologiques révolutionnent la manière dont les entreprises opèrent. Confrontées à un environnement de plus en plus changeant et exigeant, elles recherchent avant tout des experts en technologie de pointe. Avec plusieurs milliers de professionnels répartis dans 43 pays, ORACLE apporte, en étroite collaboration avec ses 3 500 partenaires, les ressources, les compétences et le savoir-faire, indispensables au développement rapide de solutions de gestion et devient ainsi le trait d'union entre la technologie et le métier de chacun de ses clients.

La Direction des Services d'ORACLE France dispose d'une expertise inégalée en matière de Systèmes Ouverts d'Information. Son offre progicielle est aujourd'hui reconnue avec plus de 167 sites installés dans tous les secteurs d'activités. Au-delà de ses compétences technologiques, elle s'impose par une solide expertise fonctionnelle et de management de projet. Son objectif est de constituer, sur chaque mission client, une équipe pluridisciplinaire afin d'apporter toutes les compétences nécessaires à la réussite du projet.

Consultants Progiciels Applicatifs

Paris et régions

Diplômé d'une école supérieure de gestion ou d'ingénieurs, vous avez débuté votre carrière professionnelle en entreprise, en cabinet conseil ou en SSII dans une fonction liée à la comptabilité, à la gestion commerciale ou à la production. Votre goût pour les technologies de pointe et les solutions logicielles vous a rapidement orienté vers l'informatique. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cette double compétence en vous impliquant totalement dans la mise en œuvre de solutions progicielles, de la définition à la mise en production d'un système d'information.

Parlant anglais, vous faites preuve d'un bon relationnel et d'un

sens de la pédagogie qui vous permettront d'assurer avec efficacité la conduite des projets qui vous sont confiés.

Un cycle de formation vous sera proposé afin de confirmer vos compétences dans les différents domaines nécessaires et de donner à votre carrière la dimension que vous souhaitez.

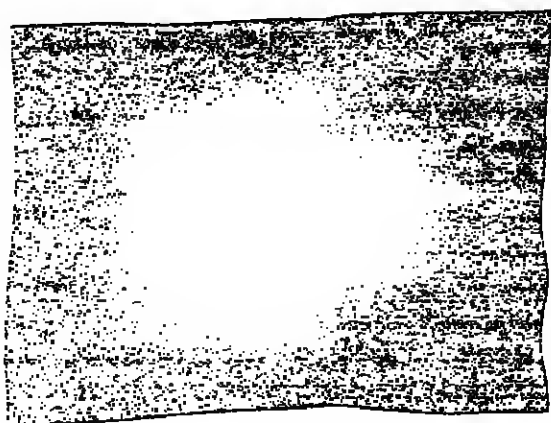
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CPA12 à ORACLE France, Service Recrutement, 11 boulevard des Bouvets, 92735 NANTERRE cedex ou par fax au 47.62.21.83.

ORACLE

Le Trait d'Union entre la Technologie et votre Métier

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Et si vous preniez part à notre leadership ?

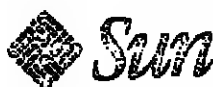


Depuis 1982, son approche visionnaire permet à Sun de connaître une croissance sans interruption. L'informatique en réseau, les systèmes ouverts constituent sa stratégie. A présent, Sun s'impose en informatique de gestion, apporte des solutions globales et un maximum de satisfaction à ses clients, confortant ainsi son leadership mondial sur le marché UNIX. Aujourd'hui, en France, SUN emploie plus de 500 personnes dans une ambiance de travail favorisant l'épanouissement de chacun, et réalise un chiffre d'affaires de 1,6 MdF. Sun poursuit sa croissance et recrute un :

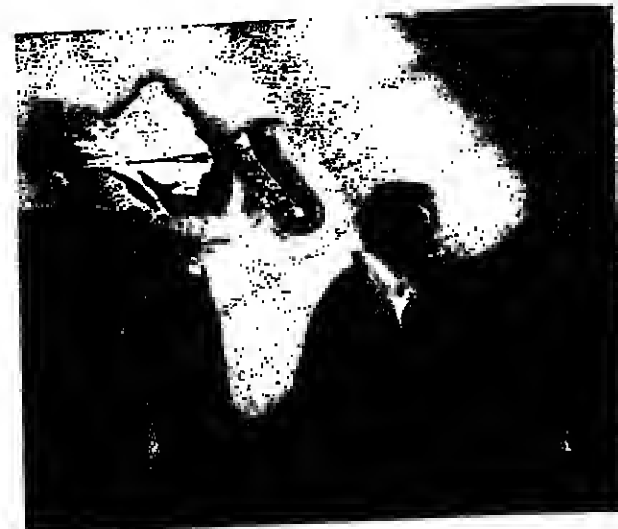
SUPERVISEUR D'UNE ÉQUIPE SUPPORT

A 35 ans, vous êtes ingénieur, parlez l'anglais couramment, et possédez une expérience dans laquelle vous avez développé un sens aigu du service et de solides qualités de management. Vous prendrez en charge cette équipe support SOLARIS, forte de 12 ingénieurs, et serez le garant de l'organisation du travail de l'équipe, de sa productivité et de la qualité totale de ses prestations. Ce rôle demande des qualités techniques (connaissance des produits Sun et de SOLARIS en particulier), relationnelles et d'organisation.

Envie de prendre part à nos succès ? Alors, envoyez votre dossier de candidature sous la référence SUPISC à : Sun DRH/CR - 13, avenue Morane Sautinier 78140 Vélizy - Villacoublay ou par fax : (1) 30 67 53 05



The Network Is The Computer™



sans frontière

Au delà des frontières technologiques, géographiques, culturelles et au cœur des progrès les plus spectaculaires dans tous les secteurs d'activité, le talent des 24 000 hommes et femmes de SGS-THOMSON dans le monde permet de relever chaque jour les défis sans cesse renouvelés de notre métier : la micro-électronique.

SGS-THOMSON
MICROELECTRONICS



Les réseaux s'étendent, vos ambitions s'élèvent.

BÂTIR LE MONDE SANS FIL : voilà une ambition à la mesure de SFR, filiale de la Compagnie Générale des Eaux et premier opérateur privé français en radiotéléphonie.

Au sein de notre Direction Technique et avec l'aide d'une équipe d'experts, vous contribuerez à la densification et à l'optimisation de notre réseau.

Votre mission consiste à fournir conseils et méthodes aux entités opérationnelles pour la réalisation des projets de couverture radio déclinés des préétudes de conception. Imprégné des difficultés du terrain, votre expertise en ingénierie radio et vos qualités relationnelles feront de vous un interlocuteur privilégié.

Ce poste à pourvoir à Paris, qui nécessite des déplacements réguliers, tant en France qu'à l'étranger, s'adresse à un ingénieur disposant de 5 ans au minimum d'expérience en conduite de projets opérationnels dans un environnement Télécoms.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence RIR/LM2 à : SFR, Département Recrutement, BP 108, 75663 PARIS Cedex 14, ou envoyez votre dossier par fax au (1) 47 03 98 96 en précisant la réf. SFR/RIR/LM2.

Le Monde Sans Fil est à Vous.



Je suis là

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 12 DÉCEMBRE 1995 / VII

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS pour "ROUSSET 2000"

La fort développement de l'activité production de notre site de ROUSSET près d'ADEN-PROVENCE (1100 pers.), nous conduit à rechercher des ingénieurs débutants et confirmés, spécialisés en micro-électronique, physique des matériaux, maintenance et production. Après une période d'intégration à Rousset et une formation - de 6 à 18 mois - sur l'un de nos sites technologiquement avancés (USA ou Italie) et selon votre expérience, vous assurerez les responsabilités d'ingénieur junior ou senior, chef de groupe, chef de projet ou manager dans l'un de nos métiers :

PROCESS

En liaison avec la production vous optimiserez et mettez en place de nouveaux procédés et équipements et vous contribuerez à la formation des opérateurs.

MANAGEMENT DE PRODUCTION

Vous prendrez la responsabilité d'équipes de dimension significative en cohérence avec notre démarche Qualité Totale : "TQM".

ACHAT, CONCEPTION, PRODUCT ENGINEERING, APPLICATIONS ET MARKETING
Pour accompagner la croissance de ROUSSET, nous offrons également de nombreuses opportunités au sein de nos Groupes Produits microcontrôleurs et mémoires.

Vous souhaitez allier **avenir professionnel** (groupe en forte croissance et activités diversifiées) et **qualité de vie** en Provence, alors rejoignez-nous dès à présent ! Ensemble nous dépasserons les frontières entre les hommes, les techniques et les métiers.

MAINTENANCE

Vous serez responsable de l'introduction de nouveaux équipements et de l'optimisation de leur fonctionnement. Vous participerez à la sélection d'équipementiers et animeriez une équipe de techniciens.

DEVICE ENGINEERING ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Vous participerez à l'introduction de nouvelles technologies et de nouveaux produits et à l'optimisation des rendements.

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation par courrier, fax ou via internet à :
SGS-THOMSON Direction des Ressources Humaines, réf. ROUSSET 2000,
BP 2, Zone Industrielle de Rousset, 13106 Rousset cedex - Fax (16) 42 25 88 56.
Adresse Internet : monique.donnadieu@st.com.

CURRICULUM

En partenariat avec le groupe de recherche et développement de la Matra Cellular, nous recherchons des ingénieurs débutants et confirmés pour rejoindre nos équipes de recherche et développement dans les domaines de la micro-électronique, de la physique des matériaux, de la maintenance et de la production. Après une période d'intégration à la Matra Cellular et une formation - de 6 à 18 mois - sur l'un de nos sites technologiquement avancés (USA ou Italie) et selon votre expérience, vous assurerez les responsabilités d'ingénieur junior ou senior, chef de groupe, chef de projet ou manager dans l'un de nos métiers :

**Building the networks
for a mobile generation**

INGÉNIEUR MÉTHODES INSTALLATION GSM
En relation avec les équipes R&D, vous participez à l'élaboration des nouveaux produits en vue d'optimiser leur mise en œuvre sur site (installabilité, testabilité). En collaboration avec les différents services de la société : NPI, R&D, Engineering, Product Validation, vous définissez puis validez les méthodes d'installation et de mise en service des produits ainsi que les outils et moyens de test sur site. Afin de permettre l'application des méthodes d'installation et de mise en service sur les contrats, vous transférez aux équipes opérationnelles locales (Market regions de NORTEL) les équipes d'intervention de NMC) la connaissance des process, l'ingénieur de formation, vos 5 ans d'expérience minimum en "Méthodes" ou "Ingénierie" dans un environnement "intervention terrain" vous confèrent de solides compétences techniques : télécoms, traitement du signal, hyperfréquences, industrialisation. Outre une rigueur d'analyse et de méthode, ce poste implique un bon sens de la formalisation, une réelle aisance rédactionnelle ainsi que des qualités de négociation. Anglais courant nécessaire. Réf. IMIA

CHEF DE PROJET EVOLUTIONS SYSTEMES
Au sein de la Division des Opérations, garant de la cohérence des planings entre les différents services, vous contrôlez l'avancement du projet pour toutes les activités de la division R&D. Vous animez et coordonnez les groupes de travail concernés : PLM, R&D, Documentation, Formation, Ingénierie Produits, Installation, Support Technique. Vous aurez également à réaliser des rapports de statut pour le management, à identifier les problèmes et à piloter la mise en œuvre des solutions. De formation ingénieur informatique en Télécoms, vous avez une bonne expérience de la gestion de projet et alliez à vos talents d'animateur, la maîtrise de l'anglais. Réf. CPEJM

Pour ces postes basés à Guyancourt (78), merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. du poste souhaité à NORTEL MATRA CELLULAR, DRH, Amélie COMBEN, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 GUYANCOURT.

**NORTEL MATRA
CELLULAR**

* Bâtir les réseaux de la génération mobile

Groupe international du secteur High-Tech, recherche pour son centre industriel en Normandie (400 personnes)

Responsable Technique Ingénieur Centrale, Arts & Métiers

Membre du Comité de Direction, rattaché au Directeur Général, vous managez et pilotez une équipe de 30 personnes (Ingénieurs, techniciens, agents). A ce titre, vous supervisez trois services essentiels de l'usine : Support Technique - Méthodes - Service Maintenance.

Responsable de l'organisation de votre service, vous élaborez la politique de maintenance, optimisez les interventions de vos collaborateurs, proposez et assumez le budget global du service technique. Vous assurez également la veille technologique, vous serez donc appelé à proposer des développements industriels spécifiques et à participer aux réunions techniques de notre Groupe à l'étranger.

Le challenge que nous vous proposons est porteur d'avenir, car vous devez non seulement faire la preuve de votre "opérationnalité" au quotidien, mais aussi contribuer à notre futur : nouveau projet GMAO, participation à la mise en œuvre de la norme ISO 9002. A 40/45 ans, vous avez fait la preuve de vos capacités à manager, organiser, convaincre et agir, lors d'une expérience de 6 à 10 ans dans une fonction similaire. Votre anglais est bien sûr "fluant" et l'allemand serait un plus. (réf. 95183)

Responsable Assurance Qualité

Ingénieur généraliste ou DESS, vos années d'expérience en Production et Qualité, vous ont permis de mettre en œuvre, sur le terrain, des actions significatives en Assurance Qualité, notamment dans le registre de la certification ISO.

En liaison étroite avec le Directeur Général, vous réorganisez le service qualité de l'usine, mettez en place des systèmes d'audit qualité internes et externes à l'entreprise, coordonnez la projet ISO 9002, identifiez les besoins du site et proposez les solutions adaptées.

A 40 ans environ, homme de contact et de management, votre rigueur, votre sens de la concrétisation et votre esprit d'innovation vous permettront de vous imposer dans ce poste à vocation opérationnelle. Anglais courant souhaité. (réf. 95182)

Responsable Administration des Commandes • Planning production • Approvisionnement

De formation Bac + 5 (Sup de Co, option gestion/finances ou formation logisticien, ou encore, commerce international/transport), vous avez une bonne expérience de l'encadrement dans le secteur industriel.

En contact avec les clients et interface avec les fournisseurs, vous gérez les volumes de commandes et l'approvisionnement de composants. Vous organisez également la planification de production et de la sous-traitance. Pour l'ensemble de ces missions, vous vous appuyez sur vos équipes respectives.

Bras droit du responsable logistique, vous êtes associé étroitement aux projets de l'entreprise et participez activement à la mise en place du nouveau système JD Edwards sur AS400.

A 30/35 ans, manager de tempérament et organisateur dans l'âme, vous saurez motiver vos collaborateurs et communiquer vos idées. L'anglais sera la langue de vos contacts internationaux. (réf. 95183)

Plus de
responsabilités,
un challenge
à relever

Pour l'ensemble de ces postes, nous vous offrons une rémunération très motivante, des responsabilités à la hauteur de vos ambitions et des opportunités de carrière dignes de vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre + CV + photo), en précisant la référence choisie, à notre Conseil ou de le faxer au (16) 35.89.88.08.



MANAGEMENT
CONSEIL

Immeuble - Le Front de Seine
40, quai du Havre - 76000 ROUEN

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA QUALITÉ DES GRANDS PROJETS LOGICIELS : UN MÉTIER CLÉ DANS LES TÉLÉCOMS DU FUTUR

Au sein de la Direction Technique,
dans la filiale d'un des leaders mondiaux des télécommunications publiques,

UN RESPONSABLE QUALITÉ PROJETS LOGICIELS

- Définit la démarche d'Assurance Qualité en fonction des exigences client,
- Motive et assiste l'équipe projet sur l'objectif qualité,
- Contrôle et anticipe tout risque de non qualité en élaborant des Indicateurs de qualité,
- Assure le suivi éventuel avec le client,
- Participe au programme d'amélioration basé sur le modèle CMM, en coopération avec d'autres centres de développement dans le monde.

De formation ingénieur, vous avez 3 à 6 ans d'expérience, d'abord en développement logiciel temps réel et ensuite en qualité logiciels.

Votre anglais est de bon niveau.

Autonome et pro-actif vous avez de réelles qualités relationnelles.

Merci de faxer votre candidature s/réf 295 SAB
(1) 42 89 32 74
à notre Conseil LEADS FRANCE,
7, rue Treillard 75008 PARIS.

Leads

Futur Responsable du Développement

→ de son activité sécurité
des systèmes d'information

Société d'Ingénierie
(450 personnes)
spécialisée en
développements
technologiques,
recherche son

Intégré à l'un de nos départements spécialisé dans les systèmes d'information, vous nous rejoignez dans un premier temps, comme Chef de projets technologiques et animez une équipe de 3 à 5 Ingénieurs et Techniciens. Doté de réelles compétences, vous avez la capacité de faire progresser cette activité dans le futur et prenez en charge la mission d'identification et de développement de nouveaux secteurs de clientèle.

A 30/35 ans, Ingénieur diplômé en informatique, vous avez une expérience significative comme chef de projets technologiques (2 à 3 ans). Vous maîtrisez l'architecture des systèmes d'information, les langages C, C++, ASSEMBLEUR, PASCAL ou FORTRAN.

Pour la poste basée en banlieue Ouest, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la réf. 264, à COMMUNIQUE, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, ou par fax au (1) 49 09 13 47

Ingénieurs spécialisés votre évolution nous intéresse

Ingénieurs spécialisés

Architectures systèmes - Traitement signal - Traitement d'images -
Réseaux, Télécom - Temps réel - Géographie numérique

Spécialiste des systèmes embarqués, nous sommes partenaires des plus grandes sociétés des secteurs militaire et spatial qui apprécient notre maîtrise technologique et notre qualité relationnelle. Cette qualité repose sur la fidélité de nos collaborateurs auxquels nous assurons des responsabilités évolutives.

telsa
informatique

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un doctorat, fort d'une expérience de 2 à 5 ans dans l'un de nos domaines d'activité, vous maîtrisez : C - C++ - ADA - X-WINDOWS - X11 - MOTIF, X-400, TCP-IP, Processus parallèles. Dynamique, autonome, vous saurez à cœur d'anticiper les besoins de nos clients. Pour évoluer ensemble, merci de nous adresser CV, lettre et photo à Telsa Informatique - 15 quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux. Fax : 41 38 09 13.

Groupe **ONIX**

Consultants qu'elle est votre vision du monde ?

Découvrez la nôtre..., page VI

ORACLE®

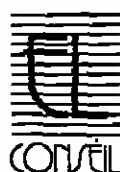
Société privée du secteur tertiaire, nous sommes leader européen dans notre domaine d'activité avec un CA de plus de 2 milliards de francs en constante progression. Pour accompagner l'évolution de nos systèmes d'information, nous renforçons notre département Etudes Informatiques et recherchons un

Responsable de Domaine

De formation Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, Ponts...), vous avez acquis au cours d'une expérience de 4 à 6 ans, une parfaite maîtrise de la conduite de projets importants en environnement grand système, client/serveur, SGBD/R.

Votre capacité à manager des équipes, votre parfaite connaissance des environnements méthodologiques (SDM/S, EXPERT...) sont des conditions obligatoires pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + salaire actuel sous réf. GB2 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui garantit toute confidentialité. Fax : 49 70 02 89.



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

Demain,
prenez du recul
sur le monde de
l'emploi
Le Monde

Initiatives Emploi
le mardi

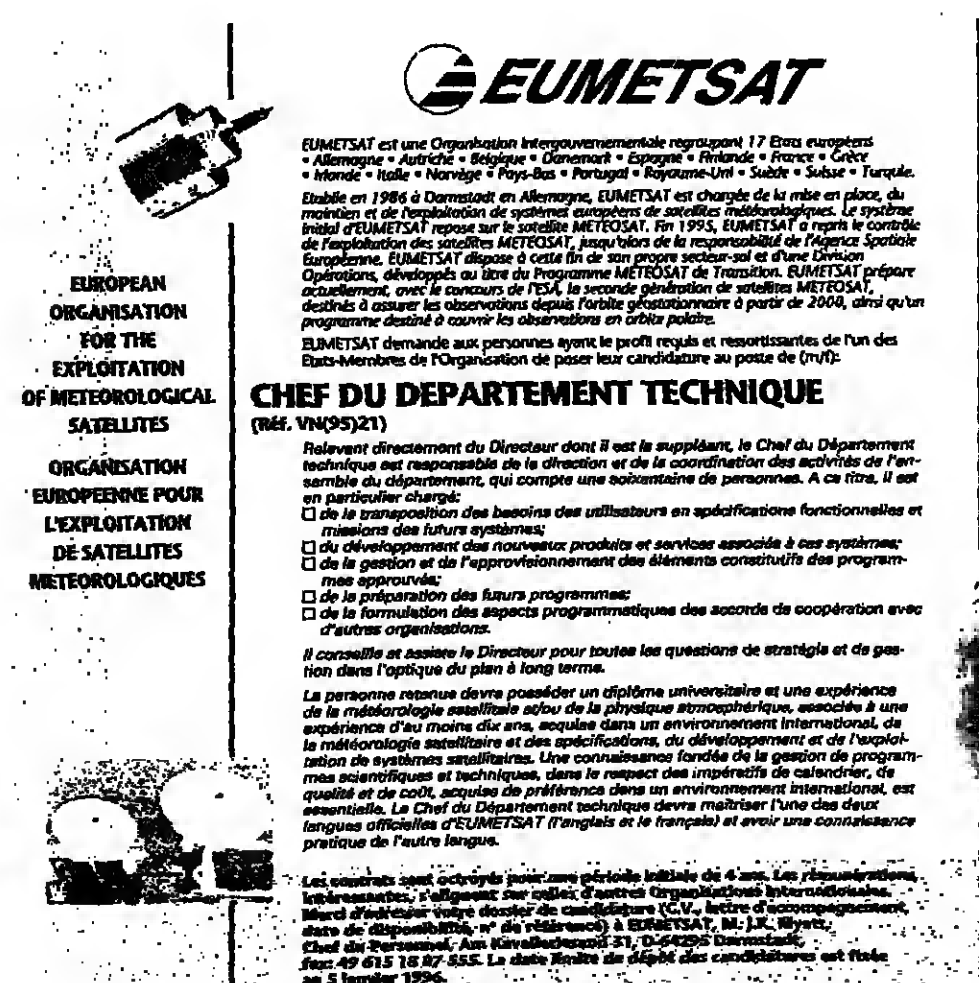
N.B.S.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NHK 新聞紙、EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - V. BERLINGSKE TIDENDE
 CORRERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



Une passion pour l'excellence, le souci permanent de rester leader et d'être une entreprise profitable et toujours plus productive - General Electric est un des groupes globaux les plus performants au monde. Visons à être premier dans chacune de ses 12 branches d'activités - des ampoules électriques aux moteurs d'avions, des services financiers à l'imagerie médicale - les valeurs de GE sont uniques.

GE Medical Systems est à la pointe de la technologie en imagerie médicale, avec des usines implantées en Europe, en Asie et en Amérique. Son siège social européen est situé à Buc (région parisienne). L'innovation, ainsi que la recherche constante de la qualité et de la productivité, sont les priorités de GE pour satisfaire ses clients.

Ingénieurs de projet (réf. IP011)
sourcing, manufacturing, logistics

Dans le cadre de ses projets et de son organisation mondiale, GE Medical Systems offre différentes opportunités de carrière à des ingénieurs ayant des compétences complémentaires en gestion. Ces différentes opportunités peuvent notamment correspondre à des fonctions de *manufacturing project leaders*, de *sourcing leaders* et de *logistics specialists*. Le *sourcing* jouant un rôle stratégique dans une recherche constante de productivité, une expérience des relations avec les fournisseurs constitue un atout.

Ingénieur diplômé avec un MBA (ou équivalent), vous êtes parfait bilingue français/anglais. La connaissance d'une troisième langue est souhaitée. Entrepreneur et dynamique, vous avez un don particulier pour le travail en équipe. Votre expérience de 3 à 5 ans vous permet de communiquer efficacement avec différents interlocuteurs dans un contexte de haute technologie. Ouvert au changement, vous considérez la mobilité interfonctionnelle comme allant de soi. Vous êtes capable de travailler de manière autonome, de définir et d'atteindre des objectifs ambitieux, voire de les dépasser.

Ces postes exigent flexibilité et leadership, et peuvent nécessiter des déplacements. Si l'opportunité de rejoindre une des compagnies les plus performantes du monde vous motive, envoyez dès aujourd'hui votre candidature à nos consultants, qui traiteront votre dossier avec la plus grande discrétion.

OPTIMAL Company, 8 rue Jean Guvion, 75008 Paris. Tél: (1) 40 74 64 53. Fax: (1) 42 25 06 59.

Intégrité, ouverture d'esprit, énergie, rapidité, goût des défis, telles sont les qualités de nos collaborateurs.

Intégrité, ouverture d'esprit, énergie, rapidité, goût des défis, telles sont les qualités de nos collaborateurs.

GE Medical Systems

22. Medical Systems

INGÉNIEURS CONSEILS

ENVIRONNEMENT: CAP SUD OUEST

Consultant en environnement expérimenté

Nous sommes, dans le domaine de l'environnement, une société de conseil et d'assistance technique. Nous développons notre implantation, basée à Toulouse, sur le grand Sud-Ouest où nous souhaitons prochainement accueillir un consultant en environnement expérimenté.

De formation scientifique, votre passé de responsable environnement en entreprise ou votre expérience dans le domaine des installations classées, voire de l'audit environnemental sont une exigence et seront un atout pour réussir dans ce poste. Vous participerez par votre action commerciale à la croissance de cette activité et conduirez, avec un réel degré d'autonomie, les actions techniques et les missions qui vous seront confiées. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre et photo) à Jonction, sous réf. 4902, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Jonction

Filière d'un grand groupe d'ingénierie, Serete Industries intervient en Conseil, Maîtrise d'œuvre, Entretien, Garantie... Adaptée aux domaines des Techniques Avancées: Aéronautique, Espace, Armement... sa démarche intègre des méthodes et recommandations de référence en organisation et management de projet. Elle recherche un:

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

capable selon les programmes de s'intégrer dans une équipe de management, au d'en prendre la responsabilité depuis les études de faisabilité jusqu'aux phases d'intégration et de mise en service. Ingénieur diplômé, à 30/35 ans, vous avez une expérience de chef de projet dans l'ingénierie appliquée à des domaines diversifiés, au idéalement appliquée aux secteurs Aéronautique ou Armement avec la connaissance des normes RG Aéro 00040. Votre qualité d'écoute et votre force de proposition font de vous un partenaire du client propre à bien répondre à ses différents besoins. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf SI/IA à : SERETE - E. Normandin - 86, rue Régnault 75013 Paris, ou par fax : (1) 45 70 58 17.

 **serete**
INDUSTRIES

INGENIEURS MARCHES CAPITAUX.

Sirca vous donne rendez-vous demain dans la rubrique Gestion-Finance sous référence 799 615 LM.

SIRCA

ANTICIPER LA RÉUSSITE 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris

MEMBRE DE SYRIL

SCIENCES ET SANTÉ

**IMPORTANT
LABORATOIRE
PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL,**
nous recrutons pour
notre **DIRECTION**
de la **RECHERCHE**
située région **ROUEN (76)**

Assistants de recherche

**FORMATION DEA
- STATUT CADRE -**

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi à **CURRICULUM 6** passage Lathuille 73881 Paris cedex 18 ou par fax : 45 22 03 60 qui transmettra

LC/MS

De formation DEA spectrochimie ou équivalent, vous serez chargé, au sein du laboratoire d'analyses, d'identifier les structures des molécules issues des laboratoires de synthèse par spectrométrie de masse. Une première expérience et la connaissance de l'anglais sont indispensables. Réf. 01/M

**CHROMATOGRAPHIE
PRÉPARATIVE**

De formation DEA ou fort d'une expérience de plusieurs années en chromatographie préparative, vous assisterez le Chef de Laboratoire pour la mise au point et la purification des nouvelles molécules. Réf.02/M

**Vous êtes pharmacien,
chimiste, scientifique ...**

- vous avez une première expérience de l'industrie pharmaceutique ;
- vous connaissez les mondes de l'université et de la recherche avec lesquels vous entretenez d'étroites relations ;
- vous parlez couramment l'anglais et êtes mobile... devinez

Consultant en recrutement

pour un groupe pharmaceutique international.

Vos missions seront :

d'anticiper les recrutements de cadres débutants, en développant les contacts avec les universités et les écoles, et en gérant la recherche et l'accueil de stagiaires dans les filières de nos métiers, d'attirer des chercheurs à haut potentiel, tant pour les centres de recherche que de développement, en établissant avec l'aide des collaborateurs de la maison des contacts privilégiés avec le monde hospitalier et celui de la recherche.

Si ce poste basé à Paris vous intéresse, merci de préciser la référence **261**, soit par téléphone du lundi au vendredi de 9 à 17 heures au 16 (1) 41 38 17 02 soit en envoyant votre dossier (lettre, CV) par fax au 16 (1) 47 28 49 15.

Contacts Entreprises - Candidats

En raison des perturbations dans l'acheminement du courrier, les entreprises ayant proposé des opportunités de carrière dans *Le Monde Initiatives* ces 2 dernières semaines peuvent être contactées aux coordonnées suivantes :

Ingénieur

DÉVELOPPEMENT PROCÉDÉS

Suite à l'annonce parue le 27 Novembre 1995, vous pouvez aussi nous adresser vos candidatures par fax au (16) 59.60.98.00



3 INGÉNIEURS CHIMISTES*

- Responsable d'analyses
- Expérience en production
- Débutant

rét. ICR

rét. ICP

rét. ICD

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Société CHIMIQUE ROCHE SA - Service Ressources Humaines - BP 170
68305 SAINT LOUIS Cedex - Fax : 89 69 78 67.

* Annonce parue le 4/12/1995.

Leader européen de l'assemblage flexible automatisé, nous renforçons notre centre de développement et recherches

INGÉNIEUR CONSULTANT

bilingue allemand / anglais / français

ANNONCE PARUE LE 4 DÉCEMBRE 1995

Merci d'envoyer votre dossier complet
(lettre, CV, photo et prétentions)
sous réf. IC/LM par fax au 44.75.81.22



RESPONSABLE
INSTALLATION CÂBLE
OUTILS INFORMATIQUES
R&D/ISDM

RESPONSABLE DU
GROUPE DES RÉSEAUX
CELLULAIRES
R&D/ISDM

INGÉNIEUR OUTILS DE
CONCEPTION ET TEST
R&D/ISDM

INGÉNIEUR GESTION
DE COORDINATION
R&D/ISDM

INGÉNIEUR SYSTÈME
DOCUMENTAIRE
R&D/ISDM

INGÉNIEUR "PROCESS
& INGÉNIEUR PRODUITS"
R&D/ISDM

NORTEL MATRA
CELLULAR

Chef de Groupe Industrie

Votre atout : la connaissance du marché des colles et des adhésifs.
Votre qualité principale : la capacité d'animation d'équipes commerciales.
Merci d'adresser ou de faxer votre dossier de candidature avec photo et prétentions à Madame SAUSSEAU - Société Sika
B.P. 377 - 75825 PARIS CEDEX 13. Fax : 45.34.52.06.
(réponse et discrétion assurées).

LE SIGNE DE L'EFFICACITÉ



Jeunes Diplômés Informaticiens

Annonce parue dans le numéro du 5/12/95. Réf. RBG 12.
Fax 46 03 32 97



LEADER MONDIAL DANS SON DOMAINE

CREE le poste en région lyonnaise :

INGÉNIEUR ETUDES ET R&D

Ensembles Electroniques de Puissance

Merci d'écrire - faxer au 42 60 38 95 et envoyer l'original -
sous réf. ETUR&D/53M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil
Richard Bénatouil - GROUPE BBC
1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.

SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

INGÉNIEUR COMMERCIAL

GRANDS COMPTES

Notre annonce parue le 28/11/95 dans la rubrique Fonctions
Commerciales a retenu toute votre attention.
Faites-nous parvenir votre CV par fax au :
(1) 40 76 06 33.



RESPONSABLE de DÉVELOPPEMENT

PHARMACEUTIQUE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV,
photo) sifré 238 LM à SOURCES Rhône-Alpes, Le Klaora
50, av. Chanoine Cartellier 69230 Saint-Genis Laval
Fax : 72.39.52.50

Grand laboratoire français de renommée internationale, nous recherchons un

Responsable

Qualifications et métrologie

Merci de faxer et d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
à notre conseil :

Mme Hélène BRAU-LAPIE,
HB Présence, 92 route de Paris,
69260 Charbonnières-les-bains.
Tél. : 78.34.94.93 - Fax : 78.34.79.83



CORNING

et ses filiales

COSTAR

BESSLAAR

HAZLETON

La Direction Technique Européenne s'installe à

FONTAINEBLEAU (77) recherche un

responsable R&D

Si vous êtes intéressé par cette opportunité ou si vous
avez déjà fait acte de candidature par lettre,
merci de nous envoyer votre dossier par fax ou
(1) 64 69 74 01

Cette offre est : crue les 28 Nov. et 4 Dec.

Le SIVOM de l'agglomération Orléanaise recrute UN

Ingénieur spécialiste des transports

urbains en site propre.

- Ingénieur diplômé de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées ou d'un niveau équivalent
- Doté d'une expérience de longue durée dans le domaine des transports et/ou de l'aménagement urbain, génie civil et génie urbain.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé à Monsieur le Président du SIVOM de
l'agglomération Orléanaise par fax au 39 77 15 57.

LEADER MONDIAL DANS SON DOMAINE

CREE le poste à Paris :

INGÉNIEUR RESPONSABLE PRODUITS

Systèmes Electroniques Embarqués

Merci d'écrire - faxer au 42 60 38 95 et envoyer l'original -
sous réf. ING.PRD/53M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil
Richard Bénatouil - GROUPE BBC
1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.

Le Groupe SITA, filiale de LYONNAISE DES

EAUX, recherche pour son siège parisien :

Responsable Système/Réseau H/F

Jeune Chef de Projet H/F

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie
à Geoffroy Vieljeux - Responsable du Recrutement - Groupe SITA - 94 rue
de Provence - 75009 Paris. Fax : 53 21 22 09.

ON-X

Consultants Seniors

Parue les 27/11 et 4/12
sous référence R/LEMOND/11 - 95
ON - X - DEPARTEMENT RESEAUX
15, Quai de Dion BOUTON - 92800 PUTEAUX
FAX : 40 99 99 58

TRANSICIEL

DIRECTEURS DE PROJETS

(annonce du 27 11 95)

Pour les candidatures :
Fax 41 22 41 00 Tél. 41 22 41 22 Isabelle Canu
ou les déposer à l'accueil.

TRANSICIEL - 59/60, quai Alphonse Le Gallo
92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex.



Ingénieur

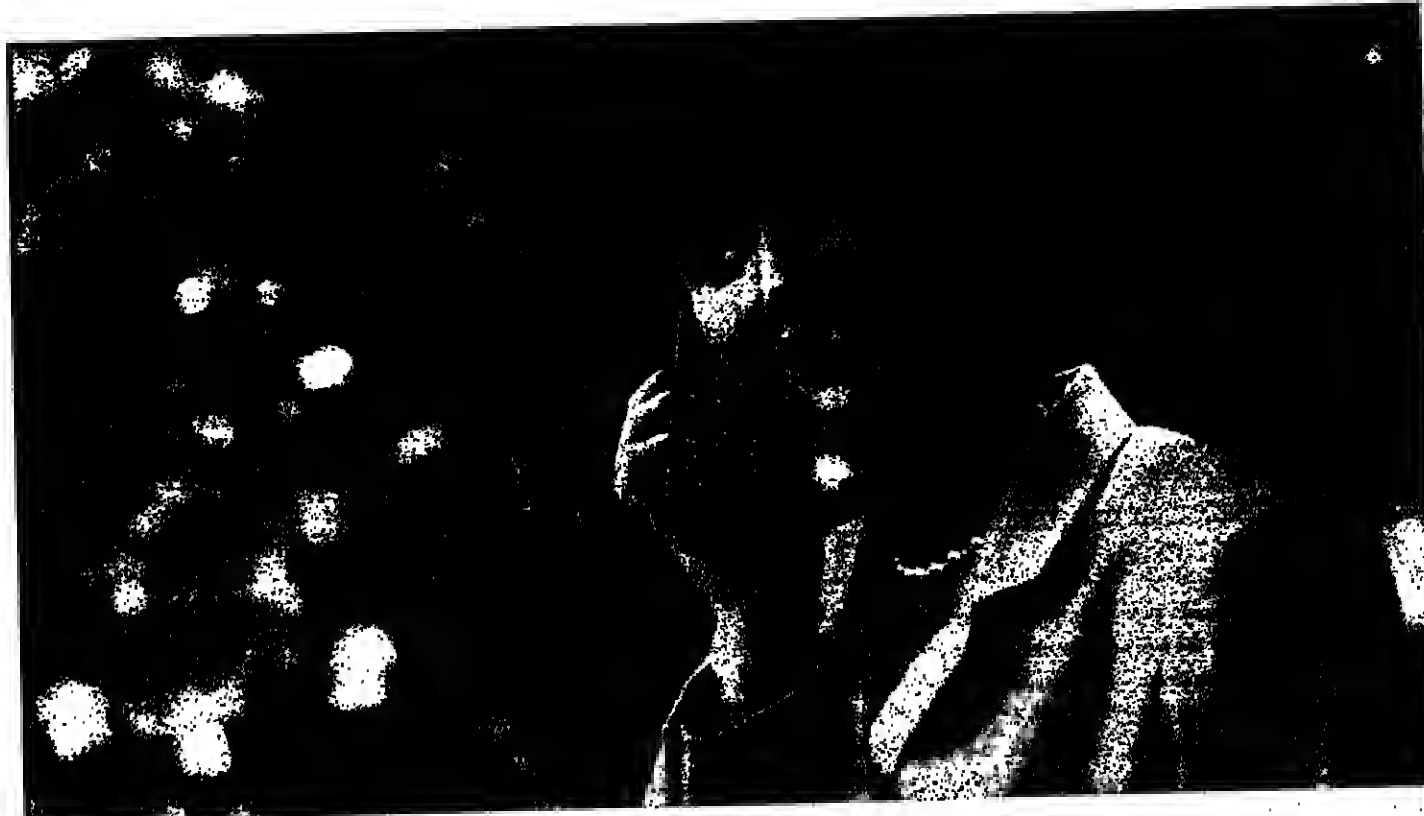
électronicien

Merci de faxer votre lettre manuscrite,
curriculum vitae et photo au numéro suivant :
47 97 50 78

Deux Initiatives par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



GSM, PMR... Venez développer les infrastructures des futurs réseaux de communication mobile

Sur un marché en pleine expansion, les communications mobiles représentent pour nous une activité stratégique. Aujourd'hui, nos infrastructures de communications mobiles assurent des services fiables et de haute qualité à des millions d'utilisateurs dans le monde. Demain les réseaux mobiles devront offrir encore plus de services pour plus d'efficacité. Pour répondre à ce challenge nous accordons une large place à l'innovation et aux talents d'hommes et de femmes déterminés à relever ces grands défis technologiques et humains. L'imagination et l'esprit d'initiative sont les moteurs de la réussite de nos projets.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
Débutants à 5 ans d'expérience.

X, SUP TELECOM, SUPELEC..., selon votre formation et vos compétences, vous intégrerez nos équipes en études ou développement dans les domaines : logiciels temps réels, hardware numérique, méthodes et outils. Vous développerez des solutions innovantes et évoluerez au sein d'un groupe où le sens de l'engagement et l'ouverture internationale offrent de réelles perspectives d'évolutions.

ALCATEL

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence MPW/ING à
Alcatel Mobile Communication - Direction des Ressources Humaines
32, avenue Kléber 92707 Colombes Cedex France

gsi
erli

Première société européenne
en ingénierie linguistique
et documentaire,
recherche :

Des Ingénieurs documentalistes

de formation supérieure (CSSID Sciences - Po, INTD ou DESS d'information - documentation). Les candidats doivent présenter le profil suivant :
- connaissances en linguistique ;
- pratique de l'informatique ;
- 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine de la documentation ou du traitement automatique de la langue ;

Des ingénieurs informaticiens

(expérience 3 à 5 ans)

Ingénieur grande école ou 3ème cycle.
Maîtrise du développement en C/C++ sous Unix.
Connaissances de X/Modif et Windows.
Connaissances de produits documentaires appréciées.
Connaissances d'HTML, d'HTTP et de TCP/IP appréciées.

Un ingénieur technico-commercial

(expérience 3 à 5 ans)

Ingénieur grande école ou 3ème cycle (option informatique ou équivalent).
Bonne connaissance des logiciels documentaires, et si possible du traitement automatique de la langue.
Une première expérience réussie de technico-commercial dans un domaine voisin.

Pour ces trois postes, l'anglais courant (et éventuellement une autre langue européenne), des capacités d'adaptation et de travail en équipe, sens de l'initiative, grande curiosité, facilités de rédaction, sont indispensables.

Merci de transmettre votre candidature
(lettre manuscrite et C.V.) à :

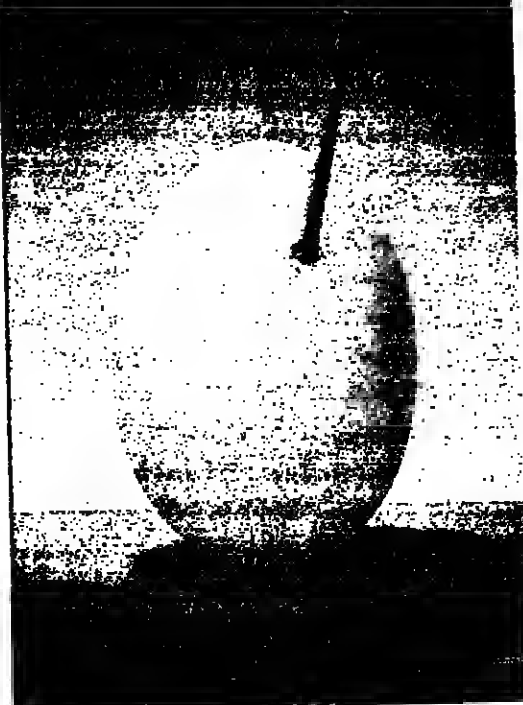
GSI - ERLI

1, place des Marseillais

94227 Charenton Le Pont Cedex

Fax : 43 75 79 79 à l'attention de Noëlle Lahu

Un nouvel univers
est en train de naître.



Détermination, technologie et talent font éclore un monde inédit. Celui de la téléphonie mobile. Détermination : celle de Bouygues Telecom, qui se donne les moyens d'une ambition sans faille sur ce marché aux formidables potentialités. Technologie : le réseau DCS 1800, porteur d'une nouvelle génération de téléphones mobiles. Talent : celui des hommes et des femmes de Bouygues Telecom. Une personnalité animée par un même esprit d'équipe, qui construisent une nouvelle entreprise, acteur majeur sur l'ensemble du territoire français. Dans ce contexte, nous vous proposons aujourd'hui de nous rejoindre dans le cadre de notre développement.

INGÉNIEUR RADIO

De formation Ingénieur option Télécom, vous possédez une expérience de 2 à 4 ans dans le déploiement des réseaux cellulaires norme GSM avec la participation aux différents tâches de l'ingénierie cellulaire, notamment sur des projets indoor type tunnels et bâtiments et vous avez une bonne connaissance des outils de prédiction. (réf. JBA/IM/R)

INGÉNIEUR COMMUTATION

Vous assurez la modélisation du trafic, la préparation et la mise à jour des données de configuration NSS et le déploiement du réseau. De formation Ingénieur option Télécom, vous possédez une expérience opérationnelle d'au moins 3 ans en commutation chez un constructeur, un opérateur ou au sein d'une SSII, avec des compétences en conception, tests et validation d'interfaces. (réf. JBA/IM/NSS)

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS MESURE

Vous participez aux mesures de couverture radio des sites BTS et à l'analyse de la couverture et de la qualité radioélectrique. Vous êtes débutant ou possédez une expérience dans le domaine du GSM avec des compétences en mesures analogiques et numériques et la maîtrise de la gestion d'un parc matériel. (réf. JBA/IM/MES)

Ces postes sont basés sur Lyon, Nice ou Valéry et exigent une mobilité régionale.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi et votre mobilité géographique, à BOUYGUES TELECOM - Département recrutement 51, avenue de l'Europe - 78944 VELIZY CEDEX.



Bouygues Telecom

ET SI NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE ?

commercial
crédible et autonome

INGÉNIEUR

SUD-OUEST

Nous appartenons à l'un des tout-premiers groupes industriels européens.

Notre activité de producteur d'acier est reconnue pour son innovation technologique permanente.

Nous recherchons un commercial pour le Sud-Ouest, de la frontière espagnole au massif central.

Très autonome, en liaison directe avec la Direction Générale, vous serez chargé de gérer et de développer en prospectant une clientèle de petites et moyennes entreprises.

Ingénieur, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le secteur de la mécanique.

Habile négociateur, rigoureux, disponible, doté d'un esprit curieux et exigeant, vous savez entretenir des relations de partenariat avec vos clients.

Après une période de formation, votre rémunération sera à la hauteur de nos exigences.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous la référence AP.55 à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN
à l'honneur du talent

